

ALBERTO FLORES GALINDO S.

ARISTOCRATIE ET PLEBE: LIMA, 1760-1830

(Classes sociales et société coloniale
au Pérou)

Thèse de Doctorat de 3e.
cycle préparée sous la
direction de Monsieur le
Prof. R. ROMANO, Directeur
d'Etude à l'Ecole des
Hautes Etudes en Sciences
Sociales.

Paris, 1982

ABREVIATIONS

<u>A.A.</u>	Archivo Arzobispal (Lima)
<u>A.F.A.</u>	Archivo del Fuero Agrario (Lima)
<u>A.G.I.</u>	Archivo General de Indias (Séville)
<u>A.G.N.</u>	Archivo General de la Nación (Lima)
<u>A.H.R.A.</u>	Archivo Histórico Riva Agüero (Lima)
<u>A.M.</u>	Archivo Municipal (Lima)
<u>A.N.M.</u>	Archivo Naval (Madrid)
<u>B.N.</u> , Lima	Biblioteca Nacional (Lima)
<u>B.N.</u> , Madrid	Biblioteca Nacional (Madrid)

A mes parents...

"Lima est pour moi une ville assiégée par la mort, un alarmant mélange de splendeur souterraine, de misère sociale dévastatrice et d'un stupide orgueil colonial."

Jorge Eduardo Eielson (1980)

INTRODUCTION

Lima à la fin du XVIII^e siècle: la capitale d'une vaste étendue coloniale andine qui se situe pourtant, dès sa fondation, près de la mer, à très peu de distance du Callao, son port naturel. Siège de la bureaucratie et centre mercantile d'où cette puissante corporation que fut le Tribunal du Consulat (marchands et armateurs) étend son influence tantôt sur le Pacifique -la Mer du Sud, selon l'usage des documents de l'époque-, tantôt sur l'intérieur du pays. La population de Lima, surmontant le fléau des épidémies, commence à s'accroître: en 1792 elle atteint 52.000 habitants, et quelques vingt ans plus tard, elle est estimée à plus de 63.000 habitants. Presque complètement détruite par le tremblement de terre de 1746, la ville dut être reconstruite, et adaptée aux nouvelles modes qui imposaient de vastes lieux publics comme les Arènes, le Paseo de Aguas, l'Alameda de Acho, les cafés.

Dans ce théâtre urbain, les deux personnages fondamentaux -si l'on s'en tient aux chiffres obtenus lors de recensements- semblent être l'aristocratie et les esclaves. Pendant la période coloniale, on octroie, à Lima, 411 titres nobiliaires, nombre qui l'emporte de loin sur les 234 titres de Cuba et Saint-Domingue, et les 170 du Mexique. On peut affirmer qu'à Lima réside l'élite vice-royale "la plus nombreuse et la plus importante" de l'Amérique espagnole¹; elle accrût son importance grâce aux activités mercantiles, à l'expansion de l'appareil d'Etat et à une récente migration espagnole provenant des régions basco-navarraises; tout cela explique que Lima soit, par sa population, une des villes les plus hispaniques du continent: 18.000 habitants sont recensés comme Espagnols (les natifs d'Espagne l'emportant sur les créoles) face à qui se dressent, à l'intérieur de l'enceinte de la ville, plus de 13.000 esclaves, socialement proches des 10.000 "gens de couleur libres". C'est peut-être en ayant en tête ces considérations numériques, que le poète péruvien Martin Adan a associé le destin de la classe dominante coloniale à celui de l'esclavage². Cette situation a préoccupé ceux qui, comme les officiers coloniaux, ont toujours été obsédés par l'équilibre entre les "castes". Qu'est-ce qui réglait les

rapports entre ces groupes sociaux? Cette question nous amène à rechercher la structure sociale de la Colonie: peut-on la décrire en termes de société de classes? Quelles seraient ces classes? Voici les questions autour desquelles s'organise notre étude. A mesure qu'il y sera répondu, nous verrons disparaître quelques préjugés, et apparaître de nouveaux groupes sociaux.

Il importe de se débarrasser de quelques présupposés: toute société complexe n'implique pas nécessairement l'existence de classes, pas plus que ces dernières ne correspondent à une position déterminée dans le processus économique. Une classe est une forme spécifique d'expression de la totalité sociale; elle se définit par des facteurs internes et par les relations d'opposition ou de complémentarité qu'elle entretient avec d'autres groupes. C'est dire que la classe sociale est surtout une réalité temporelle "définie par les hommes qui vivent leur propre histoire"³. L'analyse de classes débouche sur une approche de la structure sociale par la voie de la pratique, dans laquelle la définition n'est pas le point de départ mais le résultat. Donc, une classe sociale -bien qu'il soit tautologique de le dire- est une réalité en mouvement, qui ne peut être étudiée abstraitement ou a priori et qui en fonction des événements qu'elle rencontre, supporte ou provoque, passe par divers stades: périodes de formation, d'hégémonie sur une société, de désagrégation et de déclin. Quel que soit le stade, les relations économiques sont inséparables de la culture et de la mentalité qui regroupent les hommes. Il est évident qu'une classe n'est pas une somme d'individus; mais il est aussi vrai que ces derniers ne peuvent pas être oubliés: il y a un inévitable contrepoint entre classe et biographie, pour cela, "l'histoire sociale doit essayer de concilier la dimension collective avec les destins individuels"⁴.

Le jeu social déborde la Lima coloniale. Il est évident qu'il n'existe pas de division nette entre la ville et la campagne -malgré la muraille et les portes- et que la vie urbaine de Lima se confond avec les activités rurales des vallées proches. Mais tandis que l'esclavage a un caractère nettement régional, présent surtout dans la capitale et dans les vallées de la côte centrale, de Santa jusqu'à Nazca, l'aristocratie commerciale, au contraire, préfère étendre progressivement son domaine sur les marchés de l'intérieur, en articulant un réseau

mercantile qui inclut des villes et des villages andins comme Cerro de Pasco ou Cusco, et des endroits aussi éloignés que les ports de Guayaquil ou Valparaiso. Penser la Lima coloniale en termes de "classe sociale" nous conduit des milieux urbains aux paysages ruraux, et parfois nous devons dépasser les limites régionales pour suivre certains destins collectifs ou individuels.

Nous avons privilégié la lecture des sources judiciaires. La raison initiale est très simple: elles abondent, elles figurent dans toutes les archives. Nous citerons succinctement les jugements devant l'Hôtel de Ville (Cabildo) et le Tribunal (Audiencia), causes civiles et criminelles, devant le Gouvernement Supérieur (Superior Gobierno), l'Archevêché (causes de Noirs), les tribunaux privés comme le Tribunal du Consulat ou le Tribunal des Séquestres. Voulant obtenir une approximation la plus détaillée possible et soucieux de la vie quotidienne, nous nous sommes attaché aux témoignages très détaillés produits en justice. Cela est dû, parmi d'autres raisons, au rôle décisif joué dans la société coloniale par le droit: la légalité prétend régir le fonctionnement social. Il n'y a pas d'expédition de conquête qui ne soit arrivée en Amérique sans notaire ou secrétaire.

Les litiges nous permettent d'observer la conduite des parties et les intérêts en jeu. Nous devons rejeter les images simplistes qui présentent le droit seulement comme un moyen pour la classe dominante de s'imposer; le droit est plutôt un terrain de confrontation, où se manifestent nécessairement les intérêts et projets des groupes populaires: bien que les sentences qui leur sont défavorables soient plus fréquentes, le fonctionnement du système exige qu'ils puissent gagner quelques procès et obtenir parfois satisfaction, même s'ils sont Noirs et/ou esclaves⁵. Dans les dossiers judiciaires on trouve tous les personnages possibles: des aristocrates, des petits commerçants, des artisans, des curés, des esclaves, des bandits... Evidemment, comme le précisent Javier Tord et Carlos Lazo⁶, ces documents ne peuvent pas être lus naïvement. Il est toujours nécessaire de comparer et d'opposer les opinions: un tribunal n'est pas un confessionnal, même si, comme au confessionnal, ce que l'on tait est parfois plus important que ce que l'on dit. Cependant notre problème n'est pas de recommencer le procès ni de rechercher la culpabilité ou l'innocence de l'accusé, mais

de nous servir du procès pour comprendre comment sont structurées les relations sociales. Il reste à signaler quelques sources indispensables: recensements de population, les Dîmes, les frappes monétaires et les sources fiscales (Caja Real), les actes de l'Hôtel de Ville et du Tribunal du Consulat, sans compter des Mémoires des Vice-Rois ou les récits de voyages...

Notes

¹ Lohmann Villena, Guillermo, Los americanos en las órdenes nobiliarias (1529-1900), Madrid, Instituto Gonzalo Fernández de Oviedo, 1947, p. LXXIV. Vargas Ugarte, Rubén, S.J., Títulos nobiliarios en el Perú, Lima, 1958. Puente Candamo, José Agustín, "Planes monárquicos de San Martín" en Cuadernos de Estudio, Lima, Universidad Católica, Instituto de Investigaciones Históricas, t. II, 1947. Sur ce sujet on peut lire également Enrique Torres Saldamando, Javier Prado, Luis Varela et Jorge Basadre. Ce dernier, dans La iniciación de la República, Lima, E. Rocay, 1929, t. I, pp. 1-2, s'est étonné du nombre élevé atteint par l'aristocratie coloniale: un duc, 58 marquis, 45 comtes et vicomtes plus les croisés et les hidalgos.

² Adán, Martín, De lo barroco en el Perú, Lima, Universidad Nacional Mayor de San Marcos, 1968, p. 234. Ce livre s'inscrit dans le cycle intellectuel contemporain d'interprétations globales de la "réalité nationale", dans le sillage de Le Pérou contemporain (García Calderón) ou les 7 Ensayos... (Mariátegui).

³ Thompson, Edward, Tradición, revuelta y consciencia de clase, Barcelona, Crítica, 1979, p. 34. Cette hypothèse fut initialement proposée par Thompson comme aboutissement d'une recherche de longue haleine sur La formación de la clase obrera, Barcelona, Laia, 1979.

⁴ Geremek, Bronislaw, Les marginaux parisiens aux XIV et XV siècles, Paris, Flammarion, 1976, p. 111.

⁵ Thompson, Edward, "Modes de domination et révolutions en Angleterre" en Actes de la Recherche en Sciences Sociales, Paris, juin, 1976, n. 2-3, pp. 133-151.

⁶ Lazo, Carlos et Tord, Javier, El tumulto esclavo en la hacienda San José de Nepeña, 1779, Lima, 1978, pp. 9 et suiv.

Chapitre I

LE FIL DE L'ECHEVEAU

1. Un vieux débat: la question du blé

En 1795 s'est ouvert devant le Gouvernement Supérieur, un curieux procès entre le boulanger Francisco Flores et les meuniers Jacinto Chavez, Manuel Salazar et Juan Jose Arismendi; le premier accusant les trois autres de vouloir monopoliser la production de farine dans la ville, en lésant sa corporation et, naturellement, les consommateurs. Ces trois personnes pouvaient avoir à répondre de toute plainte concernant le prix du pain. En effet, Chavez avait loué trois moulins, Salazar en avait deux et Arismendi huit, sur un total de dix-sept moulins établis à Lima, dont seulement deux étaient inactifs. L'accusation semblait fondée, c'est du moins ainsi que le comprirent les juges qui annulèrent les baux de location. Le meunier Jacinto Chavez voulut demander une révision de l'arrêt, mais son recours fut rejeté comme inopportun et en considération de la nécessité impérative de combattre les monopoles¹.

Il s'agit en apparence de l'opposition entre un boulanger (typique image du petit artisan) et trois riches entrepreneurs qui veulent obtenir des bénéfices aux dépens de toute la ville. Mais si l'on examine soigneusement le procès, si l'on s'interroge sur les parties qui interviennent et les conséquences de l'arrêt, les conclusions d'une première lecture doivent être totalement révisées. Il en ressort que les soi-disants monopolistes ne sont pas propriétaires des moulins mais de simples locataires et, au moins pour ce qui concerne deux d'entre eux, il semble qu'ils ne possèdent pas d'autres propriétés. Arismendi est un capitaine retraité qui paie ponctuellement les loyers. Chavez travaille dans ce métier depuis soixante-trois ans, il a toujours loué deux moulins ou plus, et n'a pas d'autres moyens de faire vivre sa famille. Quant à Salazar, en réalité il ne possédait qu'un seul moulin, devenu sa propriété à la suite d'un prêt non remboursé qu'il avait consenti à un intendant. Ils ne peuvent pas fixer le cours du prix du blé car, depuis longtemps, celui-ci est taxé; le prix du pain, quant à lui, résulte, entre autres facteurs, de ce que les boulangers ont à payer pour la mouture.

D'autre part, la faiblesse des boulangers n'est qu'apparente. Bien qu'ils se divisent en deux secteurs -les fournisseurs ou vendeurs de pain et les producteurs-, ils appartiennent à la même corporation ce qui leur permet de cumuler leurs intérêts. A la suite du jugement, le boulanger Joaquin Oyague obtient la location du moulin de San Pedro Nolasco; Felipe Sagrero, du même métier, loue un autre moulin; et Luis Ferranz, boulanger aussi, demande la location de deux moulins. Il ne s'agit pas précisément de petits propriétaires. Don Miguel de Castañeda y Amuzquibar, par exemple, possédait une boulangerie (Mantas); on s'aperçut qu'il était également propriétaire de deux moulins; en outre il avait des intérêts dans une nouvelle fabrique de poudre, il était propriétaire de trois navires qui faisaient le commerce entre El Callao et Valparaiso; il détenait l'exploitation du salpêtre à Talcahuano et le monopole des envois de nitrates en Espagne²; à la suite du procès que nous étudions il demanda la location d'un autre moulin, en compagnie d'un boulanger appelé Miguel Capelo. Mais tous les propriétaires de boulangeries ne furent pas des personnages aussi puissants. Ceux qui apparaissaient à la tête de l'entreprise n'étaient que de simples administrateurs d'une affaire qui était propriété d'un grand commerçant; dans d'autres cas des personnes endettées ou qui faisaient marcher l'entreprise al partir (en s'associant) avec quelque aristocrate (celui-ci donnait l'argent et le boulanger apportait son travail, les profits étant ensuite divisés en parts égales). Le système d'endettement et de prêts faisait que, pour les habitants de la ville ou les magistrats du Gouvernement Supérieur, l'articulation entre les personnages de l'élite urbaine et les boulangers n'était pas évidente; c'est ainsi qu'est passée inaperçue la tentative de monopoliser la fourniture de pain, lorsque ceux qui voulaient s'assurer le monopole taxèrent de "monopolistes" ceux qui étaient non leurs rivaux mais des artisans qui se consacraient traditionnellement à la meunerie, et qui pour cela même faisaient obstacle à leurs projets. Un arrêt judiciaire favorable permit ce qui dans la pratique pourrait être qualifié de spoliation.

* * *

Le blé fut toujours une culture conflictuelle au Pérou. Apporté par les Européens après la conquête, il s'implanta dans les vallées de la sierra, mais il se répandit surtout dans les régions voisines de

Lima, où il concurrença victorieusement le maïs, car il avait trouvé un sol et un climat favorables et il était stimulé par la croissante demande urbaine. La proverbiale production de blé sur la côte centrale péruvienne causa l'étonnement de plusieurs chroniqueurs comme Cieza de Leon (1550) ou Bernabe Cobo (1640). La fertilité de la côte est attestée non seulement par leurs témoignages mais encore par le fait que, la demande de la capitale une fois couverte, des excédents permirent d'alimenter des exportations fréquentes de cette céréale vers Panama. Au XVII^e siècle les vallées de la côte centrale péruvienne furent le principal grenier à blé du Pacifique; mais à la fin de ce siècle, la situation changea substantiellement: le Pérou, centre exportateur, devint un pays à économie déficitaire, contraint, au moins depuis 1707, à importer de plus en plus de blé du Chili. Dans la région centrale du royaume, l'agriculture gagna du terrain aux dépens des activités d'élevage (production de suif et de cuir), et s'imposa alors l'image d'un paysage dominé par les épis.

Comme le blé était un produit de première nécessité, indispensable pour satisfaire la croissante demande urbaine, ces changements dans la répartition des cultures étonnèrent nécessairement les contemporains³. Beaucoup d'entre eux crurent trouver une explication vraisemblable dans les bouleversements causés par le grand tremblement de terre de 1687. N'y avait-il pas concomitance entre ce séisme et le début du commerce Callao-Valparaiso? Cette version des faits était déjà amplement diffusée dans les années 1710 lorsque Frezier⁴ la recueillit dans son livre de voyages. Quelques années plus tard, l'auteur qui s'occupa de la façon la plus approfondie de la question du blé -l'économiste Bravo de Lagunas- soutint fermement qu'après le tremblement de terre les graines n'étaient plus "qu'une inutile et nocive poussière de la couleur du tabac"⁵, ce qui permit ensuite à quelqu'un de suggérer la présence d'un fléau. Hipolito Unzueta, un médecin à la compétence scientifique irrécusable, ajouta comme explication les possibles variations climatiques qui suivirent le tremblement de terre⁶. Jose Maria Pando synthétisa toutes ces interprétations convergentes en affirmant, en 1831, que les échanges avec le Chili sont: "un commerce né de l'horrible nécessité dans laquelle se trouvaient la capitale et ses alentours, lorsqu'à la fin du XVII^e siècle, à la suite du tremblement de terre,

les semences furent perdues, la température de l'atmosphère changea et les vallées de Lima et Cañete ne produisaient plus de blé⁷. L'affirmation est tranchante: le blé avait disparu de la côte péruvienne. Les importations du Chili n'étaient pas le résultat d'un choix délibéré, mais des imprévisibles bouleversements climatiques et écologiques causés par un tremblement de terre.

Ces opinions dont l'unanimité n'est qu'apparente, on le verra, furent partagés par de nombreux historiens contemporains⁸ qui trouvèrent dans la "crise du blé" un argument pour proposer, à leur tour, l'idée d'une crise agraire sur la côte, qui venait après une crise agraire dans toute la vice-royauté, et finalement, l'idée d'une crise générale, commencée au début du XVIII^e siècle. Cespedes del Castillo, en 1947, publia un livre devenu classique où il opposa la croissance de la Vice-royauté de Rio de la Plata au déclin péruvien, en insistant sur les effets du tremblement de terre, auxquels durent s'ajouter -selon lui- les pluies inhabituelles de 1701, 1720, et 1728, sans compter un autre séisme qui eut lieu en 1746⁹. Febres Villarroel, quelques années après, attribua résolument, comme l'avaient fait avant lui Unanue ou Pando, la "stérilité des terres" au séisme de 1687¹⁰. Demetrio Ramos, qui non sans raisons nourrissait quelques doutes quant à ces interprétations, essaya cependant de les conforter en insistant sur des conséquences possibles du tremblement de terre sur les systèmes d'irrigation côtiers¹¹. Mais il rappela aussi -suivant en cela les voyageurs Jorge Juan et Antonio de Ulloa- la probable action d'un fléau (le charançon) qui aurait coïncidé avec le séisme, et aurait produit des effets dévastateurs dans les premières décennies du XVIII^e siècle¹².

Dans ce concert d'opinions, certaines affirmations ne semblent pas très convaincantes. Personne n'a étudié avec attention les effets du tremblement de terre. Les jugements reposent sur des observations postérieures, dont quelques unes très tardives, et sur l'établissement d'une correspondance (chronologiquement contestable) entre l'arrivée de bateaux chargés de blé provenant du Chili et le tremblement de terre de 1687. Si l'on considère l'histoire sismique du Pérou, on peut admettre qu'un tremblement de terre -ou, plutôt, toute une série de séismes comme ceux de cette année-là- endommage les systèmes d'irrigation, détruit dans certaines régions les cultures et entraîne une baisse sensible de la production agricole; mais on peut difficilement

rendre compte de la prétendue langueur d'une activité agricole séculaire, et encore moins, de la disparition presque totale d'une culture. Comment un tremblement de terre pourrait-il modifier la qualité des sols? Quelle relation établir entre le tremblement de terre et les changements atmosphériques? Pourquoi lier ces effets catastrophiques et prolongés précisément au tremblement de terre de 1687? Celui-ci bien évidemment n'a pas été l'unique séisme que dut supporter le Pérou colonial: des séismes d'une intensité similaire s'étaient produits en 1582, 1586, 1609, 1630, 1655, 1678, 1690, 1699, 1716, 1725, 1732, 1734, 1743, et 1746; aucun d'eux n'entraîna de variations significatives ou prolongées dans le climat, les sols ou les cultures de la côte¹³. Tout ce qu'on sait laisse supposer que dans la série précédente, le séisme le plus intense fut celui de 1746: entre le mois d'octobre et le mois de février on ressentit 430 mouvements telluriques, mais aucun auteur ne put observer ensuite la moindre variation dans les cultures¹⁴.

Les jugements portés sur la "crise du blé" reposent sur des sources de type qualitatif, isolées et dispersées, qui ne permettent ni de dater ni de suivre avec précision le développement chronologique de l'événement. L'échafaudage empirique est trop fragile: citations de voyageurs, extraits des Mémoires administratifs des Vice-Rois, opinions d'auteurs contemporains, ces sources, de plus, ne furent pas toujours lues avec rigueur. Les témoignages directs manquent. Une somme de sources négligeables aussi abondantes soient-elles, ne permet d'avancer aucune thèse. L'exception: un des témoignages les plus intéressants est la réclamation déposée en 1780 par les labradores de Lima, qui sollicitaient un allègement des charges fiscales et du nouveau cabezón qui retombaient sur leurs propriétés¹⁵. La plainte de propriétaires contre le projet du pouvoir colonial d'augmenter les cabezones (impôt sur les propriétés et la production agricole) est vue comme l'expression claire, évidente, de la crise agraire qui desséchait le siècle. Néanmoins, il faudrait se demander si la réaction des labradores n'était pas, en quelque sorte, inévitable et prévisible, si l'on considère que le montant du cabezón n'avait pas été modifié depuis très longtemps¹⁶.

Les auteurs du XVIII^e siècle tout comme les historiens contemporains se firent en réalité l'écho des arguments avancés par les marchands eux-mêmes pour expliquer les importations de blé du Chili. Mais la thèse des effets supposés du tremblement de terre et de l'impossibilité qui

s'ensuivit de semer du blé sur la côte ne fut pas acceptée par tous bien qu'à première vue elle semblât faire l'unanimité.

Lors du procès dont nous parlions au début de ce chapitre, le meunier Jose Arismendi présenta un recours dans lequel, afin de démontrer les véritables projets monopolistes que dissimulaient aussi bien le requérant Francisco Flores que les boulangers, il proposa une autre explication quant à la diminution de surfaces emblavées sur la côte. Arismendi affirmait que ce fait fut la conséquence des "hostilités" engagées par les boulangers, qui réussirent à fixer le prix d'achat des récoltes, à un niveau si bas qu'il supprimait tout bénéfice pour les propriétaires. Comme l'importation de blé chilien allait à l'encontre "l'idéal" économique de l'autosubsistance, les plaintes furent nombreuses contre ce qu'un auteur qualifia de "déplorable dépendance à l'égard d'un autre Royaume"¹⁷. C'est pourquoi, comme le fait remarquer Arismendi, il y eut de nombreux dispositifs protectionnistes qui visaient à contrôler le prix du blé et à soutenir les producteurs locaux; le résultat fut que, vers 1785 ou 1786, la production de blé atteignit 40.000 fanegas, "mais l'union des boulangers qui était la plus forte s'étant érigée en association, à nouveau son hostilité sur ce point (comme dans tous les autres de son ressort), de façon telle qu'étant le prix légitime et indivisible du blé (comme il l'est celui de leurs moutures), ils l'abaissèrent à trois pesos et jusqu'à vingt reaux s'ils voulaient obtenir la paie au comptant, avec d'autres peines insoutenables pour les laboureurs, qui afin de se libérer d'elle, et ne pouvant plus la défrayer, ne sèment plus. Donc, déjà dans les années présentes [1795], la récolte n'atteint même pas les six ou huit mille fanegas, et les suivantes seront encore moindres jusqu'à l'extinction totale, ce que désirent les boulangers"¹⁸. Des arguments semblables, même s'ils passèrent inaperçus pour certains historiens, furent notés dans le Mémoire du Vice-Roi Manso de Velasco, Comte de Superunda, qui essaya sans succès de réformer les circuits de commercialisation du blé¹⁹.

Quelques années plus tard, l'Hôtel de Ville de Lima fit une enquête, à partir de rapports détaillés des principaux propriétaires des vallées proches de Lima: Magdalena, Bocanegra, Carabayllo, Ate, Surco. La compilation systématique de tous ces renseignements permit d'affirmer qu'on pouvait non seulement semer du blé mais encore

augmenter la production²⁰. Il semble que le grain "créole" -nom qu'on donna à la production locale- était d'une qualité inférieure à celui du Chili, et qu'en même temps, les vallées centrales du Royaume du Chili, réunissaient les conditions qui permettaient d'atteindre de plus forts rendements en blé, mais, le contenu de l'enquête ne reconnaissait pas qu'il s'agissait d'une culture qui avait disparu de la côte. De fait, on n'avait jamais cessé de semer du blé et, bien que sa production eût diminué de façon significative, peut-être sous l'effet du fléau du début du siècle, il s'était maintenu opiniâtement dans quelques vallées.

Le problème du blé a constamment préoccupé la bureaucratie coloniale. Une baisse dans la production chilienne ou l'interruption du commerce avec Valparaiso, pouvaient avoir de terribles conséquences pour l'existence quotidienne des couches populaires de Lima et ses environs. D'autre part, le système impliquait non seulement la dépendance à l'égard d'un autre territoire, mais encore l'excessif pouvoir économique d'un groupe de marchands qui se consacraient au commerce intercolonial, qui possédaient navires, magasins et troupeaux de mules, ce qui leur permettait de dominer la ville. Manso de Velasco déplorait l'inutilité des efforts faits pour encourager les hacendados (grands propriétaires fonciers), "au même temps qu'ils augmentaient consciemment les volumes transportés, les armateurs diminuaient d'une manière excessive le prix des blés afin d'en garder en main le commerce, et c'est ainsi que tous ensemble ils appauvrirent la terre et la maintenaient stérile en pleine abondance"²¹. Etant aussi armateurs, les marchands pouvaient contrôler le moment et la quantité des arrivées de blé au port du Callao, ce qui leur laissait toutes possibilités de spéculer sur le prix: ils pouvaient le hausser ou l'abaisser, puisque -de surcroît- le blé était un produit qui ne se détériorait pas vite et que pour le conserver le pays avait les grands greniers du Callao et Bellavista. Marchands et armateurs ils possédaient aussi les magasins. Ce cumul de fonctions était la conséquence du contrôle monopoliste du commerce du blé.

Pour Manso de Velasco, qui fut gouverneur de 1745 à 1756, l'explication des changements survenus dans le paysage agraire de la côte ne faisait aucun doute. Parlant du blé, il affirmait: "et quant aux

terres consacrées à cette culture, ou on les utilisa à d'autres fins, ou on les laissa incultes; car le commerce des blés du Chili surfoqua les hacendados en leur supprimant tout profit²². Le verbe surfoquer: faire perdre la respiration, étouffer, était le plus adéquat pour résumer la relation entre marchands et hacendados.

Ceux qui s'opposaient à ce système trouvèrent leur meilleur porte-parole en la personne d'un aristocrate, féru d'économie, et possédant d'indiscutables qualités de polémiste. Nous nous référons à Pedro Bravo de Lagunas y Castilla, auteur d'un Voto consultivo... sur la question du blé, publié pour la première fois en 1755 et réédité revu et corrigé en 1761. Bien qu'il admît l'argument du tremblement de terre, il précisait que peu de temps après le séisme (paragraphe qui -semble-t-il- ne fut pas soigneusement lu par les partisans de la "crise du blé"), les terres retrouvèrent leur "ancienne fécondité", et que si elles ne se couvrirent pas à nouveau d'épis, ce fut par l'impossibilité de faire face à la concurrence inégale qu'impliquaient les croissantes importations en provenance du Chili. "Et ils obtinrent uniquement que l'on ordonnât de vendre à prix égal le blé chilien et le blé de Lima... Mais la décision resta sans effet, car les boulangers, ayant, pour les blés, le même but que les propriétaires des navires, dont ils sont débiteurs des richesses qu'ils leur ont empruntées, opposèrent tant de résistances à l'admettre, que les laboureurs se découragèrent d'en semer, pour ne pas avoir à suivre un pénible litige au lieu de consacrer leur temps à la culture des terres"²³. On aurait pu ajouter d'autres explications: le faible pouvoir des hacendados, leur manque d'organisation, face aux nombreuses relations qui s'établissaient, comme on le verra (chapitre II), entre les marchands et la bureaucratie coloniale. La quasi élimination du blé accentua la dépendance des propriétaires à l'égard des marchands, qui envinrent ainsi à constituer le groupe le plus puissant de la classe dominante coloniale²⁴.

Les grands marchands de Lima insistèrent sur la supériorité de la qualité du blé chilien et, en plus, sur les bénéfices qu'était supposé avoir entraîné le changement de cultures. Le terrain perdu par le blé fut gagné par la canne à sucre et la luzerne. La canne à sucre couvrait les besoins de Lima et les vallées de la côte centrale,

en outre, elle était indispensable pour le fonctionnement du commerce avec le Chili: à l'aller les bateaux partaient chargés à la moitié de leur capacité de pains de sucre, pour revenir pleins de grains. La luzerne permettait d'alimenter le nombre élevé de mules qui transportaient les produits et marchandises entre Lima et le Callao, ou qui reliaient la capitale à l'intérieur. Bravo de Lagunas calcula -d'une manière extrêmement conservatrice comme on le verra dans le chapitre suivant- qu'il y avait à Lima 2.800 ânes. A ce nombre il faut ajouter celui, élevé, des chevaux utilisés par 1.500 à 2.000 calèches. Mais les cultures, de même qu'elles ont des exigences techniques, favorisent certaines relations sociales. La culture du blé s'accommodait de priétés moyennes et n'avait pas besoin d'une nombreuse force de travail. En revanche, celle de la canne à sucre entraîna la création de quelques domaines étendus, mais surtout rendit indispensable la stabilité des travailleurs. Semer la canne exigeait un très grand soin, l'emploi du système du buttage²⁵, la repartition convenable des eaux d'irrigation; au bout de 18 mois on pouvait commencer la récolte; opérations impossibles si l'on ne disposait pas d'une force de travail, selon les termes de l'époque, "qualifiée". C'est ainsi que, face à la rareté de population indigène sur la côte, et à l'impossibilité de soumettre les métis, la canne à sucre exigea le recours à la force de travail que pouvaient fournir les esclaves. Etant donné l'apprentissage qu'exigeait cette culture, on préféra les Noirs qui connaissaient l'espagnol et qui étaient habitués aux usages du pays: les ladinos au lieu des bozales.

La luzerne, à la différence de la canne à sucre, était une culture sans grandes exigences: une fois semé elle pouvait donner plusieurs récoltes, sans demander de grands soins, car le plus difficile était de l'arracher. Les propriétés qui se consacraient à cette culture n'avaient donc besoin que de quelques travailleurs, essentiellement d'ailleurs au moment de la récolte; il s'agissait d'une tâche difficile car on l'accomplissait durant les premières heures du jour, presque au lever du soleil, lorsque l'humidité à Lima était la plus forte²⁶. En même temps que la luzerne, et servant aussi d'aliment pour les animaux, on continua à planter du maïs.

2. L'agriculture d'exportation ou le triomphe de la canne à sucre

La canne à sucre fut une culture aussi ancienne que le blé, bien que son apogée ne se situe qu'au XVIII^e siècle, lorsque la côte centrale péruvienne, surtout d'ailleurs la région comprise entre Santa et Cañete, devint la région sucrière par excellence (voir la carte 1), avec des rendements qui dépassèrent les niveaux atteints dans les vallées du sud et qui portèrent un préjudice sensible à la production de la côte nord.

Tableau 1

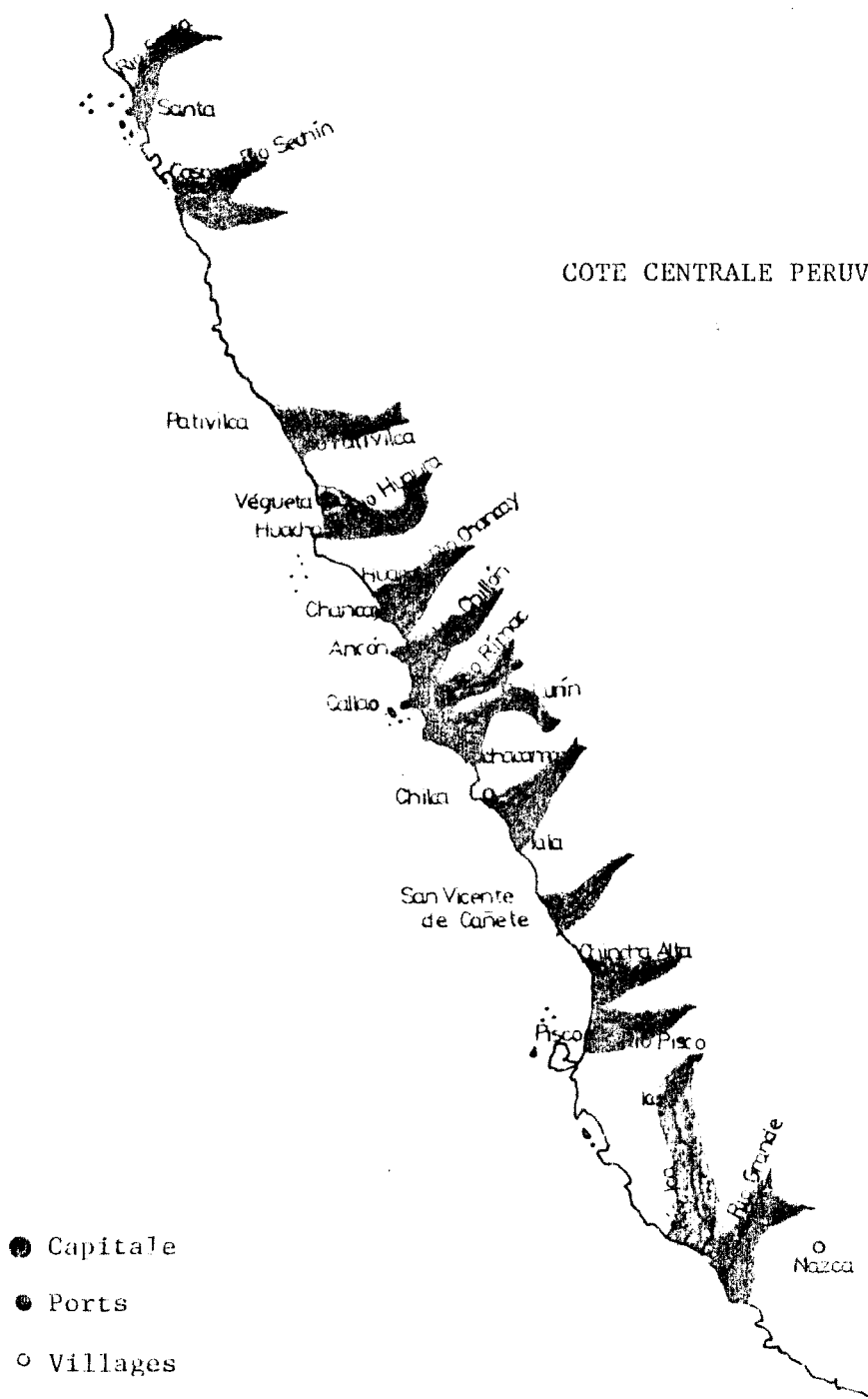
PRODUCTION DE CANNE A SUCRE FIN DU XVIII^e SIECLE

Côte centrale	350.000 arrobes
Sud (Camana-Tambo)	70.000
Abancay	35.800
Cusco	24.200
Saña-Lambayeque	16.000
Trujillo	13.000

Source: Pablo Macera, Trabajos de historia, Lima, Instituto Nacional de Cultura, 1977, t. IV, p. 29.

Durant le siècle précédent, les vallées du nord avaient atteint une certaine prospérité économique due justement à leurs vastes champs de canne à sucre: elles pouvaient alors exporter ce produit jusqu'à Panama et Lima, et elles avaient même la possibilité d'envoyer quelques excédents au Chili. Un puissant noyau de propriétaires et marchands s'y était constitué. Mais au début du XVIII^e siècle, en 1720 et 1728, des inondations catastrophiques ruinèrent les champs, elles détruisirent même la ville de Saña, qui de centre économique régional qu'elle était devint un lieu archéologique. Les hacendados durent s'endetter auprès de l'Eglise et des ordres religieux pour faire face à leurs dépenses. La situation s'aggrava avec l'augmentation du prix des esclaves, la concurrence pour obtenir une force de travail qui commençait à manquer et le coût élevé des engrais indispensables comme la

COTE CENTRALE PERUVIENNE



- Capitale
- Ports
- Villages

chaux²⁷. Tout ceci rendait difficile mais supportable la situation des propriétaires du nord. Ce qu'ils n'attendaient pas et ne purent supporter fut le dernier assaut provenant de Lima.

En effet, la production sucrière, consolidée dans la côte centrale et après avoir couvert les exportations vers le Chili, envahit aussi le nord: les propriétaires de cette région, en plus d'avoir perdu les marchés du sud, virent arriver des concurrents difficiles à dépasser. Ils avaient déjà été aussi évincés de Panama à la suite de l'accroissement sucrier des Caraïbes. Il était désormais impossible d'échanger la canne contre le blé car le grain chilien avait déjà inondé le marché de la côte centrale, arrivant même jusqu'aux portes de Trujillo. Les dettes augmentèrent et les haciendas commencèrent à être vendus à un rythme inhabituel. La détérioration des maisons de maîtres, le mauvais entretien des instruments aratoires, la rareté et les très mauvaises conditions physiques des esclaves, étaient des signes visibles. Une vieille aristocratie du nord fut contrainte de se défaire²⁸. A la fin du siècle presque toutes les propriétés étaient endettées. Une inspection oculaire de la vallée de Chicama (la "dépense" de Trujillo) permit de découvrir en 1795 quelques causes possibles: don Valentin del Risco y Alvarado, propriétaire de l'hacienda Chiquitoy, déclara qu'auparavant on y avait produit du blé destiné à Panama, Guayaquil et Lima, mais "la vente s'en était perdue à cause du commerce et des communications avec le Chili"²⁹; dès 1660 il avait produit du sucre mais, de même qu'en ce qui concerne le blé, les ventes ne furent prospères que "jusqu'à l'installation des moulins à sucre, à Lima et dans ses environs"³⁰. Lors de l'inspection l'hacienda produisait à peine raspaduras y chancaca (des râclures et de la cassonade) et son arriéré d'impôts atteignait 70.000 pesos. Les propriétaires ou locataires de Chiclin, San Jeronimo, Mocoypa, La Concepcion, Facala, Tulupe, Santa Clara, San Jose, San Nicolas, Sintuco, San Jacinto, Salamanca et San Francisco refrennent, avec des variantes et des précisions, les mêmes arguments. Les témoins auxquels on a recours lors de l'inspection font aussi référence aux trapiches (moulins à sucre) qui se sont multipliés dans les provinces de Lima et Chancay. Le succès remporté par la canne à sucre de la côte centrale ne peut en aucun cas être attribué à une meilleure qualité de plante, à de meilleurs rendements ou à de meilleures

conditions climatiques. Il provient -de l'avis des hacendados de Trujillo- surtout des avantages obtenus par cette culture grâce aux économies de transport et de la demande chilienne: "et comme là-bas le prix du sucre baissait quotidiennement les entreprises d'ici durent baisser leurs prix, et en arriver au terme où elles se voient réduites"³¹. Des arguments semblables avaient été avancés auparavant par le Visitador Escobedo (1784).

Il est certain donc que les marchands eurent une responsabilité dans les modifications survenues dans les cultures côtières. Mais bien qu'en général ils possèdent des terres il ne s'agit pas là de grands domaines; ou alors il s'agit d'haciendas entrées en leur possession soit par héritage soit à la suite de mariages; à quelques exceptions près, jamais à la suite d'un investissement de leur part. Pourquoi? La première explication, la plus évidente, est que la rentabilité d'une entreprise marchande est à la fois plus sûre, et supérieure à celle que pourrait offrir n'importe quelle hacienda. Les contingences du travail agricole sont multiples, spécialement au Pérou et s'agissant d'une culture qui exigeait tant de soins, comme celle de la canne à sucre: des années de sécheresse, suivies de fortes pluies, avec inondations et destruction des canaux et des champs, des épidémies qui pouvaient dépeupler les haciendas toujours en quête de force de travail. Un exemple: en 1761 les inondations ravagent la vallée du Santa; à Chincha, en 1785 et 1786, la sécheresse eut des conséquences catastrophiques. Pour faire face à ces aléas il fallait disposer de capitaux suffisants et pour en limiter les conséquences développer des entreprises agricoles à cultures diversifiées, installées en des lieux variés. Une mauvaise année pour la canne à sucre pourrait être compensée par les profits obtenus grâce à la vigne; les intempéries dans une vallée pourraient être atténuées par la prospérité des autres. Une entreprise pour être rentable exigeait ainsi de disposer de plusieurs annexes. Difficultés pour la petite propriété, bénéfiques pour celles qui arrivaient à former des sortes de complexes autosuffisants, comme le furent, sur la côte centrale, les haciendas voisines de San Jose et Motocache dans la vallée de Nepeña: la première produisait du sucre et des cultures maraichères (avec lesquelles on alimentait les esclaves), et la deuxième avait de la vigne et divers troupeaux. Les deux appartenaient à la Compagnie de Jesus³². Toutes ces exigences

de l'agriculture coloniale, étaient peu attrayantes pour ceux qui pouvaient obtenir des profits faciles grâce au contrôle monopoliste du commerce; c'étaient l'Eglise et surtout les grandes corporations qui les finançaient.

Les ordres religieux avaient besoin des haciendas pour nourrir leurs nombreuses communautés et financer leurs pratiques pieuses (qui incluaient, par exemple, les centres d'enseignement), mais ce qui au début répondait à un besoin, acquit une rapide autonomie grâce à l'accroissement des propriétés: achats, legs et donations. Dans un monde à circulation monétaire réduite, les institutions religieuses avaient suffisamment de liquidités pour faire office de prêteurs et dans une certaine mesure de banques³³. Sur la côte, les jésuites deviennent les propriétaires les plus puissants: quatorze haciendas de canne à sucre, quinze de vigne et six de culture vivrières. Les censos y capellanías furent ainsi un mécanisme de contrôle indirect sur la propriété agraire et une voie sûre pour l'acquisition de nouvelles haciendas. Les propriétaires de Trujillo auraient pu témoigner du pouvoir des ordres et de l'Eglise à la campagne.

Quelles furent, sur le paysage agraire de la côte, les conséquences de la victoire de l'agriculture d'exportation? On n'imposa évidemment pas, comme aujourd'hui, une monoculture. L'espace cultivable le plus vaste était situé autour de Lima, son axe était la vallée du Rimac, une espèce de tronc d'où partait un ensemble de petites vallées: des terres arrachées au désert grâce à de pénibles travaux d'irrigation entrepris avant la conquête. Les deux principaux canaux furent ceux de Surco et Magdalena. Le premier parcourait jusqu'à son embouchure de multiples haciendas et chacras, c'est pourquoi de canal d'irrigation il en vint à s'appeler rivière: autour de lui se formèrent les vallées de Ate et Surco, limitrophes avec la vallée de Lurin ou Pachacamac. Le canal de Magdalena naissait à la hauteur de la ville et, prenant la direction sud-ouest, irrigait les terrains adjacents au village du même nom, Maranga et les alentours de Bellavista. Sur l'autre rive du Rimac s'étaient formées la vallée dite de Lurigancho et, entre la capitale et le port du Callao, profitant de l'embouchure de la rivière, Bocanegra, quasi limitrophe de la vallée de Carabayllo, structurée autour du Chillón, au nord de la capitale (voir la carte).

Mais à l'exception de quelques propriétés religieuses dirigées par des Jésuites ou des Augustins, et des haciendas appartenant à Ortiz de Foronda (quatre propriétés dont la production fut estimée à plus de 37.000 pesos), au Comte de Las Lagunas, Sancho Davila, ou à don Gaspar de la Puente³⁴, producteurs de sucre, partout persistait la moyenne propriété; il serait donc parfois plus convenable de parler de chacras e non d'haciendas. En 1780 on recensa un total de 230 propriétés dans les alentours de Lima, inégalement réparties: 48 à Surco, 25 à Ate, 13 à Lurin, 11 à Lima, 17 à Magdalena, 6 à Maranga, 33 à Bocanegra, 29 à Carabayllo, 23 à Lurigancho, auxquelles on pouvait ajouter 25 jardins potagers qui se trouvaient à l'intérieur des murs de Lima. Ces chiffres ne parlent pas d'eux-mêmes, ce qui oblige à recourir à deux autres indicateurs: les calculs établis par l'administration coloniale concernant la production, et les impôts à payer³⁵.

Tableau 2

VALLEE DE LIMA - PRODUCTION DES HACIENDAS

Production			Impôts		
(pesos)	Nombre	%	(pesos)	Nombre	%
0- 500	30	19	1- 50	84	56
500-1.000	23	14	51-100	46	30
1.000-2.000	38	23	101-150	13	8
2.000-5.000	43	27	151-200	1	0
+ 5.000	25	15	201-275	7	4

NOTE: Les deux tableaux ne tiennent pas compte des propriétés religieuses.

Source: Encarnacion Rodriguez Vicente, "Haciendas y hacendados de Lima hacia 1781", dans Revista de Indias, Madrid, XXIII, jan. 73-dec. 74.

Bien que les labradores fussent regroupés dans l'une des cinq institutions les plus importantes de la ville, peut-être la seconde, juste après le Tribunal du Consulat, il leur manqua l'organisation et le pouvoir politique des marchands, à cause de leur faiblesse économique, et aussi parce que, conséquence de cette dernière, la condition

d'hacendado était d'une grande instabilité: les terres changeaient rapidement d'administrateurs et de propriétaires, les ventes étaient fréquentes; tous les dix ou quinze ans, de façon presque inévitable, l'hacienda ou la chacra changeaient de mains. Ces changements entraînaient le recours aux cens et aux capellanías, les endettements, lourdes charges pour l'agriculture ruineuse de Trujillo, mais qui, étant données les difficiles conditions de la production, étaient pratiqués partout. Nous avons pu suivre d'assez près les variations de la propriété de la terre dans les vallées d'Ate et Carabaylo, durant trois ou quatre années distinctes entre 1780 et 1836: les noms que reviennent sont peu nombreux. Le cas de la famille Zabala, qui arriva à posséder le marquisat de Valle Umbroso, est une exception: en 1780 Francisco Zabala est propriétaire de l'hacienda qui porte son nom, située à Ate, il l'est toujours en 1799 et 1820, date où il part en Espagne et où sa femme, doña Grimanesa de la Puente, prend la direction de les propriétés et ce au moins jusqu'en 1836. La Marquise, dès avant de l'Indépendance, possédait également l'hacienda Chuquitanta. L'autre exception est celle des marquis de Boza à Chancay qui dirigèrent de façon continue l'hacienda du même nom et qui en 1839 acquéraient d'autres propriétés dans la même vallée. La concentration d'haciendas dans les mains d'une seule famille était inhabituelle en 1780. Elle apparaîtra comme une des conséquences des bouleversements politiques et des changements économiques qui accompagnèrent l'Indépendance, au bénéfice de quelques uns comme les Sancho Davila, qui en 1799 ne possédaient que les haciendas El Naranjal et Lomolargo, et dont les héritiers dirigeaient en outre en 1839 cinq propriétés importantes dans la vallée d'Ate (voir Annexe II). S'appuyant peut-être sur des sources semblables, Victorino Montero dans son Estado político... (1747) soutint que "en très peu de temps sont pauvres les fils de l'homme riche et plébéiens, s'ils arrivèrent à être pauvres, les mêmes qui grâce à leur richesse, furent les premiers"³⁶.

Le modèle d'exploitation le plus courant sur la côte centrale ne fut pas la plantation centralisée et soi-disant rentable, mais la chacra: polycultures et technologie restreinte. Un exemple très clair peut être celui de la -mal nommée- hacienda Puente, propriété du Chevalier de l'Ordre de Calatrava don Lorenzo de la Puente Ibañez

et dirigée par le locataire Juan Jose Arista: un petit commerçant, administrateur des dîmes à Ica. Etant donné que ce dernier percevait ces impôts en nature -c'est à dire, en mostos-, il avait grand intérêt à commercialiser ces derniers à Lima; pour ce faire il acheta un troupeau de mules et commença à administrer la chacra avec l'intention d'y semer du fourrage pour ses animaux. L'emplacement de la propriété, à La Legua, localité située à moitié de chemin entre Lima et le port du Callao, convenait au projet. En 1766, la chacra fut taxée de plus de 11.000 pesos distribués de la façon suivante:

Tableau 3

TAXATION DE LA CHACRA PUENTE

Esclaves	7.240 <u>pesos</u>
Cultures	1.519
Bétail	1.288
Cratoire	1.000
Instruments	246

Source: A.A., Diezmos, leg. 34, Lima, 1768.

Nombreuses étaient les propriétés qui, comme la chacra Puente, investissaient en bêches, bâts et harnais, et instruments aratoires des sommes encore plus maigres que le montant auquel on estimait la petite chapelle. Les cultures, en outre la luzerne, estimée à 815 pesos, étaient la pomme de terre douce, le maïs, le blé; le bétail, en plus des ânes estimés à 724 pesos, comprenait bovins et chevaux. Le bien le plus précieux de la propriété était ses esclaves: un total de 26, parmi lesquels 20 hommes; six d'entre eux avaient plus de 50 ans; sept seulement étaient créoles, mais la prédominance des bozales n'était pas un inconvénient dans une hacienda où les travaux étaient par définition élémentaires et routiniers. La chacra Puente, pour finir, comprenait une oliveraie qui ne fut pas taxée. Le bail était de quatre ans, la location de 1.800 pesos par an en plus des 5% de la valeur des Noirs et 5% de la taxation des terres, bétail et instruments.

aratoires³⁷. Juan Jose Arista avait étendu, en fonction de ses intérêts mercantiles, les champs de luzerne. "Car en ces temps-là /disait le propriétaire en parlant de la période antérieure à la location/ la plupart de ses terres étaient occupées par d'autres cultures, comme le blé, beaucoup de maïs et d'autres graines encore. Mais tant que don Juan Jose la loua, il la consacra entièrement à la luzerne afin de nourrir les bêtes dont il avait besoin pour son métier de magasinier, de telle sorte que l'on sema peu ou pas ce grain; comme c'est de notoriété publique non seulement dans cette vallée et au port de Callao, mais encore dans cette ville"³⁸.

D'autres propriétés de la région fonctionnaient comme la chacra Puente. La chacra Miraflores, par exemple, comprenait 20 fanegadas, dont trois étaient improductives, le reste étant consacré aux arbres fruitiers et à la luzerne, aux dépens d'une olivette considérée comme "inutilisable"³⁹. Un cas peut-être extrême fut celui de l'hacienda Zarate, dans la vallée de Lurigancho: en un court laps elle changea trois fois de propriétaire, elle comptait officiellement cinquante esclaves mais "si l'on excluait les grands, les petits, les vieux et les infirmes, 30 seulement étaient aptes au travail", si bien que l'on attribuait au manque d'esclaves actifs, les pertes en terres cultivables entraînées par les crues de la rivière. Il était difficile d'éviter les dommages et ensuite presque impossible de les réparer, si bien qu'en peu de temps une description de l'hacienda résumait sa situation, la présentant comme une "plaine rase ou ouverte de tous côtés", sans entrepôt et où, propriétaire et travailleurs, tous habitaient des "masures en paille", et semaient la luzerne⁴⁰.

Un paysage semblable à celui que nous avons décrit concernant Lima et les vallées proches de la capitale, se retrouvait ailleurs sur la côte centrale (voir la carte 1). A Chancay, Huaral, Huacho, Nepeña et Santa, se répétait l'association canne à sucre/haciendas, à côté des nombreuses moyennes propriétés et des fermes à luzerne, des réduits de propriété paysanne persistaient autour du maïs: contrepoint entre agriculture d'exportation et cultures destinées au marché local.

Tableau 4

CHANCAY, HACIENDAS ET CULTURES, 1790

Villes et peuples	Haciendas	Fruits/Produits
Chancay	17	Canne à sucre, maïs et blé
Huaral	4	Maïs et blé
Aucallama	4	Maïs et blé
Huacho	1	Maïs et haricots
Huaura	10	Canne à sucre et maïs
Vegueta	-	Maïs
Barranca	6	Maïs
Supe	1	Maïs
Sayan	8	Canne à sucre

Source: A.G.I., Lima, 694 et B.N., Lima, C1463.

Là où la population indigène était dominante, les cultures traditionnelles comme le maïs purent mieux résister. Ce fut, par exemple, le cas de Chancay où la production de maïs dépassait 15.000 fanegas⁴¹. Ce fut aussi, au sud de Lima, le cas des vallées de Lurin et Mala, situées dans la province de Cañete. A l'intérieur de celles-ci, de même qu'à Huacho, on pouvait trouver des petites villes consacrés à la pêche: une activité vraiment monopolisée par la population native qui trouva dans la mer la nourriture d'une part, et d'autre part, la possibilité de se distinguer des Espagnols et des Noirs, et de conserver ses usages traditionnels. Les Indiens et la pêche finirent par s'identifier: ce fut, en quelque sorte, un aspect caractéristique de l'histoire coloniale de la côte (voir Chapitre IV).

Tableau 5

POPULATION INDIGÈNE. CÔTE CENTRALE. 1791

Provinces	Indiens	Total d'habitants	%
Lima	9.744	62.910	15,4
Canete	7.025	12.616	55,6
Ica	6.607	20.576	32,1
Chancay	5.313	11.417	46,5
Santa	873	3.334	26,1
TOTAL	29.562	110.853	26,6

Source: A.G.I., Estado 73, 38 e Indiferente, 1524.

Mais c'est à partir de Pisco que le paysage changeait vraiment. Dans cette vallée, de même qu'à Ica et Nazca, la place qui ailleurs revenait à la canne à sucre, était occupée par la vigne. Au début, l'histoire de cette culture ne connut pas les conflits et les rivalités qui accompagnèrent celle du blé ou de la canne à sucre. La production vinicole trouva des marchés stables dans la montagne péruvienne, la ville de Lima, les villes de Guayaquil ou Quito, et même Panama. Néanmoins, la production des vallées où elle put s'imposer, finit par dessiner des courbes fébriles, avec des montées et de brusques retombées d'une grande irrégularité, résultat de la difficile coexistence entre une culture extrêmement délicate et un monde rural routinier à la technologie sommaire.

Malgré les difficultés et les risques, "les seigneurs de la vigne" étaient parmi les hacendados les plus importants de la côte; certains étaient nobles comme le Comte de Monteblanco; il s'agissait de familles traditionnelles, dont les arbres généalogiques remontaient aux premiers conquérants, comme celle des Cabrera, propriétaires de l'hacienda Los Pobres, d'autres plus récentes comme celle des Olaechea. Ces familles -à la différence de leurs semblables de Lima- sûrent allier la commercialisation avec la production et leur pouvoir économique et politique, même s'il se limita bien souvent au cadre de la localité (Ica et ses environs), fut suffisamment solide pour que, venus les

temps difficiles et les années de crise, elles ne fussent ni affectées ni entraînées par le cours décroissant des rendements économiques ou par les bouleversements politiques⁴².

3. La production agricole de la côte

a. La région

Les chiffres que nous présentons ci-dessous doivent être lus attentivement. La prudence est de règle lorsqu'il s'agit de chiffres concernant la société coloniale péruvienne, spécialement si ces derniers se rapportent à la vie agricole, l'imprécision étant due non à une administration déficiente, à la négligence fiscale, ou à la corruption dans les affaires publiques, mais à la prédominance géographique de cultures hétérogènes destinées à l'autoconsommation, la localité ou le marché intérieur (voir Annexe I: Les dîmes comme source). Ces cultures donnent aux vallées côtières leur diversité multicolore: rupture et contraste avec les zones désertiques.

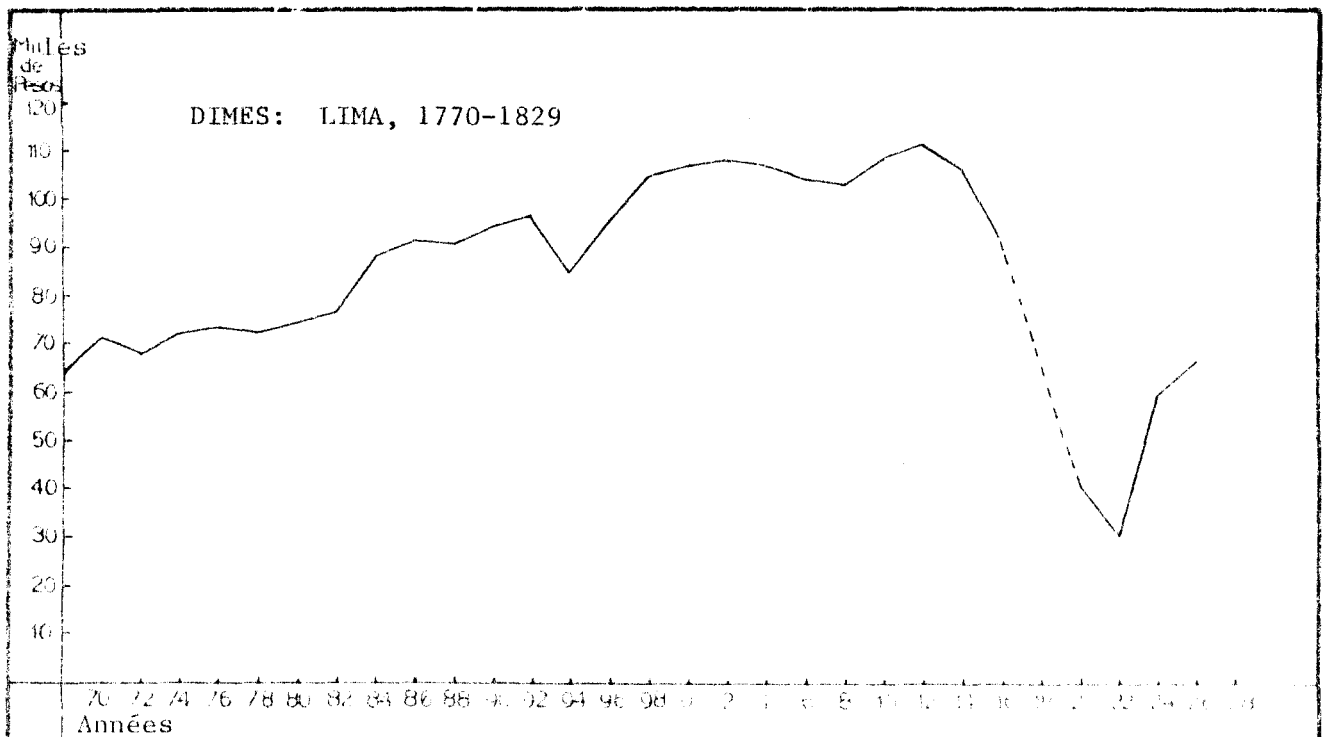
Alors que la canne à sucre et la vigne, entraînant à leur suite la luzerne et le maïs fourrager, sont d'une manière ou d'une autre dans l'orbite du capital commercial, puisqu'elles intègrent avec des limitations et des variantes le circuit monétaire de l'économie coloniale, l'histoire des autres cultures reste presque marginale, stationnaire: dans ce monde de la routine, trouvera refuge la population indigène qui persiste dans les vallées de la côte; s'y joindront de nombreux petits et moyens propriétaires, métis et Espagnols, tous subordonnés cependant au pouvoir de l'Eglise et du capital commercial. Les raisons de leur assujettissement sont simples: le poids des impôts (le plus important étant la dîme) et les emprunts censos et capellanías, mais aussi les transactions entre marchands et locataires. Pour désigner les propriétaires métis ou Espagnols, majoritaires dans les vallées de Lima, des termes comme terrateniente ou hacendado sont impropres; il faut trouver un substitut; de la même façon, dans l'usage courant hacienda et chacra sont confondus. Le terme de labrador employé à l'époque est peut-être le plus juste: nous proposons de le traduire par paysan-propriétaire. L'exception est celle des propriétaires du sud, appelés avec raison "seigneurs de la vigne".

Le relevé des dîmes perçues par l'Archevêché de Lima entre 1770 et 1829, peut nous permettre de suivre le cours de la production agricole régionale⁴³. Deux forces opposées expliquent en quelque sorte la lenteur du mouvement de la courbe: l'agriculture d'exportation qui, au début, tend à s'accroître et subit les modifications du marché externe et, d'autre part, la lourde charge, presque immuable, de l'agriculture vivrière, des petits propriétaires et des villages indiens. Mais, outre l'action négative de ces deux tendances, l'examen des chiffres doit prendre en compte d'autres éléments: les modalités de recouvrement de la dîme sont telles que le montant cet impôt ne suit que de loin le développement réel de la production (nous signalons plus haut que la courbe peut se trouver très en deça des véritables rendements agricoles); d'autre part, les dîmes étant perçues tous les deux ans il est logique que leur montant (qui vise à une certaine stabilité) ne reflète qu'après coup les variations significatives de la conjoncture agricole⁴⁴.

Entre 1770 et 1829 les rentes décimales connaissent trois phases: la première commence en 1770-71 avec la perception de 66.223 pesos, elle est régulièrement ascendante, de façon lente et peu spectaculaire, jusqu'en 1794-95, le montant perçu arrivant alors 98.049 pesos; vient ensuite, et même si l'accroissement continue, une phase de relative stagnation (bien que dans les deux années suivantes la dîme tombe à 85.867 pesos, elle retrouva ensuite son montant antérieur, pour atteindre huit ans plus tard 109.209 pesos, à la suite de quoi elle retombe à 104.525, pour atteindre enfin le sommet de toute la période: 11.391 pesos en 1814-15); la troisième phase correspond à une chute perpendiculaire et aigüe de la courbe, qui arrive au point plus bas en 1824-25 avec le recouvrement de 30.514 pesos; toutefois un redressement s'opère tout aussi tôt si bien que la dîme atteint en quatre ans pratiquement le même niveau que celui d'où elle était partie 59 ans auparavant (voir Annexe I: Chiffres).

Les guerres de l'Indépendance, surtout à partir de 1810, furent fatales à l'agriculture de la côte: le commerce d'exportation s'interrompt lorsque la Vice-Royauté perd Valparaiso; les navires qui faisaient le trafic entre ce port et le Callao sont employés à des fins militaires, avec pour conséquence la destruction de la flotte marchande de Lima.

L'interruption du trafic commercial frappe de plein fouet l'agriculture d'exportation. La production agricole pour le marché intérieur demeurant stationnaire de son côté, la courbe s'effondre. En février de 1821 l'Archevêché de Lima déplorait la "faillite des dîmes"⁴⁵. Les vallées furent le théâtre de levées, de mouvements de troupes et de combats. A la fin des guerres, le pays dut importer du sucre⁴⁶.



Mais aux effets d'une conjoncture politique et commerciale défavorable durant la décennie 1810-1820, il faut ajouter des changements antérieurs qui se répercutèrent après coup sur le recouvrement des dîmes. Pour l'instant nous nous limitons à une énumération: l'expulsion des Jésuites et l'administration peu efficace de leurs anciennes propriétés, la liberté de commerce, Lima perdant de ce fait le contrôle monopoliste du Pacifique, la concurrence de Buenos Aires qui ravit aux marchands péruviens le contrôle des échanges avec le Chili et entraîna la fermeture de marchés pour les pains de sucre et aussi pour les jarres de vin et de pisco, qui furent obligées d'abandonner le terrain qu'elles avaient gagné au nord de la Vice-Royauté.

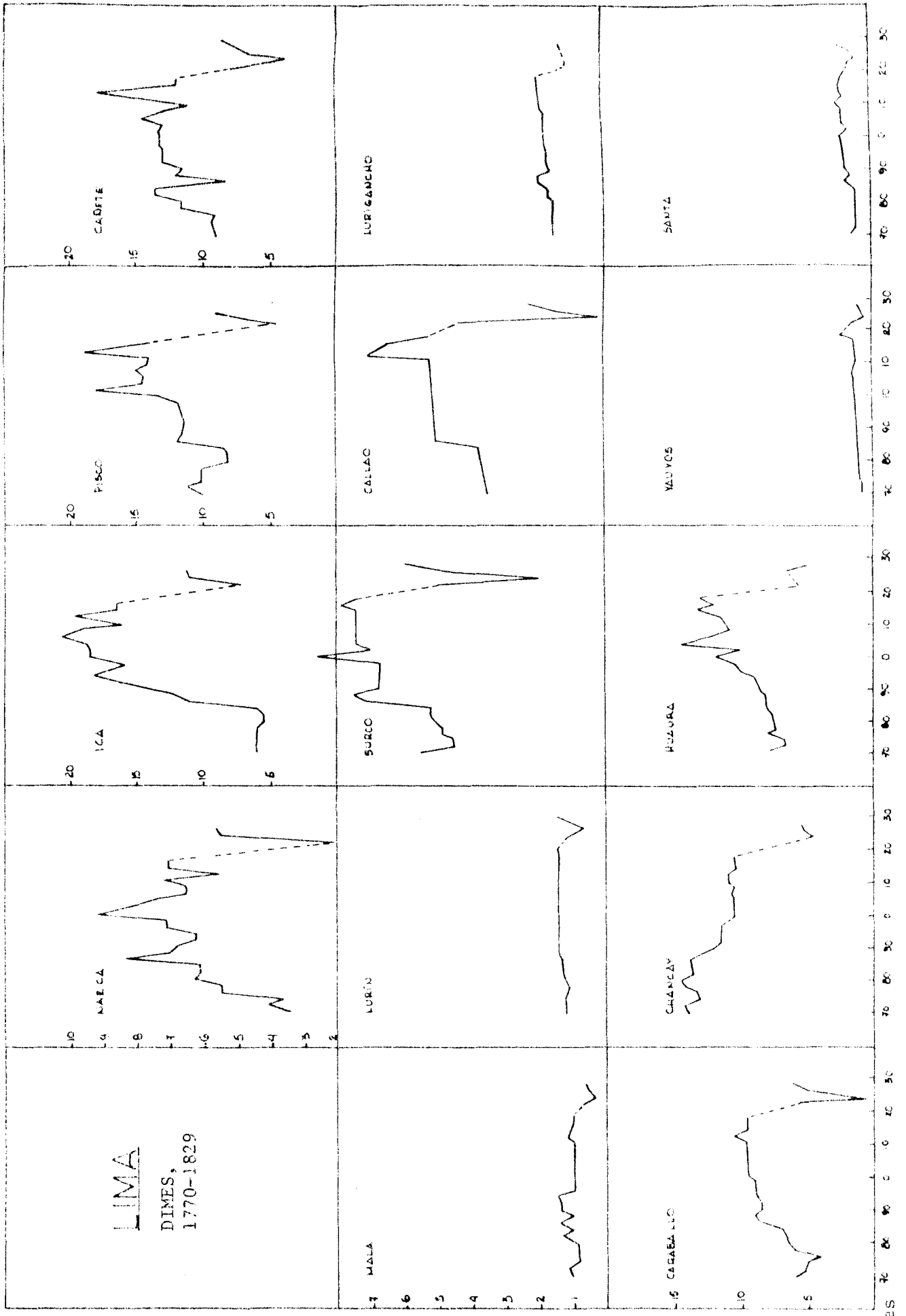
Si, à titre indicatif, nous chiffrons les rentes décimales côtières de l'Archevêché, la tendance apparaîtra plus clairement. Prenons comme base le point de départ dans la série: la perception correspondant à 1770-71.

1770-71	100	1804-05	167
1774-75	104	1814-15	168
1784-85	117	1824-25	46
1794-95	148	1828-29	103

L'accroissement est évident encore que modeste: les dîmes n'arrivent pas à doubler. La moyenne arithmétique des vingt-neuf ans est de 82.640 pesos, ce qui correspond au quart des sommes perçues par l'Archevêché de Mexico entre 1770 et 1790. Le montant des dîmes perçues à Lima fut inférieur à celui des évêchés mexicains de Puebla, Valladolid, Guadalajara, et seulement à peine supérieur à celui d'Oaxaca et équivalent à celui de Durango. Les dîmes ne connurent pas non plus les indices d'accroissement observés pendant ces mêmes années pour le Chili ou le Mexique, ni les brusques fluctuations de Cochabamba⁴⁷.

b. Les vallées

De la même façon que, sur la côte, le paysage change d'une vallée à l'autre, le dessin du montant des dîmes varie d'une région à l'autre. Tout en tenant compte des disparités locales, on peut réunir les treize partidos (en excluant momentanément Yauyos) en trois groupes⁴⁸. Le



Milles de PESOS

Années

LIMA

DIMES,
1770-1829

premier, défini par le mouvement nerveux et constant des courbes, qui au milieu de fluctuations montent avec netteté à Pisco, Ica et Nazca: dans ces deux derniers endroits, la dîme triple, à Pisco elle ne fait que doubler. Puis vers 1815, vient la descente, chute presque verticale; concernant Ica la chute est semblable, concernant Nazca cette phase avait commencé prématurément dix ans auparavant.

Le deuxième groupe est composé de ces vallées où les courbes montent bien qu'à des rythmes plutôt lents et de façon moins accentuée: Surco, Callao, Carabayllo, Huaura; là, comme dans les vallées du sud, le mouvement des rentes décimales est entraîné par la culture de la canne à sucre et de la vigne, qui, en dépit de leur importance géographique réduite, ont, du fait de l'importance du secteur exportateur, une évidente signification économique. Le cas de Cañete est à mi-chemin entre les deux groupes précédents, ce qu'est logique puisque si à Chíncha régnait la vigne, dans la vallée voisine c'était la canne.

Très différent est le troisième groupe formé par Mala, Lurín, Lurigancho et Santa, où la dîme se maintient au même niveau, avec très peu de variations entre 1770 et 1795 à Mala, presque aucune à Lurín, et connaît un imperceptible mouvement ascendant à Lurigancho et Santa. Dans cette dernière localité se trouvaient cependant les haciendas de San José et San Jacinto (Nepaña), mais leur production ne put contrebalancer celle de l'agriculture vivrière, elle tomba même très sensiblement après l'expulsion des Jésuites (1767). La vallée traversa en outre des années difficiles à cause des variations météorologiques⁴⁹, l'élevage en venant à chasser les cultures. La rivière du Santa sert de limite, quelquefois infranchissable à cause du gonflement des eaux.

Dans ce tableau, où prédominent les nuances et les variantes, exceptionnel d'une certaine façon est l'exemple de Chancay où le montant de la dîme décroît pendant toute la période. Il faut se rappeler l'importance qu'y eurent toujours le blé et le maïs et l'élevage des porcs. Dans cette vallée les parcelles qui à l'intérieur des haciendas appartenaient aux esclaves étaient nombreuses; la prolifération de ces lopins enleva des terres aux cultures commercialisables (voir Chapitre III). Plus évident encore fut l'affaiblissement de l'institution de l'esclavage.

* * *

Ainsi, la vie rurale sur la côte pendant la deuxième moitié du XVIII^e siècle présente une opposition constante entre la production pour le marché externe et les cultures hétérogènes destinées au marché intérieur ou à l'autosubsistance. Conflit silencieux, où il ne s'agit pas seulement de processus agricoles impersonnels; la rivalité entre les cultures, en définitive, laisse transparaître les tensions et les conflits sociaux. Le remplacement du blé par la canne à sucre, enfin, ne provient pas d'un bouleversement écologique mais il répond aux intérêts du capital commercial.

Notes

¹ A.G.N., Superior Gobierno, Leg. 24, cuad. 697, 1795.

² A.G.N., Notarios José María de la Rosa, 1818-1819, f. 635; Francisco Luque, 1771, f. 621; Joseph de Aizcorbe, 1777, f. 17; Francisco Luque, 1779, f. 640; Martín Morel de La Prada, 1808-1814, f. 442. A propos des boulangers cf.: A.G.N., Superior Gobierno, leg. 24, cuad. 697, 1795 et B.N., Lima, D9605, 1817.

³ D'après le Vice-Roi La Serna (1821), la consommation de blé à Lima oscillait entre 150.000 et 200.000 fanegadas. A.G.I., Lima, 800.

⁴ Frezier, M. Relation du voyage de la Mer du Sud aux côtes du Chili et du Pérou, fait pendant les années 1712, 1713 et 1714, Paris, 1732, p. 212. Sans la moindre hésitation il soutient que depuis le tremblement de terre de 1678 (sic) on ne produit plus de blé.

⁵ Bravo de Lagunas, Pedro. Voto consultivo que ofrece al Excmo. Señor Don José Antonio Manso de Velasco..., Lima, Oficina de los Huérfanos, 1761, p. 2.

⁶ Unanue, Hipólito. Observaciones sobre el clima de Lima, Madrid, Imprenta de Sacha, 1815. "Le tremblement de 1687 rendit nos champs inaptes au blé [...] Vingt ans après les champs retrouvèrent leur fécondité; mais le coup reçu par notre agriculture fut mortel", pp. 42-43.

7 Pando, José María. Análisis y ampliación del manifiesto presentado al Congreso del Perú, Lima, Imp. J. Masías, 1831, p. 51.

8 Les exceptions, le siècle dernier, furent Vicuña Mackenna au Chili et Manuel de Mendiburu au Pérou. Emilio Romero ne reprit pas non plus cette argumentation.

9 Céspedes del Castillo, Guillermo. Lima y Buenos Aires, Sevilla, Escuela de Estudios Hispánicos, 1947, p. 54.

10 Febres Villarreal, Oscar. "La crisis agrícola en el Perú el último tercio del siglo XVIII" dans Revista Histórica, t. XXVIII, Lima, 1964, p. 102.

11 Ramos, Demetrio. Trigo chileno, navieros del Callao y hacendados limeños entre la crisis agrícola del siglo XVIII y la comercial de la primera mitad del XVIII, Madrid, Instituto Gonzalo Fernández de Oviedo, 1967, p. 29.

12 Loc. cit., p. 30.

13 Cfr. Giesecke, Alberto et Silgado, Enrique. Terremotos en el Perú, Lima, Rikchay-Perú, 1981.

14 Llano Zapata, José Eusebio. Narración circunstanciada de la deplorable catástrofe sufrida en la ciudad de Lima e inundación del Puerto del Callao, Lima, imp. La Libertad, s.f., p. 19.

15 Archivo Histórico Nacional, Madrid, leg. 20.3000 et B.N., Madrid, leg. 19.262.

16 Rodríguez Vicente, Encarnación. "Haciendas y hacendados de Lima hacia 1781" dans Revista de Indias, Madrid, año XXXIII-XXXIV, jan. 73-dec. 74, p. 638.

17 Bravo de Lagunas, Pedro. Op. cit., p. 2.

18 A.G.N., Superior Gobierno, leg. 24, cuad. 697, 1975. Cabildo (gremios), C-2, leg. 3.

19 Manso de Velasco, José Antonio. Memorias de los Virreyes..., t. V, Lima, Librería Felipe Bailly, 1859, p. 126.

20 A.G.N., Cabildo, Causa pública, leg. 9, 1797-1800. La copie me fut gentilement facilitée par Mlle. Victoria Espinoza.

21 Manso de Velasco, José Antonio. Op. cit., p. 128.

22 Op. cit., p. 126. D'après le Diario de Lima (1791), la stérilité n'aurait duré que quarante ans. A la fin du siècle elle n'avait disparu.

23 Bravo de Lagunas, Pedro. Op. cit., p. 3.

24 Ces jugements sur la culture du blé sont confirmés par les recherches contemporaines entreprises par l'ingénieur agronome Marino Romero, selon qui le fait d'attribuer la rareté du blé sur la côte à des bouleversements écologiques "n'a aucun fondement technique" (septembre, 1982).

25 A.H.R.A., Hacienda Naranjal. Le buttage est une technique employée dans certaines cultures, qui consiste en garnir de terre une plante de terre qu'on élève autour du pied.

26 Gil de Taboada, Francisco. Memorias de los Virreyes..., t. VI, Lima, Librería Felipe Bailly, 1859, p. 85.

27 Ramírez, Susan. The sugar estates of the Lambayeque Valley, 1670-1810, Wisconsin, Land Tenure Center, 1974.

28 Sur l'aristocratie du nord on consultera: Zevallos Quinones, Jorge, "Lambayeque en el Siglo XVIII" dans Revista del Instituto Peruano de Investigaciones Genealógicas, t. I, Lima, 1946, pp. 89-152.

29 A.F.A., "Expediente de inspección ocular de las haciendas del valle de Chicama" (1795), copia manuscrite de 1902, f. 12.

30 A.F.A., loc. cit.

31 A.F.A., op. cit., f. 72. Le Vice-Roi Teodoro de Croix constatait la ruine des haciendas de Trujillo, Memorias de los Virreyes..., t. V, Lima, Librería Felipe Bailly, 1859, pp. 134-135. Voir aussi A.G.I., Lima, 974 et 773.

32 A.G.N., Temporalidades, leg. 30. Cfr. Kapsoli, Wilfredo. Sublevaciones de esclavos en el Perú, s. XVIII, Lima, Universidad Ricardo Palma, 1975.

33 Lohman, Guillermo. "Banca y crédito en la América Española. Notas sobre hipótesis de trabajo y fuentes de información" dans Historia, Separata, s.f. "Quant à la source d'origine ecclésiastique -dit Lohman-, on peut soutenir sans craindre de commettre un grave paralogisme,

l'affirmation de Lobato Pérez [...]: que l'Eglise 'fut la grande préteuse'. Ces richesses s'orientaient presque essentiellement vers les crédits immobiliers", p. 302.

34 "Relación de las 223 haciendas de los cinco valles de Lima con nómina de propietarios, producción e impuestos", Lima, 28 février 1780, reproduite par Miguel Maticorena dans Los ideólogos, José Baquijano y Carrillo, t. I., Lima, Colección Documental de la Independencia del Perú, 1976. Dorénavant il sera cité tout simplement comme "Relación...". A.G.N., Archivo Moreyra, caja 125, testamento de don Matías de Querejazu. A.G.N., Notarios Agustín de Portalanza, 1764-1769, f. 872 et Antonio Luque, 1811-1812, f. 384. A.H.R.A., documentos de Ramírez de Arellano. A.G.N., Notarios Miguel Antonio de Arana, 1804-1807, f. 77 et José María de la Rosa, 1818-1819, f. 635.

35 Maticorena, Miguel. "Relación...". Sur la possession de la terre à Lima et ses vallées voir A.A., Diezmos, leg. 39. A.G.N., Aguas, cuad. 3.3.19.95; Juzgado de Secuestros, leg. 3, OL 27 et Cabildo, Causas Públicas, leg. 9. Córdova y Urrutia, José María. Estadística histórica, geográfica, industrial y comercial..., Lima, Imp. de Instrucción Primaria, 1839, pp. 18, 19, 88 et 90.

36 Montero, Victorino. Estado político del Perú, col. Zagarra. Cité dans Macera, Pablo. Tres etapas en el desarrollo de la conciencia nacional, Lima, 1955, p. 36.

37 A.A., Diezmos, leg. 34, 1768. La chacra Miraflores avait 20 fanegadas.

38 Loc. cit.

39 A.A., Diezmos, leg. 34, 1760-69.

40 A.A., Diezmos, leg. 35.

41 A.A., Diezmos, leg. 35. Macera, Pablo. "Informaciones geográficas del Perú colonial" dans Trabajos de historia, t. I. Lima, Instituto Nacional de Cultura, 1977, p. 215.

42 A.A., Diezmos, leg. 36. Le Comte de Montebianco fut propriétaire, à partir de 1786, des haciendas San José et San Rexas de Chíncha. Siverio Bernales fut propriétaire foncier à Chunchanga, Pisco. Claudio Fernández Prada propriétaire de Larán.

⁴³ L'Archevêché de Lima divisa la côte centrale en treize partidos (provinces) qui, du sud au nord étaient: Nazca, Ica, Pisco, Cañete (incluait Chíncha), Mala, Lurín (appellé aussi Pachacamac), Surco, Callao (qui correspondait à Bocanegra), Lurigancho, Carabayllo, Chancay, Huaura et Santa. Les chiffres que nous utilisons ont été préalablement confrontés avec d'autres, provenant des Archives Générales de la Nation ou des Archives Générales des Indes.

⁴⁴ Les dîmes de l'Archevêché de Lima étaient afferméées pour une période de deux ans; après la "vente publique" qui avait lieu en juin (San Juan) ou en décembre (Noël), au cours de laquelle les garants se présentaient en versant une caution. La perception se faisait en nature et en espèces.

⁴⁵ B.N., Lima, D6697 et D816.

⁴⁶ Pando, José María. Op. cit., p. 52. Sur la ruine des hacendados voir aussi Távora, Santiago, Abolición de la esclavitud en el Perú, Lima, Imp. Monterola, 1855.

⁴⁷ Larson, Brooke, "Ritmos rurales y conflictos de clase durante el siglo XVIII en Cochabamba" dans Desarrollo Económico, Buenos Aires, juil.-sep. 1980, n. 78, pp. 183-214. Florescano Enrique, Origen y desarrollo de los problemas agrarios de México, México, Era, 1976, p. 69. Carmagnani, Marcello, Les mécanismes de la vie économique dans une société coloniale: le Chili (1680-1830), Paris, Sevpen, 1973.

⁴⁸ Yauyos, bien qu'il s'agisse d'une localité de la sierra, figure entre les partidos (provinces) de la côte. Nous avons respecté ce critère au moment d'effectuer le compte final des perceptions. S'agissait-il de yanaconas?

⁴⁹ Kapscli, Wilfredo, op. cit., cap. II.

Chapitre II

UNE ARISTOCRATIE EN SUSPENS

"...pour le bien de l'Etat et du commerce qui est aujourd'hui l'âme de l'univers"

A.G.N., Tribunal du Consulat, Contentieux, leg. 155, "Autos entre el Señor Conde de San Jijón y los albaceas de Juan Felipe Orueta".

1. Lima et la Mer du Sud

Pendant la première moitié du XVIII^e siècle, le monopole commercial fit du Callao l'unique "port majeur" de la Mer du Sud, et de Lima presque l'unique métropole de l'Amérique du Sud. Port et ville étaient en somme unis et se constituèrent tous deux en un centre de rassemblement et de redistribution des marchandises. C'est ce tableau qu'en donnent Jorge Juan et Antonio de Ulloa: "Dès que les marchands du Pérou reviennent à Lima, après avoir fait leurs achats à Portobello, presque tous ouvrent leurs boutiques et installent des magasins pour commencer à vendre, et à approvisionner tous ceux qui descendent des provinces intérieures et de toute la sierra pour dépenser leurs maigres ressources"¹. Dès que l'économie péruvienne fut réorganisée après la dépression prolongée qui traversa presque tout le XVII^e siècle, sa structure parut reposer sur deux piliers: d'une part les échanges maritimes, ayant pour théâtre le Pacifique, de Panama jusqu'au Cap Horn; et d'autre part, le vaste espace andin à la base duquel se plaçait Lima. Un territoire dilaté, voire démesuré, pour une ville qui frôlait les 50.000 habitants, mais qu'il fallait absolument organiser, parce que seule l'union de centres aussi divers que Valparaiso, Lima ou Potosi, pouvait compenser la faiblesse du marché intérieur et lever les obstacles que représentaient la persistance de l'économie naturelle et la faible division du travail. Edifier un marché interne: tel fut le défi que durent relever les marchands de Lima.

Le monopole commercial fit de Lima le siège d'un puissant groupe de marchands, liés à des familles de l'aristocratie métropolitaine ou

à des entreprises commerciales espagnoles, qui se consacrèrent aux activités d'importation-exportation de marchandises. Selon la terminologie de l'époque, ils débutèrent comme "changeurs". Un exemple: Jose Maria Enrile, qui avait commencé sa route commerciale à Cadiz, d'où il noua par la suite de solides intérêts avec le commerce de Lima, comme importateur de tissus². D'autres, comme les Querejazu, devaient s'installer définitivement à Lima, leurs entreprises ayant cependant des ramifications dans des localités aussi éloignées que La Paz³; les Comtes de Casa Jijon quant à eux préférèrent rester dans la péninsule, à Cadiz, d'où ils pouvaient mieux gérer leurs intérêts et leurs affaires de Lima ou de Quito⁴. Les Comtes de San Isidro restèrent propriétaires d'haciendas et de maisons à Santander, "arrières" lointain pour leurs activités liméniennes⁵. Les Sancho Davila n'oublièrent pas qu'ils descendaient des Marquis de Velarde, à de San Roman. En clair, pour faire marcher ses affaires, il fallait avoir des amis ou des parents à Cadiz, ou dans toute autre ville de la péninsule. Mais, sans nier l'importance de ce port du sud, on peut dire que c'est grâce à l'immigration basco-navarraise que le nombre des nouveaux marchands s'accrut: du pays basco-navarrais devaient venir parmi bien d'autres les frères Antonio et Jose Matias Elizalde, les Castañeda, Ramirez de Arellano, Izcue, Mendiburu, Ferrer, Abadia, Larreta... Le commerce de Lima finit par être contrôlé par ces immigrants de la première génération, qui réussirent à s'imposer aux familles créoles et même à des lignées aussi ancienne que celle des Aliaga, qui descendait des premiers fondateurs de la ville.

L'échange de métaux précieux des mines péruviennes contre des produits manufacturés européens devait se poursuivre grâce au développement du commerce intercolonial. La relative auto-suffisance de l'espace américain -mise en valeur par Sempat Assadourian entre autres- finit par donner une certaine indépendance économique aux colonies et par stimuler les échanges commerciaux entre ces dernières. C'est dans ce contexte que nous devons situer pour les comprendre les relations entre Lima et le royaume du Chili.

Le Chili fut une colonie tardive. Au XVIII^e siècle c'était encore une zone frontrière, mais le territoire s'était déjà étendu des fertiles vallées centrales aussi bien vers le nord (où les mines prirent des

terres au désert) que vers le sud, où malgré les Araucanos on put développer une importante activité d'élevage. Le moteur de l'incorporation de ces "terres nouvelles" était toujours la région centrale de Valparaiso et Santiago où, d'après Vicuña Mackenna, le blé était en passe de ravir au suif et aux métaux précieux l'hégémonie du pays. Bien que la nouvelle culture fût destinée à jouer un rôle décisif dans l'expansion du marché intérieur chilien, elle s'étendit sous la poussée de la demande venue d'une économie plus puissante: dans le chapitre précédant nous avons fait référence aux changements survenus dans le paysage agraire de la côte péruvienne et au soutien croissant dont bénéficia le remplacement du sucre par le blé.

Ce commerce entre les colonies donna aux marchands de Lima l'hégémonie du Pacifique. En effet, ces échanges ne pouvaient s'organiser qu'à partir d'un noyau puissant de marchands. Les produits, difficiles à transporter à cause de leur volume et de leur poids, exigeaient des navires de fort tonnage. Ces contraintes s'accroissaient du fait de la distance qui n'était point négligeable parce que la navigation n'était possible que six mois sur douze. En hiver augmentaient les risques de naufrage qui ne disparaissaient évidemment pas pendant les autres saisons, en fait de quoi il n'était pas rare que des marchands perdissent navires et marchandises⁶. Le doublement des intérêts des prêts maritimes, passant de 6 à 12%, trouvait là une justification suffisante. Faire face aux risques exigeait un entretien coûteux des navires, et quelques armateurs -navieros, pour utiliser à nouveau un terme du XVIII^e siècle- finirent par disposer de petites flottes privées, ce fut le cas de Juan Miguel de Castañeda avec ses navires "Teresa", "El Aguila" et "Serena", de Francisco de Izcue avec les navires "Grampuz", "Carmen" et "Nancy"; ou de Miguel de Mendiburu, propriétaire des frégates "Begoña", "Santa Barbara" et du brigantin "Perla"⁷.

Le commerce entre le Pérou et le Chili exigea le développement d'une nombreuse flotte marchande dans le Pacifique et, parallèlement, la construction et l'entretien de bateaux de fort tonnage (navires et frégates), ce qui garantissait aux marchands de Lima le privilège des échanges. Même si les gains n'étaient pas négligeables, le coût des opérations réserva néanmoins à une minorité l'exercice du grand commerce.

Entre 1812 et 1818 -peu avant le déclin définitif- on pouvait compter au Callao 81 frégates, 76 brigantins, 13 goélettes, 16 paquebots et 18 autres embarcations de moindre importance. Quelques années auparavant, en 1789, un recensement de la flotte dans la Mer du Sud donnait ces chiffres: 8 navires, 11 frégates, 14 paquebots; 33 au total, dont, d'après le Mercurio Peruano, 29 appartenaient à des entrepreneurs liméniens, 2 à des armateurs de Guayaquil et 2 à des Chiliens; évidemment ces quatre dernières embarcations étaient de faible tonnage; elles ne convenaient qu'au cabotage, d'un port à autre. Une autre source signale que le trafic entre le Pérou et le Chili était assuré exclusivement par 21 navires et frégates de Lima⁸ (voir Annexe III).

Les navires sortaient presque à la même date du Callao: "En général, ils quittent ce port à la même époque, avec une différence de quelques jours, qui se retrouve à leur retour"⁹. Les armateurs de Lima réussirent à concilier leurs intérêts en s'associant dans le Tribunal du Consulat, à l'intérieur duquel ils formaient un groupe spécifique. A ceux que nous avons cités plus haut, on peut ajouter le Comte de Torre Velarde, le Comte de San Isidro, la Comtesse de Vista Florida, le Comte de Santa Ana, Felix Colmenares, Vicente de Larriva, Domingo de Larrea, Ortiz de Foronda, etc. Tous réussirent à imposer les prix à Lima comme à Santiago. Là est l'origine d'une longue rivalité entre ces deux villes, reconnue même par l'Hôtel de Ville de Lima: "le Chili sans cesse se plaint et dénonce les armateurs de Lima qui mettent tous leurs soins et s'accordent pour immobiliser ses bateaux, afin de le contraindre à récolter et de fixer à leur gré le prix d'achat du blé"¹⁰. Semblable version des faits devait être soutenue quelque temps plus tard par l'historien chilien Benjamin Vicuña Mackenna -celui-ci parlait des marchands de Lima sondés comme "une seule main" qui devait finir par imposer au Chili un acheteur unique¹¹. Même en faisant la part des exagérations, conséquence de la faible sympathie qu'inspiraient les marchands à Lima comme à Santiago, il reste vrai qu'il s'agissait d'un système monopoliste, qui fit du Chili une sous-colonie péruvienne.

Le contrôle des bateaux alla de pair dans le port du Callao avec la construction de vastes magasins, où les marchands pouvaient entreposer et conserver leurs marchandises; de son côté, l'abondance

permettait de contrôler les allers et retours des bateaux. En 1782, par exemple, les navires refusent de partir, attendant que l'Hôtel de Ville décrète une hausse du prix du pain¹². Tout comme Domingo Ramirez de Arellano, de nombreux marchands furent aussi propriétaires de magasins; ceux-ci finirent par s'installer presque à mi-chemin entre Lima et le port, à Bellavista; là s'installèrent ensuite une fonderie, indispensable pour la réparation des bateaux, et un hôpital destiné aux matelots.

Les bateaux, en conclusion, furent l'instrument de la domination de Lima sur le Chili. Tous furent construits en Amérique, au nord du Callao, dans le port de Guayaquil, où fonctionnait le plus grand chantier naval de toute la Mer du Sud. Guayaquil disposait d'une rade convenable pour la construction de navires de fort tonnage, et disposait en outre de toute les ressources nécessaires: bois, goudron, tissu, des ateliers textiles de Quito pour les voiles... Le chantier comptait entre 250 et 320 journaliers¹³.

Mais Guayaquil ne fut pas seulement le chantier naval de Lima. C'était aussi le port d'entrée vers Quito et du bassin du Guayas, la capitale importait du bois d'oeuvre, un produit recherché par toutes les villes coloniales, du cacao, en plus des étoffes et des tissus provenant des ateliers textiles des Andes. Du Pérou venaient le sucre et les vins. Jusqu'à 1778, Lima fut le centre de redistribution des marchandises. C'est pourquoi outre le blé on continua à importer du suif du Chili pour l'éclairage de la ville (on l'exportait ensuite à Quito), des planches en bois, des jambons, etc. Santiago servait parfois aussi d'intermédiaire avec d'autres espaces coloniaux: c'était le cas pour l'herbe du Paraguay, dont on faisait alors une grande consommation et qui venait par terre des Buenos Aires. C'est ainsi que l'échange du sucre contre le blé suscita quelques activités manufacturières (le chantier naval est l'industrie classique des sociétés précapitalistes) et permit aussi d'articuler une longue chaîne d'échanges. Le Tribunal du Consulat de Lima, dont l'Assemblée Générale comptait 200 membres, devint, avec cet appui, la plus grande association d'entrepreneurs de l'époque. En 1815 ses capitaux furent estimés à près de 5 000 000 de ps.; ils étaient bien supérieurs à ceux dont pouvait disposer la

Caisse des Impôts, la Rente sur les Tabacs et même la Caisse Royale ou l'Hôtel de la Monnaie¹⁴. En 1791, on recensait 393 marchands à Lima¹⁵.

La splendeur commerciale eut aussi d'autres expressions mesurables. Citons rapidement: (a) les taxes sur les transferts de biens (alcabala), les exportations et les importations (almojarifazgo) augmentèrent; (b) en général, les rentes de la Caisse Royale de Lima augmentent jusqu'en 1770; (c) entre 1760 et 1795, la frappe de marcs d'argent double. Dans les Annexes nous incluons les chiffres correspondant aux émissions d'or et d'argent faites à l'Hôtel de la Monnaie de Lima, les seules en Amérique du Sud avec celles de Potosi et Santiago. La courbe ascendante que l'on pourrait tracer de ce phénomène jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, montre de plusieurs façons l'augmentation des échanges et la demande qui s'ensuivit d'une monnaie qui, à cause de sa grande valeur, était apte non au petit commerce mais aux grandes transactions, celles qui marquèrent le début de la splendeur fugace des marchands de Lima.

Finalement il se produisit un changement dans la physionomie même de la ville: Lima s'étendit, atteignant 400 hectares. De nouvelles constructions s'élevèrent, comme les Arènes (1768) ou le Paseo de Aguas (1773). Les cafés apparurent; le premier fut celui "du Commerce": il y en eut jusqu'à sept, la vie quotidienne déborde désormais le cadre de la maison et se déroule dans la rue. Evidemment, le fait le plus important fut la reconstruction de la quasi totalité de la ville, dévastée par le tremblement de terre de 1746. Les anciennes constructions de pierre et de brique furent remplacées par de nouvelles faites d'un matériel moins coûteux socialement -cane de Guayaquil, boue et brique crue- mais résistant mieux aux mouvements sismiques. Malgré la catastrophe de 1746, et la baisse démographique qu'elle entraîna durant la décennie suivante, malgré les épidémies (qui restèrent fréquentes comme on le verra), la population de la ville augmenta rapidement.

Tableau 1

<u>Lima</u>	<u>Population</u>
1755	54.000 hab.
1791	52.627
1812	63.900
1820	64.000

Sources: A.G.I., Indiferente General, 1527.
Cordoba y Urrutia, Jose Maria,
Estadísticas..., Lima, 1839, t. I,
p. 33.

2. Le marché intérieur

La monnaie -frappes monétaires rares et de très grande valeur- laissait voir une profonde brèche dans la structure économique coloniale: la coexistence du grand commerce et des zones d'économie naturelle. A Guayaquil on est obligé de troquer les "tissus de Castille", les vins et les eaux-de-vie contre du bois et du cacao. Ce dernier produit finit quelquefois par remplacer la monnaie; la même chose se produit à Chiloe avec les jambons et en divers endroits de la sierra avec la coca. A Tarapaca on en est réduit à vendre à crédit: "La province était, comme elle l'est aujourd'hui, et l'a toujours été, obligée de vendre très peu comptant et presque tout à crédit (al fiado)"¹⁶, bien que dans ce cas il s'agisse davantage de créer des dépendances que de pallier le manque de monnaie. On pourrait argumenter que dans les exemples mentionnés il s'agit de territoires éloignés de Lima, mais des phénomènes semblables se produisent dans les auberges des vallées proches de la capitale et parmi les documents comptables du marchand Ramirez de Arellano nous avons trouvé, par exemple, le reçu de la vente d'un esclave payé en sacs d'herbe du Paraguay, autre produit qui, très demandé et assez rare, devenait une sorte de monnaie naturelle¹⁷.

Les marchands prirent, évidemment, conscience de tous les inconvénients et des difficultés que pouvait susciter un marché aussi étroit. A Lima la proximité de la mer facilitait les échanges avec la péninsule et les espaces coloniaux voisins, mais une fois les marchandises arrivées au port, restait le problème le plus ardu: comment les introduire

dans un espace certes vaste mais où les communications posaient des problèmes multiples?

De Lima partaient plusieurs routes. D'abord, longeant la mer et traversant les villages de la côte comme Chancay ou Huacho, en direction de Trujillo au nord, route difficile en été lorsque les eaux montaient ravageant les chemins improvisés ou détruisant les ponts, comme cela se produisait presque tous les ans à Santa ou à Jequetepeque. Il fallait donc avoir recours au cabotage que rendaient possible de bonnes rades et des ports comme celui de Huanchaco. Semblable situation se présentait sur la côte sud, où il était même préférable de recourir à la mer pour transporter de Pisco à Lima les jarres d'eau-de-vie, on évitait ainsi les dangers du désert; plus au sud la côte devenait escarpée, avec des ports aussi insuffisants que celui de Quilca, ces territoires restaient donc pratiquement fermés à l'échange maritime jusqu'à Arica, d'où partaient au moins trois routes: une vers la région minière de Tarapaca; une autre vers Arequipa et de là vers le Cusco; et, finalement, celle qui allait à La Paz et Potosi. Le village voisin de Tacna, jouissant des avantages d'une vallée fertile, devint le siège des muletiers, et dans ses alentours on pouvait voir paître les troupeaux de mules.

De Lima même partaient trois autres routes qui, gravissant la cordillère, pénétraient le rude espace andin: par la vallée de Lurigancho et de là jusqu'à Canta, où une gorge permettait l'accès à Cerro de Pasco; une autre partait vers l'amont du Rimac et, passant par Chosica, Matucana et San Mateo, montait jusqu'à Yauli et Morococha, pour descendre ensuite la vallée fertile du Mantaro et arriver à Jauja, halte obligée de tout déplacement vers Ayacucho et même le Cusco; la troisième était une route de remplacement qui escaladait la cordillère depuis la vallée voisine de Pachacamac, et passait par les marécages de Cieneguilla et par le village de Huarochiri; elle aboutissait également à la sierra centrale. Le transport était assuré obligatoirement par des mules, élevées dans les lointains territoires de Salta et Jujuy, réserve de bêtes de charge pour toute la Vice-Royauté. De là partait une longue route, utilisée surtout à partir de la seconde moitié du XVIII^e siècle et qui unissait Lima à Buenos Aires¹⁸.

Ces routes ne furent pas dessinées au hasard. Adoptant parfois le tracé des anciens chemins préhispaniques, elles emprutèrent les chemins muletiers, bravant chaque année les difficultés causées par les éboulements de terrain, dans un espace escarpé et aux brusques précipitations pluviales. Ces obstacles physiques ne furent cependant pas les seuls ni les plus difficiles. Pour le Tribunal du Consulat la principale barrière était constituée par cette sorte d'autarcie dans laquelle la population indigène dans son ensemble s'obstinait à persévérer. Apparemment, les Indiens n'avaient besoin d'aucun bien, "car ils ne portent pas d'étoffes fines, seulement de la bure, qu'ils travaillent eux-mêmes, et qu'ils possèdent en abondance"¹⁹. La demande augmentait néanmoins au Cusco et à Arequipa, qui approchaient les 30.000 habitants et bien sûr dans les villages miniers. Le XVIII^e siècle, contre toute hypothèse, vit la reprise des activités minières: les rendements doublèrent, en particulier entre 1776 et 1812. Cette phase ascendante avait commencé quelque temps plus tôt, à partir de 1720 à Potosi, mais à mesure que le siècle avançait, les centres les plus dynamiques se situèrent dans le Bas Pérou, à Cerro de Pasco, Huarochiri et Yauli, sans oublier au nord les gisements de Hualgayoc. Dans le village minier de Cerro de Pasco la population atteint vers 1790 6.000 habitants²⁰. Ces circonstances permettent de comprendre que Lima ait recherché son articulation spatiale plutôt avec Cusco et Arequipa dans le sud andin, ou avec les espaces miniers de la sierra centrale ou de l'actuel haut-plateau bolivien.

Cependant, il convient de ne pas exagérer l'importance de la demande minière. Au Pérou, l'activité minière différait substantiellement de l'exploitation des mines dans la Nouvelle Espagne (Mexique). Il s'agissait d'un ensemble de moyennes et petites entreprises, dirigées par des "mineurs" qui arrivaient, "à peine à couvrir leurs dépenses"²¹, subordonnés aux marchands (auxquels ils recouraient pour obtenir des prêts financiers), propriétaires d'un ou deux "puits" (pozos) exploités par une moyenne de douze ouvriers. Les puits étaient coupés du reste de l'espace national soit par des déserts, comme ce fut le cas des mines de Guatajaya, soit du fait de leur altitude, comme à Morochocha ou Cerro de Pasco. Quelques propriétaires connaissaient une situation plus enviable, comme le mineur Miguel de Espinach à Hualgayoc,

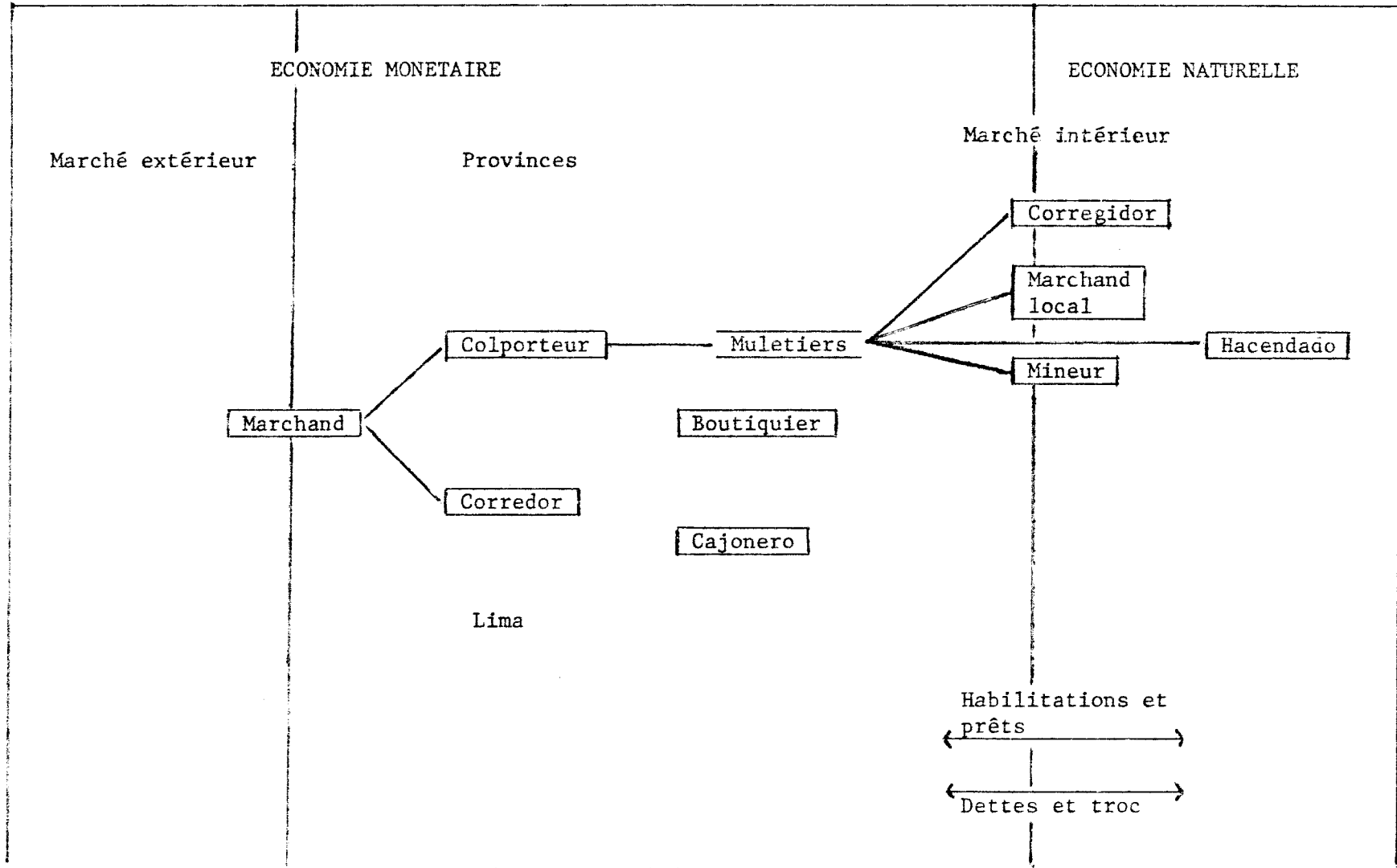
avec 167 ouvriers et 17 puits, ou Matias de Urita avec seulement deux puits mais 243 ouvriers²². Très peu de marchands de Lima eurent assez d'audace pour intervenir directement dans l'exploitation des mines comme le fit Pedro Abadia, entrepreneur de la Compagnie des Philippines, qui introduisit la machine à vapeur pour assécher les mines²³.

L'industrie minière au Pérou arriva à recruter 18.000 journaliers, mais ces travailleurs, à cause de leur faible concentration et leur évidente dispersion géographique, ne créèrent pas une demande suffisante pour stimuler de façon spontanée le commerce intérieur. Les marchands de Lima durent ainsi chercher eux-mêmes les moyens d'élargir le marché. Il convient à ce niveau de rejeter l'image éculée d'un capital commercial stérile et parasitaire. Les marchands surent se montrer inventifs, à l'intérieur des limites qui leur étaient imposées; ils développèrent à partir de la capitale un réseau commercial serré qui prétendait s'éteindre à toutes les provinces intérieures.

Comment fonctionnait ce réseau? Les moyens les plus importants furent au nombre de deux. D'abord, la mise en oeuvre d'un mécanisme classique dans une société coloniale: le marchand pesait sur le consommateur grâce au reparto (distribution forcée de marchandises), droit dont jouissaient les corregidores. Ceux-ci, moitié juges, moitié commerçants, étaient des autorités de provinces qui, en compensation de leur travail et du coût de leur charge, avaient le pouvoir de distribuer dans leur juridiction un certain nombre de marchandises (mules, tissus, couteaux, socs); le tarif officiel était la plupart du temps tourné en particulier quand on obligeait les Indiens à acheter des articles dont ils pouvaient se passer. Dès leur entrée en fonction, les corregidores entretenaient des relations de dépendance avec les marchands: ceux-ci leur prêtaient l'argent nécessaire pour postuler à leur charge, ils mettaient à leur disposition les marchandises, en leur ouvrant, les réserves de leurs magasins ou en leur avançant de l'argent.

A côté de cette chaîne d'obligations qui aboutissait finalement au consommateur indigène, les marchands créèrent un tissu compliqué d'intermédiaires dont le point essentiel était le colporteur. Celui-ci, petit entrepreneur, se pourvoyait en marchandises à Lima soit grâce à

RESEAU MERCANTILE



un prêt financier, soit par habilitación (prêt de marchandises), accompagné de muletiers il partait vers les provinces, où grâce à de nouveaux prêts, à des avances financières ou au troc, il livrait ces marchandises à un commerçant, à un hacendado ou au propriétaire d'une mine; ces derniers, à leur tour, en employant la force ou en suscitant des endettements, finissaient par distribuer les marchandises aux consommateurs indigènes. Dans le cas des corregidores aussi bien que dans celui des colporteurs, le système de commercialisation se soutenait par des moyens extraéconomiques, comme les liens de parenté ou les relations de dépendance qui se formaient à l'intérieur des haciendas ou des campements miniers.

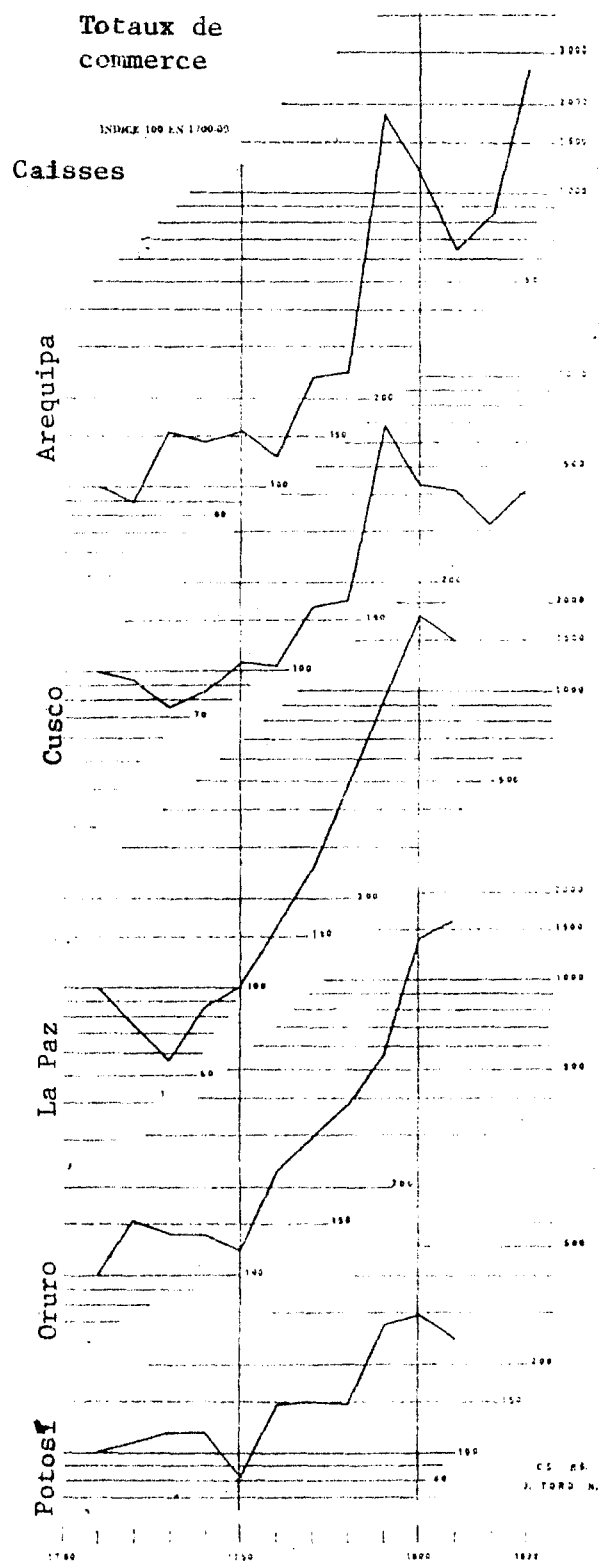
Comme illustration, nous pourrions citer quelques exemples concrets. Un groupe de petits commerçants qui s'approvisionnaient auprès d'un grand magasin de Lima formèrent une "compagnie", qui s'installa à Arica. Là, ils se divisèrent en trois groupes, l'un parcourut La Paz, Oruro, Chuquisaca et Potosi; l'autre Moquegua, Tarapaca et Iquique; et le troisième établit à Tacna "boutique et maison mère afin de les pourvoir de tout ce dont ils auraient besoin"²⁴. Ainsi firent deux autres entrepreneurs: en juillet 1755, un d'eux, Manuel Gomez, part vers la ville de Pasco en emportant diverses marchandises. Là-bas, il vend tout. Il installe une boutique et revient à Lima, en apportant de l'argent et des piñas (de l'argent, métal, récemment extrait). Il forme une "compagnie" avec Lorenzo Camelo, qui apporte 1.000 ps., dont 800 sont investies dans l'achat de nouvelles marchandises; il repart le 18 septembre pour arriver à Cerro de Pasco cinq jours plus tard. Les ventes faites, il descend vers la capitale le 15 novembre, pour en repartir peu après en emportant de l'eau-de-vie, du savon, des tissus, du poisson sec, de l'herbe du Paraguay, des raisins secs...²⁵. Un autre exemple pourrait être celui de Pascual de Amaya, lieutenant d'infanterie et commerçant, qui transportant des tissus et de l'eau-de-vie arrive sur les hauteurs de Yauricocha; là, il remet toutes ses marchandises au mineur et hacendado Joseph Barrientos pensant que ce dernier, qui vivait là depuis longtemps, trouverait les moyens d'écouler les produits; mais Barrientos de son côté s'endette à l'égard des propriétaires miniers de la région auxquels il doit donner comme avance de paiement des tissus ou de l'eau-de-vie qui tout au plus lui seront

payés avec des pépites d'argent (argent piña)²⁶. L'affaire aboutit à un procès (il y en eu beaucoup de semblables) entre le marchand et le mineur. Légèrement différent, des cas précédents pourrait être celui de Toribio Silva: il acheta à crédit ou au comptant des étoffes de Castille à plusieurs marchands, comme le Comte San Isidro, Manuel Saldivar, Miguel Marticorena, et les livra au Cusco où ils devraient être vendus dans la boutique de son associé Mauricio de Clavos.

C'est ainsi que l'essor commercial de l'économie péruvienne entre 1750 et 1780 n'est pas seulement attribuable, comme le pense Jürgen Golte, au trafic forcé des corregidores. Les grands marchands de Lima, les muletiers et les colporteurs ou voyageurs, comme on les appelait alors, y participèrent aussi. Il est probable qu'à l'intérieur même des communautés se produisirent quelques changements, une sensible augmentation de la division du travail, en accord avec la croissance démographique de la population indigène: 610.000 habitants en 1750, 700.000 en 1800 et 760.000 en 1820²⁷.

Javier Tord, dans un article décisif, a démontré graphiquement comment les entrées dues au commerce triplent dans la Caisse Royale de Potosi, elles montent presque verticalement jusqu'à 150% à Oruro comme La Paz; la courbe est la même pour Arequipa et au Cusco ces entrées quintuplent²⁸. C'est là l'expression graphique et chiffrée du processus par lequel la capitale étend sa domination sur les provinces de l'intérieur, ou, si l'on veut, de l'édification d'un espace commercial, ce qui d'ailleurs n'alla pas sans conflits. Le pays se dresse contre Lima: ou plutôt, les paysans se soulèvent contre l'exploitation commerciale, les émeutes dirigées contre les corregidores se multiplient; entre 1750 et 1780 se situent la plupart des révoltes rurales de ce siècle²⁹. La révolution de Tupac Amaru trouva là un des éléments qui lui permirent de réunir autour d'elle de vastes couches sociales et bien qu'elle ait échoué, elle est à l'origine du remplacement des corregidores par les intendentes. Cela ne signifie nullement que les repartos détestés aient disparu, dans certains cas, ils continuèrent à être effectués par les nouvelles autorités, en marge de toute réglementation. Mais les exigences du système, dues non seulement à la domination de Lima, mais encore à l'étroitesse du marché intérieur, apparaissent clairement lorsque la couronne débat avec le Tribunal

CAISSES ROYALES - COMMERCE



Source: Tord, Javer. "Sociedad colonial y fiscalidad" dans Apuntes, Lima, año IV, n. 7, 1977, p. 23.

du Consulta de la possibilité d'organiser de mettre en place un autre mode de répartition de marchandises.

Le réseau commercial de Lima ne fonctionna jamais comme un mécanisme d'horlogerie. Très rapidement, les intérêts commerciaux des provinces et l'action des corregidores entrèrent en conflit. Les deux systèmes, le colportage et le commerce "forcé", se firent concurrence. A Arequipa, les commerçants locaux traduisirent devant le Tribunal du Consulat le corregidor Fernando de Pielago qui prétendait les obliger à s'approvisionner dans son magasin. La même chose se produisit à Arica³⁰.

Mais malgré les inconvénients et les obstacles énumérés, les grands marchands de Lima commencèrent à prospérer en s'appuyant non seulement sur le commerce d'exportation-importation, mais aussi sur le marché intérieur; ce n'était cependant là que le début de l'édification de l'espace commercial, et les liens qui les unissaient au pays restaient assez faibles. Presque tous les marchands de Lima allaient dans la Péninsule surveiller leurs affaires, rendre visite à leur famille ou prendre connaissance des dernières nouvelles de Madrid; là les boutiques importantes trouvaient en eux de magnifiques consommateurs de linge fin et d'objets de luxe - toujours attentifs aux dernières modes européennes³¹ - tant de faste jurait avec les maigres relations qu'ils entretenaient avec les villages de l'intérieur du pays où ils se contentaient d'avoir recours aux intermédiaires. Pour l'aristocratie ce n'était pas déroger qu'être marchand, à condition bien entendu de ne pas exercer ce métier directement.

Outre les provinces, la ville de Lima elle-même était un important marché, mais là aussi il fut nécessaire de mettre en place quelques mécanismes qui accélèreraient la circulation commerciale. Les ventes étaient assurées soit par les boutiquiers soit par les cajoneros (propriétaires de petits points d'approvisionnement situés sur la Place Principale ou autour). Sur n'importe quel étalage on pouvait trouver les produits les plus divers: marteau, fil de fer, barres de fer, à côté des rubans, des vêtements français, sans compter le thé, le café, l'eau-de-vie ou les chafalotes (mi-épée mi-couteau), parfois même, des livres.

Là encore, les grands importateurs n'entretenaient pas de relations directes avec les petits commerçants, ils passaient plutôt par un intermédiaire appelé corredor, qui en général payait comptant, lui-même étant obligé d'avoir recours au système des avances et des endettements pour placer les marchandises. Une pratique admise était que le corredor fût l'homme de paille du magasinier ou du grossiste qui le fournissait en marchandises; mieux valait pour l'acheteur éviter d'être trop curieux.

Quelques membres de l'aristocratie marchande parvinrent à accroître leurs profits en s'intéressant à diverses activités urbaines, en louant par exemple des cajones, des boutiques ou des pulperías (mi épicerie, mi bar-restaurant, ces mots étant pris dans leur sens moderne). Le Marquis de Montemira possédait une boutique à la Porte des Notaires³². Matias de Elizalde louait une boutique-pulpería à Jose Linares. La chaîne s'étendait lorsque le locataire développait sa petite entreprise en recourant à un partidario (quelqu'un qui apportait seulement son travail). Linares, par exemple, recourait à un partidario qui écoulait les marchandises de sa boutique dans les villages, les haciendas et les auberges des alentours de Lima³³.

Le contrat le plus fréquent était le contrat "à parts égales". Quelqu'un, généralement un commerçant aisé, apportait l'argent, mettait en location la boutique ou le cajón, une autre personne, chargée d'administrer le négoce, avait droit à la moitié des bénéfices. Ainsi fonctionnait le magasin de Miguel de Castañeda, situé dans la Rue des Pêcheurs, et la fabrique de tissu dont il partageait la propriété avec son gendre Joaquin de Asin, ayant pour associé à parts égales de bénéfices un certain Quintela³⁴. Dans d'autres cas, le propriétaire se contentait de louer le commerce, ce fut le cas par exemple d'une boulangerie qui appartenait à la Comtesse de Vista Florida et au Comte de Torre Velarde; Jose Maria Sancho Davila posséda jusqu'à onze boutiques³⁵. On ne dressait pas toujours d'acte notarié de ces contrats.

C'est ainsi que, entre l'aristocratie marchande et les secteurs populaires, émergèrent des couches moyennes hétérogènes, apparemment indépendantes mais en réalité subordonnées, d'une façon ou d'une autre, au capital commercial: locations, avances d'argent, systèmes de prêts

(intérêts à 6%) ou contrats al partir, assuraient cette dépendance. A Lima on recensa 287 pulperos (gérants d'une pulperia), 48 fournisseurs et 60 fabricants, auxquels on doit ajouter un nombre indéterminé de boulangers et de meuniers, si l'on veut avoir une idée approximative de l'artisanat et du petit commerce. Mais dans les couches moyennes on doit aussi inclure les moyens propriétaires: la majorité des labradores (plus de 300), des vallées proches de la capitale, à qui nous avons fait référence dans le chapitre précédent; la bureaucratie, qui comptait entre autres plus de 400 employés; et pour finir les intellectuels, nom par lequel il convient de désigner: médecins (21), avocats (91), étudiants (366), chirurgiens (56), notaires (13), secrétaires (58), etc.³⁶

En marge des critiques timides que quelques écrivains adressèrent à l'administration coloniale, en général ce secteur social ne put développer une praxis indépendante et propre. Les couches moyennes grandirent à l'abri des grands marchands. D'origine souvent espagnole (c'était le cas de certains boulangers et boutiquiers), elles partageaient avec ces derniers la fidélité au monarque et la défense des intérêts métropolitains.

3. Fugitive splendeur

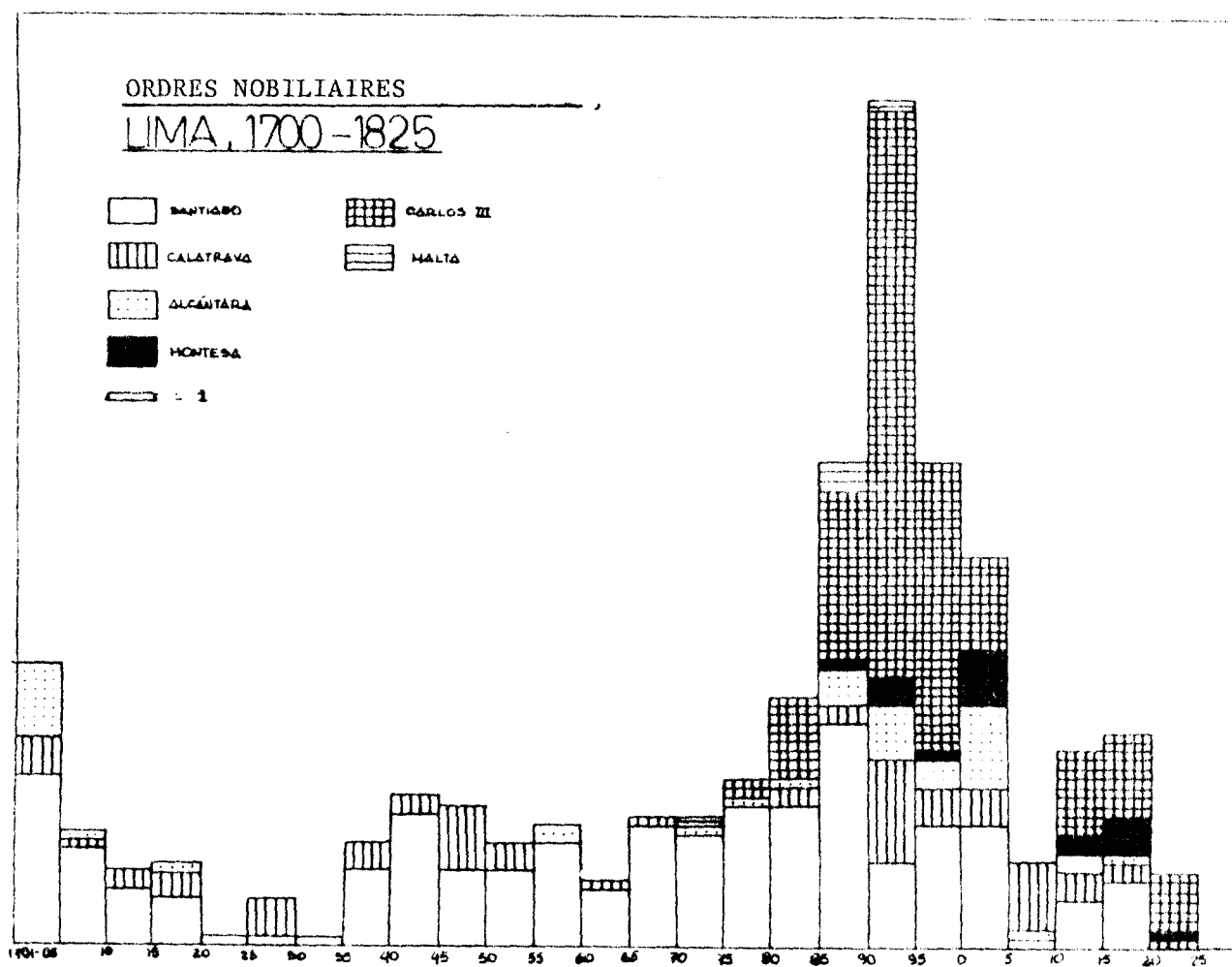
L'histoire de la classe supérieure coloniale avait eu un prologue: au début du XVII^e siècle, un groupe de marchands et de banquiers portugais développèrent à partir de Lima entreprises et négoce qui fonctionnaient grâce à la traite des Noirs, trafic qu'ils organisaient depuis le Portugal. Puis vinrent les achats d'haciendas et de mines, et finalement la création de la Banque de Juan de la Cueva; tout s'écroula en peu d'années sous l'action combinée de la dépression économique européenne, de la crise du secteur minier péruvien et finalement de l'Inquisition, qui en 1635 captura quelque cent "seigneurs du commerce": près de trente-cinq devaient être exécutés et le reste emprisonné ou exilé³⁷. La classe supérieure coloniale mit un siècle à se remettre du coup.

L'aristocratie marchande de Lima n'était donc pas très ancienne, elle s'était formée au rythme du siècle et de l'accroissement des activités commerciales. Aux membres issus de la migration basco-navarraise

ou espagnole en général, il faudrait ajouter ces familles qui, comme les Vega del Rhen ou les Marquis de Valle Umbroso, se déplacèrent d'Ayacucho ou du Cusco vers Lima.

Dans tous les cas, s'établit toujours une étroite association entre l'administration coloniale et les marchands. Nous avons montré que ces derniers s'appuyèrent sur le monopole commercial et usèrent largement du mécanisme du reparto, toutes choses qui impliquaient sans doute leur entrée dans les hautes sphères de la bureaucratie. On les trouve ainsi fréquemment comme "auditeurs": Querejazu, Ortiz de Foronda, Bravo de Rivero; Felipe Sancho Davila fut alguacil (membre de l'administration municipale); parmi les Maires de Lima on trouve Sebastian de Aliaga, Jose Maria Sancho Davila, Miguel de Oyague, Jose Colmenares; Agustin Quijano fut Gouverneur du Cercado (faubourg d'Indiens); presque tous avaient une charge dans l'armée: Colonel de Dragons comme Oyague, ou de Cavalerie comme Jose Gonzalez et Fernando Castillo de Albornoz. Il est évident que les charges les plus appréciées, à côté des charges publiques, étaient celles de Prieur et de Consuls du Tribunal du Consulat, occupées, entre autres, par Antonio Elizalde, le Comte Villar de Fuentes, Francisco de Izcue, Joaquín Azcona, Isidro de Abarca, Joaquín Ferrer (voir Annexe IV).

Le faite de la carrière d'un marchand était presque invariablement l'entrée dans un ordre nobiliaire. A Lima, pendant la deuxième moitié du XVIII^e siècle, se produit une véritable inflation de titres: leur nombre monte presque verticalement, de huit entre 1761 et 1765, à cinquante-trois entre 1786 et 1790, et dans le lustre suivant, à quatre-vingt-onze. Plus tard vient la chute, également brusque jusqu'aux 9 titres concédés entre 1821-1825. Noblesse et commerce n'étaient pas incompatibles, nous l'avons vu. Même si en apparence le titre n'était qu'une récompense pour les services rendus au Roi et à la Couronne, en réalité une solide fortune était un soutien indispensable. On compte cent soixante-et-un nouveaux dans l'Ordre récent de Carlos III, la condition la plus importante pour y figurer n'était ni la naissance ni le fait, prouvé, de ne pas avoir rempli de métier "bas", mais de pouvoir acquitter la somme exigée: cet ordre fut créé pour procurer de nouveaux revenus à la monarchie³⁸.



Source: Le graphique est basé sur des chiffres fournis par Lohmann Villena, Guillermo, Los americanos en las órdenes nobiliarias (1529-1900), Madrid, Instituto Gonzalo Fernandez de Oviedo, 1947, t. I, pp. LXXV-LXXVI.

Un destin individuel, celui de Domingo Ramirez de Arellano, peut nous aider à préciser d'autres traits de cette aristocratie marchande. Domingo Ramirez de Arellano, né à Viguera, Logroño, le 8 mai 1742, vint en Amérique en 1764, lors du décès de son oncle le marchand Andres Ramirez de Arellano qui, n'ayant pas d'enfants, en fit son légataire universel³⁹. Domingo se consacra essentiellement au commerce d'exportation-importation. Il était propriétaire de la frégate "Nuestra Señora de Las Mercedes". Sur les registres notariaux on le voit achetant du sucre à des hacendados de Cañete. Il introduisait ce produit au Chili, d'où il ramenait du blé. Mais il ne se limitait pas à Valparaiso, il descendait jusqu'à Chiloe pour importer des cuirs. De l'axe Callao-Valparaiso, ses affaires s'étendirent à l'échelle du continent. On peut trouver dans ses archives une correspondance suivie avec un de ses employés, Bernardo Roca, établi à Guayaquil, de même qu'avec d'autres commerçants de Cerro de Pasco et de Potosi. Il posséda un troupeau de mules et un atelier de tissage, obraje, dans la sierra du nord. Il ajouta au commerce, finalement, le métier de prêteur. Son mariage avec Catalina Baquijano y Carrillo lui permit d'entrer en possession de l'hacienda Pando, près de Lima. Son épouse était la fille du Comte de Vista Florida dont elle hérita le titre; Juan Bautista de Baquijano était arrivé pendant le premier tiers du XVIII^e siècle au Pérou, où il posséda bateaux, maisons et haciendas. De son côté, Domingo Ramirez de Arellano appartenait à l'ordre de Calatrava. Il fut aussi Capitaine de Hallebardiers et Prieur au Tribunal du Consulat. De son mariage il eut une fille, doña Josefa Ramirez, mariée avec Gaspar de Osma, membre du Conseil de Sa Majesté et oidor, qui, durant la guerre de l'Indépendance, émigra en 1821 au Callao.

L'aristocratie de Lima pratiqua l'endogamie: "une société dans la société", soutenait Jorge Guillermo Leguia. Jose Maria Sancho Davila, marié à la Marquise de Corpa était proche parent des Ramirez de Arellano. Le Marquis de Valle Umbroso épousa doña Grimanesa de la Puente unissant ainsi deux vieilles familles de Lima et du Cusco. Semblables alliances matrimoniales garantissaient la stabilité des secteurs dominants. Un cas extrême mais qui renforce notre propos, est celui de Juan Miguel de Castañeda; il n'eut que quatre filles d'ailleurs assez laides; craignant les coureurs de dot, il préféra

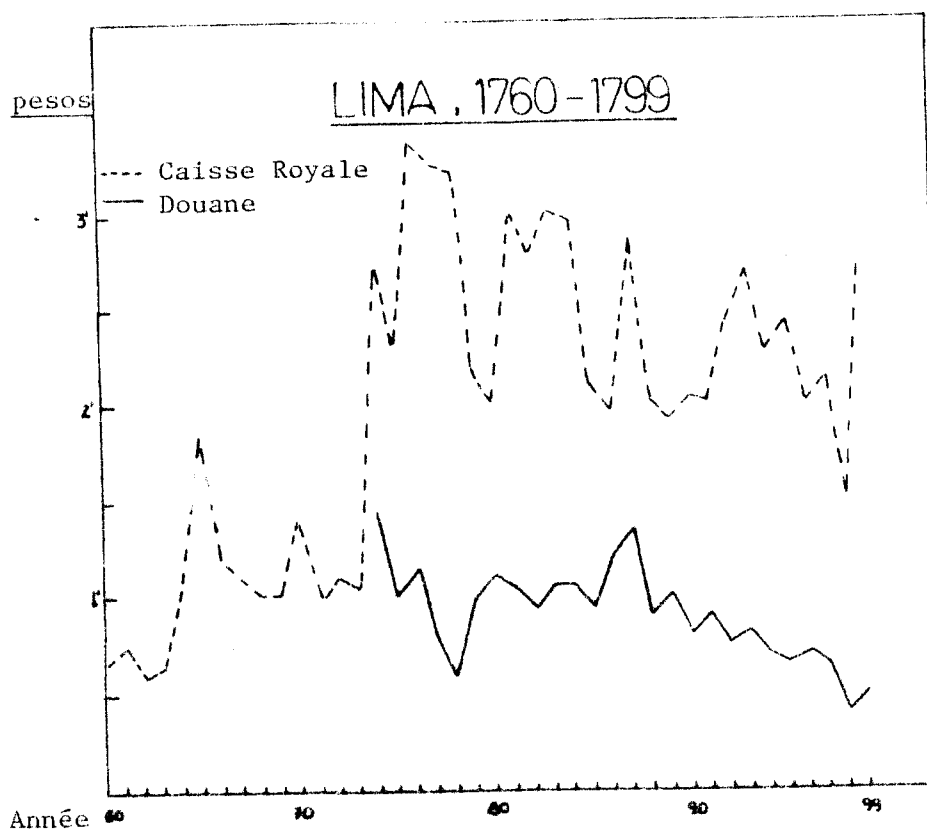
"importer" quatre aristocrates de la péninsule pour en faire ses gendres.

Outre l'endogamie, un trait caractéristique de l'aristocratie coloniale est le luxe, en quelque sorte dénoncé par l'économiste Lequanda: les grandes demeures de Lima étaient ornées de tableaux, de meubles et d'argenterie; quelques unes, comme celle des Osambela, avaient un mirador qui permettait d'observer l'arrivée des bateaux au Callao; d'autres, comme celle de Castañeda, exhibaient avec orgueil sur leur façade la proue d'un navire. Hautes et vastes salles disposées autour d'une cour centrale, tandis qu'à l'arrière se trouvaient les chambres des esclaves, en direction opposée au vent, afin que l'air emportât les supposées mauvaises odeurs. Chaque demeure possédait bibliothèque et calèches.

Certains aristocrates estimaient -comme le Comte de Casa Jijon l'expose dans une lettre adressée à Miguel de Jijon, résidant à Lima- que le luxe était un devoir de leur condition: "bien que ce ne soit pas pour notre commodité ni notre goût, nous sommes l...l obligés de conserver un train convenable à fin que les émules nous considèrent"⁴⁰. Mais ce n'était pas là un sacrifice bien grand, si l'on pense à la quantité de distractions qui entouraient la vie de l'aristocratie. Le Comte de la Vega del Rhen, outre les soirées familiales (des banquets comme celui peint par Tadeo Escalante dans un "Arbre de Vie", sur les murs d'Acomayo), le jeu de cartes, les courses de taureaux, était grand amateur de chasse et, comme beaucoup d'autres, il fréquentait les marécages de Surco (près de l'hacienda Villa), où il pouvait s'exercer à la chasse au cerf ou au canard sauvage⁴¹. D'autres "signes extérieurs de richesse" étaient les chiens, les chevaux, les fusils de chasse et un riche habillement. Plus importante encore que tout cela était la possession d'autres hommes: le nombre d'esclaves⁴².

Mais la base de cette splendeur était trop fragile, comme les nobles purent s'en rendre compte à mesure que le XVIII^e siècle approchait de sa fin. Les marchands avaient jalousement défendu le monopole commercial; pour eux, la contrebande était un "crime affreux" et ils exigeaient que les coupables fussent pendus sans miséricorde⁴³. L'ouverture de neuf ports en Espagne et Amérique, décrétée en 1765,

ne leur inspira aucune sympathie, si bien qu'ils menacèrent de rendre les clés de leurs magasins et de leurs cajones, et prophétisèrent une ruine générale imminente. Des protestations semblables se répétèrent lorsqu'en 1777 fut créée la Vice-Royauté de Rio de la Plata: l'Atlantique l'emporte sur la Mer du Sud et bien que la population de Lima continue à s'accroître, dans le même laps, celle de Buenos Aires quintuple. C'est ainsi qu'apparaît un pôle rival sur le continent, et les hacendados, tout comme les marchands de Santiago, sont à l'affût de tout ce qui peut les avantager dans le conflit. La toute-puissance des marchands de Lima s'effrite. L'année suivante, Charles III décrète le libre commerce: pour le Tribunal du Consulat ce fut une espèce "d'institutionnalisation" du trafic illicite⁴⁴. Faire d'Arica un port libre revenait, toujours selon l'avis de la corporation de Lima, à la dépouiller de tout le Haut Pérou⁴⁵



Source: Tord, Javier et Lazo, Carlos, "Economía y sociedad en el Perú colonial (dominio económico)" dans Historia del Perú, t. IV, Lima, Mejía Baca, 1980, pp. 549-550.

Lima perd, de cette façon et en peu d'années, l'appui que la Couronne espagnole lui avait toujours fourni. Ceci aurait peut être rapproché les marchands des positions réformistes ou séparatistes, si d'autres facteurs n'étaient entrés en jeu: dans l'intérieur du pays, où se trouvait -comme nous le disions plus haut- l'autre pilier de la fugace splendeur marchande, les émeutes urbaines et rurales débouchaient sur une "grande rébellion", qui convulsionna -sous la conduite de Tupac Amaru II- tout le Cusco e -avec Tupac Catari- se propagea jusqu'à La Paz (1780-1782). Le Tribunal du Consulat s'engagea alors à entretenir une armée de deux mille hommes pour combattre Tupac Amaru II⁴⁶; à cette décision vinrent s'ajouter les dons des particulières, comme celui de Querejazu, qui s'élève à 2.000 ps. Les nobles comprirent que l'Espagne continuait à être la meilleure garantie de leur pouvoir et que, malgré l'abolition du reparto, ou l'ouverture du libre commerce, le destin de l'aristocratie de Lima était indissolublement lié à la Couronne: "Les Amériques sont partie intégrante et très principale de la monarchie espagnole. Liées très intimement à elle et conspirant toujours à son plus grand éclat et sa prospérité, il est très difficile qu'un pouvoir étranger quelconque puisse y susciter quelque événement"⁴⁷. Nous savons que la prédiction ne s'est pas accomplie. Les marchands s'accrochèrent cependant avec l'énergie du désespoir à ce projet, bien que les changements provoqués par les réformes bourbonniennes aient été rapidement sensibles dans leurs livres de comptabilité et dans le contenu de leurs coffres. Après une brusque montée dans les années 1770, les perceptions de la Caisse Royale de Lima annoncèrent dès avant la fin de la décennie une chute, agitée, et continue jusqu'à la fin du siècle. Semblable est la trajectoire des entrées dans les caisses de la récente Douane de Lima (voir le graphique).

En 1787 un marchand de Lima décrit les échanges comme très affaiblis, en donnant pour cause le libre commerce: "les nombreux navires autorisés qui ont conduit beaucoup de vêtements, et quantité infinie de mercerie, puisqu'il n'y a plus une rue où l'on ne voie deux ou trois magasins de ce genre, outre le fait que les magasins se trouvent fournis sans pouvoir vendre même à crédit parce qu'on ne trouve personne sûre de vie et de mort avec qui faire affaire"⁴⁸. Navires et marchands étrangers profitent de la situation: ils inondent le marché restreint,

tandis que pour les marchands locaux les recouvrements se font difficiles. Les procès pour dettes augmentent; la morosité gagne les affaires. Même les plus corrects font faillite. Juan Dominguez, marchand liménien, qui se flattait d'avoir toujours payé ponctuellement les fournitures que lui livraient les magasiniers, est contraint d'invoquer en 1797 "l'injure des temps: la commune et générale décadence où se trouve le commerce, je connais à mon tour l'expérience malheureuse de l'adversité"; il se trouvait au bord de "la ruine totale"⁴⁹. Finalement, il partit vers Trujillo, à la recherche d'un sort meilleur. Cette même année les Anglais menaçaient les côtes. On a peur que le Callao ne soit bloqué. La frégate "El Carmen" décide de ne pas partir, ayant appris qu'une autre frégate a rencontré une goélette anglaise, le reste des navires décide d'exiger que l'on forme un convoi armé. Le sucre reste dans les magasins du port et l'on craint qu'il ne se détériore⁵⁰. Le prix du blé monte, ce qui perturbe la vie dans la ville. Bien que ces problèmes n'aient pas duré longtemps, 1797 devait être l'entrée du cul-de-sac dans lequel s'engageait presque inexorablement le commerce liménien.

Deux ans auparavant, Ignacio de Lequenada avait constaté les débuts de la crise commerciale. Les frappes monétaires et les chiffres de la Caisse Royale confirment sa version. Le phénomène atteint même les acquisitions de titres nobiliaires. "Ce commerce est en notable décadence, tant à cause de la division de la Vice-Royauté, du manque d'argent et d'acheteurs, que des nombreux produits que l'on trouve sur cette Place et qui font que les gens ne savent que faire"⁵¹.

* * *

Ainsi commença l'épilogue d'un drame qui aurait pu avoir un autre dénouement: le processus qui menait à l'édification d'une classe dominante coloniale s'est brusquement interrompu. L'aristocratie de Lima, conduite par les marchands du Tribunal du Consulat, avait non seulement pour elle la même base matérielle, le même projet politique (le choix d'une intégration toujours plus grande à l'Espagne), mais aussi l'origine commune de ses membres, les liens de parenté et les habitudes quotidiennes. Avant tout, elle se définissait dans sa volonté de dominer les économies voisines de Quito et Santiago, et parallèlement, de construire

un vaste réseau commercial, qui consacrerait la domination de Lima sur les espaces andins. Les difficultés pour créer ce marché interne colonial -sujet qui dépasse les limites de notre recherche- pourraient permettre de mesurer la faiblesse des liens qui unissent l'aristocratie au pays. Elle demeura en somme suspendue entre le grand commerce d'exportation et les vastes espaces intérieurs. En quelque sorte, sa trajectoire illustra l'ambivalence d'un pays muni de "milliers de ports et rades qui lui procurent une communication commode avec le rest du monde", et où, le dos à la mer, on pouvait contempler "un espace immense, divisé par de hautes et inaccessibles cordillères, une multitude de fleuves puissants, de tarabitas ou passages périlleux"⁵².

Notes

¹ Jorge Juan y Ulloa, Antonio, Noticias secretas de América, Londres, Taylor, 1826, t. I, p. 216. Dans ce chapitre nous employons la catégorie "marché interne colonial" dans le sens proposé par Marcello Carmagnani: un marché structuré à partir de la domination coloniale, ce qui n'implique pas nécessairement de changement qualitatif dans la division du travail ni la séparation entre agriculture et industrie. Cfr. les conclusions de Les mécanismes de la vie économique dans une société coloniale, Paris, Sevpen, 1973.

² A.G.N., Archivo Moreyra, Caja 125.

³ A.G.N., loc. cit.

⁴ A.G.N., Tribunal del Consulado, Contencioso, leg. 155, 1789.

⁵ A.G.N., Archivo Moreyra, Caja 132.

⁶ Les cas de naufrage, par exemple, de "Soledad" et "Valverde", navires de Bartolomé Parra, de Lima. Mendiburu, Manuel, Diccionario histórico-biográfico, Lima, Imp. Enrique Palacios, 1932, t. VIII, p. 348. "El Fuerte" de Fernando Romero naufragea aussi, A.G.N., Tribunal del Consulado, L.N. 907.

⁷ A.G.N., Protocolos Notariales, Martín de Prada, 1808-1814, f. 442. Mendiburu, op. cit., t. VII, p. 306. Voir annexes.

8 Mercurio Peruano, Lima, 1791, t. I, n. 24. Carmagnani, Marcello, op. cit., p. 55.

9 A.G.N., H 3, L N 1031, f. 140.

10 A.M., leg. sans numération.

11 Vicuña Mackenna, Benjamín. Historia de Valparaíso, Valparaíso, Albio de Cox y Taylor, 1869, t. II, p. 326.

12 A.M., Actas de Cabildo, 23 mai de 1782.

13 Lohmann Villena, Guillermo. Historia marítima del Perú, siglos XVII-XVIII, Lima, Talleres Gráficos S.A., 1972-75, t. IV, p. 266. A.G.N., Real Hacienda, Astillero de Guayaquil, 2 legajos.

14 A.G.I., Lima, 751.

15 A.G.I., Indiferente, 1527.

16 A.G.N., Tribunal del Consulado, Contencioso, leg. 155, 1789.

17 A.H.R.A., Documentos de Ramírez de Arellano.

18 Sur ce sujet consulter le témoignage de Carrio de La Bandera, El Lazarillo de Ciegos Caminantes. Voir aussi A.G.I., Mapas y Planos, leg. 33.

19 A.G.N., Tribunal del Consulado, H-3, L N 1031, f. 186 v.

20 A.A., Censos, leg.

21 Fisher, John, Minas y mineros en el Perú colonial, Lima, Instituto de Estudios Peruanos, 1977, p. 77.

22 Loc. cit., p. 78.

23 A.G.N., Protocolos Notariales, Manuel Suárez, 1807-1809, f. 876. idem., 1810-1811, f. 442; idem., 1820-25, f. 880. Sur l'activité minière, voir Chocano, Magdalena, Comercio en Cerro de Pasco a fines de la época colonial, tesis Br. en Historia, Lima, Pontificia Universidad Católica, 1982.

24 A.G.N., Tribunal del Consulado, Contencioso, leg. 146, 1764-65.

25 A.G.N., Tribunal del Consulado, Contencioso, leg. 149, 1776-77.

26 A.G.N., Tribunal del Consulado, Contencioso, leg. 146, 1764-65.

27 Golte, Jürgen, Repartos y rebeliones, Lima, Instituto de Estudios Peruanos, 1980, p. 47. Völlmer, Günther, Bevölkerungspolitik und Bevölkerungsstruktur im Vizekönigreich Peru zu endender Kolonialzeit, 1741-1821, Université de Colonia, 1965, pp. 367-368.

28 Tord, Javier, "Sociedad colonial y fiscalidad", dans Apuntes, Lima, año IV, n. 7, .977, p. 23.

29 Voir Flores Galindo, Alberto, "La revolución tupamarista y los pueblos andinos" dans Allpanchis, Cusco, 1981, ns. 17-18, pp. 253-265.

30 A.G.N., Tribunal del Consulado, Contencioso, leg. 149, 1776-77. Aussi leg. 146, 1764-69.

31 Luna, Julio, "Viajes por motivos de salud", dans El Comercio, 24 août de 1978, p. 2.

32 A.G.N., Tribunal del Consulado, Contencioso, leg. 150, 1778-79.

33 A.G.N., Juzgado de Secuestros, leg. 6.

34 A.G.N., Tribunal del Consulado, Contencioso, leg. 161, 1795.

35 A.G.N., Inquisición, leg. 60, 1789. Voir l'inventaire de biens de Sancho Dávila dans A.H.R.A., G-328.

36 A.G.I., Indiferente, 1527.

37 A.G.N., Inquisición, leg. 61.

38 Lohmann Villena, Guillermo, Los americanos en las órdenes nobiliarias (1529-1900), Madrid, Instituto Gonzalo Fernández de Oviedo, 1947, t. I, pp. CXXV-CXXVI.

39 A.H.R.A., Documento de Ramírez de Arellano.

40 A.G.N., Tribunal del Consulado, Contencioso, leg. 155, 1789.

41 Pacheco Vélez, César, "Las conspiraciones del conde de la Vega del Rhen" dans Revista Histórica, Lima, 1954, t. XXI, pp. 355-425.

42 A.G.N., Tribunal del Consulado, Contencioso, leg. 159, 1792-93.

43 A.G.N., Tribunal del Consulado, H-3, L.N. 1227, leg. 344, f. 7.

44 Marticorena, Miguel, "El comercio libre de 1778" dans El Comercio, 12 novembre de 1978, p. 2.

- 45 A.G.N., Tribunal del Consulado, H-3, L.N. 975, f. 294.
- 46 A.G.N., Tribunal del Consulado, H-3, L.N. 907, f. 212-215; L.N. 975, f. 138-139 et L.N. 1031, f. 154.
- 47 A.G.N., Tribunal del Consulado, H-3, L.N. 1173, leg. 327, f. 53 v.
- 48 A.G.N., Tribunal del Consulado, Contencioso, leg. 160, 1794.
- 49 A.G.N., Tribunal del Consulado, Contencioso, leg. 162, 1796-97.
- 50 Loc. cit.
- 51 A.G.N., Tribunal del Consulado, Contencioso, leg. 157, 1790.
- 52 Rávago, Enrique, El gran Mariscal Riva Agüero, Lima, 1959, p. 255.

Chapitre III

VIES D'ESCLAVES

1. Une crainte cachée

Face à l'esclave noir, la classe dominante coloniale éprouvait méfiance et peur. Sentiments confus et inavoués, que peu de textes laissent voir. Leur origine n'était pas dans l'ignorance de la condition de l'esclave (comme c'était le cas vis à vis des Indiens, dont les aspirations et la culture ne pouvaient pas être comprises par l'aristocratie) mais dans le menace d'une rébellion latente, qui détruirait les haciendas et saccagerait les villes. Les fonctionnaires métropolitains faisaient constamment des enquêtes sur l'état d'esprit des Noirs. On craint que des agitateurs s'infiltrèrent pour soulever les campagnes et, comme toujours, ce danger prend le visage spécifique de l'étranger, Anglais ou Français. On enquête sur les faits et gestes des étrangers résidant à Lima, mais ceci n'est pas suffisant pour tranquilliser les fonctionnaires excessivement prévenus, car les agitateurs peuvent arriver par les navires qui accostent sous le prétexte d'échanges commerciaux, de missions scientifiques ou par ces autres navires qui viennent attirés par la récente pêche à la baleine. La peur de la rébellion noire croît à mesure qu'arrivent les nouvelles des émeutes du Vénézuéla, ou des palenques de la Nouvelle Grenade, et surtout, quand les habitants de Lima prennent connaissance de la révolution de Haïti (20, 21 et 22 juin 1793) et apprennent comment les noirs bozales de cette île ont réussi à expulser les Blancs et à proclamer une république indépendante. Ne se passerait-il pas la même chose au Pérou?

Tout événement qui déséquilibre la société fait réapparaître cette peur sourde des esclaves. En 1780, au Cusco, Tupac Anaru II le rebelle avait proclamé, ce qui alarma les marchands de Lima, un ban qui abolissait l'esclavage: dans cette région la population esclave atteignait à peine les 280 habitants, il s'agissait donc soit d'un ban symbolique soit d'une proclamation destinée à provoquer des soulèvements ailleurs. En fait, des émeutes se produisierent ensuite, comme nous le verrons,

dans quelques haciendas de Santa et Cañete. La possibilité d'un soulèvement de "nègres et mulâtres", et même d'indigènes et de chunchos (Indiens des Amazones), est mentionnée avec crainte par un des personnages du Drama de los palanganas Veterano y Bisoño¹.

Des années auparavant, lors du tremblement de terre de 1746, avec la dévastation de la ville, la ruine, le danger des épidémies, les tensions habituelles s'exacerbèrent, ainsi que la peur de voir un soulèvement d'esclaves faire suite au désastre naturel. Jose Eusebio de Llano Zapata, chroniqueur de cette époque-là, recueille cette impression: "Après la perte de la garnison du Callao, le Vice-Roi n'avait plus que 150 soldats de troupe bien fournie, et le même nombre de miliciens [...]/ il doubla les gardes partout afin de réprimer les audaces du peuple, surtout celle des nègres et des esclaves, il ordonna que trois patrouilles fissent continuellement la ronde, et de cette façon évita les vols, les disputes, les assassinats toujours à redouter dans pareille confusion"².

Deux éléments peuvent permettre d'expliquer cette peur du Noir: la combinaison entre caste et classe, et le nombre. Expliquons nous: en ce qui concerne le premier élément, si nous étudions les catégories utilisées lors du recensement de 1791, nous trouvons que pour les recenseurs il existe des "Espagnols", des "Indiens", des "Métis", des "Gens de couleur libres" et des "Esclaves"; dans ce dernier cas seul les critères de classe (en donnant au mot son étroite acception économique) paraissent coïncider avec les critères de caste (nous employons le mot comme synonyme de race ou groupe ethnique) et même avec les catégories culturelles (une soi-disant idéologie afroaméricaine). La jonction de ces trois critères était exceptionnelle. Le XVIII^e siècle fut caractérisé démographiquement par l'accroissement du métissage: la population considérée comme métisse représentait, au moins, 20% du total. Souvent la mobilité économique et les mariages avaient diversement regroupé les critères: on pouvait être -comme le signale Jan Szemiński- Indien par la race, Espagnol par la culture, et métis par la profession (muletier ou artisan) ou, dans le cas des curacas (autorités locales), Indien, nombre de l'administration coloniale et jouir, comme n'importe quel noble espagnol, de multiples privilèges économiques. Rien de semblable ne se produisait pour les esclaves, et en maintenant strictement la

séparation entre l'ensemble de la population et leur groupe, on conférerait à ce dernier une cohérence potentielle qui le rendait peu apte à s'intégrer aux mécanismes conventionnels de domination. Nous nous trouverions donc face au secteur le plus unifié des couches populaires hétérogènes de la Colonie. Il serait difficile de trouver un autre groupe placé aussi clairement en opposition avec l'ensemble de la société. Situés en bas de l'échelle, ils apparaissent à simple vue comme les plus exploités, soit par ce que l'on peut supposer de leur condition économique, soit par l'image que leurs contemporains se faisaient d'eux. Le lecteur contemporain, à ce niveau, peut être tenté de projeter sur l'esclave colonial l'image du prolétaire du temps de Marx: un petit groupe dont la faiblesse numérique est compensée par l'importance de son rôle économique, et surtout par sa cohésion, elle-même étant la conséquence de la place subalterne dans la structure sociale. Le parallèle est net. Mais plutôt que de formules claires, l'Histoire a besoin d'assertions vraisemblables. Est-ce vrai? Un esclave du XVIII^e siècle au Pérou, qu'est-ce que c'était? Quelles étaient ses aspirations? Il s'agit, afin d'éviter toute projection anachronique, de dessiner un portrait et d'essayer de découvrir qui était vraiment l'esclave colonial.

Commençons par interroger les contemporains: qu'était pour eux un esclave? Les définitions sont apparemment très simples et n'offrent pas matière à discussion. En 1821, peu avant l'entrée de San Martín à Lima, Francisco Jose Colmenares, propriétaire de la chacra Vicentello, se plaint de l'évasion de huit esclaves qui se seraient incorporés à l'armée des patriotes et il tient absolument à protester parce que "les esclaves, séparés de droit de la classe des hommes, n'ayant pas de volonté propre, on les tient pour des choses, et dans ce cas pour des choses privées de toute agressivité, comme de toute qualité"³. Lorsqu'on vendait une hacienda ou une boulangerie -exemples que Colmenares aurait pu mentionner- on vendait en même temps les esclaves qui y étaient attachés et, à la lecture des protocoles notariaux, on a le sentiment qu'ils étaient comparables aux outils ou aux fours. Dans les contrats d'achat et vente, l'esclave était simplement un objet: "Il n'avait -signale l'historien Frédéric Bowser- pas plus de dignité qu'un cheval"⁴. Au moment de l'acheter, on regardait au préalable sa

condition physique, en faisant attention à une possible lésion, à l'état de sa dentition, à ses antécédents; au moment de fixer le prix, il était important d'être fixé sur son âge, son état civil, son expérience professionnelle, sa docilité à l'égard des maîtres et surtout sur son origine (né en Amérique il était ladino ou créole; just arrivé d'Afrique, c'était un bozal). Exigences multiples sur lesquelles les opinions ne pouvaient que diverger et qui entraînaient des litiges entre les acheteurs et les vendeurs; tout au long de ce processus la volonté ou même l'opinion de l'esclave n'entraient évidemment jamais en ligne de compte.

Pour appuyer nos dires, ouvrons les pages d'un journal de l'époque, le Diario de Lima, nous y trouvons l'intéressante rubrique des préoccupations quotidiennes: les annonces. Au hasard, un jour de novembre de 1790, sous le titre "Ventes", nous pouvons lire: "Rue Sta. Rosa, Maison num. 759 on vend un bon cheval, on le laisse à un prix équitable". "Rue des Comédies, Maison N. 1364, M. le Docteur D. Mariano Baldivieso, vend un nègre bozal, porteur d'eau et maçon appelé Vicente, marié à une négresse appelée Maria del Carmen, bouchère sur la Plaza Mayor, le prix sera équitable"⁵. Ce qui définit d'abord l'esclave, c'est son prix; et il existait un marché d'esclaves. Le simple fait d'être un homme "acheté" établissait une claire distinction entre l'esclave et son propriétaire. Mais comme toujours le plus important était la ferme conviction des maîtres, qui se sentaient sûrs de leur droit moins à cause de leur fortune que de la législation et de leur soi-disant supériorité intellectuelle. La cause est entendue pour le marchand liménien Ambrosio Albuja; pour lui le maître, de "loi et raison", était supérieur au serf⁶. Pour Albuja, comme pour Aristote, la société était sans doute comparable au corps humain dans lequel chaque organe a une fonction spécifique et définitive: la tête pense et dirige, les pieds marchent. Les esclaves étaient destinés à travailler, ils n'avaient pas à aspirer à une condition différente, sous peine de mettre en danger l'équilibre social.

Fermement convaincus de leur supériorité, les maîtres étaient tout puissants et souvent impitoyables. Un esclave accusé de vol par son maître, répondit en demandant que l'on fit une enquête judiciaire; le

maître refusa, pour lui "il n'existait de justice que lui-même, qui voulait le punir, car c'était bien son argent, et le fit effectivement attacher des pieds et des mains contre une échelle et lui donna dix-huit coups de fouet, et après, en le laissant toujours attaché il s'en alla allumer et fumer un cigare, et il revint continuer à le fouetter encore et encore, sans plus savoir combien de fois"⁷. Un cas extrême mais réel. L'esclave représentait un investissement qui devait être rentable et productif, mais cela ne signifiait pas que du moment où il avait été acheté, le maître pouvait juridiquement en disposer à son gré et commettre tous les abus. Les esclaves, comme on le verra, obtinrent des changements significatifs dans leur situation et réussirent même à imposer leurs conditions à leurs maîtres. Mais ces concessions ne furent pas suffisantes pour en finir avec l'idée, si fortement enracinée dans la conscience générale, que les esclaves noirs n'étaient guère que des choses, au mieux, des instruments de travail.

2. Question préalable: le nombre

Occupons nous maintenant de la condition objective des esclaves, en commençant par les recenser. L'esclavage au Pérou n'eut pas le même poids démographique qu'au Vénézuéla (87.000) ou que dans les Caraïbes (proportion de 10 à 1), sans avoir été pour autant aussi insignifiant qu'au Chili. En 1791 furent recensés 40.357 esclaves sur le territoire de la Vice-Royauté du Pérou, soit une proportion de 3.7%, qui se perdaient dans une population dominée par les indigènes et les métis. Les Noirs néanmoins ne se diluèrent pas complètement dans le reste de la population: leur répartition en effet se fit en fonction des différences régionales de la Colonie: peu nombreux dans la sierra, ils abondèrent sur la côte, et plus particulièrement dans la région centrale de cette dernière.

L'Intendance de Lima (dont le territoire correspondait à celui de l'Archevêché) allait de la vallée de Santa à celle de vallée de Nazca, et englobait les espaces de la sierra qui forment actuellement les départements de Ancash, Lima, Cerro de Pasco et Junin. La plupart des esclaves de l'Intendance se trouvaient sur la côte, où ils dépassèrent les 29.000 habitants, soit 26.7% de la population totale de la côte centrale péruvienne; leur nombre était comparable à celui des Indiens,

Tableau 1
PEROU: POPULATION ESCLAVE, 1791

<u>Intendances</u>	<u>Esclaves</u>	<u>%</u>
Lima	29.763	73,7
Tarma	236	0,5
Trujillo	4.725	11,7
Arequipa	5.268	13,0
Huancavelica	41	0,1
Huamanga	30	0,0
Cusco	<u>284</u>	<u>0,7</u>
Total	40.347	100,0

Source: A.G.I., Estado, legs. 73 et 38.

supérieur à celui des Espagnols, des métis ou des "castes", si bien que la faiblesse démographique de la Vice-Royauté était compensée dans cette région par le grand nombre d'esclaves.

Sur la côte cependant la distribution ne fut pas non plus uniforme, car 60% des esclaves étaient concentrés dans une seule province, celle de Lima, où l'on en recensa 17.881, nombre comparable à celui de la population espagnole locale et bien supérieur à celui des minorités indigène ou métisse. La province de Lima comprenait la capitale de la Vice-Royauté, le port du Callao, les vallées voisines de la ville et celles de Carabayllo et Lurin. Là encore la répartition des esclaves était irrégulière: la majorité se concentrait à l'intérieur des murailles de la Ville des Rois, où les esclaves constituèrent 25,6% de la population urbaine. Les 13.479 esclaves de Lima représentaient 33,4% du total, ce qui montre bien, si l'on pense à la dispersion de l'esclavage rural, l'importante dimension urbaine du phénomène dans le Pérou colonial.

Tableau 2

POPULATION DE LA VILLE DE LIMA, 1791

		%
Ecclésiastiques	1.939	3,6
Espagnols	18.047	34,2
Indiens	4.332	8,2
Métis	4.807	9,1
Castes	10.023	19,0
Esclaves	<u>13.479</u>	<u>25,6</u>
Total	52.627	99,7

Source: A.G.I., legs. 73 et 38; Indiferente General, leg. 1524.

Dans l'enceinte urbaine, la population esclave prédominait dans les paroisses de La Cathédrale et de Saint Lazare: la première était le centre même de la ville, où tout autour de la Plaza Mayor se regroupaient aussi bien les demeures que les callejones (endroits vraiment "taudifiés"*) et les pulperías; la deuxième, ancien faubourg de pêcheurs d'écrevisses, était située vers la sortie de la ville, non loin de la route de Trujillo, entre le fleuve et l'Alameda, promenade récemment construite: zone peuplée, à la pauvreté très apparente. La démographie donna un profil contrasté à la ville de Lima en juxtaposant numériquement esclaves et Espagnols (péninsulaires et créoles). Un siècle plus tôt les 13.620 esclaves l'emportaient nettement sur les 10.758 Espagnols. Leur nombre baissa relativement par la suite, à cause de la baisse continue des "importations" et de la croissance parallèle des "castes" (issues du métissage des Noirs et des populations locales). Tandis qu'au début du XVII^e siècle on ne comptait que 900 castes, vers la fin du siècle suivant, leur nombre avait dépassé les 10.000: la démographie témoignait ainsi du processus d'incorporation du Noir à la culture urbaine. Nous reviendrons sur ce sujet.

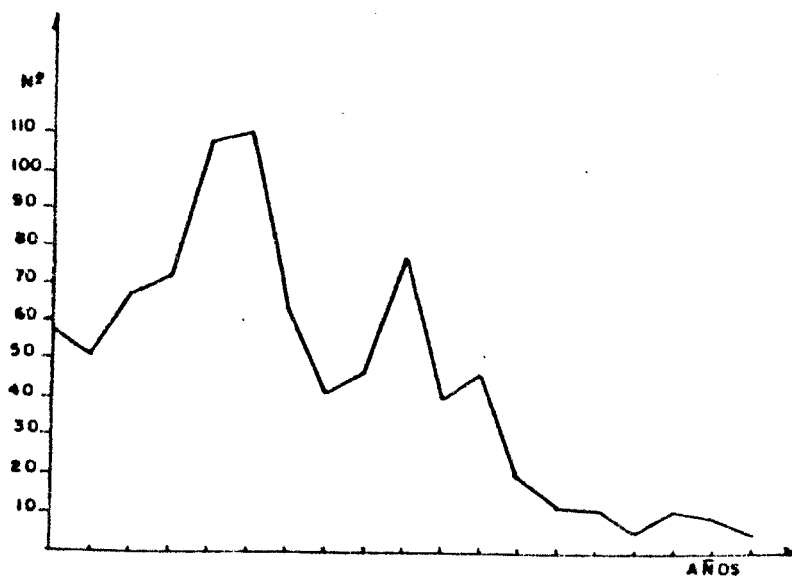
* Néologisme d'un emploi courant en géographie urbaine; désigne une dégradation générale de l'habitat et des conditions de vie matérielle.

La population noire eut tendance à diminuer vers la fin du XVIII^e siècle. De 13.479 esclaves recensés à Lima en 1791 on passe à 12.263 en 1813, pour arriver à 8.589 sept ans après⁸. Deux éléments contribuèrent à cette baisse démographique: le prix élevé des esclaves et les obstacles que rencontrait la traite. Entre 1760 et 1810 le prix moyen d'un esclave jeune et en bonne santé monta progressivement de 400 à 650 pesos, et ce qui dans les termes racistes de l'époque était un "outil" de travail, devint un article de luxe, si nous tenons compte du fait que vers la fin du siècle une calèche coûtait 300 pesos⁹. Les marchands se plaignaient de ce que l'esclave coûtât à Lima au moins 20% de plus qu'à Buenos Aires. En 1813, Gaspar Rico fut plus précis encore lorsqu'il signala que tandis qu'à Lima le prix d'un esclave dépassait 500 pesos, à Rio de la Plata sa valeur oscillait entre 180 et 200 pesos¹⁰.

Les esclaves arrivaient au Pérou par Buenos Aires et Valparaíso: encore une marque du changement survenu dans les routes commerciales de La Mer du Sud. Les quantités d'esclaves étaient chaque fois plus réduites. Le dernier "chargement" devait arriver en 1812, sous l'administration du Vice-Roi Abascal. Ceci en tranquillisa beaucoup, pour qui les Noirs et les navires qui les transportaient, étaient porteurs de virus et d'épidémies; mais préoccupa, en revanche, les marchands et angoissa les hacendados. L'importance de la population noire à Lima s'était constituée aux dépens de la campagne, ce qui rendait plus grave encore la rareté des esclaves dans les haciendas¹¹. Un indice correct de ce que nous venons de dire peut être le nombre des baptêmes d'esclaves majeurs: baptêmes collectifs -cinq ou dix personnes- de bozales récemment arrivés. La tendance était à la diminution.

Le prix élevé des esclaves, joint à leur rareté chronique, amène les maîtres à tenter de récupérer le plus rapidement possible un investissement risqué; l'esclave pouvait avoir un accident, rien ne le mettait à l'abri des épidémies il pouvait même mourir, autant de dépenses pour le propriétaire. A leur tour, les esclaves étaient loin de se livrer corps et âme à leur maître, et tous les moyens leur étaient bons pour obtenir une liberté ardemment désirée si bien que lorsqu'il achetait un esclave le maître avait l'impression d'entamer contre le

BAPTEMES DE NOIRS ADULTES - SAN LAZARO (1802-1820)

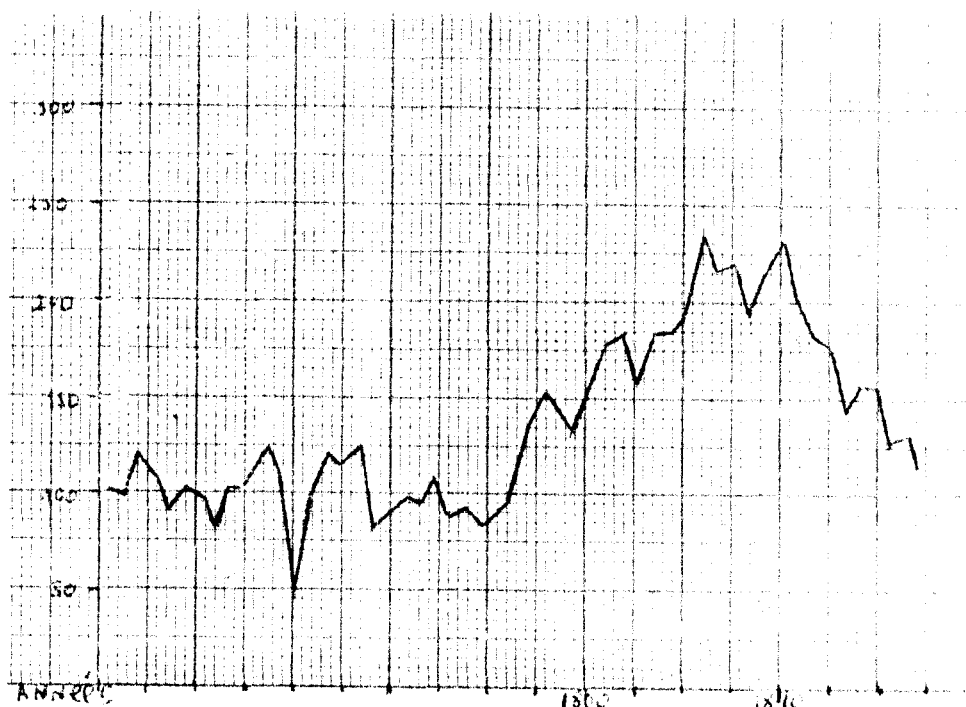


Source: Archivo Arzobispal, Libros de Bautismos de Negros e Indios, Parroquia de San Lázaro.

temps et son serf une course qu'il ne gagnerait que s'il arrivait à faire travailler l'esclave jusqu'aux limites de ses possibilités. Penser l'esclave en termes d'investissement, vouloir en récupérer le prix à court terme conduit inévitablement à la surexploitation de sa force de travail. L'esclave résistait, et le maître répliquait inévitablement par la violence. Une situation aussi tendue entraîna la détérioration des rares services dus aux esclaves; il était banal dans certaines haciendas de voir les esclaves mal vêtus et portant des vêtements en lambeaux. L'alimentation pauvre en viande mais riche en féculents était peu variée; on distribuait parfois du guarapo (eau-de-vie) et le dimanche une poignée de tabac; telle était la règle qui engendra la "faim silencieuse", une malnutrition chronique. Il y eut évidemment des exceptions, dues au paternalisme: on connaît des familles d'esclaves unies de génération en génération à quelques lignées ou à certains ordres religieux.

Les dures journées de travail et les privations alimentaires firent des esclaves des victimes de choix pour les épidémies qui ravageaient périodiquement la région: en 1708 se produisit à Lima une épidémie à laquelle on attribua également la stérilité des champs et qu'on essaya d'enrayer par la procession de Saint Roch; elle réapparut en 1723 et 1742; quatre ans plus tard ce fut une épidémie de tabardillo (nom général que l'on donnait au typhus et à la fièvre typhoïde); en 1749 puis en 1764 ce fut la variole; en 1779 il y eut une autre épidémie; en 1781 le port du Callao connut une épidémie de typhus; en 1784 la mortalité à Lima augmenta fortement à cause de la rougeole, qui réapparut deux ans après, puis à nouveau en 1790 et 1795¹². Hipolito Unanue signalait que le "refroidissement" (paludisme) était endémique dans les vallées. Les épisodes de l'Indépendance qui culminent avec le siège de Lima entraînèrent, finalement, une recrudescence des maladies, ce qui provoqua même une chute de la natalité, phénomène que l'on peut observer par exemple à propos de la paroisse, très peuplée, de Saint Lazare:

BAPTEMES - SAN LAZARO



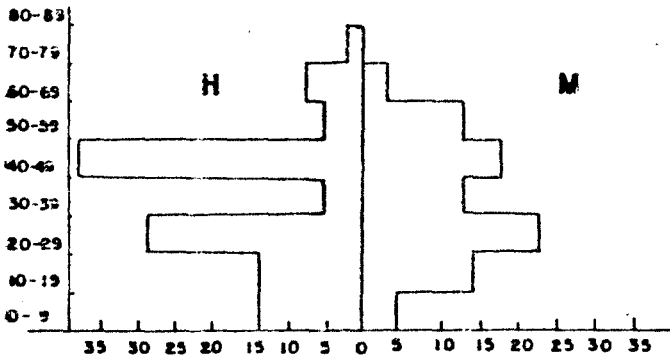
Source: Archivo Arzobispal, Libros de Bautismos, San Lázaro.

Une des épidémies les plus dévastatrice fut celle de tabardillo en 1796: elle se déclencha à Calpa, petit village des Andes, de là elle s'étendit à l'hacienda Andahuasi, provoquant la mort de 74 personnes, elle se propagea ensuite vers Vegueta (10 morts), Huacho (300 morts) et Huaura (44 morts). 1796 ne fut pas pour autant une année exceptionnelle dans la vie des haciendas de la région. De temps en temps, telle vallée ou telle localité subissaient une forte mortalité, qui se reflète dans les cassures importantes que l'on observe dans les pyramides des âges. En 1770 l'hacienda San Geronimo d'Ica fut désolée par une épidémie qui venait de surcroît à la suite d'une mauvaise récolte; "les gens commencèrent à manquer", il y eut plus de 90 malades et parmi les morts ou compta la femme de l'administrateur¹³. En 1786, une épidémie de variole ravagea La Huaca et Chancay.

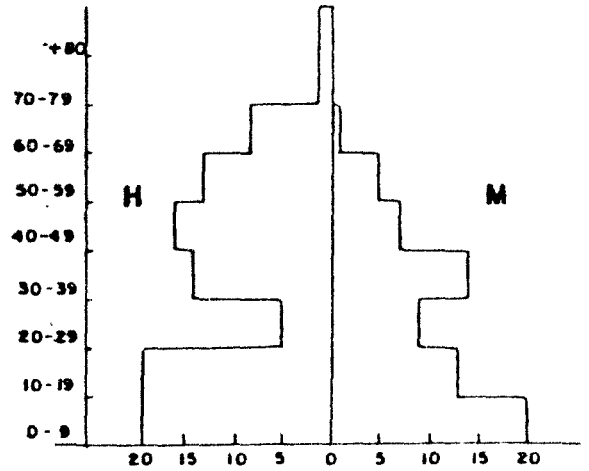
Les épidémies allaient de la campagne vers la ville, mais parfois la direction était inverse. A Lima, l'apparition des maladies était

SAN GERONIMO-1,767. ICA

BELEN-1,767. PISCO

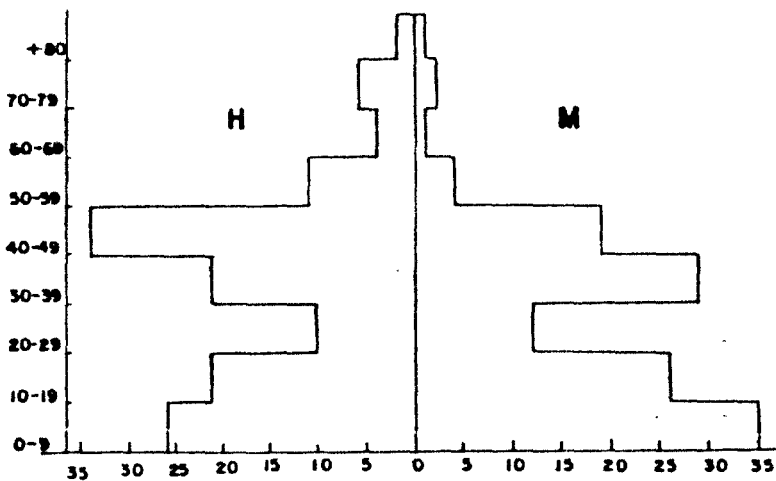


Source: ARCHIVO GENERAL DE LA NACION, TEMPORALIDADES. Leg. 13



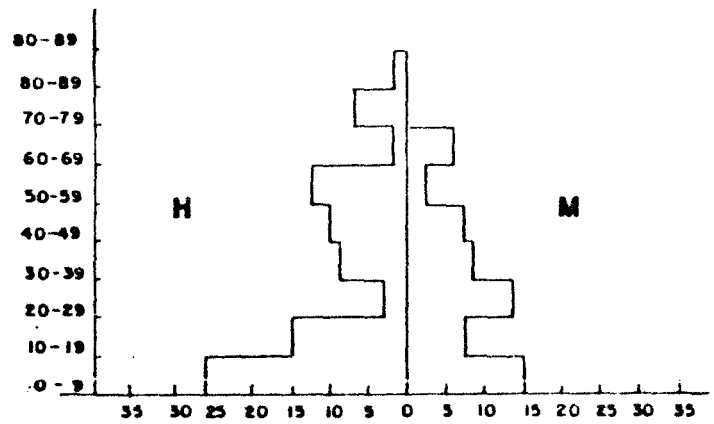
Source: ARCHIVO GENERAL DE LA NACION, TEMPORALIDADES. Leg. 90

BOCANEGRA- 1,778. LIMA



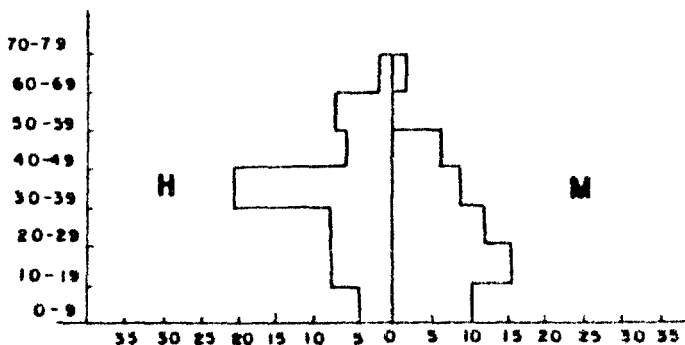
Source: ARCHIVO GENERAL DE LA NACION, TEMPORALIDADES. Leg. 9

SAN NICOLAS-1,822. SUPE



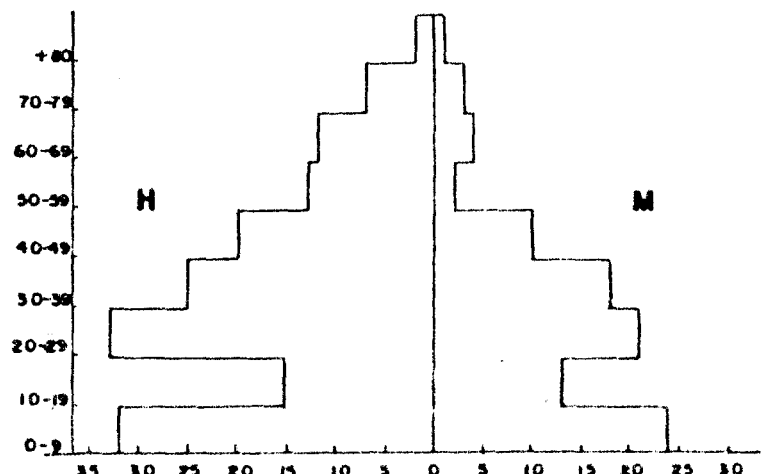
Source: ARCHIVO GENERAL DE LA NACION, TRIBUNAL DE SECUESTROS Leg. 12

COLLIQUE-1,777. CARABAYLLO



Source: ARCHIVO ARZOBISPAL. CENSOS. Leg. 19.

EL INGENIO-1,767. HUAURA.



Source: ARCHIVO GENERAL DE LA NACION, TEMPORALIDADES. Leg. 71.

favorisée par la saleté ambiante; dans des rues surpeuplées, éventrées par les canaux d'irrigation et les égouts, les ordures s'entassaient; on y voyait fréquemment des charognes de chiens ou de mules, aliment quotidien, outre les déchets des chinganas ("buvettes"), des charognards et cause, en particulier durant les mois suffocants de l'été liménien, de la puanteur régnante. Les vaccins commençaient à s'introduire, mais les habitants de Lima, du haut en bas de la société, faisaient davantage confiance aux prières et aux processions. Lorsqu'en 1802 une épidémie de variole éclate, l'Hôtel de Ville cède devant la volonté commune et fait sortir en procession Notre Dame du Rosaire¹⁴. Des scènes semblables se produisent durant l'épidémie de 1818.

Quand il s'agit de rechercher les causes des fléaux, les opinions coïncident, à l'Hôtel de Ville ou au Gouvernement Supérieur, pour voir dans les noirs bozales, la cause des épidémies; on réclame leur mise en quarantaine, leur éloignement momentané de la ville, on exige qu'ils soient vaccinés (invention récente du siècle), on insiste sur la nécessité de nettoyer les logements des esclaves et les bateaux. Aux préjugés existants s'en ajoute ainsi un autre: le Noir était un agent de mort. C'est certainement en pensant à ces considérations du "sens commun" que le médecin créole Baltazar Villalobos écrivit son livre, analyse détaillée de l'épidémie de 1794, où il argumenta en particulier contre tous ceux qui parlaient médecine à coup de citations d'auteurs classiques, et, remplaçant la lecture par l'observation, il attribua la propagation du tabardillo aux mauvaises conditions de vie¹⁵. Mais il ne suffit jamais d'un livre pour vaincre l'entêtement des préjugés et l'association esclave/épidémie persista; dans les esprits la seule chose certaine pourtant était que, pendant les épidémies, les plus nombreux à mourir étaient les habitants des quartiers surpeuplés de Lima ou, dans leurs logements insalubres des haciendas, les esclaves épuisés et mal nourris. Les épidémies apportèrent leur quote-part de décès au manque chronique d'esclaves.

3. La campagne

a. Les haciendas

La vie des esclaves à la campagne apparaît surtout associée à deux cultures: la canne à sucre et la vigne. Nous ne répéterons pas ce que nous avons dit plus haut; il est seulement intéressant de rappeler que ces deux plantes exigeaient que l'on disposât d'une force de travail nombreuse et surtout stable et disciplinée, qui permit de développer des monocultures d'exportation. C'est autour de la canne à sucre et de la vigne que les haciendas coloniales les plus vastes et les plus productives se formèrent, beaucoup d'entre elles finirent par être administrées par les Jésuites, et après l'expulsion de ces derniers (1797) elles furent administrées par l'Etat espagnol par le biais des temporalidades, jusqu'au moment où elles furent vendues ou louées à de nouveaux maîtres laïcs¹⁶. Ceci pourrait laisser supposer que de nombreux Noirs étaient concentrés dans les baraques des haciendas sucrières ou viticoles; mais nous avons déjà vu que les haciendas de cette époque n'étaient pas aussi vastes que celles de maintenant; la population esclave ne dépassait qu'exceptionnellement les 400 habitants, comme dans le cas de Villa, dans la vallée de Surco. San Francisco Regis, une des plus grandes haciendas viticoles possédait 302 Noirs; El Ingenio, à Huacho, disposait de 256 esclaves; Bocanegra, 270, et La Huaca, 230. Entre 100 et 200 esclaves travaillaient à San Geronimo (Ica), Caucato (Pisco), Collique (Carabayllo) et Motocache (Nepeña).

Un pourcentage non négligeable de la population esclave se trouvait dans les moyennes et petites propriétés: petites haciendas, chacras et chacarillas, où les esclaves étaient employés à des cultures comme le maïs, la luzerne, à l'élevage de porcs, ou au ramassage du bois. L'hacienda Puente, sur la route du Callao, disposait de 26 esclaves, la chacarilla de Magdalena de 24, et la propriété de Santa Beatriz à peine 3. A la campagne, la population esclave, déjà dispersée, était fragmentée, à la différence de ce que l'on pouvait observer à la même époque dans les Caraïbes, par exemple en Haïti¹⁷.

Les propriétaires de la côte, comme nous l'avons déjà indiqué, préféraient les noirs créoles: avec ces derniers il était plus facile

de développer des liens paternalistes, en outre, on pouvait espérer qu'ils étaient entraînés à la culture de la canne à sucre ou même à celle, plus délicate, de la vigne. Le contrôle de la force de travail reposait sur deux mécanismes classiques, la violence et le consensus, qui à leur tour se manifestaient dans la disposition des lieux des maisons des maîtres: impossible de décrire celles-ci sans indiquer la chapelle ou "oratoire", généralement en bon état, quelle que fût la marche économique de l'entreprise, mais d'autre part, jamais ne manquait -la plupart du temps située à l'intérieur même de la maison du maître- la pièce qui servait de prison et où l'on disposait de fers, de chaînes et de fouets. Dans l'hacienda San Juan, la prison était située près des chambres, et à Collique sous le mirador, à côté de la salle et du couloir du devant de la maison, de sorte que tous connaissaient son existence: visible par tous, elle était comme une menace latente.

Peut-être à cause d'une déviation professionnelle, les Jésuites et d'autres ordres religieux (Franciscains et Dominicains, par exemple) optèrent par le recours aux prêches religieux et l'implantation d'un calendrier rigide de fêtes et rites qui, tout en lui donnant des heures de repos, amenaient l'esclave à respecter fidèlement normes et dispositions¹⁸. Mais la gestion d'une hacienda -comme le comprirent au moins les Pères de la Compagnie de Jésus- n'était pas seulement un problème de fouet et de prêches: il fallut faire quelques concessions aux esclaves. Les négociations auraient inévitablement échoué si elles avaient prétendu couvrir toutes les dépenses nécessaires pour la reproduction de leur force de travail: les alimenter, les habiller, leur fournir des médicaments et autres services. Le faible développement du marché interne empêchait de couvrir toutes ces dépenses, de sorte que l'unique alternative fut de laisser aux esclaves le soin de produire eux-mêmes une partie de leur alimentation familiale; pour cela on leur donna de petits champs de culture à l'intérieur des haciendas: il s'agit des "lopins d'esclaves", dont ont parlé Pablo Macera et Manuel Burga¹⁹.

Les Jésuites péruviens n'avaient pas l'exclusivité du système; ce dernier existait déjà en Amérique du Nord, aux Caraïbes et au Vénézuéla. Là, les esclaves possédaient (en qualité d'usufruitiers ou de locataires, jamais comme propriétaires) des champs cultivés, indispensables

pour couvrir certains de leurs besoins. Mais sur la côte péruvienne le système atteignit en quelque sorte ses limites, et finit même par menacer l'équilibre interne des haciendas. Examinons de plus près les caractères de ces "lopins d'esclaves".

Dans l'hacienda La Huaca, par exemple, l'esclave Dionisia de Jesus disposait de son terrain où elle élevait 200 poules (chacune évaluée à 4 réaux, ce qui faisait un équivalent de 100 pesos), dont elle vendait librement les oeufs dans la localité voisine de Chancay. Bien qu'il fût de règle que l'esclave ne possédât aucun bien, dans la pratique cette interdiction restait lettre morte²⁰. D'autres esclaves élevaient des porcs; dans de nombreux haciendas les Noirs avaient même des cheveaux et des mules. Les "lopins" commencèrent à s'étendre, pas nécessairement aux dépens du monte (nouvelles terres gagnées pour l'agriculture) encore que leur expansion pût causer un préjudice pour l'hacendado. A l'hacienda de La Huaca toujours, l'administrateur désigné par Temporalidades attribuait la mauvaise situation de l'entreprise à "l'augmentation du nombre des porcs et bêtes que possèdent les nègres, dont le bétail endommage la récolte de maïs que l'on cultive pourtant, au détriment de l'hacienda, pour leur nourriture"²¹. Ailleurs, outre les légumes et les céréales, les esclaves plantaient du coton, donc les "petits terrains ensemencés" prirent de l'ampleur. A Ocucaje, après avoir envahi les terres de l'hacienda, ils s'étendirent aux propriétés limitrophes. Des haciendas qui jusqu'alors fonctionnaient selon le modèle d'une "seigneurie de production" -où les terres étaient concentrées sous la conduite directe du propriétaire- étaient en passe de devenir des "seigneuries de location", où la propriété se divisait en terres du maître et parcelles des paysans.

Les "lopins d'esclaves" donnèrent quelque indépendance au travailleur par rapport à l'hacienda. Ils devinrent indispensables aux esclaves; comme le disait Dionisia de Jesus, le produit de ses 200 poules lui était nécessaire pour s'habiller elle et habiller son mari et ses fils, et même pour leur alimentation quotidienne, vu que les haricots et les mesures de farine qu'elle recevait de l'hacienda, étaient insuffisants. Le "lopin d'esclave" se justifie donc par l'incapacité de l'hacienda à maintenir la force de travail esclave. Mais

une fois satisfaits les besoins nécessaires, les esclaves commencèrent à commercialiser leur production, ce qui finit par supprimer cette autre norme de la vie dans les baraques d'esclaves la soi-disant stabilité. Afin d'échanger leurs produits, les esclaves devaient aller dans les villages voisins, c'est à dire sortir du monde étroit de l'hacienda, prendre contact avec d'autres esclaves, rompre la discipline... De cette façon, le système du "lopins d'esclaves", que certains Jésuites justifièrent comme un moyen de retenir la force de travail, s'étendit tellement qu'il finit par produire l'effet inverse. L'ancienne rigidité des horaires se perdit. La nuit venue, les Noirs ne regagnaient pas tous leurs logements. Les occasions (et les tentations) de fuir, de changer de maître, de partir dans la nature, d'entrer dans une bande de brigands augmentèrent. Pas d'hacienda qui n'eût ses cimarrones (marrons): deux ou quatre esclaves qui profitaient de n'importe quelle occasion pour disparaître. Le "marronage" devint endémique.

La pratique des "lopins d'esclaves" amena l'introduction de "traits féodaux" à l'intérieur du système esclavagiste²². En effet, la centralisation, la direction unifiée d'une plantation consacrée à la monoculture, commença à se décomposer de l'intérieur même de l'entreprise et l'esclave devint peu à peu semblable au métayer de la côte (yanacona). Plus encore: les lopins prenant de l'ampleur, on voit se reproduire l'opposition classique entre économie paysanne et économie foncière; l'agriculture pour le marché interne contre l'agriculture d'exportation. Ce fut une évolution lente, silencieuse, presque imperceptible. Ce qui au début était une concession gratuite (du point de vue des maîtres), devint dans la pratique un droit imprescriptible des esclaves. Certains propriétaires commencèrent à accuser le système des "lopins d'esclaves" de tous les maux. Ils avaient sans doute en partie raison lorsqu'ils soutenaient que, depuis qu'ils cultivaient leurs propres terres, les Noirs s'étaient "relâchés".

Mais du point de vue des esclaves, les lopins ne suffisaient pas à compenser les efforts excessifs exigés par le travail dans les haciendas. Vu le manque d'esclaves, les propriétaires essayaient de profiter au maximum de la capacité de travail des Noirs, de là le nombre élevé de malades et d'estropiés. A San Geronimo, par exemple, sur 96

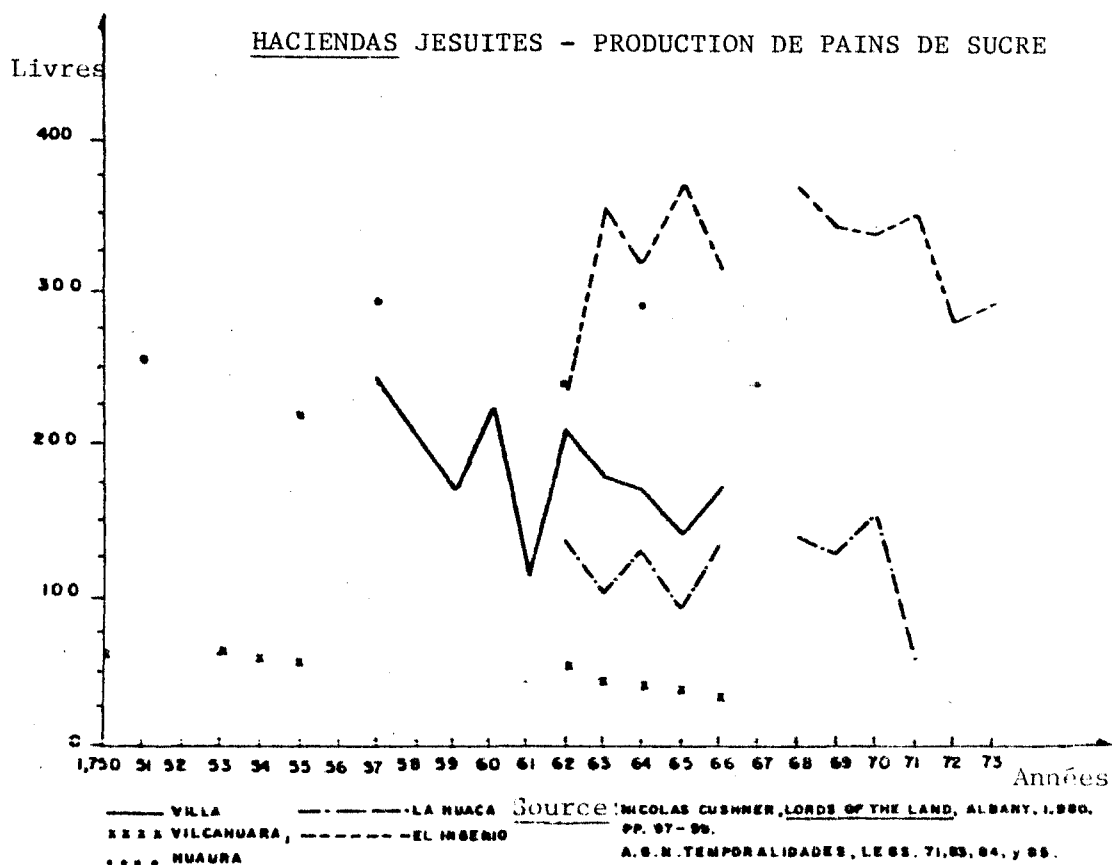
esclaves hommes, 6 étaient malades, 20 estropiés, 3 inaptes au travail pour cause de "folie", "idiotie" et "ridicule de corps"; il faudrait ajouter que 54 avaient moins de 9 ou plus de 50 ans, et que 2 s'étaient échappés²³. A El Ingenio, sur 156 hommes, 9 avaient été victimes d'un accident, 19 avaient plus de 60 ans et 56 moins de 10 ans, sans compter 17 malades et un fugitif²⁴. A La Huaca, sur 114 Noirs, 15 souffraient de hernies, de goutte, de plaies, il y avait même un lépreux²⁵. A Belen, sur 112 esclaves, 29 étaient estropiés ou blessés, beaucoup d'entre eux crachaient du "sang par la bouche"²⁶. A San Juan, sur 75 esclaves, 11 étaient en mauvaise santé²⁷.

Si nous ajoutons à cela tout ce qui a été dit sur les épidémies, il n'est pas surprenant que certaines années la mortalité l'ait emporté sur la natalité. A La Huaca, entre 1767 et 1768, le bilan fut de 13 décès contre 8 naissances, et à El Ingenio pendant cette même année de 16 contre 7, respectivement²⁸. Ces chiffres et d'autres encore laissent voir la dure existence des esclaves des haciendas, mais ils montrent aussi la situation critique, pour les propriétaires, du système esclavagiste sur la côte. Ce dernier condamné à l'auto-reproduction par le manque d'esclaves et la quasi impossibilité d'en importer, ne pouvait se développer davantage; si l'on ajoute à cela l'érosion interne provoquée par la propagation et l'extension des "lopins d'esclaves", on voit que le système, déformé dès son origine par l'organisation coloniale et donc en pleine décomposition, était condamné à disparaître. Si l'on en était arrivé à cette triste situation (du point de vue des propriétaires) c'est parce qu'il était en fait impossible de faire fonctionner un système de plantations dans une économie à circulation monétaire étroite, à faible division du travail et où le marché intérieur était limité. Parallèlement à la variation des rythmes et des orientations du commerce extérieur péruvien, se produit -à la fin du XVIII^e siècle- un changement administratif qui allait bouleverser le fonctionnement des haciendas: l'expulsion des Jésuites.

b. Décomposition de l'esclavage

Les Jésuites avaient été les propriétaires les plus modernes et les plus efficaces de la côte. Leur expulsion en 1767, entraîne inévitablement dans la gestion de leurs entreprises des changements qui portent

finalement préjudice à la production agricole. Bien que le phénomène ne modifie pas le niveau des perceptions décimales, à l'exception de la vallée de Chancay, il est cependant sensible si l'on considère la production de certaines haciendas. Très peu réussirent à maintenir ou à augmenter leurs rendements, comme Bocanegra ou Vilcahuaura; partout ailleurs, on observe une chute significative; c'est le cas de Villa, Mamacona, San Geronimo, La Huaca, Motocachi et San Jose²⁹. C'est là le début du démantèlement du secteur moderne de l'agriculture coloniale. Le processus se poursuit par la crise commerciale de 1810 et les guerres de l'Indépendance.



L'expulsion des Jésuites et la croissance des "lopins d'esclaves" pourraient peut-être expliquer le "relâchement" des comportements que les administrateurs notèrent d'abord: les esclaves ne respectaient pas d'horaires précis, quelque-uns possédaient même des armes, les "lopins" leur permirent d'avoir leurs propres instruments aratoires, la commercialisation de leurs produits justifiait l'absence de quelques uns... Les vols se firent fréquents. Le Directeur Général de Temporalidades, fonctionnaire responsable de la direction de cette espèce de "réforme agraire" partielle que fut l'expulsion des Jésuites, déposa devant le Gouvernement Supérieur une plainte où il exposait la grave situation des haciendas qui avaient appartenu à la Compagnie et où: "les domestiques commettent d'excessifs vols de canne à sucre, olives et bois, qu'ils vendent ensuite aux maisons d'approvisionnement et aux auberges". Ce type de vol a enrichi les Noirs des haciendas de San Juan, Villa, Santa Beatriz et Bocanegra, aussi exige-t-il des sanctions exemplaires, car la désobéissance peut s'étendre à d'autres propriétés³⁰. Les vols exprimaient le refus général d'obéir aux nouveaux maîtres. Les esclaves étaient familiarisés avec le rythme de travail et les relations paternalistes instaurés par les Jésuites, or les administrateurs coloniaux essayèrent de maintenir et d'élever la production en diminuant les jours de congé et en supprimant certains avantages des esclaves. En ce qui concerne le système des "lopins d'esclaves" par exemple, et sans en comprendre la logique, ils décidèrent de l'abolir; autrement dit, ils ne s'attachèrent qu'aux préjudices qu'il causait à l'administration centralisée de l'hacienda et ne virent pas qu'il était indispensable pour la survie des familles d'esclaves.

L'administration des Temporalidades essaya d'inverser la tendance dominante jusqu'alors et loin de tolérer les "lopins d'esclaves", elle chercha à les réduire, voire, à les supprimer: l'argument de fond fut que les "lopins" prenaient trop de temps aux esclaves qui du coup négligeaient les cultures de l'hacienda. L'économie foncière passe ainsi à la contre-offensive que l'on veut rapide et efficace, car "il n'est pas juste que l'on autorise une pratique si préjudiciable au maître, car l'esclave ne doit avoir d'autre règle que la volonté [...] de son Maître; et il n'est pas normal que sa bienveillance aille contre ses propres intérêts, je suis obligé de solliciter l'intervention de V. Ex.

afin que l'arrêt qu'elle prendra ordonne que le sous-délégué retire et ôte semblables obstacles, en faisant que soient vendus les dits porcs et animaux, dont le produit sera donné au maître de l'hacienda en compensation de si graves préjudices"³¹. On croyait que le lopin représentait une concession et que, de la même façon qu'il avait été créé, il pouvait être supprimé. Mais la situation était plus compliquée, puisque les terres et le bétail de l'esclave étaient indispensables à son alimentation et que, d'autre part, le système était arrivé au point où il apparaissait plus comme un droit que comme un grâce octroyée par les propriétaires: le bien concédé était devenu propriété effective.

Gérer les temporalidades était une tâche ardue pour des administrateurs récemment arrivés dans les haciendas, sans lien avec les travailleurs dont ils ignoraient complètement les aspirations. De plus, avec le départ des Jésuites, dans certaines haciendas comme San Jose, la rumeur avait couru de la fin imminente de l'esclavage: les pardos et les créoles seraient libres et les bozales ne devraient travailler que dix ans encore. Peut-être influencés par ces idées "ils devinrent pires que jamais, ils n'obéissaient à aucun ordre [...] ils allaient en groupes, quelques uns occupés à quelque tâche, d'autre sans rien faire. Si on voulait les reprendre, en quoi que ce fût, ils arrivaient tous, avec des bâtons, des pierres et des couteaux"³². Dans l'hacienda San Jose, l'esclave Francisco Tejada "provoquait des émeutes et incitait le reste des esclaves à dédaigner le travail, en leur conseillant publiquement de ne pas obéir à l'administrateur"³³. Les vols augmentèrent, dans d'autres haciendas les outils étaient mystérieusement détruits, les esclaves, refusaient de se soumettre aux nouveaux horaires... Les émeutes se multiplièrent, dirigées contre ceux qui étaient, d'après les esclaves, de "mauvais administrateurs" et pour défendre les "lopins". Les administrateurs refusèrent de céder, persuadés qu'il fallait réprimer ce qui pour eux n'était que "l'orgueil" et l'arrogance des nègres. La tension devint permanente entre maîtres et esclaves.

Les troubles les plus graves sans doute éclatèrent dans la vallée de Nepeña. Des émeutes se produisirent en 1768 à San Jacinto, en 1779 à San Jose et en 1786 à Motocache. Mais dans tous les cas il s'agit de soulèvements isolés, qui n'arrivaient pas à dépasser les limites des

haciendas et qui visaient à obtenir des réformes dans la conduite de l'entreprise. Nombreux étaient ceux qui déplorait l'expulsion des Pères de la Compagnie et qui regrettaient le temps passé. Les mauvais traitements ne furent certes pas le monopole des Temporalidades. On coulut ailleurs aussi restaurer le pouvoir des maîtres. Dans la vallée de Mala, l'administrateur de l'hacienda San Jose del Monte veut soumettre ses esclaves aux rigueurs de la discipline et contrôler ainsi ces "gens indomptables", qui suivaient seulement leurs "désirs déchaînés", mais il ne réussit qu'à provoquer une émeute en 1786: les esclaves prennent un contre-maître et lui donnent 25 coups de fouet, un autre jour ils abandonnent les terres ensemencées et finalement deux esclaves déposent une plainte à l'Archevêché contre l'administrateur³⁴. Le contre-maître de San Jose ne fut pas le seul à sortir blessé de ses malheureuses tentatives de remise en ordre. Près de Lima, à l'hacienda Chuquitanta, cette même année, un groupe de Noirs enlève Manuel Alvarez, assistant de l'administrateur et "sept d'entre eux l'emmenèrent dans les bois et après s'être reposés ils revinrent le fouetter"³⁵; à la suite de quoi l'homme entre en agonie et meurt à Lima.

Les émeutes étaient donc dirigées contre celui que les esclaves percevaient comme leur "ennemi immédiat". Elles furent incapables de se propager, et de mobiliser de grandes masses. La pratique apparaissait rigoureusement conditionnées par la fragmentation des travailleurs des haciendas.

c. Marrons et palenques

Les émeutes, en définitive, ne furent pas très fréquentes. Les esclaves, face à l'offensive des propriétaires, avaient deux alternatives: la première, la plus simple est la fuite, c'est à dire, le choix du "marronnage". La seconde est la création des palenques, nous reviendrons sur le mot. Dans le premier cas, la géographie venait au secours du rebelle: les vallées de la côte étaient entourées de zones boisées, lieux dont les marécages et les touffes hirsutes de canne rendaient l'accès difficile, en même temps qu'ils cachaient facilement un homme. Mais tous les noirs marrons ne cherchaient pas refuge dans la nature; ils pouvaient trouver un asile aussi sûr en ville, à Lima qui,

avec ses 52.000 habitants et ses 400 hectares était à l'échelle du XVIII^e siècle péruvien, une véritable métropole. Dans les callejones et les taudis bigarrés de San Lazaro, il était impossible de trouver un noir fugitif. En ville ils trouvaient la solidarité des affranchis, plusieurs cependant choisirent la protection des marécages et de la canne.

Nous n'avons presque pas trouvé de liste de population d'haciendas qui ne compte des noirs marrons. Dans quelques unes, la situation était alarmante, comme à Belen, où l'on compte douze esclaves évadés, tous avaient entre 20 et 30 ans et ils étaient accusés de "vol" ou ivresse³⁶. Il y avait toujours une rupture au début de l'aventure du noir marron: une dispute avec l'administrateur, un vol découvert, parfois même un crime... D'autre part, les fugitifs devaient subsister d'une façon ou d'une autre, la nature était peu prodigue donc il ne leur restait qu'à attaquer les voyageurs ou attaquer les haciendas. Il y eut donc forcément une étroite relation entre noirs marrons et brigands.

Aux alentours de Villa, les marécages et les bambous de la zone protégeaient un groupe de noirs marrons, qui cambriolaient fréquemment les haciendas et autres propriétés. L'endroit était à peine à trois lieues de Lima, on considéra leur présence comme une menace et l'on envoya contre ces Noirs dont on ignorait le nombre exact, une troupe de cent cinquante hommes de cavalerie, qui, ne pouvant pas pénétrer dans les broussailles, décidèrent d'y mettre le feu³⁷. Le bois de Bocanegra, près de l'embouchure du Rimac, servait aussi de refuge aux noirs marrons, qui vivaient ainsi relativement près des haciendas, constituant une tentation permanente pour les autres esclaves. Leur seule présence, en même temps qu'elle montrait la faiblesse de l'Etat colonial, était une incitation à la fuite. De Bocanegra les esclaves s'échappent fréquemment et en 1780 la même hacienda est menacée par vingt noirs marrons³⁸. En d'autres occasions, les esclaves préféraient mettre le maximum de distance entre eux et leur hacienda, comme ces deux esclaves de San Nicolas, à Supe, ou ces trois Noirs de l'hacienda Mamacona à Ica, qui arrivèrent jusqu'à Lima.

La liberté conquise par le noir marron n'était pas assurée: il ignorait combien de temps elle pouvait durer. Certains noirs marrons

au moment où ils étaient repris s'étaient évadés depuis quarante ans, d'autres depuis deux ans seulement, parfois moins. Mais la capture, pour laquelle l'Hôtel de Ville offre des récompenses de plus en plus élevées, ne consacre pas nécessairement la fin de l'aventure du noir marron; les récidives étaient fréquentes, comme le montre la vie du Noir Anacleto, esclave de Bocanegra: "Un des nègres, aux penchants les plus pervers" selon l'administrateur, qui ne reste pas plus de quatre ou six jours au travail, résiste aux arrestations et s'échappe tout le temps³⁹. Dans des cas comme celui-ci, la protection du bois ou de la ville ne sont plus suffisants, il faut avoir recours à une bande. C'est ce que montre en quelque sorte la biographie de l'esclave Marianillo; celui-ci travaillait vers 1805 dans l'hacienda San Nicolas: refusant de subir les mauvais traitements de l'administrateur il s'échappe et va dans une hacienda voisine, Andahuasi, où il est capturé. Il s'enfuit à nouveau, cette fois vers Cañete et de là, il va à Ica où il essaye de travailler comme muletier, mais, avec autres trois Noirs, il décide de retourner à Supe pour voler. On le capture en 1806. L'année suivante il s'échappe de la prison et, avec deux esclaves fugitifs arrivant aussi de San Nicolas, il forme une bande qui s'incorpore finalement à une troupe de voleurs de grands chemins, qui opère aux alentours de Chancay et que dirigent les chinos (enfants de Noir et Indien) Jacinto Reyes et Manuel Campos. La bande tient un certain temps et ravage une vaste région comprise entre Supe et Cañete, l'aventure se termine par une arrestation collective; Marianillo est condamné à recevoir 200 coups de fouet et à 6 ans d'exil à la prison de Valdivia⁴⁰.

Mais le "marronnage" ne peut pas être compris sans les palenques: cet américanisme désignait un endroit fortifié mais d'une manière improvisée. Il s'agit là d'une forme de protestation sociale propre aux Noirs: un groupe d'esclaves, hommes et femmes, cherchaient un endroit reculé où, protégés par des murs de canne et boue, ils essayaient de reproduire leurs formes traditionnelles de vie. La constitution du palenque offre l'occasion d'essayer de récupérer une culture qui semble irrémédiablement perdue. Ce but obsessionnel les conduit à reproduire de vieilles rivalités qui existaient autrefois entre les groupes ethniques de l'Afrique, ce qui met parfois en danger la subsistance de la communauté entière. L'apogée des palenques se situa vers la fin du

XVII^e siècle et au début du siècle suivant, quand ils comprenaient de nombreuses communautés. A la fin du XVIII^e siècle, au contraire, bien qu'on puisse en trouver à Huacho, Supe, Bocanegra, Taboada, Carabayllo, Mala, Bujama, ils sont peu nombreux et l'autosubsistance n'est plus qu'un idéal. Les Noirs sortent de l'enceinte pour voler, ce qui révèle leur présence. En 1761 une expédition contre le palenque de Carabayllo, situé à une lieue du Chillón dans un endroit "impraticable" à cause de sa "rudesse" et de "l'épaisseur de la végétation", est organisée. Vingt soldats dirigés par les maires de Lima et de Chancay y prennent part; ils détruisent le palenque et capturent six Noirs, hommes et femmes, qualifiés de "scélérats et féroces". D'autres esclaves réussirent probablement à fuir, mais ce n'étaient que des groupes réduits, incapables de subvenir à leurs besoins⁴¹. Quand les esclaves ne volent pas, ils sont obligés de travailler comme journaliers dans les haciendas voisines. Les administrateurs font semblant d'ignorer qu'il s'agit de noirs marrons et, pressés par le manque d'esclaves, ils acceptent leurs services.

Le palenque, de même que le marronnage, débouche sur le brigandage: à la fin du XVIII^e siècle et au début du XIX^e celui-ci devient endémique dans les chemins et les vallées de la côte. Le brigandage, à la différence des palenques, n'est pas une forme d'expression proprement noire du malaise social; au contraire, les bandes ont une composition pluri-ethnique (voir chapitre suivant). La décadence du palenque ne s'explique pas par une amélioration des moyens de contrôle ou par une plus grande efficacité de la répression coloniale, mais par la lente désagrégation de la culture noire. L'idéal du retour à la vie africaine n'a pas de base solide: l'Amérique est trop éloignée de l'Afrique, le déracinement est inévitable; le Noir, d'autre part, finit par s'intégrer plus facilement que l'Indien à la culture occidentale dominante: presque rien ne reste des langues aborigènes, les relations de parenté traditionnelles sont perdues, le métissage avec d'autres groupes ethniques de la Colonie est de plus en plus important, l'identité culturelle se dilue. Il en va tout autrement, à la même époque pour les paysans des Andes: là et plus particulièrement dans le sud, durant la seconde moitié du siècle, les soulèvements paysans deviennent des révoltes puis des révolutions comme celle de Tupac Amaru II (1780) et des frères Angulo (1814).

Le retour au Tawantinsuyo représente le véritable espoir collectif des comuneros (paysans); ces rébellions ne peuvent pas être comprises si l'on ne tient pas compte de la renaissance de la culture andine qui les soutient: le quechua reprend le terrain perdu, les représentations théâtrales populaires se multiplient, les couleurs et les motifs indigènes envahissent la peinture, et les nobles Indiens multiplient les démarches pour faire reconnaître leur titres. Les Noirs en revanche sont une "minorité"; on ne peut attendre d'eux une réponse uniforme et massive face à l'ordre colonial, parce que la diversité des tâches disperse les esclaves et empêche toute action concertée⁴².

4. Dans les villes

a. Artisanat et service domestique

Nous avons signalé la dimension urbaine dominante de l'esclavage. La plus forte concentration d'esclaves de la Colonie se trouvait à Lima, mais les esclaves y étaient dispersés dans des emplois et des activités multiples. L'activité la plus importante, celle qui concernait le plus grand nombre de travailleurs, était le service domestique. L'esclave était un luxe, un signe de richesse pour les grands commerçants, mais aussi une nécessité pour les membres des professions libérales, les bureaucrates ou les petits entrepreneurs, voire une source indispensable de revenus pour des classes moyennes qui frôlaient la paupérisation. Quiconque voulait se différencier des pauvres de la ville devait avoir au moins un esclave. C'est ainsi que la demande urbaine concurrença celle des haciendas pour la possession de travailleurs.

A la fin du XVIII^e siècle on recensa à Lima 11.132 domestiques, divisés en 9.229 esclaves et 2.903 de castes libres. Autrement dit, 82,59% de la population esclave de Lima était consacrés -en apparence au moins comme nous le verrons- au service domestique; les esclaves étaient répartis en premier lieu entre les 500 grandes maisons de la ville et les monastères, ensuite entre les communautés et les hôpitaux: ces derniers possédaient au total 445 esclaves⁴³. Il faut ajouter les jardins potagers, où à l'intérieur des murs de la ville les esclaves labouraient ou surveillaient les cultures. Dans les maisons leurs activités étaient diverses: cuisiner, laver, surveiller et nourrir

les enfants, réparer la maison... Certaines étaient plus spécialisées, comme celle de cocher; en ce temps-là il y avait à Lima à peu près 1.500 calèches.

Certains esclaves restaient une génération ou plus au service d'une maison; d'autres, au contraire, changeaient souvent de maître, ce qui les amenait parfois à parcourir les endroits les plus divers. L'esclave Rosa Montenegro, née à Santiago de Chile, chez don Juan Santa Cruz, fut vendue à Josefa Santibañez, qui habitait Cailloma, de là Rosa passa à Arequipa où, à cause de ses "vices" et sa "malignité", semble-t-il elle changea plusieurs fois de maître, l'un d'eux étant l'auxiliaire de l'évêque d'Arequipa. On ignore comment elle arriva à Lima, où son premier maître finit par la placer dans une boulangerie. Elle prit la fuite, jusqu'à ce que María Hurtado de Mendoza l'acheta, et la vendit en l'accusant de "prostitution" et de vie déréglée⁴⁴, il y avait quelque chose de picaresque dans la vie de ces esclaves qui pouvaient facilement se laisser gagner par le monde du lumpen-prolétariat de la ville.

Mais la majorité n'habitait pas forcément dans une maison importante. Quand ils appartenaient à des gens aux revenus mineurs, les esclaves ne pouvaient pas être "gaspillés" en activités domestiques, le maître essayait plutôt de récupérer son investissement et de gagner quelque argent grâce au travail de son serf; il envoyait donc ce dernier en quête d'un jornal (salaire d'une journée). L'esclave parcourait les places, se postait au coin des rues pour se faire embaucher; il avait l'obligation de remettre une certaine somme quotidienne ou hebdomadaire à son maître. Quelques uns de ces esclaves gagnèrent ainsi une véritable indépendance; ils n'étaient plus obligés de vivre chez leur maître, et ils pouvaient avoir leur propre famille.

On recensa 363 journaliers à Lima. Il s'agit là des esclaves stables; un Noir journalier ayant par définition des occupations temporaires, les journaliers devaient, en réalité, être bien plus nombreux. Les occupations permanentes les mieux rémunérées étaient celles de menuisier (12 pesos) et de maçon (11 pesos), à côté existaient celles de porteur d'eau, de responsable de l'éclairage, etc. En accord avec le rythme d'arrivée des bateaux au Callao, la demande de travailleurs

pour le port augmentait, de même que celles de faucheurs de luzerne ou de muletiers pour transporter ou distribuer les marchandises du Callao à Lima. Les chantiers de construction urbaine, très nombreux pendant la deuxième moitié du siècle, exigeaient aussi des journaliers saisonniers⁴⁵.

Les Noirs journaliers passaient par différents métiers et parcouraient ainsi les quartiers les plus variés de Lima. Ils se trouvèrent donc en contact étroit avec d'autres groupes sociaux dont la condition était semblable: les tâcherons, les chômeurs, la plupart recrutés parmi les "castes" (au sens ethnique du terme). Ici se trouve l'origine d'une espèce de sub-culture urbaine qui se forma alors aux marges de la criminalité et du brigandage. Il ne faut néanmoins exagérer l'importance de l'intégration de l'esclave urbain: malgré les rencontres fréquentes et l'appartenance à la même confrérie, la concurrence pour trouver du travail et l'argent exigé par le maître était brutale. Une esclave raconte que lorsque son maître l'acheta elle était enceinte, et que deux mois après ses couches, il l'avait envoyée dans la rue avec l'obligation de lui remettre six pesos par mois⁴⁶. Une veuve espère "un peu d'aise" qui lui permette "tenir son rang": elle achète une esclave qui gagnera un jornal comme vendeuse ambulante⁴⁷.

Lorsque le maître n'avait pas besoin des services de son esclave, qu'il était mécontent de lui ou s'il estimait qu'il lui coûtait trop cher, il le vendait. Il fixait un prix et l'esclave, de la même façon que lorsqu'il allait à la recherche de son jornal, parcourait les places, les marchés et les rues, il se proposait aux acheteurs éventuels et s'il n'arrivait pas à se vendre assez vite (il disposait pour ce faire d'un temps limité), il était puni. Certains esclaves se plaignaient du prix élevé auquel on les avait fixés et de l'impossibilité qui s'ensuivait de trouver maison et maître. "Aujourd'hui, il n'est pas facile que les esclaves trouvent quelqu'un qui les achète rapidement dans cette capitale, spécialement quand leur prix est élevé"⁴⁸.

Les artisans en revanche avaient une situation stable. Mais dans ce cas il ne s'agit pas vraiment d'esclaves, plutôt de mulâtres et Noirs libres. Ils étaient beaucoup moins nombreux et occupaient des fonctions très diverses; ils étaient cordonniers, potiers, forgerons ou barbiers⁴⁹.

D'après le baron Alexander von Humboldt, ils tiraient de leur travail plus que ce qui leur était nécessaire pour vivre; quelques uns réussirent même à réunir des capitaux de 10 à 15.000 duros; mais ce furent des cas exceptionnels, car tous finirent par se regrouper en gremios (associations corporatives).

b. Un suicide

Au début du XIX^e siècle, la condition des Noirs à Lima se détériora sensiblement. La crise commerciale qui commençait à toucher la ville entraîna une baisse sensible de la demande de travail et des jornales; les maîtres cependant, gardaient les mêmes exigences à l'égard de leurs esclaves. Quelques uns de ces derniers optèrent pour la fuite, ils s'incorporèrent aux chômeurs de la ville ou partirent dans la campagne à la recherche des bandes de brigands⁵⁰. Mais la majorité ne put que se résigner ou, en tout cas, recourir à la religion, la "consolation des affligés" selon la définition du Mercurio Peruano (1791). Restait aussi le chemin du désespoir: le suicide, qui selon Christine Hünefeldt dans son excellente étude sur les Noirs de Lima, était le "chantage suprême", parce que si le serf perdait la vie, le maître, lui, perdait tout son argent. La menace était fréquente, le passage à l'acte, rare. Hipolito Unanue, dans ses Observaciones sobre el clima de Lima (oeuvre imprimée à Madrid en 1815) disait que "dans les villes civilisées du Pérou", dans lesquelles il incluait sans nul doute la capitale, le suicide était inconnu; on en trouvait des cas, disait-il dans les endroits éloignés où les indigènes vivaient hors de "la protection bénéfique de la religion chrétienne"⁵¹. Il ignorait probablement que trois ans auparavant, à l'Alameda del Pino, dans sa propre ville, le sereno (veilleur de nuit) avait découvert un matin de mai, pendu à un oranger, le corps d'un esclave appelé Antonio, de caste angolaise, de plus de quarante ans, marié, père de cinq enfants. En cherchant les causes du suicide, on découvrit que son maître lui réclamait six réaux par jour, la somme était trop élevée pour son métier de porteur d'eau, il devait donc chercher d'autres emplois, emprunter de l'argent et s'endetter toujours davantage. Sa situation s'était aggravée lorsqu'une de ses filles était tombée gravement malade. Il alors prit la résolution définitive: un 13 mai 1812, comme tous les jours, il se

leva très tôt, se dirigea vers l'Alameda, choisit le troisième arbre et se pendit. C'était un geste de désespoir mais qui avait néanmoins un objectif très concret que l'on découvrit ensuite, lorsque, comme conséquence de l'enquête, les autorités s'intéressèrent à sa famille et condamnèrent le maître à verser à la veuve et aux enfants en réparation du dommage subi une somme de 150 pesos, qui leur procura au moins une aise passagère⁵². Antonio avait travaillé pendant trente ans pour son maître: son cas, en même temps qu'il illustre la détérioration des conditions de vie urbaine à la fin de la Colonie, montre de façon pathétique le peu de valeur que pouvait avoir la vie d'un esclave, plus très jeune et chargé d'une nombreuse famille.

Pour Antonio, probablement, sa tragédie personnelle et familiale était imputable à don Ignacio Melendez, son maître, pour qui il avait travaillé avec "honnêteté", "jugement" et "respect", sans être équitablement recompensé. En se suicidant, il obtint un bénéfice pour sa famille et causa un double préjudice économique à son maître: la perte de l'esclave et le paiement d'une indemnisation. Semblable solution dut tenter beaucoup d'esclaves. La fragmentation des travailleurs actifs empêchait l'émergence d'une conscience de groupe malgré la misère et l'exploitation ne laissant que des issues individuelles, il y a une parenté implicite entre ce suicide, le "marronnage" et le brigandage; dans tous ces cas la décision personnelle l'emporte sur l'option collective.

Pour comprendre Antonio il faut prendre en compte d'autres considérations. Pour lui, la vie tenait entre deux pôles: la relation avec sa famille et la dépendance à l'égard son maître. Il ne pouvait voir au-delà et découvrir ce qui existait derrière l'image qu'il se faisait du maître; il ignorait donc que, journalier et porteur d'eau, il n'était que le dernier anneau de la chaîne qui, au-delà de Ignacio Melendez, remontait jusqu'à un autre marchand vis à vis de qui le maître d'Antonio était endetté et qui le harcelait comme lui-même harcelait Antonio. Derrière ce marchand se trouvait très certainement la figure sévère d'un puissant magasinier ou d'un armateur détenteur d'un titre nobiliaire, personnage respecté de l'Audiencia et de l'Hôtel de Ville, un Querejazu, un Castañeda, un Ramirez de Arellano, qui ignorait absolument les malheurs d'Antonio et qui aurait été bien étonnés si on lui avait

dit qu'il avait une responsabilité quelconque dans son suicide. Tout un réseau d'intermédiaires empêchait ces personnages antagoniques d'avoir une vision claire les uns des autres. La conscience sociale était presque inévitablement opaque et confuse, et dans ce réseau d'intermédiaires, où se trouvaient indistinctement membres de professions libérales, artisans, petits commerçants, bureaucrates, l'aristocratie trouvait une barrière et une protection contre la houle de la plèbe.

La fragmentation sociale des Noirs fut accentués par les différences ethniques -comme l'explique aussi Christine Hünefeldt-, mais surtout par la forte distinction établie entre "créoles" et bozales: confondre les noms était une insulte. Si l'on ajoute ce qui a été dit sur la fragmentation des travailleurs actifs, la dispersion dans la ville et la concurrence fratricide pour le jornal, on doit conclure que ces esclaves de Lima formaient plus une masse indifférenciée qu'une classe sociale véritable. On ne peut pas parler d'une "élite" noire: seuls quelques individus obtenaient des changements significatifs dans leur condition (certains artisans, parfois). La désintégration et la misère empêchaient l'émergence d'un processus de formation de couches et de groupes sociaux.

5. SéVICES

En novembre 1775, l'esclave noir Jose Calderon déposa une plainte devant les Tribunaux Ecclésiastiques de Lima -nous prenons le cas au hasard, les exemples sont nombreux- pour dénoncer les châtiments répétés qu'il endurait; le comble avait été lorsque -sous prétexte qu'il était rentré en retard- son maître l'avait conduit à Garagay, propriété voisine qui avait la réputation d'être un endroit "affreux", contre lequel les esclaves battus et blessés multipliaient les plaintes devant le Gouvernement Supérieur. "Celui qui supplie fut enfermé dans la chacra de Garagay, on le battait tous les jours et surtout si à quatre heures du matin il n'était pas levé pour faucher la luzerne: travail qu'il fit pendant six mois, même les jours où il était à la boulangerie; il est juste d'exposer à la Supérieur Justice de V. Ex. que parmi les châtiments il y en avait un que la cruauté a inventé, le fouetter

ayant couverts la tête et le visage avec un sac, sans penser qu'il pouvait mourir étouffé⁵³.

Vers cette même époque, Catalina del Castillo dépose une plainte devant l'Hôtel de Ville pour protester contre les mauvais traitements que le père Juan de la Reynaga, de l'ordre de San Felipe Neri, fait subir à son fils dans une hacienda de La Rinconada: "il l'a battu quatre fois, il l'a fait fouetter, la première fois parce qu'il était en retard pour aller couper l'herbe, la deuxième parce qu'il était malade et n'arriva pas à l'heure au travail, la troisième à cause d'un retard pour aller couper l'herbe, et la quatrième parce que ayant eu un accident, il ne se leva pas"⁵⁴; le bon père répondit que les coups de fouets n'avaient pas été si nombreux et que d'ailleurs ils étaient justifiés car l'esclave était un fauteur de troubles et un brigand.

Le maître a le droit d'administrer la justice, c'est à dire les châtements. Quand on s'élève contre l'usage abusif du fouet il se défend: il y a toujours un motif valable, la peine n'a jamais été excessive. La violence n'est pas interdite. On discute simplement du degré de sévérité avec lequel le maître peut punir. Pourtant, ces deux cas, à Garagay et à La Rinconada, sont-ils exceptionnels? S'expliquent-ils par l'isolement qui, mettant à l'abri des autorités, rend de tels abus possibles? Présentent-ils au contraire des événements normaux dans la vie des esclaves?

Examinons d'autres exemples: dans une cordonnerie de la Ville des Rois, le maître cordonnier soupçonne son esclave d'avoir commis un vol, et sur cette présomption "l'enferme dans un chambre, lui met des fers et par la main de Juan Evangelista lui fait donner de temps en temps cent cinquante coups de fouet et plus, qui font de ses fesses une plaie, et à peine cette semaine les blessures commencent à se fermer"⁵⁵. Dûment châtié l'accusé "confesse" sa culpabilité: le seul moyen pour lui d'éviter le pire.

La violence régit les relations des divers groupes sociaux. Ventura Sifuentes, mulâtresse libre et maîtresse d'un curé, craignant la concurrence sexuelle de l'esclave de ce dernier, la couvre de contusions et de plaies⁵⁶. On accuse parfois sans la moindre preuve ou on

se contente de simples présomptions: les maîtres ont même le pouvoir de se tromper, aux dépens des esclaves évidemment. Un maître accuse son esclave d'être voleur et ivrogne, ce qui est une exagération flagrante, si nous suivons ses propres déclarations: "Bien entendu je n'ai jamais reçu de plainte à cause de ce nègre, donc il n'est pas certain qu'il ait volé autre que moi, et rien qu'un bout de cire et pas autre chose"⁵⁷.

Elles sont fréquentes, les plaintes semblables à celle de l'esclave Juan Ignacio, qui déclare que don Jose Antonio de los Rios, son maître, "me bat constamment sans aucune raison, un jour il me trouva en train de prendre deux choclos /épis de maïs/ du champ et avec un couteau il me donna trois coups, un au bras /.../ et non content de cela il me mit aux fers, outre les blessures à la tête". Ceci se passait en 1783. Cette même année, un témoin déclare à l'Archevêché de Lima que "en général, la sévérité est grande, avec laquelle dans cette Ville les maîtres traitent les malheureux esclaves"⁵⁸. En effet, si l'on examine les procès entre maîtres et esclaves instruits à l'Audiencia, à l'Hôtel de Ville, au Gouvernement Supérieur ou aux Tribunaux Ecclésiastiques (section "Causes de Noirs" de l'Archevêché de Lima) on voit que l'accusation la plus fréquente, le délit qui motive les plus grand nombre de plaintes est le "sévice": la cruauté excessive. Il faut écarter l'image d'une relation paternelle, ou alors le maître est un père singulièrement abusif.

On pourrait citer bien d'autres exemples: une esclave noire se plaint d'avoir reçu cinquante coups de fouet de la main de son maître; un esclave demeura neuf mois aux fers dans une hacienda à Ica; une esclave perd un oeil à cause des coups donnés par son maître; une autre a la main brûlée... On n'a pas forcément recours à un intermédiaire (un autre esclave, le contremaître de l'hacienda, l'assistant d'un maître artisan), bien souvent, comme dans les cas mentionnés, c'est le maître qui de sa propre main enseigne à l'esclave ce qui est juste et comment il doit se tenir⁵⁹. L'autorité et la puissance, dans une société comme celle de Lima au XVIII^e siècle, ne se mesurent pas seulement au titre nobiliaire, aux dimensions de la maison familiale, au nombre de navires, à la richesse d'un magasin, à l'argent investi dans les nègoces...

Elles se mesurent au pouvoir que l'on a sur les hommes, au nombre d'esclaves que l'on possède et à leur soumission⁶⁰. C'est pourquoi une justification fréquente des sévices est "l'insolence" et "l'arrogance" des esclaves, lesquels ne font qu'exprimer en réalité par leur comportement quotidien le désir de liberté que jour après jour les Noirs éprouvent.

Les sévices eurent une conséquence inévitable dans la vie quotidienne: la vengeance; encore que les cas où les esclaves exécutent eux-mêmes leur justice et rendent violence pour violence, soient exceptionnels. Ces situations se présentent plutôt à la campagne (contre les administrateurs) qu'à la ville. Cependant, à Lima, les plaintes contre les soi-disant menaces proférées contre leurs anciens maîtres par des esclaves prisonniers ou fugitifs, sont nombreuses. Certains esclaves, après avoir purgé leur peine, se promènent en ville, et quand ils rencontrent leurs anciens maîtres ou ceux qui les ont dénoncés, l'agressivité se lit dans leurs yeux. Un Espagnol qui vait affronté -couteau à la main- un esclave qui essayait de fuir d'une boulangerie, demande que celui-ci soit emmené dans une autre ville, parce qu' "il se promène avec tant de désinvolture et de témérité qu'il fait toujours en sorte de se placer devant moi quand il le peut avec des gestes de provocation et j'ai peur de ne pas me contrôler et de punir de ma main ce délinquant"⁶¹, à moins qu'il n'ait peur d'être blessé à nouveau. Une famille déposa une plainte disant que, profitant de la nuit et du sommeil de ses maîtres, l'esclave Bernarda de Salas s'est emparée des clés des coffres, et a essayé de dérober l'argent qui s'y trouvait, sans succès parce qu'elle a été découverte et ensuite vendue: bien que deux ans se soient écoulés depuis ces événements, la famille a peur que l'esclave, un nuit quelconque, peut-être accompagnée de brigands et voleurs, ne revienne (elle connaît bien la maison) et qu'eux tous "mettent fin à nos vies et richesses"⁶².

Les maîtres ne se satisfont pas de l'arrestation de l'esclave, il exigent en général l'exil: à Ica, Chancay et même Valdivia au Chili. Plus loin sera l'esclave, plus ils se sentiront en sécurité. Une certaine paranoïa commence à germer, qui s'appuie sur un raisonnement simple: si l'esclave n'admet pas la supériorité du maître, il peut

employer contre lui les mêmes armes et la punition peut se transformer en vengeance. Entre maîtres et esclaves il n'y a pas de séparation protectrice: dans la paroisse de la cathédrale les maisons des uns et des autres se confondent; de surcroît, les esclaves vivent parfois dans la maison et participent de la même structure familiale. Ce contact direct, ce face à face permanent, de même qu'ils augmentent les abus, offrent de multiples occasions de réponse. "Si ce serf -disait un maître parlant de son esclave- restant en ville, préparait ma mort ou celle de mon épouse par haine d'avoir été vendu, comme il est raisonnable de le penser étant donnée la férocité de sa nature, et travaillait à me donner la mort, tout ce qui protège ce serf ne serait-il pas responsable de la chose?"⁶³.

Cependant, les actes de vengeance -comme nous l'avons dit- furent moins nombreux que redoutés. Nous retrouvons ainsi cette "crainte cachée" du Noir qui contamine la vie de tous les jours à Lima: méfiance, peur, souci d'une menace imminente... Cette crainte ne vient pas, semble-t-il de la présence imaginaire, derrière le Noir, de l'agitateur étranger, ni de l'exemple haïtien; elle naît du contact quotidien entre aristocrates et esclaves, ou plus généralement, entre maîtres et serfs. La crainte du Noir résulte chez les maîtres d'une projection: c'est la crainte de leur propre violence, de la société en haut de laquelle ils se trouvent, des règles qu'ils ont imposées.

6. Les chemins de la liberté

En 1776, un groupe d'esclaves exécute sur une place de Lima une parodie de la parade des Maires (moquerie de l'aristocratie), on y déploie un étendard sur lequel apparaît un Noir, chaîne au cou: ignominieux symbole de l'esclavage⁶⁴. Un témoin de l'époque s'étonnait de "l'amour de la liberté" que ressentaient les esclaves: il n'y a pas lieu de se laisser gagner par son ingénuité: les explications de ce désir seraient trop abondantes. La recherche de la liberté est un des facteurs qui régissent le comportement des Noirs, mais pour atteindre le but, les chemins possibles se séparent et il faut faire un choix; celui-ci généralement est individuel. A côté de la fuite dans la nature, dans le palenque, à la ville, et l'incorporation à une bande

de brigands, existaient d'autres voies qui n'exigeaient pas nécessairement la rupture avec l'ordre social.

A ce niveau, il faut indiquer que, tout au long de trois siècles de Colonie, les esclaves obtinrent quelques droits. Humboldt en énumère quatre: le droit de chercher un meilleur maître (généralement avec le consentement du premier); de se marier selon son goût (mais l'autorisation du propriétaire était nécessaire); celui d'acheter leur liberté; et de posséder des biens⁶⁵. Ces droits étaient facilement bafoués par des maîtres convaincus qu'un esclave était une "chose"; mais les Noirs s'initièrent parallèlement à une connaissance élémentaire des mécanismes légaux. Il trouvèrent un appui dans le fait que l'Etat colonial était pris dans un corpus juridique en fonction duquel agissaient des institutions comme l'Audiencia, l'Hôtel de Ville et l'Eglise. Ils cherchèrent à connaître la législation aussi bien que les indigènes et, de même qu'eux, ils surent faire des procès à leurs maîtres. Il est évident que quelque avocat ou curé les aidait en préparant les recours, mais si l'on s'en tient à la fréquence des procès entre maîtres et esclaves, on doit penser que ces derniers avaient au moins des connaissances élémentaires pour entamer et poursuivre les procès. Il est encore plus surprenant de voir, dans certaines déclarations orales, les esclaves répondre habilement à leurs maîtres et même les reprendre sur leur mauvaise connaissance de la législation ou du raisonnement juridique. Nous nous étonnons mais les juges et les autorités coloniales, habitués à ces procès, n'étaient pas surpris. Manuela, une zamba esclave, de 25 ans, argumente ainsi contre les pères dominicains, propriétaires de l'hacienda Palpa: "Maintenant le Couvent dit que les esclaves sont vicieux pour cacher l'abus commis en vendant séparément les époux. S'il était suffisant de dire qu'un homme est un scélérat pour qu'on le considère comme tel, il n'y aurait personne d'innocent ni sans reproche. Pour que les vices soient crus, il est nécessaire qu'ils soient prouvés; parce que le Droit, qui est art de prudence et d'équité, a établi comme règle qu'on est innocent jusqu'à ce qu'on prouve contraire"; elle continue en affirmant: "Ce n'est pas la morale, qui permet qu'on diffame un Noir seulement parce qu'il est esclave, mais les intérêts du Couvent"⁶⁶. La familiarité avec le raisonnement juridique suppose l'incorporation du Noir à la culture occidentale. Cette

incorporation, à son tour, rendit possible le recours à d'autres moyens pour obtenir la liberté.

Un des plus ingénieux fut le mariage entre deux esclaves résidant dans des endroits différents. Comme l'Eglise protégeait l'unité de la famille, impossible sans vie maritale, les tribunaux ecclésiastiques exigeaient que les époux vécussent ensemble, ce qui obligeait le maître de l'un de deux à le vendre, parfois à un prix inférieur au tarif courant, ce dont l'esclave profitait pour acheter sa liberté.

Dans d'autre cas, fréquents, les esclaves, après maints efforts (comme journaliers, par exemple), arrivaient à réunir les 450 ou 500 pesos du montant auquel on les estimait et devenaient des hommes libres; si les maîtres refusaient, ils entamaient un procès. Mais il n'était pas facile de réunir de telles sommes: cela exigeait parfois le travail coordonné de toute la famille, la collaboration d'une confrérie, l'aide du quartier... Acheter sa liberté était possible lorsque l'esclave avait pour lui d'avoir accepté la légalité en vigueur: il s'était bien comporté envers son maître, il n'avait jamais été arrêté, il n'avait même pas été tenté par le "marronnage". Si bien que, même si la possibilité de se racheter était une ouverture dans la rigidité apparente du système, elle n'en représentait pas moins -pour reprendre une image de Javier Tord et Carlos Lazo- une sorte de "mécanisme enveloppant" qui assurait la sujétion des esclaves à la société coloniale.

Aussi ambigu que le précédent, un autre chemin ouvrait vers la liberté: l'octroi de celle-ci par le maître. C'était un chemin excessivement long et peu sûr parce que l'esclave pouvait produire toute les preuves possibles de sa fidélité et ne jamais en recevoir le prix attendu ou, en tout cas, ne l'obtenir que dans sa vieillesse. Ici intervenait fréquemment l'aide des curés et des moines, qui, jouant sur le respect avec lequel les maîtres observaient certaines pratiques religieuses, se joignait à la pression des serfs. Il existait ce qu'on définissait comme "charité": autre signe de la supériorité du maître, puisqu'elle s'exerçait du haut vers le bas, il est vrai que ce genre de considérations n'intéressait pas l'esclave qui préférait les faits, et certaines occasions étaient favorables à l'exercice de la charité. Les deux plus fréquentes étaient le baptême et le décès, événements

centraux justement de la vie chrétienne. Il est fréquent de lire dans les testaments (peut-être comme trace de repentir dernier ou de recherche désespérée d'indulgences) que le maître concède immédiatement la liberté ou indique la date pour libérer l'esclave, en ajoutant parfois d'autres compensations. Dans les registres de baptêmes de Pisco, nous avons pu observer comment à l'occasion d'une naissance dans la famille d'une esclave, on affranchissait le nouveau-né ou on promettait de le faire à une date déterminée.

Une autre voie -cette foi nettement sordide- était celle de la relation sexuelle avec les maîtres. Ce fut la voie la plus fréquemment choisie par certaines esclaves, surtout quand celles-ci appartenaient à des familles pauvres, incapables d'acheter leur liberté, mais avaient en compensation des attraits physiques, qu'elles mettaient en valeur pour séduire le maître. Parfois c'était l'inverse: sous promesse de libération le maître essayait d'obtenir les faveurs de la servante. Ces pratiques furent assez courantes parmi ceux qui étaient condamnés à satisfaire clandestinement leur sexualité, les moines, les prêtres et les curés de paroisse. Evidemment, les promesses n'étaient pas toujours tenues et une fois obtenues les faveurs d'une esclave, on cherchait au contraire à la retenir: c'était chose aisée puisqu'il n'y avait évidemment pas de trace écrite. Les maîtres, en outre, pouvaient toujours répondre en avançant le lieu commun qui pesait surtout sur les esclaves femmes, et selon lequel on confondait pratiques sexuelles libres et prostitution. Lorsque l'esclave Mercedes de Olavide -un cas parmi beaucoup d'autres- accusa le prêtre don Pablo Barron de l'avoir séduite, d'avoir vécu maritalement avec elle et de ne pas tenir parole, un témoin essaie de récuser la plainte: "le ridicule prétexte de contrainte et de violence qu'utilise l'esclave, comme si elle en avait besoin, elle, vile catin et publique prostituée qu'elle est, pour livrer son corps à l'impudicité, je ne dis pas avec des personnes du caractère et de la condition de don Pablo, mais avec le plus scélérat, et le plus criminel, et ceci avec la plus grande spontanéité et en faisant elle-même les avances, comme elles en ont l'habitude, cette vile portion du bas peuple"⁶⁷.

L'esclavage contaminait, avec sa dose de violence et d'abus, l'ensemble de la société, distorsionnant même la vie affective et sexuelle.

Les esclaves qui résistaient aux propositions de leurs maîtres s'exposaient au risque des pires violences: ce fut le cas, par exemple, de l'esclave Natividad qui pour cette raison fut envoyée de force travailler dans une boulangerie, où on lui rasa la tête; non content de cela, le maître l'envoya à son hacienda de Machay, où le majordome la fouetta et où il prit lui-même le fouet⁶⁸. La fréquence des abus sexuels fit circuler dans l'argot légal le nouveau terme de "sévice spirituel". L'esclave qui réussissait à démontrer qu'elle avait eu des relations avec son maître (de gré ou de force) obtenait finalement sa liberté, ainsi était punie l'incontinence du maître. On ne peut donc accepter sans réserves toutes les accusations de viol.

Il y a toujours des exceptions, comme en témoigne l'histoire de cet Anglais qui travaillait dans une hacienda de Collique et qui tomba amoureux d'une Noire de Lima: il ne sait pas son nom, il l'appelle Maria, ils deviennent amants, et lorsqu'il apprend qu'elle est esclave, quoique la propriétaire lui fasse un procès pour vol, il met tout en oeuvre pour obtenir sa liberté⁶⁹. Il s'agit là d'un cas exceptionnel et d'une idylle mélodramatique, mais quitte à reprendre un lieu commun on peut bien dire que le mélodrame existe dans la vie avant que la littérature ne l'invente.

* * *

Au début de ce chapitre l'image de l'esclave colonial semblait très nette: l'esclave était noir car le Noir était esclave, tautologie qui supposait une association entre caste et classe, et qui définissait apparemment le secteur social le plus intégré parmi les classes subalternes de la Colonie. Mais l'image de l'esclave se précisant, elle se dilue paradoxalement entre la campagne et la ville, dans les baraquements et les callejones, elle se dédouble, se multiplie, conséquence de l'instabilité du monde colonial. Durant le XVIII^e siècle les mouvements sociaux qui avaient exprimé l'intention de retrouver une identité africaine au moyen des palenques déclinent; ils sont remplacés par d'autres comme le brigandage qui, tout comme la vie quotidienne, met les Noirs en contact avec d'autres castes. En bref: les esclaves étaient une classe en désagrégation. Ils arrivaient à affronter l'aristocratie, mais ne proposaient aucune alternative. Trop de

traits différenciaient l'esclavage au Pérou et en Haïti: ici les esclaves étaient une minorité à l'échelle de la Vice-Royauté, fragmentée en de multiples tâches sur la côte centrale, à l'intérieur d'un système qui n'était pas précisément en expansion comme dans les Caraïbes où, en outre, les bozales prédominaient.

La tendance à se représenter l'organisation coloniale comme un édifice extrêmement solide, aux contrastes sans mystère -les très riches face aux très pauvres-, persiste. Personnages inamovibles. Décor en carton. Mais comme tous les stéréotypes, celui-ci ne résiste pas à l'analyse. Les esclaves se déplaçaient, exerçaient divers métiers; peu de biographies sont monotones ou répétitives, ils passaient par différents maîtres et savaient même trouver dans l'appareil de domination colonial des brèches vers la liberté. Il y avait les désespérés, les véritables "damnés de la terre" comme le Noir Antonio; mais le système, avec ses injustices flagrantes et sa violence, laissait des portes ouvertes. Il y allait de sa survie: il était indispensable que lorsqu'un maître et un esclave s'affrontaient à l'Audiencia ou à l'Hôtel de Ville, le premier ne gagnât pas toujours, afin qu'il existât ainsi, face au tribunal au moins, un semblant d'équité malgré l'esclavage, une apparente justice malgré le colonialisme. Cependant, ce n'étaient là qu'apparences: que la population noire fût en bouillonnement constant ne veut pas dire qu'il y eût des canaux d'ascension sociale. Le Noir pouvait cesser d'être esclave, mais bien que libre, il restait pauvre. La misère économique plus difficile à supprimer que les chaînes, était la marque du Noir dans la Colonie.

Notes

¹ Drama de los palanganas Veterano y Bisoño, Lima, 1977. Publié, préfacé et annoté par Luis Alberto Sánchez, p. 52.

² Llano Zapata, José Eusebio. Narración circunstanciada de la deplorable catástrofe sufrida en la ciudad de Lima e inundación del puerto del Callao, Lima, Imprenta La Libertad, s.f., p. IV.

³ A.G.I., Lima, 800, 23 juin 1821.

- 4 Bowser, Frederick. El esclavo africano en el Perú colonial, 1524-1650, México, Siglo XXI, 1977, p. 122.
- 5 Diario de Lima, 11 novembre 1790.
- 6 A.G.N., Cabildo, Causas Civiles, leg. 68, cuad. 1329, 1791, f. 32.
- 7 A.G.N., Real Audiencia, Causas Criminales, leg. 138, cuad. 1693, 1817.
- 8 A.G.I., Estado 73 y 38; Lima, 751.
- 9 A.H.R.A., Documentos de Ramírez de Arellano.
- 10 Rico, Gaspar. Proyecto relativo al comercio, suerte y servidumbre de los esclavos inclinado a su transición oportuna a libres, Cádiz, 1813.
- 11 A.G.N., Tribunal del Consulado, H-3, L.N. 1087, 1795-98.
- 12 Lastres, Juan. Historia de la medicina peruana, Lima, Universidad Nacional Mayor de San Marcos, 1951, vol. II, pp. 243 et suiv.
- 13 A.G.N., Temporalidades, leg. 90.
- 14 A.M., Actas de Cabildo de Lima.
- 15 Villalobos, Baltazar de. Método de curar tabardillos..., Lima, imp. del Telégrafo Peruano, 1800, p. 57.
- 16 Malheureusement nous ne disposons pas d'une information similaire sur d'autres ordres religieux.
- 17 A.G.N., Temporalidades, legs. 2, 4, 26. A.A., Diezmos, legs. Lepkowski, Tadenz. Haití, La Habana, Casa de las Américas, 1968, p.
- 18 Macera, Pablo. Trabajos de historia, Lima, Instituto Nacional de Cultura, 1977, t. III, p. 68.
- 19 Macera, Pablo. Op. cit., p. 92. Burga, Manuel. "La hacienda en el Perú, 1850-1930: evidencias y método" dans Tierra y Sociedad, año I, n. 1, Lima.
- 20 Macera, Pablo. Historia económica peruana (documentos), Lima, Centro Peruano de Historia Económica, 1975, p. 61 (publication mimeographiée).
- 21 Macera, Pablo. Op. cit., p. 66.

22 A ce sujet les observations de Manuel Burga coïncident avec celles de Javier Tord et Carlos Lazo.

23 A.G.N., Temporalidades, leg. 90.

24 A.G.N., Temporalidades, leg. 71, cuad. 6.

25 A.G.N., Temporalidades, leg. 83.

26 A.G.N., Temporalidades, leg. 13.

27 A.G.N., Real Audiencia, Tierras y Haciendas, leg. 23, cuad. 154, 1808.

28 A.G.N., Temporalidades, leg. 71 et 84.

29 A.G.N., Temporalidades, leg. 26, 83, 84 et 85.

30 A.G.N., Superior Gobierno, leg. 14, cuad. 342, 1771.

31 A.G.N., Temporalidades, leg. 86.

32 Kapsoli, Wilfredo. Sublevaciones de esclavos en el Perú, s. XVIII, Lima, Universidad Ricardo Palma, 1975, p. 67.

33 Kapsoli, Wilfredo. Op. cit., p. 59.

34 A.A., Causas de Negros, leg. 31.

35 A.C.N., Real Audiencia, Causas Criminales, leg. 59, cuad. 690, 1786.

36 A.G.N., Temporalidades, leg. 13.

37 British Museum, mss., Egerton, 1811, f. 123b.

38 A.G.N., Temporalidades, leg. 24, B.N., Madrid, mss., 19262.

39 A.G.N., Temporalidades, leg. 3.

40 A.G.N., Real Audiencia, Causas Criminales, leg. 108, cuad. 1307-A, 1806.

41 A.G.N., Real Audiencia, Causas Criminales, leg. 23, cuad. 264, 1781.

42 Cfr. Tord, Javier et Lazo, Carlos. El tumulto esclavo en la hacienda San José de Nepeña, Lima, 1978. Hünefeldt, Christine, "Los negros de Lima: 1800-1830" dans Histórica, vol. III, n. 1, juillet 1979, pp. 17 et suiv.

- 43 A.G.I., Indiferente, 1527.
- 44 A.A., Causas de Negros, leg. 32, 1787-91.
- 45 A.G.N., Superior Gobierno, leg. 16, cuad. 406, 1777. A.G.I., Indiferente, 1527. B.N., Lima, C712.
- 46 A.A., Causas de Negros, leg. 35.
- 47 A.A., Causas de Negros, leg. 33.
- 48 A.A., Causas de Negros, leg. 32, 1787-91.
- 49 Mercurio Peruano, t. X, n. 326, 18 janvier 1794.
- 50 Hünefeldt, Christine. Op. cit., p. 20.
- 51 Unanue, Hipólito. El clima de Lima, Madrid, 1815, p. 139.
- 52 A.G.N., leg. 125, cuad. 1527, 1812. Aussi Hünefeldt, Christine, op. cit., pp. 31-32.
- 53 A.A., Causas de Negros, leg. 30, 1762-80.
- 54 A.G.N., Cabildo, Causas Civiles, leg. 41, C. 733, 1779.
- 55 A.G.N., Superior Gobierno, leg. 21, cuad. 592, 1790.
- 56 A.A., Causas de Negros, leg. 32, 1787-91.
- 57 A.A., Causas de Negros, leg. 30, 1762-80.
- 58 Loc. cit.
- 59 Loc. cit.
- 60 Adán, Martín. De lo barroco en el Perú, Lima, Universidad Nacional Mayor de San Marcos, 1968, p. 234.
- 61 A.A., Causas de Negros, leg. 31, 1781-86.
- 62 A.A., Causas de Negros, leg. 33, 1786.
- 63 A.A., Causas de Negros, leg. 34.
- 64 Hünefeldt, Christine. Op. cit., p. 19.
- 65 Descola, Jean. La vida cotidiana en el Perú en tiempo de los españoles, 1710-1820, Buenos Aires, Hachete, 1962.

⁶⁶ A.A., Causas de Negros, leg. 31, 1781-86. Je m'appuie pour ces affirmations sur l'exposé des arguments utilisés directement par les esclaves devant le Tribunal. Mais ces mécanismes légaux étaient coûteux; pour les comprendre il faut donc étudier avec plus d'attention les relations entre esclaves, Noirs affranchis et confréries.

⁶⁷ A.A., Causas de Negros, leg. 33, 1786.

⁶⁸ Loc. cit.

⁶⁹ A.G.N., Real Audiencia, Causas Criminales, leg. 138, cuad. 1691, 1817.

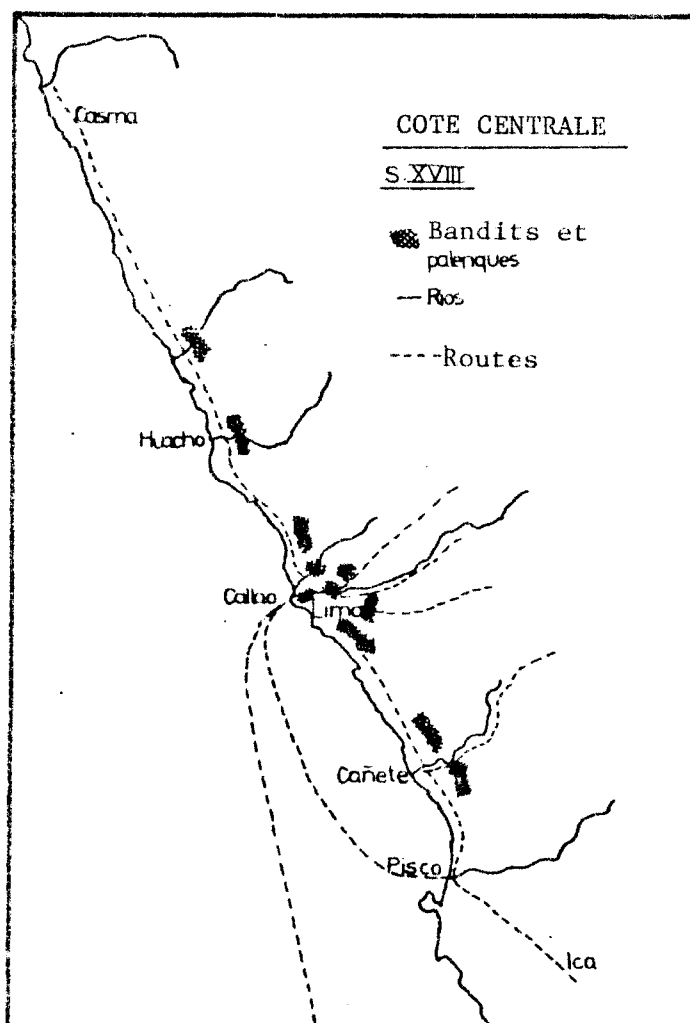
Chapitre IV

VISAGES DE LA PLEBE

1. Bandits de la côte

Si "brigandage signifie liberté", d'après Eric Hobsbawm, il n'est pas surprenant que les bandits prolifèrent sur les collines, routes et vallées de la côte péruvienne: au début du XIX^e siècle les Actes de l'Hôtel de Ville de Lima témoignent fréquemment des craintes des marchands et des voyageurs, pour qui sortir de la ville équivaut à courir le risque d'un vol; non seulement ces derniers demandent à être protégés mais ils exigent en outre que les bandits soient emprisonnés ou tués: que l'on extirpe le mal. Le brigandage finit par devenir endémique. En 1812, un fonctionnaire espagnol entreprend avec une nombreuse suite le long et difficile voyage d'Arequipa à Lima: plus de trente jours en traversant des déserts, des terres stériles et désolées. Ils arrivent à Ica et, après un indispensable repos, ils continuent et alors qu'il manque encore 56 lieues, c'est à dire neuf jours pour arriver à Lima, ils commencent à prendre des précautions: "nous ne nous séparions pas des bêtes pendant toute la journée, car c'était là, disait-on, que le danger des brigands commençait"¹. Bien rare qui voyageait seul. Dans la région comprise entre Ica e Huacho, il était indispensable de voyager accompagné des muletiers, car le nombre, ou l'éventualité que les voyageurs fussent armés, pouvait dissuader d'éventuels brigands, qui se contentaient alors d'observer de la montagne ou des rochers.

Certains endroits connus pour la fréquence des attaques qui y sont commises: les collines de Lachay, la plaine de "Medio Mundo" entre Chancay et Ancon, Lomo de Corvina au sud de la capitale, les alentours des haciendas de Bocanegra et Villa. Le village de Bellavista et les environs du Callao même sont menacés par les bandits qui sévissent dans leurs faubourgs. Le chemin entre Lima et le port présente des risques permanents: on ne peut pas y circuler la nuit. Il en va de même pour d'autres routes, comme celles qui mènent de Lima à Cerro de Pasco par Santa Clara ou Canta: les bandits se postent avec l'espoir d'apercevoir un "mineur", un groupe de colporteurs ou quelque fonctionnaire espagnol



imprévoyant. Il en va de même sur le pont de Surco. Le risque est permanent d'une incursion des brigands, dans Lima, il est vrai que les remparts protègent efficacement la ville: édifiés pour permettre de repousser une éventuelle attaque étrangère (l'image mythique des pirates), ils finirent plus prosaïquement par protéger du brigandage.

Mais, comme souvent en pareil cas, la peur a la tendance à exagérer l'action des brigands; car en fait la criminalité ne fut pas d'une violence incontrôlable. Les bandits se limitent à s'emparer d'objets de valeur, il est rare qu'ils tuent ou blessent leurs victimes, ceux qui résistent ne reçoivent que des coups; le cas, anecdotique, d'un voyageur laissé nu au milieu du désert est exceptionnel. Les autorités persistent pourtant à présenter une image terrifiante des brigands.

Par exemple, à propos de Rojas, un créole paysan, résident à Sayan, qui exerça le brigandage à Chancay, on dit qu' "elle est constante, dans toute la vallée la crainte qu'on a d'Ignacio Rojas, et où qu'il aille on lui donne ce qu'il demande, de gré ou de force, comme on l'a vu dans l'hacienda de Palpa"². Lui et ses hommes (pas plus de six), avaient réussi à terroriser voyageurs ou hacendados, mais aussi paysans et petits propriétaires, contraints de les nourrir, de les protéger, de leur fournir tout ce dont ils avaient besoin; ils exigeaient, en plus, rapidité et efficacité dans le service. On appelle Rojas "comte": le terme, bien qu'il ait valeur de reproche, montre le respect qui entourait certains bandits qui, dans l'imagination populaire, disputaient à l'aristocratie son prestige. Le 12 novembre 1814 la course de Rojas finit tragiquement, lorsque, découvert dans le champ de maïs de l'hacienda Caqui, il affronte un groupe de soldats qui l'abat. Il avait été difficile de le localiser: le capitaine qui dirigea les recherches commença par fouiller les villages et tous les hangars des haciendas, parcourant les endroits les plus divers de la vallée, sans trouver la moindre piste. Il ne reçut aucune aide des autorités, c'est à dire, du Sous-délégué de Chancay ou du Maire, qui n'avaient pas le moindre renseignement précis sur le bandit, apparemment doué d'ubiquité. Ignacio de Rojas avait la renommée d'homme généreux et, pour maintenir le halo mythique qui commençait à entourer sa personne, il avait l'habitude d'agir vêtu d'une "cape vert bouteille", couleur visible de loin. Ceux qui l'arrêtèrent reconnurent qu'il avait "la main prodigieuse"; il ne manquait donc jamais quelqu'un pour l'avertir de la présence des troupes, et il était difficile, malgré les menaces d'emprisonnement et de tortures, de le découvrir. Pourtant, quand on offrit cent pesos à qui fournirait un renseignement utile, on le trouva. On décida de l'enterrer rapidement pour éviter "le concours des gens qui par une étrange curiosité, ou une pitié mal comprise font plutôt un concours tumultueux"³.

La carrière de Rojas fut courte mais bien remplie. Un vol mineur l'envoya avant vingt ans en prison, d'où il s'évada; il chercha refuge dans les bois et forma des bandes successives avec des esclaves et des métis. Il dévalisa un "mineur" à Ancon; il vola dans les alentours de Supe, à Huacho; il attaqua un religieux qui voyageait accompagné d'un

esclave. Capturé à nouveau, à nouveau il s'échappa. Mais les rumeurs concernant la terreur inspirée par Rojas n'étaient pas totalement sans fondements. Aujourd'hui encore, sa biographie paraît s'en tenir au modèle classique du brigand "social": il volait les riches et aidait les pauvres; mais des serranos et des Indiens figurent aussi parmi ses victimes. Sur les collines de Lachay, accompagné d'un esclave marron Julianillo, il dévalisa des paysans; avec un métis appelé Gregorio Vega, il s'en prit à d'autres indigènes dans un endroit proche: il n'est donc pas étrange qu'ils aient été poursuivis par les Indiens de Huacho. Il est même probable que loin d'être la conséquence d'une délation suscitée par l'offre de récompense, sa capture ait été l'effet de la vengeance de certains paysans.

D'autres biographies présentent des traits semblables. Manuel Bravo, un brigand métis d'Ica, aidait les marrons et les esclaves; en certaine occasion même il libéra un groupe de Noirs que l'on conduisait enchaînés de Caucato à l'hacienda Bujama; mais sa sympathie envers les esclaves contraste avec sa conduite envers les Indiens: il les attaque et les détrouse comme s'ils étaient riches ou Espagnols, sans discrimination. Entre Cañete et Ica, Bravo attaque un groupe de trois indigènes auxquels il enlève tout. Plus tard il cambriole de petites propriétés. Les Indiens métayers de ces régions se firent les chasseurs de brigands les plus tenaces, réclamant avec insistance l'intervention du corps des Dragons⁴. Exceptionnel est sans doute le cas de Pedro Leon qui, lorsque deux de ses hommes tuèrent un Indien, livra lui-même les assassins aux autorités⁵.

Il n'est pas étonnant, étant donné ce qui vient d'être dit, qu'en étudiant la composition des bandes on ne trouve presque pas d'Indiens. Parmi sur plus de vingt brigands -en excluant plusieurs cas incertains ou douteux- inculpés entre 1791 et 1814 nous trouvons des Noirs esclaves ou affranchis, des zambos, des chinos, quelques métis, des créoles, mais presque aucun Indien. Dans l'unique liste de prisonniers que nous avons pu trouver, on lit les chiffres suivants, concernant la provenance ethnique des condamnés:

Tableau 1
PRISON ROYALE DE LA VILLE (1796)

<u>Caste des prisonniers</u>	
Blancs	
Métis	
Mulâtres	7
<u>Zambos</u>	5
Noirs	7
<u>Chinos</u>	2
Indiens	6
<u>Cholos</u>	2
Sans réponse	<u>3</u>
	59

Source: A.G.N., Superior Gobierno, leg. 26, cuad. 774, 1796.

Des six Indiens qui figurent sur la liste, deux seulement étaient considérés "voleurs de grands chemins". Si nous ajoutons que huit parmi les blancs étaient emprisonnés sous l'accusation d'une fraude exceptionnelle considérable de 5.000 pesos, on verra que la criminalité trouvait plus d'adeptes parmi les groupes ethniques mixtes: aux 12 métis on peut ajouter deux cholos et 14 castes (mulâtres, zambos et chinos), ce qui fait 28 prisonniers. Malheureusement, nous ne savons presque rien de leurs occupations; tout au plus pouvons-nous indiquer que du total de prisonniers neuf seulement étaient des esclaves. Quant aux délits, 9 étaient condamnés pour homicide, 4 pour tentative d'homicide, 16 pour brigandage et 23 pour vols, 7 pour délits divers.

Les bandes qui proliféraient sur la côte étaient, pour la plupart, composées d'hommes jeunes, dont l'âge oscillait entre 20 et 30 ans. Rares étaient les bandits mariés, mais tous avaient une ou plusieurs concubines. Tous avaient un emploi; les uns à la campagne (brassiers, esclaves d'hacienda), les autres en ville (tailleur, journalier,

cordonnier, maçon). Ces renseignements sont intéressants car ils montrent que le brigandage ne fut pas un phénomène exclusivement rural. On ne peut pas dire, comme le fait Jean Delumeau à propos de Rome au XVI^e siècle, qu'il s'agisse d'un soulèvement de la campagne contre la ville. Beaucoup de bandits venaient des villes et, dans les rues et taudis de Lima, ils trouvaient autant de protection que dans les bois. Plus encore: la ville était le seul endroit où l'on pouvait trouver des personnages aussi divers et hétérogènes, aux emplois aussi variés et de provenance ethnique aussi mêlées, avec lesquels s'entendre, s'unir et aller parcourir les chemins. Ce fut le cas justement de la bande dirigée par Manuel Bravo, le métis cité plus haut, déserteur qui abandonna sa troupe à Ica et se réfugia à Lima, où il essaya de survivre comme tailleur pour ainsi entretenir sa maîtresse, une china appelée Andrea Mansilla; mais le besoin les amena tous deux à s'associer avec deux esclaves marrons et un Noir libre, à acheter un pistolet, trois sabres et quatre chevaux et, prenant pour centre d'opérations une maison située à San Lazaro, à organiser de fréquentes incursions entre Lima et Ica⁶.

Les bandes étaient peu nombreuses: elle comprenaient en moyenne cinq hommes⁷. Elles étaient en général mal équipées: disposant peu souvent d'armes à feu, les brigands portaient d'ordinaire des sarbres faits par eux-mêmes aux lames usées et rouillées, aux bords en dents de scie et au manche improvisé⁸. On les appelait des chafalotes: ceux-ci devinrent rapidement l'emblème des bandits de la côte, ce qui montre que le brigandage représentait en réalité un faible danger. Les brigands utilisèrent aussi ces lames à dents de scie et pointues, ces sortes de lances, que la pègre de Lima appelle encore verduguillos. Peu nombreux et mal armés, ils choisissaient tout naturellement leurs victimes parmi les voyageurs imprévoyants. Ils affrontaient ainsi des personnages qui n'étaient que les derniers maillons de la chaîne montée par le capital commercial, sans gêner significativement la vie de l'aristocratie. On n'a connaissance d'aucune hacienda menacée ou attaquée par des bandits; ni d'affrontements avec des fonctionnaires coloniaux (corregidores, intendants, sous-délégués). La violence des bandits reste d'une certaine façon stérile. A la différence de ce qui

se passe dans la Méditerranée décrite par Fernand Braudel, sur la côte le brigandage ne se réfugie pas dans des endroits économiquement marginaux; bien au contraire, il s'établit sur les routes commerciales et menace les portes de la capitale. Mais ce n'est qu'une menace: l'imagination coloniale exagère l'action des bandits; c'est là le résultat d'un mélange entre la crainte permanente de la classe dominante et l'enthousiasme que le bandit, comme homme libre éveillait dans une société qui reposait sur l'esclavage. Le peuple et l'aristocratie concourent, bien que pour des raisons différentes, à la mythification du même personnage: ils comparent les bandits à des comtes et leur donnent des titres comme "capitaine de brigands" ou ils leur attribuent des crimes atroces, confondant ainsi deux sentiments contradictoires nés des relations entre Blancs et Noirs: l'obsession de liberté et la peur. Quelques personnages suscitèrent même la sympathie, comme le zambo appelé "Roi de la Montagne": habillé grotesquement il se présentait lors des corridos, faisant rire enfants et adultes; quelques années plus tard, en octobre 1815, il était pendu avec trois compagnons⁹.

En quelque sorte, le brigandage s'inséra très bien dans la société coloniale. Il n'attaque ni les centres de pouvoir, ni les mécanismes de recouvrement des impôts. Il avive, d'autre part, les tensions entre Noirs et Indiens. On n'arrive pas à l'extirper, mais lui-même n'arrive à s'unir à aucun mouvement de masses. Il faut attendre l'Indépendance en 1821 pour que les bandes, devenues montoneras (troupes irrégulières), fassent quelques actions d'envergure et se proposent certains objectifs politiques. Jusque là, elles ne sont que de petits groupes, faiblement articulés. Nous devons peut-être attribuer au brigandage, comme plus haut au "marronnage", le faible nombre de soulèvements d'esclaves. En somme, le brigandage est, quitte à commettre un anachronisme, essentiellement "réformiste": à la limite, il se contente de punir ou de sanctionner les riches, mais dans une société où, de surcroît, la classe dominante n'avait qu'une relation secondaire avec l'hacienda, le brigandage ne représentait aucune menace directe. Les routes commerciales pouvaient devenir dangereuses, le métier de colporteur exigeait certaines précautions, mais l'aristocratie mercantile demeurait cachée derrière les mille visages de ses intermédiaires, sans être jamais aperçue par des hommes comme Rojas ou Bravo. Ils ignoraient que leurs

actes libéraient, en les canalisant, les tensions sociales, ce qui évitait ainsi une rupture soudaine des digues.

Le brigandage, sur la côte, bloqua même d'autres modalités de la contestation sociale. Nous avons parlé de la décadence des palenques: à cause de leur faible nombre et de leur faible organisation, leurs membres finirent par dévaliser les voyageurs, voler du bétail ou cambrioler les haciendas pour pouvoir subsister, et ils se confondirent ainsi avec les brigands, au point que, à la fin du siècle, selon les témoignages judiciaires, le terme palenque est à peine synonyme de "lieu de résidence": la rébellion des Noirs a été finalement remplacée par un mouvement social qui, presque par définition, était pluriethnique.

Réduit à lui-même, le brigandage n'arrive pas à se transformer qualitativement. Tout comme les autres éléments de la société coloniale, il semble, à l'analyse, perdre ses traits nets, s'estomper, devenir un mouvement imprécis. Tandis que pour les Noirs, Rojas ou Bravo pouvaient être des "brigands sociaux", pour les petits paysans indigènes de Chancay et Huacho ils étaient de simples "criminels". Le brigandage ne fut pas cette "espèce de vengeance contre le maître"¹⁰ que Fernand Braudel observa sur les côtes de la Méditerranée; ici, il semble ne pas faire partie de l'histoire consciente des classes populaires, se réduire seulement à l'expression du malaise social; il n'est qu'un signe de la détérioration des haciendas, du début de la crise commerciale et de la décomposition politique qui précède l'Indépendance. La persistance du brigandage, malgré sa fragilité interne, ne peut pas être comprise hors de la pathétique faiblesse de l'Etat colonial. Le brigandage n'obtient pas de conquêtes significatives mais il ne peut pas être extirpé; il n'aura pas une mort soudaine mais une agonie prolongée, il mourra de consommation, des décennies plus tard, au début du XX^e siècle. Les autorités de l'époque se rendirent compte sans doute de leur faiblesse, mais le brigandage faisait partie du paysage de la côte, et comme, endémique, il était devenue quelque chose d'habituel, l'aristocratie coloniale avait peu à craindre. C'était, en somme, le recours désespéré des marrons qui comme Domingo Mendoza ou ces Noirs surnommés "El Gavilan" et "Roi de la Montagne", commettaient leurs vols près de Surco.

2. La violence quotidienne

Il y a une évidente disproportion entre les délits commis par les bandits et les peines qui leur sont infligées par les tribunaux. La loi prescrit automatiquement la mort pour les "voleurs de grands chemins". La peine fut exécutée en plusieurs cas: en 1772, par exemple, on pendit sur la Place d'Armes de Lima Manuel Martínez, Juan Pulido, pour avoir dirigé une bande, et quatre Noirs de Carabayllo; l'année suivante, onze prisonniers étaient exécutés. Vu le sort qui les attendait, quelques bandits préféraient mourir comme Ignacio de Rojas, en affrontant les soldats, les armes à la main. Seuls l'exil ou l'emprisonnement de longue durée remplaçaient la mort.

Pourquoi ces peines? La violence officielle devait servir d'exemple: elle n'était pas exercée discrètement, dans des endroits réservés, loin des curieux. Tout au contraire: la scène préférée était la place principale de la ville. "Aucun esclave n'était puni en privé", d'après les observations de William Bennet Stevenson, voyageur et historien anglais. La torture pendant les interrogatoires était autorisée, ce qui amenait beaucoup de "marrons" à avouer des crimes qu'ils n'avaient pas commis: l'accusé pouvait toujours revenir sur des aveux arrachés par la force, mais personne ne pensait pour autant à incriminer alors le bourreau (un métier comme un autre). Ceux qui échappaient à la pendaison, étaient fouettés en public. Anacleto, un "marron", précédé d'un crieur public qui exposait ses fautes, reçut deux cents coups de fouet, tout au long des rues de Lima¹¹. Manuel Chombo, accusé de vol de bétail, fut également condamné à deux cents coups de fouet le long des rues et à vingt-cinq autres attaché à un poteau de la place principale¹². Pedro Leon, un Noir, fut accusé d'homicide sur la personne de deux Indiens (il paraît que ses seuls crimes furent sa "mauvaise réputation" de bandit et la crainte qu'éveillait son nom à Surco); le procureur demanda la peine de mort mais faute de preuves, Leon fut condamné à assister à la pendaison de ses deux prétendus complices, tirés de la prison avec une corde de chanvre au cou, et conduits sur la place principale "où sera située une potence de trois madriers desquels il sera pendu par le cou jusqu'à ce que mort s'ensuive, sans que personne ose le retirer sans ordre de cette Salle Royale sous peine de mort, et nous ordonnons que, le supplice terminé et avant de l'enterrer, on coupe la

tête au dit Toribio Puente, et elle sera exposée et fixée sur un clou à crochet à l'entrée du pont de Surco". Domingo Mendoza eut un destin similaire. Pedro Leon, devait assister à tout et en outre, comme le prescrivait en détail la sentence, il devait passer sous la potence, à la suite de quoi il partirait pour quatre ans à l'île-prison de Juan Fernandez, dans le Royaume du Chili¹³.

Il existait la conviction -au moins parmi les magistrats de l'Audiencia- que les fautes devaient être punies. Le châtiment était physique et visible: en un temps où l'on découvrait la rue et les spectacles publics (corridos, théâtre, combats de coqs, promenades, café), il constitua un spectacle de plus, presque une distraction. Le premier bourreau de Lima avait le surnom significatif de Festejo (fête). Sur la Place d'Armes le palais du Vice-Roi côtoyait la potence: voilà qu'au centre même de la ville on trouvait les symboles de la violence. Pourquoi? Comment expliquer cette démesure du châtiment?

En plus de ce que nous avons dit à propos des exagérations dues à la peur des bandits, il est légitime de penser que les peines infligées à ces derniers avaient valeur d'exemple et servaient à conjurer un danger niché à l'intérieur même des murs de la ville: la fréquence des vols urbains. L'insuffisance de l'éclairage favorise les vols nocturnes, mais à mesure que le siècle avance, ceux-ci sont commis même pendant le jour et dans les lieux publics: les rues principales, le pont, la place, les parvis des églises. On vole des sacs, des chapeaux, des capes... Un mot surgit pour désigner ces faits: le capeo. A cause des capeadores, depuis les temps du Vice-Roi Amat, traverser la nuit le pont sur le Rimac était une aventure périlleuse. Vers 1789, Esteban Villapan, un voleur qui exerçait à l'origine le métier de tailleur, mais "qui ne travaille plus depuis longtemps"¹⁴, s'y était littéralement établi. A cette époque-là le cambriolage nocturne des maisons "en escaladant les murs" devint courant, malgré la protection des chiens et des armes des propriétaires. De véritables bandes, comme celles d'Antonio Gutierrez ou de Miguel Alon, se forment¹⁵.

Les chômeurs et les tâcherons, les journaliers éventuels dont les vies dépendent du rythme d'arrivée des bateaux, contribuent selon le moment de l'année au gonflement ou à la décrue d'une masse qui, à long

terme, a tendance à croître. C'est la conséquence d'un marché du travail à la fois limité et fluctuant, dans une société subordonnée aux va-et-vient du capital commercial. Tous ces hommes côtoient les voleurs de grands chemins et une population au bord de la prostitution¹⁶ qui d'ailleurs n'est pas une activité nettement délimitée. On l'exerce dans des demeures improvisées du port, dans les boutiques et les bistrots de Lima, dans des hoyos (trou dans la terre) improvisés près de l'hôpital et dans les magasins de Bellavista.

En termes ethniques, ces journaliers éventuels sont des métis ou des "castes" (plus particulièrement zambos et mulâtres); donc à leur faiblesse économique, ils ajoutent l'exclusion sociale: ils n'appartiennent à aucun des trois groupes définis (Blancs, Noirs ou Indiens), ils doivent donc supporter le mépris qui, depuis la conquête, est réservé aux métis, "ces hommes aux vies détruites", mais les définitions et qualificatifs qui accompagnent les termes zambo et "mulâtre" sont encore pires: "caste infâme", "la pire et plus vile de la terre"¹⁷. Mariano de la Torre, médecin et chanoine de la Sainte Eglise Métropolitaine de Lima, ajoutait des précisions édifiantes: "la règle générale est que toute mixture d'Indien et Espagnol produise des métis, qui est une dérivation du verbe latin miseo et le mélange avec les Nègres produit des mulâtres qui sont une analogie des mules, animaux de troisième espèce"¹⁸. On accusait les zambos de tout vol ou crime commis. Bennet Stevenson -contaminé par les préjugés de Lima- qualifie le zambo de "cruel, rancunier et impitoyable", et de "paresseux, stupide et provocateur".

Francisco Moreyra y Matute, membre de la bureaucratie coloniale, apparenté aux grands marchands de Lima et propriétaire de terres et maisons, faisait les observations suivantes dans un rapport à l'Audien-
cia de Lima d'août 1814: "Les 'castes', qui forment la majeure partie de la population sont des gens complètement immoraux, sans éducation, ni principes d'honneur qui leur indiquent les justes limites de leur devoir; c'est ainsi que trop fréquents sont les crimes de vol, blessures et homicides et toute sorte d'excès"¹⁹. Le nombre des "castes" avait augmenté pendant le XVIII^e siècle et ces hommes, exclus et méprisés, avaient fait de leur vie une contestation quotidienne de la légalité et de la religiosité en vigueur. Tout le monde connaissait la liberté

de leurs pratiques sexuelles, le grand nombre d'enfants naturels et de couples formés en marge de l'Eglise: c'était l'association des voleurs et des amancias (maîtresses). Dans la populeuse paroisse de San Lazaro, un recensement des baptêmes de "nègres et Indiens" indique 28% d'enfants naturels en 1768 et 20% l'année suivante.

La croissance de la plèbe préoccupa le voyageur Tadeo Haencke: "Il faut noter que, même si la masse totale de la population augmente, notre attention est attirée par le fait que cette croissance de population se fait en nombre et non en qualité: déserteurs, matelots, marins fugitifs, vagabonds, gens sans autre fortune que leur personne, de peu de qualité et beaucoup de problèmes". Après avoir signalé leur présence croissante dans les centres miniers, il ajoutait qu' "ils abondent aussi dans la capitale"²⁰. Un autre témoin indiquait encore plus carrément qu'à Lima "la plupart des gens est paresseuse et vagabonde" et la situation était si alarmante que "le mois n'a que dix jours /septembre 1780/ et on a déjà commis douze vols d'importance"²¹.

Contre cette population furent créées en 1787 la police et en 1790 un poste d'Alguazil chargé spécialement de la surveillance des vagabonds²². L'éclairage de la ville devint obligatoire au moins entre 8 et 10 heures du soir et l'on établit un service de veilleurs de nuit et de patrouilles, pour surveiller les magasins. Les portes de la ville demeuraient fermées entre 11 heures du soir et 4 heures du matin. Mais ces mesures ne furent pas suffisantes. La population de Lima augmentait. Le phénomène obéissait à son tour à la croissance démographique que connaissait la Vice-Royauté, dans quelques endroits depuis la moitié du XVII^e siècle, dans d'autres depuis le début du XVIII^e. Cette population nouvelle avait du émigrer, libérée des liens qui la reliaient à ses communautés d'origine et souvent avait été condamnée aux emplois temporaires ou à se joindre aux vagabonds, si nombreux dans des villes comme Ayacucho ou Cusco.

Le vagabondage était visible dans les rues de Lima. Le sujet motiva deux longs articles du Mercurio Peruano. Un d'eux décrivait "l'innombrable troupe de mendiants" qui "rejettent l'ordre, haïssent la discipline". L'Archevêché administrait une Maison de Pauvres depuis 1732. Le Vice-Roi Amat dut créer un hospice. Les hospices comptaient

plus d'une centaine d'occupants²³. Un recensement de femmes indigentes, postérieur à 1809, donna le chiffre de 944, composé d'invalides, de vieilles femmes, de veuves. Dix-huit avaient été "abandonnées" par leurs maris. Mais ces chiffres comprenaient uniquement les "pauvres honteuses", c'est à dire, des personnes qui avaient eu une condition aisée. La majorité des vagabonds préférait vivre sur les places de la ville. En 1810, l'Inquisition jugea un Noir qui gagnait son pain en promenant par les rues une "troupe" de chiens, chats et singes auxquels il avait appris à danser: le fait fut raconté par le voyageur Julian Mellet et postérieurement repris par Ricardo Palma. Les vagabonds ne perdaient aucun des repas de charité qu'on distribuait quotidiennement à San Francisco, à la recoleccion de los Descalzos et en général dans tous les couvents et monastères. L'Archevêché offrait une aumône mensuelle et quelques pauvres arrivaient à se mettre sous sa protection. Beaucoup d'entre eux étaient des migrants malchanceux qui avaient été attirés par la réputation de Lima et qui avaient cru faire fortune dans une ville apparemment prospère; mais le capital commercial est avare. La situation devint encore pire quand se firent ressentir les effets précoces de la crise économique alors que le mouvement migratoire vers Lima continuait. En 1790, le poète Andalou Terralla y Landa observait aux portes de Lima "maintes boutiques,/ auberges, bistrots et magasins,/ cuisines et serranos,/ beaucoup de gens et muletiers". La population fréquentait les petits hôtels et les auberges situés dans les faubourgs, mais vivait aussi dans les callejones de cuartos (taudis) évalués, à peu près, une centaine: là, l'entassement et la promiscuité étaient inévitables. Terralla faisait d'autres annotations sur la composition de cette espèce de "menu peuple" de Lima: "Tu vois beaucoup de mulâtresses/ destinées au commerce,/ les unes à celui de la chair,/ les autres au même". Bien qu'il reprenne ici de vieux préjugés sur les mulâtresses, comme avant lui les voyageurs Jorge Juan et Antonio de Ulloa, il est vrai qu'il y avait alors à Lima beaucoup de "prostituées" à cause de la "disette d'honnête subsistance"²⁴.

Un autre témoin de l'époque emploie une expression qui englobait vagabonds, mulâtres et métis: "gens vils de la plèbe"²⁵. Plèbe fut un terme utilisé assez souvent à l'époque, pour désigner cette masse

désagrégée qu'était le peuple des villes. Le terme avait une connotation péjorative évidente, celle-ci ne suffisant sans doute pas, on joignait au mot un adjectif comme vil, misérable, "groupe abondant et toujours nuisible", "basse sphère": autant dire populace ou canaille. Les "plébéiens" étaient définis, dans une société qui essayait de respecter une rigoureuse stratification sociale, comme des gens sans occupation ni métier permanents. Ils faisaient contrepoint à l'aristocratie par leur condition économique précaire et parce qu'ils restaient en marge de la "culture": il n'y avait pas d'école, ni de maîtres pour eux; ils restaient -comme l'a signalé Pablo Macera- analphabètes car l'éducation était finalement un des privilèges de classe les plus prisés²⁶. Des aristocrates comme Jose Baquijano y Carrillo, Antonio de Querejazu y Mollinedo ou Jose Bravo de Lagunas y Castilla, furent portraiturés à côté de leurs bibliothèques: le livre était le symbole d'un certain statut social. Pas de portraits pour les plébéiens qui sans doute ne lurent jamais le Mercurio Peruano ou le Diario de Lima et qui ignorèrent toujours l'existence d'un cercle d'intellectuels appelé "les Amants du Pays".

Combien y avait-il de "plébéiens" à Lima? Les fréquents références des voyageurs, les mesures répressives, les plaintes dans les actes de l'Hôtel de Ville, laisseraient penser à un nombre élevé apparemment confirmé par l'historien Manuel de Mendiburu lorsqu'il affirme qu'à Lima, en 1770, il y avait 19.232 vagabonds, c'est à dire, 38% de la population totale²⁷. Nous n'avons pas pu trouver, dans les chiffres donnés par les recensements, d'informations qui corroborent ou corrigent le chiffre avancé; celui-ci, à simple vue, paraît exagéré. Il convient cependant de dire que Mendiburu n'est pas un historien improvisé ou trop imaginatif; séduit par le positivisme du siècle dernier, il se borna à un respect presque rituel des documents, se limitant tout simplement à ce qu'ils disaient, sans les forcer, quelquefois sans même les interroger. Peut-être le chiffre nous surprénda-t-il moins si l'on observe que Mendiburu le mentionne lorsqu'il parle de la répartition professionnelle des habitants "de couleur" de Lima, c'est à dire de tous ceux qui n'étaient pas Espagnols soit en tout 30.581 personnes. Ce chiffre correspond à la somme d'Indiens, Noirs, métis et "castes" donnée par le recensement de 1791: 32.721. Professionnellement,

cette population, d'après Mendiburu, se répartissait ainsi: 2.093 domestiques, 1.027 artisans, 9.229 esclaves et pour finir les-soi-disant 19.232 vagabonds. Le nombre des domestiques, artisans et esclaves semble coïncider avec d'autres sources. Tout cela nous oblige à penser que Mendiburu donnait peut-être aux termes vagabondage et plèbe un sens plus large, qu'il ne le limitait pas seulement aux chômeurs, mais incluait les demi-employés et les sous-employés, les ouvriers saisonniers ou occasionnels. Il est vrai que la plèbe est abondamment mentionnée et décrite mais rarement chiffrée; son histoire paraît se dérober au nombre.

Dans l'ensemble de la "plèbe", il convient de réserver une place spéciale aux commerçants ambulants, vendeurs qui, leurs marchandises à la main, parcouraient les rues de la ville ou s'établissaient sur les places et les parvis des églises. On leur donna le nom de mercachifles, encore que quelques uns préférèrent les appeler "fainéants". Evidemment leur travail n'était ni reconnu ni socialement admis, il était, au contraire, méprisé et on reprochait aux mercachifles de faire une concurrence déloyale aux commerçants établis dans les cajones de la place principale ou sous les arcades. Les boutiquiers faisaient couvrir le bruit que les mercachifles vendaient des produits de contrebande (évitant ainsi de payer les taxes) et des marchandises de mauvaise qualité, sans offrir la moindre garantie au consommateur. Ils formaient partie de la plèbe, il était donc facile de les accuser non seulement de fraude, mais encore d'escroquerie, voire de carambouillage²⁸. Comme leur nombre néanmoins nécessait de croître, les plaintes et les réclamations devant le Tribunal du Consulat ne manquèrent pas: les commerçants finirent par avouer que les prix inférieurs pratiqués par les mercachifles leur faisaient une dangereuse concurrence. Ils signalèrent aussi que la seule existence de ce commerce constituait une violation des lois en vigueur, qui interdisaient l'exercice d'activités mercantiles aux "castes de basse extraction". Ils demandent aux autorités d'expulser les mercachifles de la place principale, des églises, des rues centrales et de les cantonner sur les petites places des couvents du baratillo. En 1786 on décide de les chasser de la Place d'Armes. Ils reviennent cependant peu de temps après et, semble-t-il, en plus grand nombre.

Le commerce ambulant, malgré les barrières imposées par l'Hôtel de Ville ou le Tribunal du Consulat, parvint à se maintenir et même à augmenter. On vit beaucoup de créoles ou d'Espagnols pauvres se faire mercachifles. Vu le nombre, il leur fallut s'associer, pour résister aux pressions des commerçants, pulperos et cajoneros, mais paradoxalement l'association entraîna la reproduction des tensions ethniques à l'intérieur du groupe, sous la forme de disputes chaque jour plus grandes entre les mercachifles. On projette, par exemple, d'interdire l'association corporative aux "mulâtres, chinos et autres castes"; ou bien on prétend organiser les marchands ambulants, en faisant une distinction entre les "vrais mercachifles" et les "fainéants"; les premiers devaient se procurer au Tribunal du Consulat un billet qui les identifiait comme tels, cette précaution évitant que "les nègres, mulâtres et autres 'castes' ne s'introduisent dans une activité qui a toujours été le premier échelon des hommes honnêtes, créoles et d'Espagne pour travailler honnêtement dans ce Royaume"²⁹. L'honnêteté n'était pas une vertu accessible aux "castes". Mais évidemment, ni les mulâtres, ni les zambos, ni les chinos ne purent être chassés de la profession. Le commerce ambulant, pendant ce temps, croissait, et à la fin du XIX^e siècle on commença à faire une nouvelle et curieuse distinction entre les mercachifles: ceux les plus pauvres, qui continuaient à parcourir les rues de la ville, vantant leurs marchandises chassant, désespérément l'acheteur, et les autres, qui arrivèrent à installer des points de vente improvisés à des endroits stratégiques comme le parvis de l'église de Desamparados. Continuant à ne pas payer d'impôts, ils faisaient aux boutiquiers une concurrence que ceux-ci disaient déloyale. Ces multiples tensions entre les petits commerçants s'aiguissèrent évidemment avec la crise.

Outre le commerce ambulant, la plèbe de Lima disposait d'une ample gamme d'occupations occasionnelles: récolter la luzerne, travailler sur les chantiers de construction, conduire les mules, servir dans les petits restaurants et les bistrotts de la ville... La milice aussi leur ouvrait ses portes: à Lima, à côté du bataillon d'Espagnols, deux autres: celui des pardos et celui de morenos, étaient réservés à la cavalerie. Dans la galerie de portraits de Pancho Fierro -observateur de Lima au début de la République- on trouve des personnages comme le

"vendeur de bougies", le "porteur d'eau", le "beurrier", le vendeur de "bois", de "paniers et nattes" et même un "nègre porteur d'eau, tueur de biens les mercredis". L'exercice de ces tâches entraînait évidemment le contact et la concurrence avec les nègres journaliers. La rivalité existait aussi pour les activités de type artisanal, bien que là, comme nous l'indiquons dans un chapitre précédent, les affranchis et les mulâtres fussent les plus nombreux. La plèbe s'augmentait de ces esclaves âgés, malades ou invalides que les maîtres affranchissaient non pas par philanthropie mais pour se débarrasser de bouches inutiles. Les ateliers d'artisans offraient la possibilité d'un travail relativement stable. Mais souvent, probablement pour épargner, les maîtres préféraient avoir recours aux Noirs journaliers ou à ces esclaves condamnés au travail gratuit à la suite de quelque sanction pénale. Nous devons ajouter que le recensement fait à l'époque de Gil de Taboada mentionnait 60 établissements sous le nom pompeux de "fabriques"³⁰. Nous n'avons de renseignements que sur quatre d'entre elles: une de parchemins dirigée par le prêtre Cayetano de Leon; une autre de poudre qui appartenait à Juan Miguel de Castañeda; la fabrique de toiles et tissus de Felipe Quintela et Joaquin de Asin, et finalement la soi-disant fonderie de Bellavista, soutenue financièrement par la Couronne et qui servait à la réparation et l'entretien des navires.

Les vagabonds, comme les appelait Mendiburu, ou la plèbe, comme on les qualifiait alors, formaient une population nombreuse et hétérogène, confondue fréquemment avec les esclaves de la ville, d'un côté, et de l'autre, avec les couches moyennes d'artisans et petits commerçants. Il est évident, par exemple, qu'un Noir esclave qui sortait tous les matins sur les places et dans les rues à la recherche d'un maître et d'un salaire journalier, vivait dans une condition semblable à celle de n'importe quel travailleur occasionnel.

Le coudolement des esclaves et de la plèbe représentait un risque pour l'équilibre social de la ville, car tandis que sur les premiers s'exerçaient plusieurs mécanismes de contrôle et de domination (la religiosité), la législation, le paternalisme et la violence), sur la plèbe il était difficile et souvent impossible d'établir ce genre de contrôles qui exigeaient le contact stable et permanent avec un maître.

L'esclave était toujours sous la vigilance et la tutelle d'un maître; le mulâtre sans métier défini, changeait d'atelier, d'occupation et de maître. A cette instabilité sociale il faut ajouter la coexistence avec le "lumpen-prolétariat" de la ville (bandits, voleurs) et l'organisation d'une vie quotidienne en marge des normes officielles. Plèbe et aristocratie forment ainsi deux blocs absolument opposés. La plèbe élaborait même un langage propre: un argot dont témoignent quelques pièces littéraires comme le célèbre drame des palanganas, écrit contre le Vice-Roi Amat. Outre la langue, d'autres éléments contribuèrent à former une certaine culture contestataire: l'élaboration d'anti-héros à partir de l'idéalisation des bandits; l'utilisation de sobriquets ("Brincatapias", "Tirapalo", "Ojotirado", "Endiablado", etc.); la satire de l'aristocratie. Cette culture populaire fut sans écriture; à l'exception de versificateurs comme Terralla, Larriva ou Castillo, elle ne maintint aucun contact avec l'élite intellectuelle. En marge des conventions, la plèbe créa certains traits qui définissent encore l'habitant de Lima. Peut-être tout ceci introduit-il le concept de "culture urbaine coloniale" proposé par Luis Millones³¹.

La détérioration des conditions économiques fit que les marginaux augmentèrent en nombre et finalement imposèrent leur style de vie à l'ensemble des couches populaires de la ville. En un mot: plèbe et limeño (liménien) devinrent synonymes. Le mot plèbe désigna ainsi non seulement le vagabond, mais inclut encore les esclaves journaliers, les membres des secteurs des couches moyennes appauvries, quelques petits commerçants, certains muletiers; le tout formant un conglomérat hétérogène de métis, mulâtres et Noirs qui se différenciait de l'homogénéité raciale préservée par les aristocrates.

En tous cas, ce qui définit la plèbe ce n'est pas seulement "l'ignorance", le métissage, la pénurie économique ou le manque d'occupation définie, c'est avant tout le simple fait de ne pas avoir d'esclaves. Pourquoi les gens de couches moyennes de la ville faisaient-ils l'impossible pour obtenir un esclave? Moins par nécessité économique que pour ressembler à l'aristocratie et se distinguer de la plèbe. En quelque sorte, la population de Lima pouvait se diviser en deux grands blocs. D'une part, les seigneurs, les maîtres, les propriétaires et,

de l'autre côté, ceux qui n'avaient pour eux que leur force de travail: l'aristocratie face à la plèbe.

Cette opposition se retrouve dans les vers de Fray Francisco del Castillo, un frère lai de La Merced, propriétaire de 9 esclaves, dont le frère était propriétaire d'une imprimerie; malgré sa cécité, Fray Francisco del Castillo s'évertua à parcourir la ville et à fréquenter les quartiers populaires entre 1750 et 1770³². Dans un de ses nombreux dizains il montre la plèbe rassemblée dans une rue où deux cochers noirs discutent rudement, interrompant toute la circulation, gênant les nobles, paralysant le centre de Lima. Il semble souligner l'esprit turbulent de la plèbe lorsqu'il déplore qu' "il y a des moments où ces nègres, personne ne les roue de coups"³³. En effet, la désobéissance de deux esclaves, avec le concours passif de la plèbe suffit "pour voir par cette canaille/ la noblesse dominée". Bien que Castillo, dont Ricardo Palma se souvient comme "l'aveugle de La Merced", ait été un versificateur populaire, au moment de décrire les "classes subalternes" il respecte les normes en vigueur. Pour indiquer l'hétérogénéité, l'esprit agressif de la plèbe et combien elle diffère de l'aristocratie, il parle métaphoriquement d'un conglomérat d'animaux aussi laids que dangereux: "crapauds, serpents, couleuvres/ renards, singes et harpies,/ ce sont donc ceux qui vont là/ salamandres pensantes"³⁴. La maison de Miguel de Castañeda exhibait sur sa façade la sculpture de la figure de proue d'un de ses bateaux, celle de tel autre commerçant disposait d'un mirador pour observer l'arrivée des navires au port; en revanche la visite des logements de la plèbe ressemblait à une descente aux Enfers. Le callejón de Petateros, pour l'aveugle de La Merced, était le "gousset" du diable.

3. La ville comme prison

L'existence de la plèbe eut une autre conséquence: la mentalité courante associa classes populaires et classes dangereuses. Dans une société où l'aristocratie s' imagine assiégée par la criminalité, il est naturel de s'interroger sur les prisons. Celles-ci peuvent être définies comme "l'histoire sans censure": on y voit ce que normalement l'Histoire nie ou cache. Notre XX^e siècle, imitant l'Europe, a

honte de ses prisons et cherche à maintenir les prisonniers dans des zones éloignées, plus loin seront les criminels, plus tranquilles se sentiront les honnêtes gens³⁵. Qu'étaient les prisons de Lima au XVIII^e siècle? L'organisation des prisons nous permet de comprendre, sans hyperbole ni euphémisme, les mécanismes de domination. Les prisons, depuis le sous-sol de la ville, nous ouvrent une autre perspective sur les relations entre l'aristocratie et la plèbe.

Il y avait à Lima trois prisons appelées respectivement de la Cour, de la Ville et de l'Inquisition. La dernière ne fonctionnait pratiquement pas à cause de la suspension des activités du Saint Office. Dans les deux autres se trouvaient les prisonniers condamnés par l'Audiencia, l'Hôtel de Ville et le Gouvernement Supérieur.

Tableau 3

PRISONS DE LIMA, 1790

<u>Prisons</u>	<u>Espagnols</u>		<u>Castes</u>		<u>Total</u>
Cour	29	0	70	4	103
Ville	29	0	57	5	71
TOTAL	58	0	127	9	174

Source: A.G.I., Indiferente, 1527.

Nous référant à une autre source, nous avons signalé plus haut qu'en 1796 il y avait 59 prisonniers dans la prison de la Ville, les métis et les mulâtres étant les plus nombreux. D'après le voyageur américain Amasa Delano, le total de prisonniers était vraisemblablement de 181 en 1805. Mais le chiffre total de 174 ou 181 prisonniers est sans doute insuffisant si l'on pense à la prolifération des bandits et voleurs. Il faudrait ajouter qu'en plus des deux prisons mentionnées, les autorités disposaient des geôles du Callao (le Real Felipe fonctionnait comme prison à l'échelle du Pacifique) et, dans les cas plus dangereux, des cellules improvisées dans l'île de San Lorenzo, en face du

port. Restait également la possibilité, déjà signalée, d'exiler les condamnés, vers Panama, Valdivia et l'île de Juan Fernandez le plus souvent.

Tableau 4

PRISONNIERS AU REAL FELIPE

Date	1/XI/1800	1/VIII/1801	1/VIII/1807
Prisonniers	143	144	203
Levée	101	1	0
Anglais	29	0	0
TOTAL	273	145	203

Source: A.G.N., Guerra y Merino, legs. 64 et 67.

La situation des deux prisons de Lima était déplorable. On pourrait croire qu'étant données la violence et la peur régnaient, les prisons fonctionnaient avec un minimum d'efficacité et de surveillance; bien au contraire, et les insuffisances du système étaient responsables d'évasions fréquentes. Le bandit Ignacio de Rojas s'échappa plusieurs fois de la prison de la Cour, située dans la rue Pescaderia, proche du siège du gouvernement. Lorenzo Pastrana, un autre bandit, gagna la rue après avoir creusé un tunnel. En 1782 trois criminels s'échappèrent après avoir ouvert leur cachot avec un rossignol. L'esclave marron Pedro Martin arriva à faire un trou dans le mur de sa cellule, à l'aide d'un bâton il grimpa sur le toit avec l'énergie du désespoir, griffant les murs des pieds et des mains; il atteignit le Palais, se laissa tomber dans les jardins, et de là, se perdit dans la ville, en se réfugiant dans la rue de Santo Domingo³⁶. La situation catastrophique des prisons suscita plusieurs débats à l'Hôtel de Ville. Cependant, aucune amélioration substantielle ne vit le jour, et on garda toujours l'impression qu'il était aussi facile de sortir de la prison que d'y entrer³⁷. Il faut attendre le 31 janvier 1856 pour que soit inaugurée la première prison moderne de la capitale: la Penitenciaría de Lima³⁸.

En fait -comme conséquence de cette négligence évidente- les prisons publiques réunissaient un faible pourcentage du total des prisonniers de Lima. La plupart de ces derniers purgeaient leurs peines dans des centres de travail: dans les chantiers de construction du port et de la ville, les hôpitaux, la maison des Desamparados, les cordonneries et surtout les centres d'approvisionnement et de fabrication du pain; ils réparaient aussi les chaussées et les canaux d'irrigation. Les boulangers pouvaient recourir au travail gratuit des prisonniers, à condition que ceux-ci n'aient commis que des délits mineurs et à charge pour le propriétaire de les alimenter et de les habiller³⁹. Les conditions n'étaient pas toujours remplies car il n'y avait aucun contrôle sur les boulangeries; il semble qu'il était normal de voir les prisonniers mal habillés, encore plus mal nourris et obligés à des journées harassantes: le pétrissage de la pâte commençait la nuit, dans la chaleur suffocante du four, avec le risque permanent d'incendie. Les prisonniers portaient souvent des fers. Des employés, fouet à la main, s'occupaient de maintenir le rythme de travail, si bien que les boulangeries ressemblaient finalement aux galères. Il n'était pas rare que les prisonniers fussent fouettés, sans que le propriétaire ait à en rendre compte devant le Tribunal⁴⁰.

Les meuniers et autres associations corporatives rivales des boulangers dénonçaient les abus impunis commis dans ces centres de travail: "sans leur laisser presque aucun temps pour le sommeil, et le repos nécessaire, ils les exaspèrent jusqu'à les précipiter dans le crime, sur la personne des contre-maîtres et des surveillants, à force de coups"⁴¹. Il est probable que dans ce document -un recours présenté devant le Gouvernement Supérieur en 1793, mentionné au premier chapitre- on cherche à exagérer certains traits des boulangeries, mais en tous cas, ce n'étaient point des accusations en l'air, comme le montrent des conflits répétés: attentats d'esclaves contre les employés, assassinats parmi les prisonniers eux-mêmes, soulèvements et émeutes, fuites massives. Les défenseurs des boulangeries exigèrent des sanctions exemplaires contre tous ces délits, "car c'est l'unique moyen de contenir ces employés insolents"⁴².

La menace de finir dans une boulangerie pesait sur l'esclave qui ne gagnait pas le salaire journalier fixé, sur celui qui, mis en vente,

ne trouvait pas acquéreur, sur celui que ne pouvait pas payer ses dettes (la prison pour dettes était chose aussi courante que l'accusation de "sévice" que les esclaves formulaient à l'encontre de leurs maîtres).

En 1787 les boulangeries de Lima furent réglementées, on en réduisit le nombre à 40. Elles devaient être situées loin du centre, de préférence dans les faubourgs et banlieues, afin que les grandes maisons fussent protégées des risques qui semblaient leur être inhérents (incendies, criminels). Cette disposition ne fut pas toujours respectée. On calcule que dans chaque boulangerie travaillaient près de 10 personnes -esclaves, prisonniers et travailleurs occasionnels, parfois des mineurs- ce qui ferait un total de 400 travailleurs, hommes et femmes, épars dans la ville. On pourrait y ajouter le nombre imprécis de serviteurs nécessaires dans les 27 maisons d'approvisionnement de pain⁴³. Quelque temps après, quand au Cusco (Acomayo) le peintre Tadeo Escalante voulut représenter sur un mur le travail esclave, il ne reproduisit pas l'image d'une hacienda ni d'un atelier artisanal, mais il peignit les coulerus sordides d'une boulangerie: y apparaissent au minimum sept Noirs en train de pétrir la pâte (une esclave a un nouveau-né dans les bras), au fond un contre-maître brandit un fouet⁴⁴.

Les boulangeries de Lima étaient bien différentes de celles de Londres, évoquées par Peter Laslett, où le travail obéissait des normes paternalistes, et où les apprentis faisaient partie la famille du patron. Personne n'ignorait que les fournils étaient aussi les prisons de la ville, car on ne pratiquait pas la séparation contemporaine entre prison et vie quotidienne. On ne purgeait pas sa peine dans un espace défini et réservé: ce qui est corroboré par les tortures publiques (les coups de fouets donnés par le bourreau "Festejo"), la violence des maîtres et les pendants sur la place principale. La violence n'était pas cachée: elle se montrait, personne n'en avait honte et son exercice constitua même un élément distinctif de l'aristocratie. Comme ils ne pouvaient pas diriger le pays, les aristocrates trouvèrent une compensation, comme l'observa Martín Adán, dans la domination absolue qu'ils exerçaient chez eux⁴⁵. Certes la cruauté et l'usage abusif

de la violence étaient criticables, mais d'une façon ou d'une autre, aristocratie, bureaucratie coloniale et Eglise même reconnaissaient que la violence était un pilier indispensable de l'édifice colonial: la vie n'était-elle pas une vallée de larmes? N'était-il pas indispensable de souffrir pour atteindre la vie éternelle? Les fautes ne devaient-elles pas être expiées? "Que m'importe de perdre une vie languissante et triste? Si mon corps est détruit, Il le fera renaître dans ses cendres, plus glorieux"⁴⁶.

A partir du gouvernement du Vice-Roi Gil de Taboada une sorte de police apparaît à Lima: les rondes contre les voleurs de grands chemins⁴⁷. Dans les dernières décennies du XVIII^e siècle, les dépenses fiscales destinées aux achats militaires croissent⁴⁸ et les effectifs de l'armée augmentent considérablement. Les troupes de l'Intendance disposèrent de 7.228 hommes (parmi lesquels: 932 Espagnols de Lima, 206 "immémoriaux" du Roi, 1.502 pardos et 404 morenos de Lima⁴⁷) qui intervinrent parfois pour réprimer des émeutes urbaines, ou dans la répression du brigandage. Certes, la seule existence de cette nombreuse troupe permet l'usage privé de la violence: il en allait, pour reprendre une métaphore de Perry Anderson, comme de l'or par rapport papier-monnaie: la violence officielle garantissait et autorisait l'usage des fouets et des cepts, de la potence et les chaînes.

4. Tension ethnique

En somme, la violence régit non seulement les relations entre l'aristocratie et la plèbe, mais contamine aussi l'ensemble de la société, s'introduit et se propage dans la vie quotidienne et aiguise les tensions entre les groupes ou les secteurs populaires: elle scinde et fragmente. Là est justement la raison de son efficacité. Tout système colonial repose sur le principe élémentaire qu'il faut diviser pour régner: "L'Europe a fomenté les divisions, les oppositions, a créé des classes et des racismes, a essayé par tous les moyens -sou-tient Jean Paul Sartre- de provoquer et d'augmenter la stratification des sociétés coloniales"⁴⁹. Ce principe fut scrupuleusement mis en pratique par l'administration coloniale. Dans une description du Pérou, le Vice-Roi O'Higgins écarte toute inquiétude sur une possible alliance

entre Noirs et Indiens, en rappelant à la Couronne que la haine que ceux-ci éprouvent les uns pour les autres était plus forte que celle qu'ils nourrissaient envers les Espagnols: "ils sont irréconciliables"⁵⁰.

Cette permanente tension ethnique qui parcourt et traverse toute la société coloniale accentue la fragmentation d'intérêts. Le conflit classique entre Espagnols et créoles est indéniable, mais bien d'autres oppositions divisent la population. Le terme créole -il convient de le dire- n'existe pas officiellement, il n'apparaît pas dans les recensements, ni sur les documents juridiques. Il s'agit d'une importation linguistique en provenance des Antilles, où l'on désigne par ce mot les descendants des métropolitains et des Noirs. C'est pourquoi, un homme comme Jose de la Riva Agüero y Sanchez Boquete, juge le mot offensant, c'est pour lui un terme employé par les chapetones (Européen récemment arrivé) pour blesser les Indianos (enfants d'Européen nés en Amérique), une épithète odieuse et péjorative, non seulement à cause de ses connotations dans la bouche d'un Espagnol, mais parce qu'il signifie très précisément "nègres nés en Amérique"⁵¹. Riva Agüero peut considérer dans ses 28 Causas -un réquisitoire contre le colonialisme publié à Buenos Aires (1814)- que créoles et Indiens forment un seul corps de nation, qu'ils ont les mêmes intérêts, qu'ils cherchent le bonheur commun; il peut également critiquer la tyrannie des Espagnols; mais de là à confondre aristocratie et esclaves, Blancs et Noirs, il y a une distance qu'il ne se propose même pas de franchir. Le même thème, du point de vue andin: une peinture cusquénienne de 1780 représente l'Amérique en train d'allaiter deux enfants, un Noir et un créole, tandis qu'à ses pieds, comme un reproche, gît un indigène⁵². La tension ethnique se retrouve dans la peinture comme dans la littérature.

Dans les secteurs "moyens", où s'entrecroisent et parfois même se confondent des personnages de "castes" différentes, les affrontements se produisirent avec encore plus de violence. L'association corporative des tailleurs décida en 1794 de priver de voix "active" ou "passive" les zambos et les mulâtres lors des Juntas d'Espagnols (le terme incluait dans ce cas là les péninsulaires et les Indianos)⁵³. Nous avons cité plus haut le projet d'exclure les "castes" de l'association de mercachifles.

La rivalité entre Noirs et Indiens ne fut pas négligée par Terralla y Landa qui, après avoir parlé de l'opposition entre créoles et Européens, compare cette situation avec la violence qui existe "entre les Indiens et les nègres/ qui éprouvent les uns pour les autres/ une totale aversion"⁵⁴. Venant appuyer ses dires, et montrant que l'aversion réciproque concernait toutes les "castes", le testament de l'Indien Marcos Sipan, né à San Juan de Vegueta, stipule dans un de ses items: "je déshérite Maria Isabel Sipan, fille de mon deuxième mariage, à cause de sa désobéissance et pour s'être mariée contre ma volonté avec un homme de caste china, souillant ainsi mon sang"⁵⁵. On pourrait ajouter aussi le cas des nombreux paysans indiens sur qui s'abattirent les bandits de la côte.

Ces tensions étaient visibles même dans la répartition de la population de Lima. Les Indiens étaient concentrés dans le quartier du Cercado, construit à l'origine aux alentours de la ville. La population noire, de façon spontanée, finit par se regrouper dans des endroits déterminés: sur le total d'esclaves qui vivaient dans la capitale en 1813, 37% et 23% habitaient dans les paroisses de La Cathédrale et San Lazaro; à San Marcelo et à San Sebastian, quartiers d'Espagnols et de métis, ils représentaient à peine 8% et 9%; à Santiago, le quartier indigène, seulement 5%⁵⁶ (voir la carte de Lima). De la même façon que dans les hôpitaux, on séparait les matelots, les lépreux et les femmes, il y avait également un hôpital pour Espagnols (celui de San Andres), un autre pour les Noirs et "castes" (San Bartolome) et un dernier pour les Indiens (Santa Ana). Le culte à Notre Dame du Rosaire était très populaire et les confréries de Noirs, pardos, Indiens et Blancs rivalisaient de dévotion entre elles⁵⁷.

Il est révélateur que parmi les "castes" de la ville (au total 13.078 habitants) prédominent celles qui résultent des unions entre Blanc-Noire ou Blanc-mulâtresse, ne viennent qu'ensuite les chinos, résultat de l'alliance Noir-Indienne.

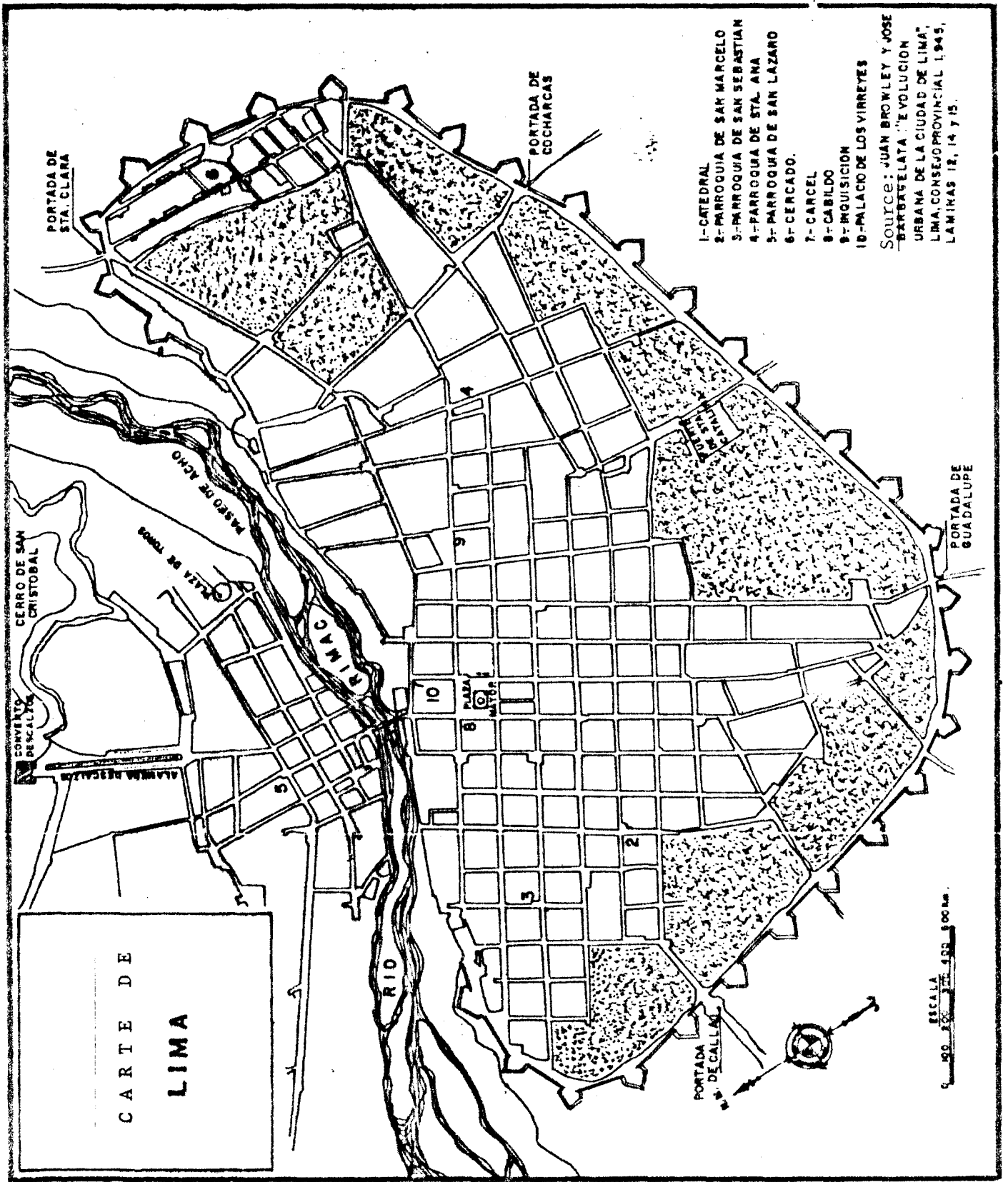
Tableau 5
CASTES DE LIMA

Mulâtres	5.972	45,6%
<u>Zambos</u>	3.384	25,8
Quarterons	2.383	18,2
<u>Chinos</u>	1.120	8,5
<u>Quinteros</u>	219	1,6

Source: A.G.I., Indiferente General, 1527.

Le petit nombre de quintero (quarteron-blanche) s'explique par le fait que les relations sexuelles, elles aussi, étaient conditionnées par les différences ethniques. Les femmes avaient rarement des relations sexuelles suivies avec des hommes d'une "caste" considérée comme inférieure; il n'en allait pas de même pour les hommes car la différence de condition entre les membres du couple, si elle excluait le mariage, justifiait le maintien d'une relation clandestine⁵⁸.

La vie quotidienne des couches populaires était traversée d'affrontements ethniques. Un jour, Isidro Peña, métis né à Pisco, muletier, entre à Lima apportant du bois de Santa Ines et, pour des raisons qui ne nous intéressent pas, une dispute l'oppose à un esclave zambo qui l'attaque, lui lance des pierres, le blesse et le couvre d'injures, le traitant de cholo et lui lançant "d'autres mots malhonnêtes"⁵⁹. Le métis se retrouve à l'hôpital, et sa femme décide d'aller se plaindre au maître de l'agresseur, qui lui réplique "qu'elle était criminelle parce qu'elle était chola". Toujours au cours d'une dispute une femme fut insultée "avec les mots de putain, chola, misérable, indigne et prétentieuse"⁶⁰. Le terme cholo était aussi péjoratif que chapetón ou godo: c'était à la fois une insulte quotidienne très courante et le terme qui désignait les diverses "castes" du pays; son usage à l'intérieur même de ces dernières révèle comme une schizophrénie diffuse. Quelquefois l'agressivité exigeait qu'il fût accompagné d'autres



qualificatifs: le plus commun fut celui de "chien". Des vers de Fray Francisco del Castillo disaient: "Je sais bien que les premiers mots/ que prononce le petit enfant/ c'est chien d'Indien, sale Indien/ et d'autres éloges comme ceux-là". L'association entre le terme de cholo et l'apostrophe canine, témoignait du même raisonnement que celui qui, au XVI^e siècle, avait rassemblé les mots "métis" et perro (chien), et auparavant "maure" et "cochon"; l'explication se trouve dans le mépris pour le mélange et pour la différence, qui va de pair avec l'exaltation d'une prétendue pureté: "il vaut mieux être chien pur/ que monstre issu de chat et de chien"⁶¹ disaient d'autres vers de Castillo.

On peut trouver des marques de cet état d'esprit dans les Actes de n'importe quel Tribunal. Par exemple, un prêtre, jugé pour avoir maltraité une métisse, essaye de récuser le témoignage du mari, car ce dernier est "un quarteron né d'une mulâtresse esclave" et il dit des témoins "deux sur quatre sont des gens de basse extraction, l'une est une zamba et l'autre, une china chola"⁶².

Des bagarres comme celle dont nous avons parlé plus haut, étaient fréquentes dans la ville, où règne une criminalité sans nom, une violence éloignée du brigandage social et qui accentue l'image de Lima comme ville dangereuse⁶³. Un dimanche, en plein jour et tout près de la Place d'Armes, Josefa Camacho, une vendeuse, défiait couteau à la main une mulâtresse appelée Candelaria Peralta, vendeuse elle aussi, Josefa "lui dit de laisser le couteau, puis elles se jetèrent l'une sur l'autre en déchirant leurs vêtements, elles se mordirent et se donnèrent des coups jusqu'à ce que les gens accourent et les séparent"⁶⁴. Un 24 décembre, en pleine fête de Noël, Jacinta Carpio, quinterona, célibataire, de 22 ans, qui travaille à l'occasion comme laveuse, cuisinière ou couturière, enivre sa rivale supposée, pour mieux l'assassiner⁶⁵. Toujours sur la Place d'Armes vers midi, un jour, un tailleur blesse mortellement sa maîtresse, un bouchère: il lui donna au total sept coups de couteau en divers endroits du corps, et il essaya même de lui lancer une pierre sur le crâne alors qu'elle gisait ensanglantée⁶⁶. La place principale est ainsi la scène centrale de la violence, non seulement parce que la potence s'y trouve, mais encore parce que les rixes au couteau y sont de plus en plus fréquentes; la plèbe finit par

l'envahir. C'est aussi un marché où se serrent magasins et boutiques en tout genre: on peut y acheter du poisson et des fruits de mer, de la viande de mouton et de boeuf; dans certains points de vente on prépare divers breuvages, et l'on vend des fruits. Bien que les vendeurs se connaissent par leurs noms et même par leurs surnoms, chacun ignore les problèmes des autres: encore un exemple de fragmentation sociale.

Le "sévice" existait aussi dans les relations entre mari et femme. C'est une accusation courante lors des jugements de divorce ou de séparation de corps. La méfiance et la jalousie sont fréquentes entre les amants. Un rite violent exigeait de marcar (taillader) les fesses de la femme adultère. Les familles d'esclaves semblent, en leur sein, rivaliser de violence avec les aristocrates et les plaintes des esclaves pour cause de mauvais traitement, d'insultes et de coups reçus abondent. "Je me suis marié -dit un esclave- pour faire usage de ma femme et pour avoir la consolation et le soulagement de ses soins"⁶⁷. L'esclave est un bien d'échange dans la société: on l'achète ou on le vend, il change de maîtres, il va d'une occupation à une autre; la femme de l'esclave est un "bien d'usage", condamnée à servir son mari ou son amant pour le reste de ses jours. Mais les femmes ne sont pas toutes soumises; les amancias (concubines maîtresses) savent aussi brandir le couteau et affronter les hommes. Le cas de Pablo Pizarro, Indien de Piura, qui accuse la zamba Manuela Bracamonte de "sévice" n'a rien de surprenant⁶⁸.

Tableau 6
DIVORCES A LIMA

Année	SéVICES	Adultère	Autres	Total
1805	8	3	5	16
1806	11	3	4	18

Source: Archivo Arzobispal, Causas de Divorcio, leg. 84.

Les actes de violence sont fréquents dans les lieux d'amusement où allait la negrada (la "noiraille"), terme ouvertement raciste qu'utilise un document judiciaire de l'époque. L'un de ces endroits était l'Auberge de Miraflores, aux alentours de la ville, où "la musique ou les divertissements des tambours des nègres, est la cause de l'ivresse qui entraîne des disputes et d'autres désordres". Il est fréquent que les bandits aillent dans les auberges dépenser leur butin. C'est alors que quelques Espagnols présentent devant le Gouvernement Supérieur un recours exigeant la fermeture du local considéré comme dangereux, ce à quoi quelqu'un répondra que semblables auberges sont nécessaires pour "contenir les désordres qui, sans eux les amusements publics se produiraient forcément dans le peuple"⁶⁹. Autrement dit, la violence est tolérée dans la plèbe on évite ainsi qu'elle ne s'en prenne aux maîtres.

Castillo décrivait les ruelles de Lima -Petateros, Belen, Matamandinga, San Jacinto ou La Recoleta- comme des endroits étroits, "réservés et longs", où vivent les voleurs et les prostituées, où le vol et le crime fleurissent. Il est évident que l'on ne peut pas prendre ces remarques comme une description sociologique précise, mais outre qu'elles reflètent la peur que certaines couches sociales éprouvaient face aux secteurs subalternes (les "classes dangereuses" de la ville), elles correspondent à une réalité.

On retrouve l'ambiance des auberges et des ruelles dans les chinguas (bistrot) et les chicherías: lieux de divertissement situés à l'intérieur de la ville, pauvres et malpropres, où l'on consomme de la chicha (boisson favorite des Indiens ou des métis) et du guarapo (l'eau-de-vie que boivent les esclaves), à côté de quelques plats excessivement relevés pour le goût espagnol (les picantes). Journaliers ou artisans, voire voleurs et maraudeurs fréquentent ces endroits, que hantent indistinctement hommes et femmes; tous, par le seul fait de s'y réunir, deviennent immédiatement "gens suspects" pour l'Hôtel de Ville de Lima. Ces endroits attirent l'attention du Vice-Roi Abascal lui-même lorsqu'il apprend que dans un bistrot un Noir a reçu en pleine figure un coup de pistolet à poudre et sel, et il ordonne leur fermeture; mais on lui objecte ingénieusement: "La prohibition absolue

produira probablement des conséquences pires: car dans une ville de cette dimension on doit permettre à la populace un épanchement propice à sa classe, de même qu'aux gens cultivés les cafés et les liqueurs"⁷⁰. L'Hôtel de Ville ferma tout de même des boutiques trop scandaleuses, mais en général la tendance fut de les maintenir dans les quartiers marginaux, comme le faubourg de San Lazaro. Même pour les divertissements il était nécessaire de garder les distances: les cafés pour l'aristocratie, les bureaucrates et les intellectuels; les bistrotts et les auberges pour les artisans, les esclaves ou les journaliers. Pourtant, deux divertissements majeurs prirent une tournure pluri-classiste qui supprimait momentanément les différences sociales: les combats de coqs et les courses de taureaux. Chacun avait sa scène propre: le colisé de coqs à l'Hôpital de San Andres⁷¹ et une arène pour les courses de taureaux construite récemment (1768) et de proportions monumentales (8.000 personnes) vue la taille de Lima.

De nombreux voyageurs anglais ou français ont décrit les corridos, en ne cachant ni leur horreur ni leur répugnance devant un spectacle qu'en personnes "éclairées" ils ne manquaient pas d'appeler barbare. Basil Hall, un marin écossais qui visite Lima en juillet 1821, décrit une corrida spécialement sanglante: le toréador est attaqué par l'animal, sur qui s'élancent immédiatement, couteau à la main, deux volontaires venus du public, déchaînant l'enthousiasme de tous les assistants, parmi lesquels on compte non seulement des hommes, mais aussi des femmes et des enfants. Hall est moins étonné de ce qui se passe sur l'arène, que de l'enthousiasme de la foule; bien que son récit soit une occasion pour le voyageur de montrer à ses lecteurs horrifiés, le mépris qu'un "Européen cultivé" doit éprouver pour ces coutumes, il offre aussi à ce sympathisant du libéralisme le moyen d'associer taureaux et esclavage comme symboles de la domination coloniale à Lima. "Dans tous les cas en Amérique du Sud où la cause de l'Indépendance a triomphé, on a pris invariablement deux mesures comme chose naturelle: une, l'abolition de la traite de Noirs et, si possible, de l'esclavage; l'autre, la suppression des courses de taureaux"⁷². Au Pérou, pour l'abolition définitive de l'esclavage on dut attendre jusqu'en 1854; les courses de taureaux existent toujours, et bien que le temps ait atténué la violence du spectacle, la stratification sociale du public demeure.

5. Vivre séparés: la pêche et les pêcheurs

Ni la structure sociale ni le paysage de Lima et de la côte pendant le XVIII^e siècle ne se comprennent sans la pêche: la proximité de la mer et la pente douce du terrain firent apparaître des communautés de pêcheurs sur un littoral où alternaient -aun moins de Huacho à Paracas- petits caps et baies, amples plages et endroits protégés du vent et des vagues, et qui longeait une mer à la faune exceptionnellement prodigue. La pêche fut toujours un élément décisif de l'économie régionale pour l'autosubsistance; la demande étendait d'ailleurs la commercialisation des produits de la pêche à des endroits éloignés, jusqu'aux centres urbains de la serranía⁷³.

Vers 1786, Manuel Veas, un Espagnol demeurant à Lima, put constater que le poisson malgré une forte demande était relativement cher et de médiocre qualité. Il eut alors l'intuition qu'il pouvait créer une entreprise prospère s'il achetait une embarcation de moyen tonnage avec laquelle il pêcherait en haute mer de grosses quantités de poisson, et minerait les précaires embarcations indigènes. Le projet de Veas représentait le début de la transformation d'une activité artisanale, et aussi la fin d'un monopole qui, disait-on, conditionnait l'approvisionnement en poisson de la ville depuis sa fondation: la pêche était "livrée", d'après la version de l'Hôtel de Ville de Lima, "au bon plaisir et à la fainéantise des Indiens"⁷⁴, qui pêchaient où et quand ils le voulaient, imposant même leurs prix aux consommateurs urbains. Quelque temps plus tôt au XVI^e siècle, lorsque l'immigration africaine avait à peine commencé et que le peuplement indigène de la côte diminuait considérablement, on pouvait observer des Noirs -selon James Lockhart et Frederick Bowser- occupés à la pêche en qualité d'auxiliaires des Espagnols propriétaires de petits bateaux⁷⁵. Cette situation semble avoir disparu deux siècles plus tard; lorsque Veas présenta sa demande formelle au Gouvernement Supérieur et acheta son bateau, il découvrit que la "liberté de pêche" que le Visitador Escobedo avait décrétée à peine quelques années auparavant avait une forte assise juridique. Tout semblait donc aller pour le mieux. On pouvait même supposer que le nouvel entrepreneur aurait des émules, étant donnée la tradition de pêche des Basques, qui formaient alors le groupe le plus

dynamique de la population espagnole de Lima. Cependant, toutes les conditions requises ayant été remplies, il ne restait au nouvel entrepreneur qu'à présenter au greffier son inscription comme pêcheur; or Manuel Veas ne se présente pas et malgré les enquêtes, les avis de recherche, il reste introuvable: simplement il disparaît et, bien qu'en décembre de cette même année le Gouvernement Supérieur affirme à nouveau la liberté de pêche, personne n'essaiera de reprendre son projet. Tout se passe comme si la tradition réservait la pêche aux indigènes. Au Nord, à Païta, à la fin du XVIII^e siècle, la situation se modifie avec le développement de la pêche à la baleine.

La pêche durant la Colonie ne fut pas toujours la continuation d'une activité préhispanique. En certains endroits, elle correspondit à un choix de la part de communautés pauvres en terres, étranglées par l'extension des haciendas et désireuses de vivre à l'écart des Espagnols. C'est ce qui se passe à Surco: cette vallée fut le siège d'une expansion agricole sucrière précoce, qui s'intensifia dès le début du XVIII^e siècle, lorsque les cultures de canne à sucre commencèrent à entourer le vieux village de Santiago et assiégèrent également les communautés voisines. De nombreux paysans trouvèrent un abri dans le village de Chorrillos, fondé en 1688, une petite anse de pêcheurs proche de Lima, endroit primitivement peuplé par des Indiens de Huacho et Surco. Quelque temps plus tôt, d'autres petites anses comme Vegueta, vers le nord de la capitale, avaient vu leur population augmenter grâce à l'immigrations provenant de la sierra. Feyjoo de Sosa fut le premier à avancer la thèse que la pêche était un mécanisme de protestation silencieuse devant les spoliations de terres, ce qui a amené Pablo Macera à proposer l'expression de "suicide rural"⁷⁶. En quelque sorte, des indigènes provenant de diverses ethnies inversèrent la direction des tendances migratoires préhispaniques, qui allaient des plaines et des punas et de la côte vers les vallées interandines, lorsque, au temps de la Colonie, ils quittèrent ces mêmes vallées pour aller vers les hautes terres ou la côte, passant de l'agriculture à l'élevage ou à la pêche. Pour ceux qui choisirent cette voie, la pêche correspondit à une sorte de régression économique.

Activité traditionnelle ou conséquence d'immigrations récentes, ce qui est certain c'est que les communautés de pêcheurs proliférèrent

sur la côte centrale. C'étaient toujours des villages peu importants, voire réduits: comme dans les petites anses de Magdalena près de Pisco; Bujama, Playa Grande, à Cañete; San Pedro, La Chira, Ancon, proches de Lima, etc. A la fin du XVIII^e siècle, Ancon, par exemple, avait à peine 63 habitants, répartis, suivant un apparent équilibre démographique, en 33 hommes et 30 femmes. Des chiffres comparables apparaissent pour La Chira. Dans toutes ces petites anses la population était majoritairement indigène. Tandis que sur l'ensemble de la côte les Indiens représentaient à peine 26% de la population totale, à Chilca et Huacho, les deux localités de pêcheurs les plus importantes de la région, ils en représentaient 99% et 97%, respectivement. A Nuestra Señora de la Asuncion de Chilca, face à plus de 2.000 Indiens, il n'y avait que trois Espagnols et, à peine cinq prêtres, malgré la richesse de l'église du village; il n'y avait ni esclaves ni métis semble-t-il, on n'en recense que trois, qui furent inscrits comme zambos. Le même profil démographique se retrouve à Huacho; là non plus, il n'y avait pas de métis; à peine 30 esclaves, dont on peut expliquer la présence par l'existence des domaines sucriers voisins; seulement 13 Espagnols, accompagnés de deux curés⁷⁷. Le cas de ces endroits où, à côté de l'anse préhispanique, est apparu le port espagnol est significatif. Ce fut le cas du Callao, où au XVIII^e siècle, encore, persistait, nettement à l'écart, le village de pêcheurs connu comme Piti-Piti: en 1712 il figurait sur une carte divisé en deux secteurs appelés neuf et ancien, situés respectivement sur les deux côtés de la prison du Callao, avec une configuration semblable: une seule rue autour de laquelle se serraient en désordre cinq ou six manzanas (pâté de maisons) dissemblables⁷⁸.

Les Indiens pêchaient et commercialisaient le poisson. Dans certains cas, comme à La Chira, vue la proximité de Lima, ils pouvaient atteindre la ville après une marche épuisante à travers les arenales (zones sablonneuses); ailleurs, il fallait se servir des mules, les Indiens s'initiaient ainsi au travail des muletiers, activité traditionnellement réservée aux métis. De nombreuses communautés de pêcheurs étaient situées dans des endroits isolés, entourés d'arenales, éloignés des routes terrestres, et les voyageurs ou les fonctionnaires coloniaux

ne les visitaient presque jamais. Vegueta, par exemple, était entourée de marécages insalubres qui constituaient une barrière naturelle pour les curieux. La majorité des communautés était conforme à ce modèle, mais celles qui eurent le plus de succès furent celles qui réussirent à joindre à la pêche d'autres activités. A Chilca, à côté d'une mer aujourd'hui encore très riche, existaient des marais salants où s'approvisionnaient même les villages serranos limitrophes, des lagunes propres à la pêche au muge; de plus, les villageois avaient réussi depuis quelques siècles déjà (les premiers terrains de culture du haricot du Pérou -pallar- dans la région datent de 8.000 ans auparavant) à faire reculer le désert grâce aux chacras hundidas: un ensemble d'excavations qui permettaient d'atteindre la couche fréatique et de semer. La pêche soutenait l'agriculture, quelques espèces comme l'anchoveta (sorte d'anchois), en effet, servaient d'engrais: on introduisait dans la terre un petit poisson et une graine, ce qui permettait, d'après la pratique traditionnelle, d'augmenter les rendements agricoles. Les marais salants, à leur tour, permettaient la salazón (salaison) et la conservation du poisson. Ces procédés se retrouvent à Huacho, où il y avait aussi de riches marais salants, capables d'approvisionner toute la vallée et dont le produit était commercialisé jusqu'à Lima. Aux alentours du port, des petits propriétaires, indigènes pour la plupart, développèrent le maïs et d'autres cultures vivrières. Le commerce local très actif faisait de Huacho la localité la plus riche en mules de toute de la province de Chancay⁷⁹.

La croissance démographique du XVIII^e siècle toucha les communautés de pêcheurs, si bien que certaines normes devinrent plus rigides, spécialement celles qui prescrivaient une séparation nette entre les plages. Une communauté ne pouvait pas pêcher à Chorrillos ou à Chilca, et vice versa. Tout cela entraîna plusieurs procès entre les Indiens; au cours de l'un deux, qui eut lieu en 1784, le procureur conclut en considérant que la pêche était un bien public, d'où "il semble, à première vue, qu'il serait convenable d'ouvrir la pêche, non seulement aux Indiens, mais à toute les autres castes"⁸⁰.

Pourquoi la pêche n'était-elle pas ouverte à tous? Le fait qu'elle fût une activité de longue date sur la côte péruvienne, n'est pas une

explication suffisante: elle ne satisfait pas les Espagnols, qui ne purent éviter de se poser la question. Nous revenons ainsi à la tension ethnique. La réponse semble se trouver dans l'isolement des communautés de pêcheurs, qui permettait aux Indiens de vivre séparés des Espagnols et des autres groupes ethniques. L'idée de la séparation des "castes" fut, au début de la Conquête, imposée par la législation coloniale. Avec le temps, les Indiens trouvèrent dans cette séparation une protection contre les préjudices causés par le contact avec les Espagnols, et ils établirent comme un idéal (actuellement recueilli dans le mythe d'Inkarri) le fait de "vivre séparés". De la même façon, à Lima s'établit le cercado (clôture) d'Indiens, une sorte de ghetto colonial aux marges de l'enceinte urbaine et qui, malgré la croissance de la ville, demeura un quartier d'Indiens⁸¹. Bien qu'inclus dans les murailles de la ville, le cercado était séparé de celle-ci par quelques terrains vagues, le plan en échiquier y était remplacé par un entrecroisement confus de rues semblable à celui de n'importe quel village andin. Le cercado avait son propre corregidor, y fonctionnait une Ecole de Curacas, destinée à l'éducation de l'élite indigène. Ailleurs, là où la population indigène s'était énormément réduite, la séparation fut le dernier recours pour essayer de maintenir les coutumes et les habitudes traditionnelles. A Ica, par exemple, la division en deux villes fut évidente: San Juan, ville d'indigènes, où il y avait peu de métis et d'Espagnols et où ni esclaves ni "castes" ne furent recensés; et, à côté, Ica, où les métis et les Espagnols prédominaient, et où au contraire on ne comptait pas d'Indiens⁸². La séparation entre Huacho et Huaura obéissait à des critères semblables; même un petit village comme Bellavista était séparé en deux: un quartier d'Indiens et un quartier réservé aux "castes".

La communauté de pêcheurs avait une fonction isolante, vitale dans un pays "occupé" pour une culture qui se sentait menacée. Elle montre aussi que pour les secteurs indigènes les plus rebelles à l'influence coloniale, la séparation consacrait l'éloignement non seulement par rapport aux Espagnols mais aussi par rapport aux Noirs et aux groupes issus des unions mixtes: les "métis" et les "castes". Les pêcheurs vivaient, donc, éloignés des villes et des haciendas, c'est à dire à

une prudente distance des administrateurs coloniaux (percepteurs des tributs, corregidores ou intendentes) et aussi des curés et des églises. La plèbe ne pratiquait pas la pêche.

Une description de la communauté de pêcheurs de Chancay insistait sur le fait que seuls les membres de la communauté pêchaient là, personne d'autre ("castes" ou même leurs voisins de Huacho) n'avait le droit de partager leurs activités. Une autre description plus précise fait référence à l'endroit appelé Playa Grande, à Cañete, et précise que "les indigènes de la province de Cañete qui viennent s'y établir vivent comme des Maures sans maître, car ils pratiquent l'adultère avec une liberté totale et ils vont jamais à la messe. Ils ne se confessent jamais. Ils ne s'instruisent pas, ni ne remplissent la moindre charge dans le village, comme le font ses habitants, abandonnant ainsi leurs villages, leurs obligations, et ce qui est plus important la Religion Chrétienne". Plus loin ce même témoignage comparait les pêcheurs à des "barbares", à des "gentils" et qualifiait "d'irréligeux" et "fanatiques" ces hommes qui vivaient "absorbés uniquement par la satisfaction de leurs vices"⁸³. A Lurin, dont les habitants pêchaient sur des embarcations de totorá (massette), d'après un rapport de l'expédition Malaspina, il y avait du "temps pour le loisir" et les Indiens semblaient peu attirés par le travail; c'est-à-dire qu'ils refusaient de se soumettre aux Espagnols⁸⁴. Le qualificatif de "fainéant", si fréquemment attribué à l'indigène, semblait en réalité un synonyme d'homme libre.

Sur la côte, la vie des communautés de pêcheurs obéissait à son propre rythme. Celui-ci n'était ni conditionné par l'arrivée des bateaux au Callao, ni gêné par les fluctuations des prix des blés, ni convulsionné par les rébellions andines ou par les guerres européennes. C'était une vie de routine, libre. Eloignée de la violence quotidienne de la ville coloniale, indifférente aux contraintes de la morale chrétienne et de ce fait, propre à susciter le rêve idéaliste des voyageurs (ou des historiens). Il est difficile, à cause de leur isolement du reste de la société, de trouver des références aux pêcheurs dans les archives. De la même façon qu'ils vivaient à l'abri des fonctionnaires coloniaux, ils n'étaient pas non plus pris en considération par les enquêtes bureaucratiques; par exception seulement ils apparaissent

sur les recensements, et sans les litiges qui opposèrent les communautés entre elles vers la fin du XVIII^e siècle, les références seraient encore moins nombreuses. C'est une histoire distante du nombre, impossible à mesurer.

La pêche, nous y insistons, ne remplit pas seulement une fonction économique; elle fut aussi un soutien pour la culture indigène de la côte. Ce souci de "vivre séparé" put être constaté quelques années plus tard par le voyageur suisse Tschudi, qui visita vers la fin des années 1830 le petit village de Chilca et qui nota sur son carnet de voyages: "En peu de villages les Indiens ont évité aussi soigneusement qu'il ne l'on fait à Chilca tout mélange avec des gens qui ne soient pas de leur race". Quelque temps plus tôt, un autre récit de voyage disait que les habitants de Chilca refusaient de vivre avec des "gens d'autres castes"⁸⁵.

6. Une comédie humaine: les Traditions

Cette Lima du XVIII^e siècle, que nous avons essayé de dessiner à partir de ses personnages dominants, trouva un interprète exceptionnel en la personne de Ricardo Palma et dans le style particulier des Traditions: bref récit, où l'histoire se mêle à la fiction, résumant une époque en une anecdote. Des 453 Traditions incorporées aux Oeuvres Complètes de Palma, la grande majorité ont Lima pour décor. La Colonie l'emporte largement sur le reste de l'histoire péruvienne; tandis que l'on connaît à peine six Traditions sur les Incas et la Conquête et 51 sur la République, plus de 200 font référence à ces trois siècles. Palma éprouva un intérêt tout particulier pour l'époque à laquelle nous consacrons cette étude. En nous en tenant à une élémentaire comptabilité thématique, nous pouvons indiquer que 166 histoires, 37% du total, se situent entre 1760 et 1830⁸⁶. On pourrait en ajouter six autres dites de salsa verde ("épiciées" ou "salées"): picaresques et au langage plus libre. Dans tous ces récits, écrits à partir de 1854, Ricardo Palma s'emploie à présenter au lecteur péruvien une image de son passé, mais, de fait, cette image conduit à l'identification entre histoire nationale et Colonie, laquelle, à son tour, se confond avec le destin d'une ville et, enfin, avec les événements d'un moment déterminé: le passage de la Vice-Royauté à la République.

On a reproché à Palma d'avoir fabulé sur Lima: il aurait soi-disant représenté, sous le voile de quelques références documentaires, une ville paisible, habitée par "une galerie de courtisans respectueux et respectables"⁸⁷, à la joyeuse et irresponsable résignation. Face à la frustration républicaine, la société coloniale aurait présenté le spectacle d'un monde serein, exempt de conflits sociaux, véritable et inaccessible Arcadie où les chemins de l'imagination peuvent nous permettre de retourner. Cette mythification aurait réussi à dissimuler le vrai visage de la ville et aurait substitué dans la mémoire des habitants de Lima, "le mensonge à l'histoire". Telle était vers 1965 la conclusion d'un essayiste passionné qui s'en prit violemment à Ricardo Palma l'accusant d'avoir créé un "stupéfiant littéraire" qui empêchait d'affronter le véritable visage de Lima, l'horrible. Les critiques de Salazar Bondy furent acceptées presque sans réserves; le montage narratif des Traditions était évident, mais il reste à expliquer pourquoi elles furent aussi massivement prises pour argent comptant. Pour Julio Ramon Ribeyro -un autre narrateur contemporain, obsédé lui aussi par Lima-, l'explication était finalement assez simple: "Si l'image palmienne de Lima subsiste, c'est parce que personne n'a été capable de nous en débarrasser"⁸⁸. L'affabulateur aurait donc été, après Pizarro, le deuxième fondateur de la ville.

Mais, l'inventa-t-il vraiment? Ricardo Palma se définissait lui-même comme historien, qualité qui lui fut toujours refusée par les critiques littéraires, sinon par des chercheurs comme Raul Porras. Il est évident qu'il n'a pas pour le document historique la considération "à ras de texte" d'un Paz Soldan ou d'un Mendiburu: ses références sont imprécises et il fait souvent appel à l'intuition. Bien plus: il semble considérer que l'important n'est pas comprendre l'événement exact, tel qu'il eut lieu, mais les tendances fondamentales d'un moment, c'est pourquoi selon lui le narrateur a le droit d'avoir recours à l'imagination. Histoire et littérature se complètent chez Palma, comme chez tous les historiens romantiques. Il y a donc pas pour lui d'opposition absolue entre la réalité et la fiction. La question est de savoir dans quelle mesure ce chemin là conduit ou non à la société coloniale, ce qui exige de relire les Traditions et d'en comparer les pages avec l'image de la ville que nous avons présentée jusqu'ici.

La première chose qui attire l'attention est l'absence de complaisance dans la peinture de la Colonie. Haya de la Torre et Mariategui avaient remarqué que la moquerie, l'ironie et la satire -autres éléments des Traditions- étaient compatibles avec un esprit libéral et anticlérical. Pour appuyer leurs dires, on peut ajouter que Palma n'éprouve aucun scrupule à justifier l'assassinat d'un oidor, critique durement les corregidores, qu'il éprouve de la compassion pour les prisonniers et de la sympathie pour des personnages qui étaient justement aux antipodes des vice-rois; par contre, à chacun de ceux-ci -comme signala Porras- il donne un surnom et, ainsi défilent le Vice-Roi Temblecón (tremblotant), "celui des miracles", "celui des concombres"⁸⁹.

Les Traditions qui nous intéressent -celles qui racontent des faits survenus entre 1760 et 1830- ont pour décor les boulangeries, le colisée, les rues de la ville, le faubourg de San Lazaro, une boutique ou une cantine; par contre, l'histoire se passe rarement dans une hacienda, un grand établissement commercial ou une élégante maison de Lima. Le décor de la Lima de Palma comprend aussi la potence et la prison. Sur la scène évoluent des personnages comme les bourreaux Pancho Sales et Grano de Oro, Valentin "le voleur"; ils côtoient des malfaiteurs, des vendeurs, la comédienne Perricholi, l'Aveugle de La Merced, des mendiants de l'Alameda de Los Descalzos et de Santo Domingo, quelques esclaves, le fou Ramon Chicheño ("Ouim'sié"), une couturière... Pas de héros et si les précurseurs de l'Indépendance sont peu nombreux, il est faux qu'il ne soient qu'une ramassis de courtisans; les personnages du peuple abondent, tandis que pour la classe dirigeante de la ville on fait, à peine, mention de quelques hacendados, marchands et "mineurs".

Pour se renseigner sur ses personnages, Palma recourut à diverses sources qu'il prit soin d'inclure dans ses Traditions. En premier lieu figurent les manuscrits provenant de la collection Zegarra, des papiers divers de la Bibliothèque Nationale et de vieux manuscrits des Archives Nationales, un ensemble de documents qui, même s'ils ne témoignent pas d'une "érudition sélée", oblige à penser que l'imagination ne fut pas son unique ressource. A côté de la lecture de documents historiques figure celle d'historiens comme Mendiburu, de sociologues comme Fuentes

et de témoins comme Miller. Tout ces textes furent interrogés par un écrivain qui, en quelque sorte, put encore arriver à voir la Lima coloniale. Ricardo Palma naquit en 1833 et fut élevé en plein centre de la ville, dans la rue Puno, près du marché et des quartiers "hauts", où circulaient des marchands, des colporteurs et beaucoup de ces personnages dessinés par Pancho Fierro. Les dimensions de la Lima où se déroula son enfance étaient semblables à celle de la Lima d'Amat ou d'Abascal; les remparts existaient toujours et le tracé des rues n'avait pas été modifié. Palma put visiter le théâtre de ses Traditions, entre autres le colisée. Quelques récits lui furent transmis oralement, il profita ainsi "d'un vieux et très, très grand disent d'histoires", des "vieilles de Lima", d'un parent ou il eut recours à ses souvenirs personnels: "J'étais encore jeune lorsque j'entendis la phrase". Ainsi, les Traditions peuvent-elles également être lues comme des récits oraux. Celles dont l'histoire se passe entre la fin du XVIII^e siècle et le début du suivant, faisaient partie de la mémoire immédiate de la ville. Bien avant d'être un genre littéraire, les Traditions étaient un élément de la culture populaire. En fait, Palma ne fut pas le seul à vouloir se détourner de l'imitation littéraire stérile de l'Europe, pour introduire les récits populaires dans l'écriture. Il ne fut pas le seul, mais il fut le meilleur, soit à cause de son habilité verbale, soit parce qu'il finit par édifier une espèce de "comédie humaine", où il semble bien difficile de démêler le fruit de ses recherches ou de son imagination, de la mémoire collective.

Ricardo Palma présente une image de la société coloniale d'où, pour la période qui nous intéresse, les Indiens sont absents et, bien qu'il y ait des esclaves, la majorité des personnages se situe dans ce que nous appelons la plèbe de la ville, qu'il traite, au moins, avec neutralité, tandis qu'il n'épargne à l'aristocratie ni les critiques ni les reproches ou les moqueries, par exemple, à propos des titres nobiliaires dans Un caballero de hábito. Ainsi, Lima apparaît-elle toujours scindée entre aristocratie et plèbe: "Le deuxième jour de Noël de l'an de grâce 1790, grands et petits, gens huppés et plébéiens, tous parlaient de la même chose"⁹⁰; "tout Lima, nobles et plébéiens, matrones et demoiselles, gens douteux et honnêtes gens"⁹¹; ailleurs il

oppose nobles et peuple⁹². Les couches moyennes sont peu représentées, elles apparaissent par exemple en la personne de Benedicta Salazar, la couturière de la Marquise de Soto Florido; également peu d'intellectuels (Unanue, Baquijano). L'explication en est sans doute que les Traditions ont comme théâtre la ville et ses rues, peuplées au XVIII^e siècle par les esclaves, les tacherons ou ces gens sans métier, qui sortaient "à la recherche d'une journée". Là vivait la plèbe.

Le dernier reproche fait à Palma est de ne pas avoir produit de type social de la Colonie. Dans les Traditions apparaissent divers aristocrates, mais on ne voit pas l'image sociale de l'aristocratie. On voit la plèbe, mais pas le plébéien. C'est un reproche injustifié. Eviter une typologie fut, sociologiquement, la plus grande réussite de Palma, surtout si nous considérons que plusieurs de ses personnages appartenaient aux classes populaires urbaines prolifiques en biographies impossibles à résumer en une seule. Cette somme de destins particuliers, au sens strict, ne réussit jamais pas à constituer une classe sociale, tout au plus un ensemble aussi hétérogène que désagrégé. Les formes artistiques adoptées par ses interprètes eurent toutes le même caractère fragmentaire: dizains de Castillo, aquarelles de Fierro et Traditions de Palma. Au lieu d'un roman ou d'un vaste fresque historique, la génération qui suivit l'Indépendance, trouva, pour comprendre sa ville, un instrument convenable dans cet ensemble épars de récit, où se mêlaient souvenirs, fiction et documents.

C'est ainsi que le style de la plèbe contamina l'ensemble des "classes populaires" -sauf les Indiens de la côte, aux destins véritablement marginaux- qu'il se propagea dans la ville dont il séduisit le deuxième fondateur. La Lima de Ricardo Palma est la Lima plébéienne, le narrateur nous présente le vrai visage de la ville. En fait, comme on le verra tandis que l'aristocratie fut emportée par le grand vent de l'Indépendance, le destin de la plèbe continua à se confondre avec celui de Lima.

* * *

Revenons sur une question posée quelques pages plus haut: Qu'est-ce que la plèbe de Lima? Evidemment elle n'est pas comparable à ces

multitudes pré-industrielle étudiées par George Rude; elle n'est pas composée de personnages semblables à ceux qui prirent la Bastille ou qui firent les journées de juillet 1789 dans les rues de Paris. Les petits propriétaires (propriétaires de cajones, boutiques et chinganas) se trouvent sur la rive opposée et -comme on le verra- ils furent même des victimes de la plèbe⁹³.

Bien que la conduite quotidienne soit marquée par la violence, Lima n'est pas le théâtre d'émeutes populaires fréquentes et la plèbe n'a pas l'impétuosité tumultueuse des basses classes de l'ancienne Rome. Elle ne peut pas modifier le destin de la ville: la politique, dans le sens de "chose publique", n'existe pas, voilà pourquoi la Place Principale, ailleurs centre de réunion et d'échange de nouvelles, n'est ici qu'un marché populaire. La plèbe de Lima n'intervient pas -comme à Rome- dans la désignation des autorités. L'aristocratie n'a d'autre part aucun intérêt à l'organiser ou à la mobiliser. Au contraire, elle cherche à maintenir ou accroître la fragmentation des travailleurs et l'opposition des intérêts⁹⁴.

En ce sens la plèbe ressemble aux marginaux des villes médiévales car, vouée au mépris social, elle n'a pas de liens avec les associations corporatives et elle résiste à reproduire la cellule familiale. Egalement, son insertion dans l'appareil productif n'est ni constante ni définie⁹³. Mais le terme de marginal évoque immédiatement l'image d'une minorité et l'adoption volontaire ou imposée d'un style de vie détaché de l'ensemble de la société. Ce qui n'est pas le cas de la plèbe de Lima. Son poids social -comme celui des léperos mexicains- s'accrût parce que, en plus d'augmenter en nombre, elle réussit à étendre sa pratique à l'ensemble des couches populaires de la ville. D'autre part, son existence était indispensable au fonctionnement d'une économie où le marché de travail quoique limité était très fluctuant. L'instabilité du travail, la diversité des emplois sont nécessaires dans une ville dont l'activité dépend non seulement des incertitudes de la production agricole des vallées voisines, mais encore de l'arrivée des bateaux dans le port du Callao et des variations de la demande du marché interne colonial. Lorsque les frégates provenant de Valparaiso arrivent, par exemple, on a besoin de dockers qui transportent le blé au port et de

là aux magasins de Bellavista; de muletiers qui le livrent ensuite aux moulins de Lima; les employés des boutiques trouvent du travail; les cantines du port se raniment avec l'arrivée des matelots... Mais ceci n'arrive pas tous les mois, et il n'est pas exceptionnel de trouver dans les archives des personnages qui vont au port chercher du travail sans succès⁹⁵, des Noirs maintes fois obligés de revenir sur les places de Lima à la recherche d'un salaire journalier⁹⁶. La plèbe était fonctionnelle parce qu'elle permettait, en outre, de maintenir les rémunérations à un niveau très faible. Comment donc appeler marginaux ceux qui soutiennent le système colonial et qui représentent la majorité de la population de Lima? Le terme, en revanche, pourrait s'appliquer à ces Indiens de la côte, éloignés des Espagnols comme des mulâtres, qui s'obstinaient à vivre "séparés" loin de l'aristocratie et de la plèbe, ailleurs.

Notes

¹ B.N., Lima, D 635, 1812. Sur les voyages, leurs inconvénients et accidents dans la côte voir aussi Museo Naval de Madrid, Expedición Malaspina, ms. 119, "Descripción de la Intendencia de Lima".

² A.G.N., Real Audiencia, Causas Criminales, leg. 129, cuad. 1567, 1814.

³ Loc. cit.

⁴ A.G.N., Real Audiencia, Causas Criminales, leg. 114, cuad. 1378, 1808.

⁵ Tord, Javier y Carlos Lazo, "Economía y sociedad en el Perú colonial. Movimiento social", dans Historia del Perú, t. V, Lima, Editorial Juan Mejía Baca, 1980, p. 298.

⁶ A.G.N., Real Audiencia, Causas Criminales, leg. 114, cuad. 1382, 1808.

⁷ Lazo, Carlos y Javier Tord, "El movimiento social en el Perú virreinal", dans Histórica, vol. I, n. 1, juillet 1977, p. 81. "Ils déclaraient tous avoir un métier, mais pas forcément un travail. Une bonne partie d'entre eux faisait vivre une famille. Lors de son procès

(en 1731), le brigand métis Atanasio Gómez se justifia en déclarant que la pauvreté l'avait réduit à cet état (AGNP, Audiencia, Crimen, leg. 48, c. 549, f. 40; 1731)".

⁸ A.G.N., Tribunal de la Acordada, leg. 1. Description, accompagnant le dessin d'un chafalote, dont les parties principales étaient: "une lame vieille, rouillée, per tranchante, qui a encore quelques dents sur le bord", "pignée en bois couverte d'acier" et "pommeau".

⁹ Valdizán, Emilio. Los locos en la Colonia, Lima, San Martín, 1919, p. 26.

¹⁰ Braudel, Fernand. La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II, Paris, Armand Colin, 1966, t. II, p. 85.

¹¹ A.G.N., Real Audiencia, Causas Criminales, leg. 1081, cuad. 1307-A, 1801.

¹² A.G.N., Temporalidades, leg. 3.

¹³ A.G.N., Real Audiencia, Causas Criminales, leg. 74, cuad. 903, 1792.

¹⁴ A.G.N., Superior Gobierno, leg. 27, cuad. 803, 1798.

¹⁵ A.A., Inmunidades, leg. 1744-1783.

¹⁶ Valdizán, Emilio, op. cit. Voir aussi les références que proportionne Terralla y Landa. Francisco del Castillo, dans sa description du Callejón de Petateros, près de la Place Principale, dit que "C'est là que, à toute heure/ on sacrifie à Venus,/ grâce à ses infâmes/ immondes prêtresses", Vargas Ugarte, Rubén S.J., Obras de Fray Francisco del Castillo Andraca y Tamayo, Lima, Studium, 1948, p. 37. "Portalera" était synonyme de "prostituée". Voir aussi A.A., Inmunidades, 1744-1783 et 1783-1831.

¹⁷ Vicens Vives, Jaime. Historia social y económica de España y América, Barcelona, Teide, 1950-59, t. III, pp. 550-552.

¹⁸ A.G.I., Lima, 751.

¹⁹ A.G.I., Lima, 797.

²⁰ Haencke, Tadeo. Descripción del Perú, Lima, Imp. El Lucero, 1901, pp. 93 et 94.

- 21 B.N., Madrid, mss. 19262.
- 22 A.M., Actas de Cabildo, janvier 1790. Voir aussi Córdova y Urrutia, José María, Las 3 Épocas del Perú, Lima, 1844, pp. 34 et 55.
- 23 A.G.I., 1527. Mercurio Peruano, n. 119, 23 février 1792, p. 124. A.A., Pobres, ss. XVIII-XIX, leg. 1.
- 24 Terralla y Landa, voir Ayanque, Simón, Lima por dentro y por fuera, Paris, Imprimerie Rueff et Cie., 1924, p. 18.
- 25 A.G.N., Inquisición, Siglo XVIII, leg. 6.
- 26 Macera, Pablo, Trabajos de historia, Lima, Instituto Nacional de Cultura, 1977, t. 2, pp. 218-219 et 250-262.
- 27 Mendiburu, Manuel. Diccionario histórico biográfico, Lima, Imprenta Enrique Palacios, 1932, t. II, p. 321.
- 28 A.G.N., Tribunal del Consulado, H-3, LN 907, Libro de Juntas, 1770-1788. Voir aussi A.G.N., Tribunal del Consulado, Contencioso, leg. 155.
- 29 A.G.N., Tribunal del Consulado, H-3, LN 1031, Libro de Informes y Consultas 1779-1785, ff. 53, 54, 54v.
- 30 Macera, Pablo, op. cit., t. 2, p. 203. "Un Espagnol intelligent de Lima, don Matías de la Reta, établit des métiers à tisser et d'autres machines pour tisser le coton et confectionner quelques articles ordinaires du même matériel". Stevenson William, "Memorias sobre las campañas de San Martín y Cochrane en el Perú", dans Relaciones de viajeros, Colección Documental de la Independencia del Perú, Lima, 1971, t. XXVII, vol. 3, p. 192. Voir aussi, A.G.N., Juzgado de Secuestros, leg. 2, information sur les usines de laine et poudre. La poudrerie approvisionnait presque toute l'Amérique du Sud hispanique. Fuentes, Manuel, Guía del viajero de Lima, Lima, Librería Central, 1860, p. 115.
- 31 Pour ces observations, nous nous sommes servi de plusieurs dossiers du A.A., Causas Criminales de Matrimonios, legs. 11, 12, 13 et 14; Inmunidad, 1744-1783 et 1783-1789; Pobres, leg. 1. Quant à la "culture coloniale urbaine", elle serait à Lima un produit particulier, résultat de la fusion entre la "picaresque espagnole" et la "culture

nègre". Millones, Luis, Tugurio, Lima, Instituto Nacional de Cultura, 1978, pp. 41 et 55.

32 Sur Castillo voir Sánchez, Luis Alberto, Poetas de la Colonia, Lima, Universo, 1978, et la thèse de Milla Batres, Carlos, Vida y obra literaria inédita del ciego de La Merced (2 tr.), Lima, thèse de Dr. des Lettres, Universidad de San Marcos, 1976, p. 81.

33 Vargas Ugarte, Rubén S.J., op. cit., p. 10.

34 Op. cit., p. 83.

35 Foucault, Michel, Vigilar y castigar, México, Siglo XXI, 1976, pp. 21-22.

36 A.G.N., Real Audiencia, Causas Criminales, leg. 113, cuad. 1376, 1808. A.A., Inmunidades, leg. 1744-1783.

37 A.M., Actas de Cabildo, 6 octobre 1817, f. 85 et 23 août 1814, f. 150v.

38 A.G.N., Penitenciaría, leg. 1, 1863-1868.

39 A.G.N., Superior Gobierno, leg. 26, cuad. 774, 1796.

40 A.M., Actas de Cabildo, 1 mars 1799.

41 A.G.N., Superior Gobierno, leg. 24, cuad. 697, 1795.

42 A.G.N., Real Audiencia, Causas Criminales, leg. 136, cuad. 1658; leg. 138, cuad. 1683 et leg. 140, cuad. 1727 et cuad. 1733. A.A., Causas Criminales de Matrimonios, 1760-1773, leg. 11.

43 A.G.N., Inquisición, siglo XVIII, leg. 60, 1789 y Superior Gobierno, leg. 29, cuad. 517, 1787.

44 Macera, Pablo. "El molino de Acomayo" dans 7 Días, 21 février 1975, Lima, p. 48.

45 Adán, Martín. De lo barroco en el Perú, Lima, Universidad Nacional Mayor de San Marcos, 1968, p. 234.

46 Archivo Departamental del Cusco, sermones de fines del siglo XVIII.

47 Sa finalité était aussi de poursuivre les vagabonds. A part Mendiburu, un des rares auteurs qui donne des références sur la

marginalité urbaine coloniale est Rubén Vargas Ugarte, dans Historia general del Perú, Lima, Carlos Milla, 1966, ts. V et VI.

48 A.G.I., Lima, 647. Une autre source indique qu'à Lima, en 1818, les hommes de troupe étaient 4.500. Archivo Rubén Vargas Ugarte, Papeles varios, mss. 10 (6).

49 Sartre, Jean Paul. "Prefacio", à Franz Fanon, Los condenados de la tierra, México, Fondo de Cultura Económica, 1977, p. 10.

50 A.G.I., Estado, leg. 73, m. 86.

51 Rávago, Enrique. El gran mariscal Riva Agüero, Lima, 1959, p. 251.

52 Meza Gisbert, Teresa, Iconografía andina, La Paz, 1980, p. 81.

53 A.M., Actas de Cabildos, 16 mars 1794.

54 Ayanque, Simón, op. cit., p. 112.

55 Hath-Terré, Emilio. Negros e indios, Lima, Editorial Juan Mejía Baca, 1973, p. 18.

56 A.G.I., Lima, 751.

57 Fuentes, Manuel A. Lima, apuntes históricos, descriptivos, estadísticos y de costumbres, Paris, Librería Fermín Didot, 1867, pp. 113-114.

58 Macera, Pablo. Trabajos de historia, t. 3, Lima, Instituto Nacional de Cultura, 1977, p. 336.

59 A.G.N., Real Audiencia, Causas Criminales, leg. 126, cuad. 153 ñ, 1813.

60 A.A., Causas Criminales de Matrimonio, leg. 14, 1786-1795.

61 Vargas Ugarte, Rubén S.J., Obras de Fray Francisco del Castillo Andraca y Tamayo, pp. 54 et 55; et Sánchez, Luis Alberto, La Perricholi, Lima, Editorial Nuevo Mundo, 1964, p. 79.

62 A.A., Causas Criminales de Matrimonios, leg. 14, 1786-1795.

63 On pourrait citer beaucoup d'autres cas; presque toujours la violence est accompagnée de la tension ethnique, comme dans le cas de Victoriano, un zambo charretier, qui pour une raison banale tue un

indien potier à l'auberge de Mirones. A.A., Inmunidades, leg. 1, 1744-1783. Cette rivalité entre le Noir et l'Indien a persisté jusqu'à aujourd'hui: l'affrontement entre la pègre de Lima (Noirs et zambos) et la pègre du Callao (Indiens); des équipes de football Alianza Lima (morenos) et Chalaco (cholos), etc.

64 A.G.N., Real Audiencia, Causas Criminales, leg. 138, cuad. 1684, 1817.

65 A.G.N., Real Audiencia, Causas Criminales, leg. 126, cuad. 1530, 1813.

66 A.A., Inmunidades, leg. 1783-1831.

67 A.A., Causas de Negros, leg. 33.

68 A.A., Divorcios, leg. 86, 1799.

69 A.G.N., Superior Gobierno, leg. 36, cuad. 1260, 1818. Voir aussi A.G.I., Lima, 773. Antonio Pérez au Ministre d'Etat.

70 A.M., leg. sans numéroté, 9 février 1807.

71 "Le combat de coqs est un divertissement quotidien, sauf les dimanches. On parie sur des coqs de qualité et il n'y a pas un soir où l'on n'en fasse combattre quatre ou cinq paires. L'arène est entourée de gradins qui vont vers le haut. Chaque coq porte une longue lame en forme de lancette attachée à la patte". Stevenson, William, op. cit., p. 173. Mercurio Peruano, 20 janvier 1791, p. 40.

72 Hall, Basil. "El Perú en 1821", dans C.D.I.P., Relaciones de viajeros, Lima, 1971, t. XXVII, vol. 1, pp. 208-209.

73 Unanue, Hipólito. El clima de Lima, Madrid, Imp. de Sacha, 1815, p. 5.

74 A.G.N., Superior Gobierno, leg. 19, cuad. 516, 1786.

75 Bowser, Frederik. El esclavo africano en el Perú colonial, México, Siglo XXI, 1977, p. 150.

76 Macera, Pablo. Trabajos de historia, Lima, Instituto Nacional de Cultura, 1977, t. I, pp. 220. B.N., Madrid, mss. 1761.

77 A.G.I., Estado, leg. 73, cuad. 36; Indiferente, leg. 1524 et Lima, leg. 694.

- 78 A.G.I., Planos, 22.
- 79 A.G.I., Lima, leg. 694. Voir aussi A.A., Estadística, leg. 1, 1790.
- 80 A.G.N., Superior Gobierno, leg. 18, cuad. 485, 1789.
- 81 Cárdenas, Mario. "El pueblo de Santiago: un ghetto en la Lima virreinal", dans Boletín del Instituto Francés de Estudios Andinos, Lima, n. 3, 1980.
- 82 A.G.I., Estado, leg. 73, cuad. 38.
- 83 B.N., Lima, C1768.
- 84 M.N.M., mss. 119, 1768.
- 85 Loc. cit.
- 86 Palma, Ricardo. Tradiciones peruanas completas, Madrid, Aguilar, 1953.
- 87 Salazar Bondy, Sebastián. Lima la horrible, Lima, Peisa, s.f., p. 15.
- 88 Ribeyro, Julio Ramón. "Gracias, viejo socarrón", dans Debate, n. 11, Lima, 1981, p. 69.
- 89 Porras, Raúl. Tres ensayos sobre Palma, Lima, Juan Mejía Baca, 1954, p. 12.
- 90 Palma, Ricardo. Op. cit., p. 734.
- 91 Op. cit., p. 743.
- 92 Op. cit., p. 761.
- 93 Rude, George. Protesta popular y revolución en el siglo XVIII, Barcelona, Ariel, 1978.
- 94 Brunt, P.A. "La plebe romana", dans Finley, Moses, Estudios sobre historia antigua, Madrid, Akal editor, 1981, pp. 87-117.
- 95 Ceremek, Bronislaw. Les marginaux parisiens aux XIV^e et XV^e siècles, Paris, Flammarion, 1976, pp. 340 et suiv.
- 96 "...que vers à peu près quatre heures de l'après-midi du jour dix-sept, le mari de celle qui déclare, appelé Francisco Díaz, arriva

de la plage du Callao où il travaille comme journalier en disant qu'il n'y avait pas eu de travail", Díaz était de caste chino. Il vivait à Bellavista. Sa femme ne savait pas signer. Sa famille avait aussi "un jeune homme métis à son service". A.A., Inmunidades, leg. 1783-1831.

Chapitre V

UNE SOCIÉTÉ SANS ALTERNATIVE

1. Faillite de l'aristocratie marchande

Malgré les préjudices évidents causés par les réformes bourbonniennes, les marchands et l'aristocratie coloniale restèrent fidèles à la monarchie espagnole. La preuve décisive de cette persévérance dans l'obstination politique se produisit dans les années 1810, quand la marée révolutionnaire continentale commença à battre les portes de Lima.

La fidélité des marchands se fit évidente justement sur le terrain le moins opportun pour un marchand: les dons en espèces. Il ne s'agit pas seulement de réaffirmer l'unité essentielle de l'Espagne et de l'Amérique, mais d'accompagner cette conviction de solides contributions à la Couronne ou au Vice-Roi, qui permirent d'organiser des expéditions punitives contre les rebelles, d'armer des troupes, de réparer les navires, le tout pour tâcher -vainement- d'arrêter l'avance des patriotes. Lima devint ainsi le centre de la réaction continentale, non pas à cause de l'habileté du Vice-Roi Abascal -comme l'affirme l'historiographie traditionnelle-, mais à cause de la solvabilité du Tribunal du Consulat. Le retard avec lequel notre indépendance fut proclamée s'explique finalement si, à ce que nous avons dit sur le pouvoir de la haute classe coloniale, nous ajoutons cette capacité à maintenir ses files compactes, à atténuer les conflits internes et à persister dans la fidélité à la Couronne. Toutes les révolutions sociales sont précédées par la division de la classe dominante, ce qui parfois, comme en France en 1789 ou en Russie en 1917, aboutit à l'essai d'une révolution "d'en haut". Rien de semblable ne se produisit à Lima.

Nous avons déjà mentionné la participation du Tribunal du Consulat à l'écrasement de la révolution tupamariste; cette intervention s'inscrit dans une longue série. Entre 1777 et 1814 on calcule que les marchands de Lima, parce qu'ils se sentaient partie intégrante de

l'empire espagnol auraient donné, plus de cinq millions de pesos à la Couronne pour que celle-ci couvre les dépenses de ses entreprises militaires en Europe¹. Les marchands sentaient bien que la prédominance anglaise dans le monde leur serait préjudiciable et que les pouvoirs commercial de Lima était proportionnel au pouvoir de la métropole. Mais à partir de 1810 les dons ne cessent d'augmenter, ils viennent s'ajouter aux prêts aux lesquels le Tribunal avait recours pour répondre aux besoins fiscaux de l'Espagne et de l'Etat colonial. Prêts et donations devinrent une saignée permanente, sans possibilité de guérison, vu le dénouement des événements. Même si la guerre donna un certain élan à quelques activités -comme la fabrique de poudre de Castañeda et Asin- pour la grande majorité de entreprises le bilan fut négatif. Les marchands en choisissant le mauvais camp investirent à fonds perdus.

En 1808, pour soutenir la guerre contre la France, les marchands envoyèrent 18.846 pesos. Cette même année commence la révolte des Juntas de Gobierno qui convulsionne La Paz, Quito, Caracas, Buenos Aires. Les Espagnols commencent à se sentir, comme devait le dire quelque temps après le Vice-Roi Pezuela, entourés d'ennemis occultes². En 1810 le Tribunal du Consulat réunit 1.000.000 pesos. L'année suivante il donne au Vice-Roi Abascal 21.600 ps. pour organiser le Régiment de la Concordia, chargé de maintenir l'ordre dans la capitale et ses alentours. Il faudrait y ajouter toutes les donations particulières. En 1808, occasion propice pour manifester la "loyauté" de Lima face à l'invasion française, l'aristocratie rivalise publiquement de générosité: Sebastian de Aliaga donne 4.000 ps., le Comte Montebianco une somme similaire; le Comte Villar de Fuentes 2.000 ps., de même que les marchands Pedro Abadía et Domingo Ramirez de Arellano; Francisco Moreyra, le Marquis de Casa Boza, Francisco Arias de Saavedra, le Marquis de Casa Davila, donnent chacun 1.000 pesos; le Consul du Tribunal Manuel de Santiago y Rotalde et Jose María Sancho Davila, 500 pesos. La liste complète se trouve dans la Minerva Peruana³.

En 1812 le Tribunal du Consulat donne 496.000 pesos pour maintenir les troupes du Haut Pérou. A Arequipa sont organisées les expéditions contre les rebelles du Haut Plateau et la Junta de Buenos Aires. Cette même année on fait une donation de 45.285 pesos et peu après on accorde

un prêt de 1.000.000 pesos au Vice-Roi et à la Couronne, car "le Trésor Public est dans des circonstances notoires d'épuisement total"⁴. Avant le mois de décembre, on prête encore 100.000 pesos pour contribuer à la récupération de Quito.

Lima maintient les armées royalistes du continent. Mais les efforts de 1812, épuisent finalement les caisses, auparavant pleines, du Tribunal du Consulat, incapable de fournir les fonds nécessaires l'année suivante, lorsqu'on réclame son aide pour secourir Montevideo. Mais en 1814 les marchands de Lima se remettent à flot et ils donnent à nouveau 1.000.000 pesos à la Couronne; par la suite un prêt de 40.000 permet au Vice-Roi Abascal de fournir une aide improvisée aux contre-révolutionnaires de Rio de la Plata.

En 1815, la collaboration pécuniaire ne suffit plus. Le commerce de Lima met sa flotte marchande à la disposition des autorités et plus précisément on arme six navires -Palafox, Tagle, Reina de los Angeles, les corvettes Sebastiana et Venganza et le brigantin Potrillo- pour prévenir toute incursion patriote dans la Mer du Sud. L'année suivante il faudra équiper deux navires de plus. Finalement, toute la flotte marchande est transformée en flotte de guerre improvisée. L'arrivée des patriotes sur la côte centrale péruvienne fut précédée de la destruction ou, au moins, de la capture de ces navires. Ainsi les hasards de la guerre suscitérent-ils la création, aux dépens de Lima, de la flotte marchande chilienne, le Callao perdant finalement l'hégémonie du Pacifique. Ce fut le coup le plus dur, économiquement et politiquement, que reçurent les marchands de Lima, dépouillés de l'instrument qui leur avait permis dans le passé de dominer Guayaquil et Valparaiso.

Les donations continuèrent, moins par la volonté du Tribunal du Consulat qu'à cause des exigences chaque fois plus fortes de l'administration coloniale. En 1821 celle-ci demande un prêt de 1.000.000 pesos, mais les marchands ne peuvent en donner que 100.000. Outre les donations volontaires, les impôts sur les transactions commerciales augmentent: 8 reales par fanega de blé et 8 reales par quintal de suif importés⁵. Ainsi, de gré ou de force, les marchands furent-ils pendant toute la difficile décennie 1810 le "principal bailleur de fonds de la Couronne"⁶.

Le plus grand préjudice causé par cette saignée économique continue résidait probablement dans l'impossibilité pour les marchands de récupérer l'argent parti en dons ou en prêts, à cause de la détérioration des entrées fiscales (qui empêchait le remboursement des prêts) et parce que, conséquence des guerres, les marchands durent supporter deux autres graves dommages. Le premier: l'accroissement de la contrebande; l'entrée chaque fois plus fréquente de bateaux anglais, français et russes, qui introduisaient des marchandises par les ports et les anses de la côte (le Tribunal du Consulat définit la contrebande comme une sorte d'avalanche "impossible à contenir")⁷. Le deuxième: à partir de 1817, avec la victoire des patriotes à Chacabuco, le commerce avec Valparaiso s'interrompt et l'échange de sucre contre du blé s'arrête brusquement. Les marchands suggérèrent de remplacer la consommation de farine par celle des légumes secs (menestras) et du riz, mais -ici se produit une des rares fissures dans la classe dominante- lorsque les producteurs de sucre, incapables de transformer sur le champ leurs cultures, présentèrent un recours devant le Gouvernement Supérieur, l'ensemble des hacendados, présidé par Hipolito Unanue, propriétaire d'une hacienda à Cañete, protesta. Quelques-uns argumentèrent, en guise de réplique, que les "laboureurs", qui faisaient partie du Tribunal du Consulat, devaient se retirer de l'institution. En tout cas, les bouleversements politiques et économiques ultérieurs, empêchèrent tout changement de cultures. Si les hacendados n'avaient pas le pouvoir économique suffisant, les marchands de leur côté, malgré l'appui de la Couronne, n'avaient plus la capacité de pression d'autrefois. On pensa un moment exporter du sucre en Espagne sur des bateaux neutres, mais l'idée fut abandonnée. Quelques propriétaires devaient trouver une solution individuelle et plus raisonnable dans la production d'eau-de-vie pour le marché interne: le projet se réalisa malgré l'opposition des seigneurs de la vigne. Ainsi se ranima le conflit jusqu'alors larvé entre le guarapo (l'eau-de-vie) et le vin.

Les bouleversements commerciaux touchaient donc presque immédiatement l'agriculture: rappelons que succédant à une période de stagnation, la production des vallées de la côte, et spécialement celle des vallées sucrières, tombe dans les années de 1810, "il est incontestablement vrai que les sucres des haciendas de cette vice-royauté n'ont

aucune sortie car il leur manque le commerce avec le Chili, principal lieu de vente, sans compter celui qu'on exportait par la route de Mendoza, dans la vice-royauté de Buenos Aires"⁸.

En 1818, un mémoire des marchands de Lima constate le "triste et déplorable état où se trouve"⁹ une association corporative autrefois puissante. En définitive, cette situation faisait suite -outre tous les facteurs signalés- à la perte du marché chilien. Si le Tribunal du Consulat avait pris le risque de lutter aux côtés de royalistes à l'échelle du continent, c'était parce que, en marge des convictions idéologiques, il n'ignorait pas que le pouvoir de ses membres venait du rôle métropolitain de Lima dans le Pacifique. L'Indépendance abolit la domination espagnole, mais ruina aussi la puissance de Lima, et le Royaume du Chili cessa d'être une sub-colonie. Bien que le processus eût commencé quelque temps auparavant, avec la croissance de Buenos Aires, il est évident qu'il se précipita avec la crise de l'ordre colonial. En 1770-79, 28,4% du commerce d'importation de Valparaiso provenait du Pérou. Malgré l'augmentation du volume de marchandises provenant de Río de la Plata, les pourcentages favorables à Lima se maintinrent comme conséquence du déclin du commerce direct avec l'Espagne. C'est ainsi qu'en 1800-09, en termes relatifs, Lima est favorisée, et que 37,8% du commerce de Valparaiso continuent à venir du nord, tandis que 48,5% arrivent de Buenos Aires. Mais dans la décennie suivante la présence de Lima dans le port chilien se réduit à 18,6%. C'était l'annonce de la quasi disparition des marchandises péruviennes après l'Indépendance¹⁰. Les victimes de ce dénouement furent les marchands, mais aussi les hacendados, en particulier les producteurs de canne à sucre, qui avaient confondu leur avenir avec celui du capital commercial. Curieusement, ces années difficiles pour la classe dominante furent mieux supportées par les moyens propriétaires, producteurs routiniers, intégrés au marché interne, proches de l'agriculture de subsistance. Comme leur sort ne dépendait pas des exportations, ni les guerres, ni les amputations de marchés, ni l'effondrement de la flotte marchande, ne leur porta préjudice. En quelque sorte ils se sentirent soulagés de ne plus avoir à supporter la pression des grands marchands. "Ce fut le secteur qui souffrit le

moins de la lutte, à tel point que les propriétaires ruraux sont précisément le groupe le plus fort et le plus puissant qui étend son influence dans les débuts des nations indépendantes¹¹. Ces conclusions d'Encarnacion Rodriguez Vicente ne sont pas totalement justes, nous le verrons, en ce qui concerne les vallées de la côte centrale. D'autre part, dire "qui souffrit le moins" n'est qu'un argument comparatif. En 1821, l'Archevêché de Lima, nous l'avons vu au premier chapitre, constatait la baisse de la production agropéculaire¹². A leur tour, les hacendados, de façon métaphorique, parlèrent des "campagnes dévastées par la guerre"¹³.

La crise marchande, de même que la crise agricole furent accompagnées -dans cette décennie de 1810, vraiment fatidique pour la classe dominante- d'une baisse de la production minière. Le phénomène s'était amorcé quelque temps plutôt, mais ce n'est qu'à partir de 1812 que les rendements de Cerro de Pasco commencèrent à baisser. Ceci entraîna la diminution des échanges avec l'Espagne, et des frappes monétaires.

En 1822, fut édité à Lima un Ensayo económico sobre el sistema de la moneda de papel y sobre el crédito público, où l'on recueillait quelques appréciations sur la situation du pays: "Le commerce du Pérou est apathique, parce que saisonnier, et parce que lieux de vente et lieux d'approvisionnement sont séparés par de grandes distances" ce qui faisait évidemment référence, et de façon critique, aux échanges avec le Chili maintenus aux dépens du commerce interne. Le secteur minier manquait de bras et de capitaux. L'agriculture devait supporter des coûts élevés. Pour l'auteur anonyme de ces jugements, la seule alternative était de prendre le chemin opposé, en supprimant la toute puissance du capital commercial, en encourageant le marché intérieur grâce à l'augmentation de la population et à la distribution de la richesse: "pour multiplier les consommateurs, en divisant les grandes propriétés afin que le nombre de propriétaires ou yanaconas augmentant, augmentent aussi les bras et baissent les prix". Ce système devait aider à stimuler une industrie qui, faible dans le passé, était alors presque inexistante. A un "modèle de développement" soutenu par le secteur minier et plus particulièrement par le commerce intercolonial, s'en opposait un autre qui considérait l'industrie et le secteur

agricole comme ses principaux piliers¹⁴. Aucun projet collectif cependant ne reprit ces idées. Semblables propositions faites quelques années auparavant à Potosí, par Cañete y Dominguez, étaient restées sans écho.

En 1821, l'insuffisance de monnaie atteignit des niveaux plus bas que l'on aurait pu prévoir. On dut avoir recours aux anciens substituts: coea, ají, cacao. Les routes commerciales furent interrompues et, avec la prise de Lima, le vaste réseau commercial qui prétendait articuler à partir de la capitale les centres miniers et les villes de l'intérieur, s'écroula. L'échec politique et la ruine économique ne laissèrent à l'aristocratie que le chemin de l'émigration. Certains essayèrent sans succès de s'adapter aux nouvelles circonstances, comme Villar de Fuentes ou Torre Tagle; d'autres, comme les marquis de Valle Umbroso ou de Valdelirios, étaient partis prudemment quelque temps plutôt à Rio de Janeiro ou en Espagne, mais la majorité, obstinément royaliste jusqu'au moment final, dut improviser des solutions alors que les troupes patriotes avaient déjà débarqué sur les côtes péruviennes et assiégeaient Lima: ce fut l'émigration précipitée vers les "châteaux" (forts) du Callao. Même si après la proclamation de l'Indépendance le Tribunal du Consulat essaya de construire un arc en hommage à la "Patrie", personne ne pouvait oublier qu'en octobre 1820 encore, les marchands avaient promis respectivement 100 et 60 pesos aux soldats patriotes qui déserteraient avec ou sans leurs armes¹⁵.

2. Une émeute: 5 juillet 1821

Le 5 juillet 1821, au petit matin, les troupes royalistes dirigées par le général de Brigade La Serna quittèrent Lima pour se diriger vers les "châteaux" du Callao (la forteresse du Real Felipe). Ce fut le dénouement prévisible du siège prolongé qu'avait souffert la capitale. Après avoir débarqué à Pisco (8.IX.1820), les troupes de San Martín parcoururent les vallées de la côte centrale où des esclaves marrons et des brigands s'incorporèrent à l'armée révolutionnaire. Au début de 1821, ces troupes réussirent à s'établir dans la vallée de Carabayllo, lieu de conversations de paix infructueuses avec les royalistes. De là, elles marchaient sur la capitale. Avec un pouvoir indiscutable sur la mer, la flotte américaine dirigée par Lord Cochrane contrôlait l'entrée

de navires au port du Callao, tandis que les soldats empêchaient le trafic normal des muletiers et de leurs troupeaux.

A l'intérieur des remparts, le prix du pain quadrupla. Puis les aliments manquèrent. La faim et les maladies apparurent. On dut sacrifier les mules et les chevaux pour pallier la disette de viande, mais ceci ne fit pas reculer la mort dont les signes étaient: "la fièvre jaune" et le "vomissement noirâtre"¹⁶. Les royalistes -bien que n'ayant subi aucune défaite militaire significative- durent, à cause du siège et du désespoir de la population de Lima, abandonner la capitale. Au début ce fut une retraite ordonnée et même tranquille. La Serna laissa le contrôle de la ville aux marquis de Montemira et Del Valle de Oselle, qui devaient attendre l'arrivée des patriotes pour livrer ainsi aux vainqueurs la capitale du Pérou. On espérait que ce serait une question d'heures, et il semblait que -malgré toutes les tensions accumulées- 200 miliciens, mal armés, suffiraient à maintenir l'ordre, mais les soldats de San Martin n'entrèrent à Lima que quatre jours plus tard, le 9 juillet, quand les grenadiers à cheval arrivèrent aux portes de la ville.

Bien que le fait aujourd'hui puisse paraître incroyable, l'aristocratie et la population espagnole de la ville ne réalisèrent que ce matin du 5 juillet 1821, l'imminence du triomphe patriote. La rumeur du départ de La Serna commençait à peine à se répandre qu'une vague crainte se propagea, qui en quelques heures devint une véritable panique. Un secteur de l'aristocratie pensa prendre la route qui menait aux "châteaux" du Callao ou, au contraire, se réfugier dans un couvent, dans une église ou se mettre sous la protection d'un navire étranger dans le port. La terreur de l'aristocratie contamina l'ensemble des Espagnols de la ville, les petits commerçants, les propriétaires ou administrateurs de boutiques, chinganas, magasins et boulangeries. On ferma les portes, on essaya de cacher ses biens les plus précieux et d'emballer tout ce que l'on pouvait... La rumeur publique et l'agitation de ceux qui voulaient fuir ne passèrent pas inaperçus de la plèbe. L'imagination collective exagéra encore les événements: on disait que ce matin là beaucoup d'Espagnols creusaient des trous dans leurs maisons pour y cacher des prétendus trésors, que d'autres emportaient

leurs objets d'or et d'argent dans les couvents et dans les sous-sols des églises. La peur éprouvée par l'aristocratie finit par susciter une émeute populaire¹⁷.

Ce n'était pas la première. Nous avons déjà parlé des fréquentes émeutes, dans les boulangeries, par exemple. Mais il y avait un précédent encore plus récent: en juillet 1818, alors que la ville était faiblement surveillée et que l'on venait de recevoir la nouvelle de la victoire définitive des patriotes au Chili, les autorités découvrirent apparemment que la plèbe essayait d'attaquer les prisons, à Lima comme au Callao, de libérer les prisonniers et de s'emparer de la capitale. Bien qu'il semble que ce ne fût qu'une présomption, la soi-disant "fidélité" au Roi était en doute: les autorités ne pouvaient pas nier la présence d'ennemis "dissimulés parmi la nombreuse population"¹⁸. Un autre témoignage dit que, cette même année, dans le quartier de San Lazaro, "ils avaient un drapeau de satin qui représentait la Patrie, sans dire ni où il était ni qui l'avait"¹⁹.

Même crainte en 1821. En effet, même si les Espagnols craignaient les excès des troupes auxquelles s'étaient incorporés des esclaves et des bandits de la côte, ils redoutaient encore plus les conséquences d'un éventuel soulèvement urbain. Pour le marin écossais Basil Hall -qui se trouvait à Lima peu après la sortie de La Serna-, cette crainte de "quelque catastrophe" avait une explication très claire: "la croyance, assez répandue, et reçue avec une anxiété mêlée de terreur, que la population servile de la ville pensait profiter de l'absence de troupes pour se soulever en masse et massacrer les blancs"²⁰. En réalité on ne redoutait pas seulement les esclaves, mais l'ensemble de la plèbe.

Mais à la différence de ce qui s'était passé jusqu'alors, le 5 juillet la plèbe ne se contenta pas d'une émeute dans une boulangerie ou d'effrayer un quartier de la ville. Ce jour-là la réalité justifia toutes les appréhensions, lorsque les rares miliciens chargés de l'ordre perdirent le contrôle des rues et que des groupes improvisées se formèrent dans les quartiers et commencèrent à saccager les magasins et les boulangeries. Les files de saccageurs se grossirent des esclaves évadés, des Noirs journaliers qui se sentaient libres de leurs maîtres et de tous ceux qui étaient convaincus que le départ des royalistes signifiait la liberté.

Hall, par exemple, en parcourant Lima, remarqua un groupe de douze voleurs, tous Noirs, armés de bâtons; un autre témoin -une femme appelée Maria del Carmen Salazar- devait déclarer que la ville était restée en réalité aux mains de montoneras (troupes irrégulières)²¹. Le propriétaire d'une boutique ajouta "qu'il est certain que bien qu'elle fût fermée par les cours voisines, les voleurs ont emporté tous les biens qui s'y trouvaient, à cause de l'émigration vers le fort du Callao de don Manuel Domínguez"²². Le cas fut fréquent. Dans la majorité des établissements mis à sac, les propriétaires s'étaient déjà enfuis, avouant ainsi leur peur de la plèbe et leur fidélité au camp royaliste. L'Espagnol Tomas Lerna expliqua, par exemple: "redoutant à juste titre qu'avec l'arrivée de l'Armée Liberatrice, les gens de couleur ne causassent des préjudices dans ma personne et ma boutique [̄...̄] je me sentis en quelque sorte obligé de partir au Callao"²³. Ces craintes sembleraient être sans fondement, car, à part un Espagnol (Jose Vidaurrazaga), il n'y eut, d'après nos sources, ni blessé grave ni mort pendant que la ville fut sous le contrôle de la plèbe.

Les heures s'écoulaient et le saccage s'étendait. La plèbe jouissait de son impunité, un vent de liberté soufflait sur la ville. Pendant la nuit les cambriolages de magasins augmentèrent. Le propriétaire d'une boutique située sur la rue de "7 Jeringas" devait se rappeler qu'avec "l'arrivée de la Patrie dans la capitale, cette boutique là connut, le soir, une ruine totale à cause des malfaiteurs, qui n'en laissèrent que les os et les deux portes cassées"²⁴. Une auberge fut même saccagée deux fois²⁵. Les verrous étaient inutiles²⁶.

Il semblait que les vaticinations de Castillo disant que la plèbe s'emparerait de la ville, s'accomplissaient. En quelque sorte, l'ambiance de cette journée fut restituée par les peintures murales que l'on pouvait encore observer dans quelques rues de la ville au début de la République. Un peintre anonyme, dans un style voisin de celui de Pancho Fierro, avait représenté un "monde à l'envers" où les taureaux attaquaient les toréadors, où les cabriolets étaient conduits par des aristocrates, où les usuriers faisaient la charité et où les criminels étaient juges²⁷... Mais, revenant à la réalité, il faut se demander quelles furent les conséquences de ce renversement du monde à Lima.

Il faut noter qu'aucune maison aristocratique ne fut saccagée. Malgré d'insistantes rumeurs, quelques-unes confirmées ensuite, qui désignaient les églises et les couvents comme refuges de riches marchands, ces édifices ne furent pas non plus attaqués. On serait tenté de penser à une simple flambée de violence dont les retombées auraient porté sans discrimination, prenant ses victimes parmi les "couches moyennes" de la ville plutôt que parmi les grands marchands. Pour appuyer cette analyse, on pourrait ajouter qu'aucun symbole du pouvoir colonial -palais du vice-roi, Hôtel de Ville, Tribunal du Consulat- ne fut détruit par la foule. Il convient néanmoins de se rappeler que boutiquiers, boulangers ou magasiniers étaient, en général, des gens qui, en plus de s'être enfuis avec les royalistes, avaient un négoce al partir avec un grand marchand, quand ils n'étaient pas de simples administrateurs. Dans tous les cas il s'agit d'Espagnols. Malgré le faim et les tensions des jours précédents, les saccageurs choisirent parmi leurs victimes.

Un sentiment anti-Espagnol donne une cohésion, au moins momentanée, à la plèbe de la ville. On le constate en vérifiant les termes utilisés lors des procès entamés devant le Tribunal des Séquestres. Ce tribunal spécial fut établi par Jose de San Martin et Bernardo de Monteagudo en octobre 1821, il devait juger les Espagnols royalistes, émigrés ou fugitifs. Les dénonciations seraient récompensées par la moitié ou une partie des biens de l'accusé; c'était la thèse soutenue par le jacobin Monteagudo, pour qui faire la révolution était renvoyer les Espagnols. L'entreprise eut du succès: sur 10.000 Espagnols que comptait à peu près la population de Lima avant la proclamation de l'Indépendance, ne restaient, deux ans après, que moins de 1.000²⁸. Mais le succès n'est pas seulement dû aux poursuites tenaces du ministre argentin ou au harcèlement auquel furent soumis les péninsulaires; on doit aussi l'attribuer à l'accueil favorable que, au moins au début, cette politique reçut de la part d'une population prête à collaborer à la dénonciation des prétendus conspirateurs ou des éventuels fuyards.

Il est donc intéressant de voir qui étaient les dénonciateurs et comment ils se définissaient. Dans les douze dossiers que réunit la documentation du Tribunal de Séquestres, seulement en deux occasions

apparaît le terme "péruvien". Lorsqu'on interroge sur la "patrie" (nationalité), tous répondent en indiquant leur lieu de naissance. En 1829 encore, lors d'un recensement de Lima, on maintient cette acceptation²⁹. Pourtant, on commence à utiliser une expression comme "La naissance de la patrie", pour indiquer le début d'une ère nouvelle. Le mot "Pérou" n'apparaît pas; en revanche, les termes de "américain", "patriote", "citoyen" et "liménien", sont fréquemment employés; tous ont une évidente connotation positive; ils s'opposent à ceux de: "européen", "espagnol", "galicien", "catalan", synonymes de "émigré" et de deux autres mots péjoratifs: "goth" et chapetón. On notera que les termes dépréciatifs l'emportent en nombre sur les positifs. Les dénonciateurs se définissent plutôt en s'opposant qu'en affirmant réellement une identité. C'est ainsi que des mots qui pourraient avoir une connotation idéologique, sont rares: on ne trouve qu'une seule fois le mot "républicain". Le changement de nom de la capitale toutefois, fut très rapidement admis: officiellement nommée jusqu'alors la "Ville des Rois", elle devient simplement Lima dès 1821. Par contre, le terme "créole" -péjoratif pour l'aristocratie- ne fut pas ré-utilisé: on ne le trouve que très rarement dans les dossiers.

En 1822, un versificateur anonyme lança contre les Espagnols émigrés en une série de dizains où il disait un adieu, marquois, aux "chapetones employés de Lima": bureaucrates, "mineurs", hacendados et, plus particulièrement, armateurs, magasiniers, marchands, sans compter les boulangers, cajoneros et autres boutiquiers, autant de métiers et d'occupations presque monopolisés par les péninsulaires. Le sentiment anti-Espagnol le dispute, dans ces vers, à l'indignation envers la classe dominante. Chacun des personnages est caractérisé avec précision, on peut même retrouver le nom de Leur modèle Juan Miguel de Castañeda: "Je suis propriétaire de trois frégates..."; ou Domingo Ramirez de Arellano et Gaspar de Osma: "De mon oncle appelé/ par malheur j'arrive ici/ et bien que fortune je fis/ je l'ai souvent déplorée;/ à La Merced enfermé/ ma confession en criant je fis/ lorsque les voix j'entendis/ de: 'Mort aux vils goths!/ Que personne n'échappe!/ Mort à tout le monde!'/ Mon Dieu! Quel horrible état!"³⁰.

L'imprécision idéologique diminue si l'on examine, dans les dossiers du Tribunal des Séquestres, quelques uns des prédicats des termes précédents. Parmi les termes positifs deux apparaissent fréquemment: "liberté" et "lumière", qui s'opposent à "oppression" et "obscurité". Le sentiment anti-Espagnol dérive en réalité d'un sentiment anti-colonial qui a tendance à confondre l'Espagne avec l'esclavage. La période antérieure à l'Indépendance -dans la prose de Sanchez Carrion, le texte de l'Hymne National ou les vers d'Olmedo- est symbolisée par les chaînes dont les patriotes ont rompu les maillons. Il semble que les Noirs aient pris la métaphore au pied de la lettre. San Martín encouragea cette aspiration à la liberté non seulement pour être conséquent avec son libéralisme, mais surtout à cause de la nécessité d'augmenter ses troupes et pour nuire économiquement aux Espagnols: il promit la liberté aux Noirs qui s'incorporeraient à l'Armée Patriote, et il proclama que les enfants d'esclaves seraient libres à partir de 1821, mais ceux qui étaient exclus de ces dispositions ne se résignèrent pas facilement. Le mouvement des troupes et la levée n'étaient pas l'occasion de lutter contre les royalistes, mais simplement de fuir et d'augmenter le nombre de "marrons". San Martín édita une loi ordonnant aux esclaves fugitifs de retourner chez leurs maîtres³¹.

Deux forces s'unissent finalement contre l'aristocratie coloniale: le sentiment anti-Espagnol alimenté par Monteagudo et l'agressivité active de la plèbe. Le nombre des émigrés augmenta. Le Tribunal des Séquestres confisqua biens, propriétés et haciendas, en particulier sur la côte centrale, où à la suite de l'Indépendance la tenure de la terre varia de façon significative.

C'est ainsi que les chemins de l'émigration empruntés par le Marquis de Valle Umbroso furent ensuite pris par le Comte de Casa Saavedra, Juan de Aliaga, le Comte de Montemar, Jose Maria Lobaton, Gaspar de Osma, Mariano de Goyeneche, Joaquín Nestares, Francisco Moreyra, Pedro Tramarría... Nous avons pu faire une liste d'à peu près cinquante marchands émigrés, à laquelle nous ajoutons, dans les annexes, celle des haciendas qui devinrent propriété de l'Etat (plus de quarante). Tout cela fut dénoncé avec l'amertume et l'exagération du ressentiment, par Riva Agüero y Sanchez Boquete: ses sympathies de la première heure

pour l'Indépendance avaient disparu à cause du jacobinisme de Montegudo et de la peur des classes populaires. Accusé de collaborer avec les royalistes, condamné par Bolivar, il échappa au peloton d'exécution, émigra en Europe où il épousa une comtesse belge et, quelques ans plus tard, en 1858, sous le pseudonyme de Pruvonena, il publia ses Mémoires. D'après lui, les Espagnols subirent, outre les menaces, de multiples exactions de la part des patriotes, ainsi "San Martin se jeta sur leurs biens, comme le vautour sur sa proie" et il cite parmi ses victimes Francisco de Izcue, un marchand dépouillé de son navire, de même que Martin Aramburu; on aurait pu ajouter à la liste -toujours selon Riva Agüero- les noms de "tous les Espagnols riches" et même ceux de certains qui s'étaient fait naturaliser et d'autres encore qui vivaient depuis plus d'une génération dans le pays³².

Mais avant Pruvonena, des aristocrates avaient formulé plaintes et reproches dans le Tribunal des Séquestres. Ce fut le cas, par exemple, de la Marquise de Valle Umbroso; abandonnée par son mari qui émigra à Rio de Janeiro, obligée de maintenir une nombreuse famille, elle arriva à peine dans la débâcle à conserver quelques propriétés, son hacienda Chuquitanta dans la vallée de Carabayllo fut saccagée deux fois par les troupes, le bétail fut vendu à Chancay, les esclaves s'enfuirent, terres et pâturages restaient à l'abandon. L'aristocratie perd ses bases économiques. De même que doña Petronila Zavala, propriétaire de l'hacienda San Regis à Chincha, elle aurait pu dire: "Le fils qui, de naissance et de droit, doit être riche, se retrouve comme un mendiant et son sort est tel que parfois il n'y a même pas de quoi de lui acheter une paire de chaussures et qu'il est obligé d'aller nu-pied"³³. C'est la meilleure description de la décadence de l'aristocratie coloniale, faite justement par quelqu'un qui fut emporté par les événements.

3. La désolation des campagnes

La violence ne s'arrête pas aux remparts de Lima: empruntant une ancienne direction, elle s'étend de la ville vers la campagne. Elle fut d'abord le fait des armées, patriotes et royalistes, qui rançonnèrent les hacendados ou tout simplement s'emparèrent des récoltes et

du bétail contre des promesses de paiement. Vinrent ensuite les brigands et les "marrons". Le bouleversement de l'ordre établi légitime implicitement l'existence des bandes: en quelque sorte, brigands et "marrons" font partie d'une des armées et reçoivent le nom de montoneros. Ils sont partout: dans les vallées d'Ica, où se trouve aussi le Noir Bolivar, à Sayan et à Supe, mais aussi dans les alentours de Lima, à Surco, Chacra Rios et Lurin³⁴.

Dans la vallée de Carabayllo, le propriétaire de l'hacienda Sapan se plaint des soldats espagnols qui "non seulement ont ravagé et vendu les graines [../] mais ont démoli et incendié tout ce dont ils n'avaient pas besoin, mais qui aurait pu être utile pour un certain temps à d'autres. Ils ont dévasté et ruiné, de leurs mains féroces, l'hacienda de Sapan, la transformant en un spectacle qui suscite l'horreur et la confusion même chez les personnes les moins raisonnables"³⁵. Ceux qui crurent que la campagne pourrait servir de refuge contre la violence ou les désordres urbains, virent rapidement se multiplier les émeutes, avec cette aggravation que, à la différence de ce qui s'était passé à Lima, dans ces campagnes où les montoneros imposèrent leur loi pour longtemps, ni les limites des haciendas ni les maisons de maître ne furent respectées. L'hacienda Buenavista, dans la vallée de Pachacamac, fut attaquée plusieurs fois par les montoneros; on brisa des portes, on détruit les meubles et on laisse "même le sol sans dalles"³⁶. Dans l'hacienda La Huaca on saccage "même les vêtements des nègres"³⁷. Evidemment, ceux-ci en profitent pour s'enfuir. Les "visites" (enquêtes officielles) des haciendas entre 1822 et 1825 ne peuvent que constater le manque de travailleurs; dans les hangars se trouvent surtout des femmes, des enfants et des vieillards. Quelque temps auparavant, en août 1821, Jose de la Riva Agüero avait dénoncé l'extension du "marronage": "Pour en finir avec les désordres que l'on commet quotidiennement dans les haciendas, et pour faire revenir les nègres esclaves au travail d'agriculture, il serait nécessaire que, sans avoir recours à l'Etat, on forme des troupes de cavalerie, de Nazca jusqu'aux vallées voisines de cette capitale"³⁸. Un officier qui organise avec un groupe de soldats une rafle dans la vallée de Carabayllo, a besoin de renforts et il se dirige vers le village, mais il n'y trouve qu'un spectacle de désolation: rien que des vieillards et des femmes. Admettons qu'il exagère, d'autres

témoignages cependant nous offrent des chiffres sur le nombre d'esclaves, comme l'inventaire de l'hacienda San Nicolas de Supe: sur un total de 84 esclaves, seulement 16 pouvaient travailler. Dans l'hacienda Concha, situé à La Legua, près de Lima, en décembre 1822, les cultures et le bétail avaient été estimés à 3.000 pesos à peu près; en novembre 1823 il ne reste que des champs de luzerne et il reste seulement 21 esclaves sur 55. Même l'oratoire fut saccagé, et il resta "sans ornements, ni calice, ni vierge"³⁹.

Bien qu'un chef patriote, le colonel Deza, ait proposé que les montoneros ne soient formés que par des "blancs", c'est plutôt l'inverse qui se produisit⁴⁰. Mais les esclaves ne furent pas les seuls à se soulever: dans l'hacienda Buenavista, les Indiens des villages de Lurin et de Pachacamac se joignent à eux; ailleurs les yanacunas profitent de l'évasion des esclaves pour s'enfuir (c'est ce qui se passe à Asia et aussi dans le village de Chilca, où le maire indigène seconde les rebelles). Dans une certaine mesure les sentiment anti-Espagnol tisse quelques liens de solidarité. La montonera, à la différence de ce qui se passe chez les bandits, a tendance à abolir les différences ethniques. Cependant, il vaut mieux ne pas employer des termes comme "conscience nationale", car on peut citer des cas de la violence indiscriminée de la part de quelques montoneras: l'une d'elles, par exemple, en 1824 attaque le village de Supe, commettant "vols", "violences" et "vexations", et obligeant les habitants à fuir; d'autres, d'après l'hacendado Joaquín Asín, attaquent sans "distinction de personnes" et dévastent les routes de Lima à Lurin, Chilca et Mala⁴¹. Finalement, la mentalité collective finit par associer "bandit" et "insurgé"⁴².

La violence s'étend et finit par imposer son style dans la société qui émerge des guerres de l'Indépendance. Entre l'armée et le brigandage il semble ne pas exister de véritable différence. En 1827, le Tribunal de la Acordada commue la peine de mort du brigand Jose Maria Buendía à condition qu'il s'enrôle dans un corps de l'armée. Buendía avait formé une bande qui sévissait dans les alentours de l'hacienda Zavala, avec Jose Gonzalez, ex-soldat de la marine qui combattit à Guayaquil, fut enrôlé peu après dans la police, et malade, abandonna l'hôpital pour fuir dans la campagne: un chemin inverse. Il est

compréhensible que dans un dossier de 1829 on parle du "faible respect que les classes subordonnées éprouvent pour les autorités"⁴³.

Le 31 janvier 1825, Bernardo de Monteagudo était poignardé dans une ruelle sombre de Lima. Comme on ne put constater aucun vol, on pensa immédiatement qu'il s'agissait d'un crime politique ou de la vengeance de ceux à qui ses décisions administratives avaient porté fort; on arrêta donc et on mit en accusation Francisco Moreyra et Francisco Colmenares. Mais l'avocat de Moreyra accusa le Noir Calendario Espinoza qui, soi-disant attiré par la seule chaîne de montre en or de Monteagudo, n'aurait pas résisté la tentation de poignarder ce dernier. Comme l'accusation était peu vraisemblable, vu que l'on n'avait rien volé à la victime, même pas la-dite montre, l'avocat dut déployer les ressources de sa rhétorique. Les arguments sont symptomatiques du climat mental de Lima et des préjugés et des valorations sociales qui contaminaient l'époque. "Le cas n'offre rien de nouveau ni de rare", soutient-il, en considérant que les assassinats pour vol n'avaient rien d'exceptionnel. C'était là en quelque sorte la marque de la violence ambiante à laquelle nous faisons allusion plus haut: "Il est évident que Calendario s'adonne au vol et à l'homicide, et qu'il est conforté par les désordres caractéristiques de ceux qui faisaient leurs classes chez les montoneros", mais comme la causalité externe n'est pas toujours convaincante, il dut faire référence au "cœur pervers de Calendario, si l'on en juge par ses moeurs carnivores et son abandon à tous les crimes, sans que cette déduction soit matière à doute"⁴⁴, sous réserves, ajouterons-nous, que soit parfaitement admis le préjugé de la férocité de la plèbe.

* * *

Lorsque nous pensons au passage de la Colonie à la République, nous sommes tentés de signaler seulement les permanences. Il est évident que l'Indépendance ne fut pas une révolution sociale ou populaire, mais on ne doit pas pour autant négliger l'intervention des classes populaires ni les changements. Ils ont eu lieu. Le plus important -sans que le projet monarchiste de San Martín y joue le moindre rôle- est sans doute la décadence de l'aristocratie coloniale

qui perdit tout en 1821. Le 11 novembre 1823 les titres de Castille sont déclarés incompatibles avec les institutions républicaines, et en novembre 1828 on abolit les mayorazgos (droit d'aînesse)⁴⁵. Ce dénouement admis, qui a gagné? L'arrivée des agents commerciaux anglais suivit de près celle des patriotes. Tandis que le commerce avec l'Espagne se réduisait irrémédiablement, l'Angleterre étendait son empire: la destruction de la flotte marchande péruvienne, l'effondrement du Grand Tribunal du Consulat de Lima et la crise économique, facilitèrent la pénétration britannique⁴⁶. De l'ancienne classe dominante, seules quelques familles réfugiées dans leurs haciendas, comme les Aliaga, les Sancho Davila -qui même étendirent leurs terres- ou les Riva Agüero, réussirent à traverser ces années difficiles. Le Comte de la Vega del Rhen choisit de retourner à Ayacucho, où il mourut en 1842. Restent ces familles qui réussirent à faire alliance avec quelque entrepreneur anglais. Ce fut le cas des Mariategui, descendants d'un marchand navarrais, don Ignacio de Mariategui y Lerna, ils entèrent leur arbre généalogique sur celui de Enrique Swayne y Wallace, associé de la firme Swayne Reid y Co. de Liverpool. Arrivé au Callao en 1824, celui-ci s'établit à Lima et, en recouvrement de créances, il acquit les haciendas de La Quebrada et Casa Blanca dans la vallée de Cañete, qui avaient appartenu au Couvent de la Bonne Mort; il devint ensuite actionnaire de la British Sugar⁴⁷. La fille de Francisco Moreyra épousa Samuel Stanhope Prevost, consul des Etats-Unis⁴⁸. Pour compléter le tableau des changements produits dans la tenure de la terre sur la côte, on pourrait ajouter les noms de ces généraux qui reçurent des terres en récompense: Sucre, O'Higgins...

Il n'est pas lieu ici d'étudier la participation indigène aux guerres de l'Indépendance; nous nous limitons à la plèbe de Lima. Il est évident que les esclaves et les plébéiens collaborèrent au triomphe des patriotes et cette participation, bien que souvent désordonnée et instinctive, contribua à la crise finale de l'aristocratie, mais il faut insister sur la stérilité de cette violence qui ne s'articula sur aucun mouvement social, à qui manqua la dimension d'une véritable prise de conscience et qui ne put construire de projet.

L'Indépendance recueillit le désir de liberté des esclaves: tous ceux qui naîtraient à partir du 28 juillet 1821 seraient libres: proclamation de Jose de San Martin⁴⁹. Aux bénéficiaires de cette disposition il faut ajouter le nombre -difficile à évaluer- des esclaves fugitifs. Le démantèlement du système esclavagiste s'accrut et les hacendados, se plaignant du manque de bras, essayèrent de faire pression sur le nouvel Etat indépendant pour obtenir le rétablissement de l'esclavage. Jose Maria Pando prit leur défense, en argumentant, non sans excès, qu'aucun groupe social n'avait été aussi gravement atteint qu'eux par les guerres de l'Indépendance. Il critiqua San Martin et Monteagudo. Il justifia l'esclavage par deux arguments: le caractère inévitable de la servitude et la "douceur de la relation avec les nègres" qui caractérisait "les descendants américains des Espagnols". Pando ajoute que dans le pire des cas il faut indemniser les hacendados: "Leur droit à la propriété a été violé"⁵⁰. Cette réaction devait remporter une victoire éphémère avec l'ascension au pouvoir du général Felipe Santiago Salaverry qui rétablit la traite des Noirs. Mais l'événement définitif eut lieu quelques années plus tard, lorsque Castilla, en 1854, abolit l'esclavage. Le caractère tardif de l'épilogue d'un conflit qui remontait au moins au siècle précédent s'explique par le fait que ni les esclaves ni l'ensemble des couches populaires de la Lima coloniale n'avaient pu formuler de projet cohérent et spécifique lors de leurs affrontements avec l'aristocratie. Ce n'est pas qu'ils fussent résignés à leur condition; au contraire, ils désiraient mettre le "monde à l'envers", mais ils ne savaient pas comment. Le paradoxe, pour terminer, est que la question reste toujours en vigueur: c'est pourquoi nous, Péruviens, voyons l'Indépendance soit comme une frustration, soit comme une entreprise inachevée; un défi où le passé semble se mêler au futur, bien que, de celui-ci, nous attendions un autre dénouement.

Notes

¹ Nieto, Armando, Contribución a la historia del fidelismo en el Perú, Lima, Instituto Riva Agüero, 1960, pp. 1147 et suiv.

² A.G.I., Estado, 74, n. 31. Joaquín de la Pezuela au Roi (avril 1819). "Elle ne peut pas exister [la confiance] chez l'ensemble des premiers [les habitants]; parce que les bons sont apathiques; l'opinion des cholos et des indiens surtout n'est pas favorable au Roi; et celle de la multitude des esclaves sans exception est ouvertement favorable aux rebelles, car il espèrent recevoir la liberté de leur main".

³ Citée par Nieto, Armando, op. cit., pp. 146-156.

⁴ A.G.N., Tribunal del Consulado, "Cartas y correspondencia hasta España 1812-1816", H-3, f. 11 (8 septembre 1812).

⁵ A.G.N., Tribunal del Consulado, "Libro de juntas del Real Tribunal del Consulado desde 1790 hasta 1788", H-3, LN 907, ff. 212-215. Aussi Gaceta del Gobierno de Lima, t. I, 1816, Madrid, Ministerio de Asuntos Exteriores, 1971.

⁶ Regalado, Liliana y Salinas, María. "Apuntes sobre la actitud del consulado limeño en la etapa emancipadora" en Quinto Congreso Internacional de Historia de América (1971), Lima, Comisión del Sesquicentenario de la Independencia, 1973, p. 271.

⁷ A.G.N., Tribunal del Consulado, "Libro de Informes y Consultas, 1816-1817", H-3, leg. 344, LN 1227.

⁸ Loc. cit.

⁹ A.G.N., Real Hacienda, Casa de Moneda, legs. 344, H-3, f. 99v.

¹⁰ Carmagnani, Marcello, Les mécanismes de la vie économique dans une société coloniale: le Chili (1680-1830), Paris, Sevpen, 1973, pp. 43 et suiv.

¹¹ Rodríguez Vidente, María Encarnación, "La Real Hacienda en el Perú a comienzos del siglo XIX" dans Quinto Congreso Internacional de Historia de América (1971), Lima, Comisión Nacional del Sesquicentenario de la Independencia, 1973, p. 293.

¹² B.N., Lima, (1821), D6697.

¹³ B.N., Lima, (1822), D816. Voir aussi: Távara, Santiago, Abolición de la esclavitud en el Perú, Lima, Monterola, 1855, p. 10.

¹⁴ Camprubí, Carlos. El Banco de la Emancipación, Lima, 1960, pp. 20-21.

15 Vargas Ugarte, Rubén, S.J. Documentos inéditos sobre la campaña de la Independencia del Perú (1810-1824), Lima, Carlos Milla Batres, 1971, pp. 34-35.

16 Vargas Ugarte, Rubén, S.J. Historia general del Perú, Lima, Carlos Milla Batres, 1966, t. VI, p. 164.

17 Ce fait n'apparaît pas dans la version officielle de l'Indépendance, bien que l'historien Mariano Felipe Paz Soldán ne laisse pas de le mettre dans son Historia del Perú Independiente, Lima, 1868, t. I, p. 183: "La ville était bouleversée et dans la plus grande consternation: ceux étaient compromis à cause de leurs opinions, ou ceux qui avaient peur de perdre leur fortune se retirèrent dans les forteresses du Callao [...] Rien n'était plus dangereux que la multitude de nègres qui essayaient de profiter des moments critiques, s'adonnant au saccage et à l'assouvissement de leurs passions". Mais d'autre part, le témoignage de Francisco Xavier Mariátegui, écrit en réplique justement à Paz Soldán, essaie d'atténuer l'importance de ces faits et les présente comme des "désordres" encouragés par des "blancs" et dirigés contre des "patriotes". Les documents des Archives Générales de la Nation, section Tribunal des Séquestres, incitent à pencher pour l'opinion de Paz Soldán.

18 Archivo Vargas Ugarte, Papeles Varios, mss. 10 (16). "Estado que en el día de la fecha tiene el virreinato de Lima...", Lima, 1 novembre 1818.

19 A.A., Inmunidades, leg. 1783-1821.

20 Hall, Basil. "El Perú en 1821" dans Relaciones de viajeros, Lima, Colección documental de la Independencia del Perú, 1971, t. XXVII, vol. 1, p. 226.

21 A.G.N., Juzgado de Secuestros, leg. 9.

22 A.G.N., Juzgado de Secuestros, leg. 9.

23 A.G.N., Juzgado de Secuestros, leg. 3.

24 A.G.N., Juzgado de Secuestros, leg. 1.

25 Loc. cit.

26 A.G.N., Juzgado de Secuestros, leg. 9.

- 27 Porras, Raúl. Pancho Fierro, Lima, Instituto de Arte Contemporáneo, 1959, p. 15.
- 28 Monteagudo, Bernardo. Memoria sobre los principios políticos que seguí en la administración del Perú y acontecimientos posteriores a mi separación, Santiago de Chile, Imprenta Nacional, 1823, p. 10.
- 29 A.M., "República Peruana, curso general de todos los habitantes de este distrito"
- 30 Vargas Ugarte, Rubén, S.J. Nuestro romancero, Lima, 1951, pp. 175-176.
- 31 A.G.I., Lima, 800. Colección de bandos publicados por el gobierno de Lima independiente, Lima, imp. del Rfo, 1821, p. 17.
- 32 Pruvonena (seud. de José de la Riva Agüero y Sánchez Boquete), Memorias y documentos para la historia de la independencia del Perú, Paris, Garnier Hermanos, 1858, t. I, pp. 56 et suiv.
- 33 A.G.N., Juzgado de Secuestros, leg. 1.
- 34 A.G.N., Juzgado de Secuestros, leg. 11.
- 35 A.G.N., Juzgado de Secuestros, leg. 10.
- 36 A.G.N., Juzgado de Secuestros, leg. 1.
- 37 A.G.N., Juzgado de Secuestros, leg. 8.
- 38 A.M., Papeles Varios.
- 39 A.G.N., Juzgado de Secuestros, leg. 8.
- 40 La acción patriótica del pueblo en la emancipación. Guerrillas y montoneras, Lima, Colección Documental de la Independencia del Perú. 1973, t. V, vol. 2, p. XXXIX (prologue d'Ella Dumbar Temple).
- 41 A.G.N., Juzgado de Secuestros, leg. 8.
- 42 A.A., Inmunidades, leg. 1783-1831.
- 43 A.G.N., Tribunal de la Acordada, leg. 1.
- 44 A.G.N., Archivo Moreyra, caja 129.
- 45 Torres Saldamando, Enrique. "Títulos de Castilla y Mayorazgos en el Perú, después de 1821", dans Revista Peruana, 1879, t. II, pp. 564-565.

46 Pour plus de références, cfr. notre article dans la Nueva historia general del Perú, Lima, Mosca Azul editores, 1981 (segunda edición), pp. 118-120.

47 Swayne y Mendoza, Guillermo. Mis antepasados, Lima, 1951 (genealogías de las familias Swayne, Mariátegui, Mendoza y Barreda).

48 A.G.N., Archivo Moreyra, caja 129.

49 A.G.I., Lima, 800. "Colección de bandos publicados por el gobierno de Lima independiente", Lima, imp. Rfo, 1821, p. 35.

50 Pando, José, María. Reclamación de los vulnerados derechos de los hacendados de las provincias litorales del departamento de Lima, Lima, Imp. José M. Concha, 1833, pp. 13 et 62.

Conclusions

COLONIALISME ET VIOLENCE

Quelle image Lima nous donne-t-elle de la société coloniale à la fin du XVIII^e siècle? Quels sont les principaux acteurs du drame? Quelles règles suivent-ils? Telles sont les questions que nous nous posons au début de cette étude. Nous avons en chemin rejeté quelques erreurs, entre autres celle d'une structure sociale rigide et inamovible. Bien que verticalement la société soit bloquée, les personnages de Lima sont en constante ébullition. S'il fallait synthétiser d'une expression la structure sociale de Lima entre 1760 et 1830, on pourrait avancer celle de "société de transition" en précisant que "l'intermède" a duré longtemps: le point de départ se situe loin dans le passé et on ne voit pas quel peut être l'avenir de cette structure. Plus important encore: on dirait qu'il s'agit d'une société sans alternative. En effet, le mécontentement existe d'une façon visible: évasions d'esclaves, prolifération du brigandage, émeutes urbaines; mais l'ensemble de ces événements, qui ne sont que les signes d'un malaise social, n'arrive pas à profiler un mouvement social. Comment expliquer un dénouement aussi frustrant?

Commençons par ceux qui sont en haut de l'échelle. La classe dominante se recompose dans la deuxième moitié du XVIII^e siècle grâce à l'appui que lui donne le capital commercial: de Lima, elle étend son influence vers Guayaquil et Valparaiso en sillonnant la Mer du Sud, et aussi vers l'intérieur, en contrôlant les marchés urbains et miniers de Cerro, Arequipa, Cusco et même le Haut Pérou. Un réseau commercial compliqué, laborieusement édifié avec l'appui des colporteurs, du système d'endettement et de méthodes compulsives: telles sont pour l'élite de Lima les voies de l'ascension vers le pouvoir à l'échelle de la Vice-Royauté. Ses membres sont pour la plupart espagnols, liés à l'appareil bureaucratique et détenteurs de titres nobiliaires. C'est une aristocratie nombreuse mais récente, sans liaison directe avec la production (elle ne s'intéresse pas à l'investissement agraire ou minier), c'est pourquoi ses racines sont faibles, dans ce pays qu'elle

apire à dominer mais qu'elle ne connaît pas. Les débuts du processus furent marqués par un intense cycle de révoltes paysannes et la classe dominante s'effondra avant d'avoir pu se constituer; sa croissance est interrompue par les crises successives nées du déclin de l'ordre colonial. Crise commerciale, crise minière et crise agraire surgissent de la société immobile dans ses ruines que les patriotes trouvent en 1820. Les réformes bourbonniennes (en particulier le libre commerce) portent un préjudice définitif à l'aristocratie marchande qui, assiégée par la rébellion paysanne et redoutant un soulèvement d'esclaves, resta néanmoins jusqu'au bout fidèle à la monarchie espagnole. C'est pourquoi, lors du dernier épisode, le rejet de la classe dominante -qui ne peut être exprimé en termes classistes- est perceptible dans le sentiment anti-Espagnol qui enflamme la plèbe de Lima, et que recueillirent San Martin et Monteagudo.

Le sort des esclaves obéit, en quelque sorte, à un processus inverse; nombreux et hétérogène, leur groupe resta toujours enfermé dans les étroites limites d'une région (Lima et la côte centrale) et, pendant le XVIII^e siècle, il s'intègre à la culture urbaine, délaissant ses traditions, se fragmente en multiples occupations et, en définitive, se désagrège. L'esclavage sur la côte péruvienne resta livré à ses mécanismes internes de reproduction. Il ne surgit pas comme conséquence d'un système de plantations et, contrairement à ce qui se passe dans d'autres espaces coloniaux, il s'agit d'un phénomène urbain plus que rural.

En ville, les esclaves vivent et se confondent (on peut même dire ils s'intègrent) avec la plèbe: chômeurs, tâcherons et sous-employés qui vivent précairement entre l'artisanat de Lima et cette population lumpen (bandits, voleurs, mendiants) qui a tendance à augmenter. Phénomène urbain mais qui n'est pas propre à Lima; le chômage, la mendicité et le brigandage existent aussi au Cusco et à Ayacucho, dans les campagnes du sud des Andes parcourues par des "étrangers sans terres" qui allaient d'hacienda en hacienda, à la recherche d'une journée; on les trouve de même au Chili, en Argentine, au Vénézuéla, enfin où le banditisme, phénomène séculaire aggravé et amplifié par la guerre de l'Indépendance devint endémique. Dans les trois pays cités, le XVIII^e siècle

produit le type social qui de nos jours encore résume le "génie" national: le roto chilien, le gaucho argentin, le llanero vénézuélien. Pas de type national pour le Pérou. Au lieu de l'épopée de Martin Fierro, nous avons le récit multiple des Tradiciones.

La seule existence de la plèbe met en danger l'équilibre social. La mobilité et la désagrégation de ces groupes rend tout consensus impossible, de là l'importance de la violence dans la société coloniale. Il ne s'agit pas de la coercition organisée de l'Etat (bien qu'on dispose de forces militaires considérables et que l'on organise des services policiers); il s'agit de l'usage quotidien de la violence. On ne retrouve pas ici le modèle absolutiste décrit pour l'Europe par Perry Anderson. L'accusation la plus fréquente envers les maîtres est le "sévice". La faiblesse du pouvoir réel de l'aristocratie à l'échelle du pays est compensée par le déploiement de l'autorité dans l'enceinte domestique. Nous sommes ici, malgré les arguments de Jose Maria Pando, aux antipodes du paternalisme esclavagiste décrit par Eugene Genovese pour le sud des Etats-Unis, ou par Gilberto Freyre pour le Brésil. Le seul symbole de l'autorité pour le maître liménien était le fouet.

La Lima coloniale n'est donc pas la ville paisible représentée par l'historien Jose de la Riva Agüero. On y respire une atmosphère tendue. Mais la violence coloniale ne semble pas être l'efficace accoucheuse de l'Histoire que Marx voyait en elle. C'est une violence qui fragmente et qui divise, qui oppose non seulement la plèbe à l'aristocratie, mais qui scinde la plèbe elle-même. Aucun mouvement de libération noir ne surgit, on ne peut donc rien attendre des plébéiens: nous devons conclure sur la constatation de la stérilité de la violence coloniale comme conséquence d'une structure de classes qui n'arrive pas à se constituer. S'il y a des intérêts opposés, des luttes sociales, des conflits, on ne peut pas pour autant parler de lutte de classes, du moins si l'on admet que celle-ci "apparaît lorsque, d'une façon assez continue, une classe déterminée de la société, aux caractéristiques économiques bien délimitées, rend manifeste la conscience de sa solidarité et la volonté de modifier la structure sociale à son propre bénéfice"¹. La lutte de classes exige des projets et des alternatives; mais ces chemins ne s'ouvrent pas à Lima au XVIII^e siècle.

C'est pourquoi le libéralisme et la démocratie par lesquels on essaya de remplacer l'ordre colonial, furent invivables. Simon Bolivar, dans sa "Carta de Jamaica" (Lettre de Jamaïque) (1815), avait eu l'intuition que la combinaison entre l'or et les esclaves serait un écueil difficile à éviter: les riches finiraient par préférer "la tyrannie d'un seul, afin de ne pas avoir à supporter la plaie des soulèvements populaires"². Il semble que l'Histoire se soit employée à confirmer ses dires puisque, dès 1821, les émeutes se propagent sur toute la côte, le brigandage impose son style même à l'armée et l'anarchie règne: un pays bouleversé et à la dérive. Peu après, Bernardo de Monteagudo, s'appuyant sur son expérience de gouvernement au Pérou, pose à nouveau le problème de la démocratie dans ses Memorias de Quito (1823). Quatre principes fondamentaux devraient selon lui permettre l'établissement du nouveau système: la moralité du peuple, l'état de la civilisation, la distribution des richesses et le type de relations sociales. La modernité de ce dernier critère surprend. Monteagudo souligne très justement la division et la fragmentation d'intérêts, c'est-à-dire, l'existence face à l'aristocratie non pas d'une classe sociale, mais de l'ensemble hétérogène de la plèbe. "La diversité de conditions et la multitude de castes, la forte agressivité qu'elles manifestent entre elles, enfin, la divergence dans les idées, les coutumes, les besoins, et les moyens de les satisfaire, le tout fait un cadre d'antipathies et d'intérêts opposés, qui menacent l'existence sociale"³; pour conclure: "les relations qui existent entre les maîtres et les esclaves, entre des races qui se détestent, et entre des hommes qui forment autant tant de sous-divisions sociales qu'il y a de différence entre leurs peaux, sont entièrement incompatibles avec les idées démocratiques"⁴.

Jusqu'à quel point cette image est-elle généralisable à l'ensemble de la Vice-Royauté? Une nouveauté significative semble apparaître dans l'alternative à l'ordre colonial que présenta le projet de "l'utopie andine": un programme millénariste, soutenu par l'espoir du retour du Tawantinsuyo, qui échoue, moins à cause de la répression exercée par les autorités coloniales qu'à cause de la division et de la fragmentation d'intérêts du monde rural⁵. Les différences qui existent à l'intérieur de la paysannerie andine -entre colonos (serfs) et comuneros (paysans), par exemple- semblent rapprocher cette dernière de la plèbe

de Lima, bien que les processus sociaux et économiques (faiblement étudiés) suscitent dans les Andes l'apparition et la formation de certaines couches sociales et d'un groupe effectivement rival de l'aristocratie: les nobles et les caciques indiens. Lorsque la révolution tupamariste éclate (1780) les contradictions qui minaient de l'intérieur l'élite indigène apparaissent aussi. On serait tenté de penser que le système colonial faisait avorter toute structure de classe possible: là se trouverait -plus que dans la violence- l'explication de son existence prolongée. En bref, le manque de classes sociales et l'absence d'alternative dessinent en creux le visage de la société coloniale.

* * *

Au terme de ces pages, celles-ci nous apparaissent comme une glose de la chanson populaire -moment musical obligé de toute soirée liménienne- appelée El plebeyo. Son auteur, Felipe Pinglo Alva (1899-1936) fut, comme Ricardo Palma, un interprète exceptionnel de la capitale. En 1930, encore, il chante une ville où en une "lutte silencieuse", d'où le mélodrame n'est pas absent, la passion d'un plébéien se heurte à la condition et au dédain d'une aristocrate. L'impossibilité de transgresser cette "loi infamante" explique la résignation finale des vers: bien que "le plébéien d'hier/ soit le rebelle d'aujourd'hui", il n'arrive pas à répondre à la vieille question: "Pourquoi les êtres/ n'ont-ils pas tous la même valeur?"⁷.

Notes

¹ Vilar, Pierre. Crecimiento y desarrollo, Barcelona, Ariel, 1974, p. 102.

² Bolívar, Simón. Escritos políticos, Madrid, Alianza Editorial, 1969, pp. 80-81.

³ Monteagudo, Bernardo. Memoria sobre los principios políticos que seguí en la administración del Perú..., Santiago de Chile, Imprenta Nacional, 1823, p. 18.

⁴ Op. cit., p. 19.

⁵ Cfr. Flores Galindo, Alberto. "La revolución tupamarista y los pueblos andinos", dans Allpanchis, Cusco, 1981, n. 17-18, pp. 253-265.

⁶ Brown, Fortunato. 200 vales criollos, Lima, Ediciones Comerciales, 1976, p. 2.

ANNEXES

- Annexe I Dîmes. Lima (côte), 1770-1829
a) Chiffres
b) La source
- Annexe II Vallées de Lima: haciendas et propriétaires
- Annexe III Frégates de la marine marchande, Callao, 1808-1821
- Annexe IV Consuls du Tribunal du Consulat, Lima, 1760-1826
- Annexe V Entrées de la Caisse Royale, Lima, 1760-1799
- Annexe VI Frappes à l'Hôtel de la Monnaie, Lima, 1760-1821
- Annexe VII Haciendas mis sous séquestre, 1821-1824
- Annexe VIII Marchands émigrés, 1821-1824

DIMES. LIMA (COTE) 1770-1829. PESOS
a) Les chiffres

Années	Nazca	Ica	Pisco	Cañete	Mala	Lurín	Surco	Callao	Lurigancho	Cara-baillo	Chancay	Huaura	Yauyos	Santa	Total
1770-71	3,500	6,100	10,100	9,005	1,011	1,250	5,500	3,500	1,400	6,000	14,357	8,000	1,300	1,400	66,223
1772-73	4,150	6,100	11,220	9,200	1,225	1,250	4,650	3,500	1,400	5,100	14,000	7,000	1,282	1,200	71,277
1774-75	3,750	6,100	10,100	9,200	900	1,352	4,650	3,650	1,400	5,050	13,500	7,000	1,335	1,200	69,177
1776-77	5,500	6,100	10,100	9,000	900	1,275	4,900	3,650	1,400	4,800	13,825	8,102	1,250	1,200	72,002
1778-79	5,500	6,150	10,100	11,450	900	1,225	4,900	3,650	1,400	5,250	14,050	7,750	1,250	1,200	74,775
1780-81	6,250	5,600	8,100	11,485	900	1,407	5,025	3,700	1,425	5,300	14,500	7,750	1,287	1,220	73,949
1782-83	6,100	5,600	8,100	13,527	1,265	1,540	5,350	3,750	1,750	5,325	13,500	7,870	1,325	1,225	76,227
1784-85	6,137	6,000	8,400	13,655	1,000	1,540	5,350	3,775	1,775	5,400	13,630	8,037	1,325	1,350	77,384
1786-87	8,370	11,685	11,700	8,106*	1,450	1,550	7,275	5,000	2,000	7,505	13,760	8,075	1,337	2,012	89,825
1788-89	7,050	12,145	11,400	12,294**	1,105	1,600	7,612	5,000	2,000	8,065	12,880	8,075	1,325	1,650	92,201
1790-91	6,800	14,377	11,300	11,899	1,462	1,600	6,825	5,000	1,600	7,025	12,000	8,562	1,325	2,000	91,775
1792-93	6,350	16,574	11,350	13,250	1,425	1,619	6,825	5,000	1,750	7,025	12,000	8,775	1,325	2,000	95,268
1794-95	6,350	18,152	11,500	13,250	1,650	1,615	6,825	5,090	1,750	7,350	12,000	9,050	1,325	2,142	98,049
1796-97	6,350	17,270	11,675	13,250	1,000	1,615	6,825	5,090	1,775	7,500	---	10,050	1,325	2,142	85,867
1798-99	7,250	16,705	11,675	13,500	1,000	1,615	6,825	5,090	1,775	7,500	10,750	10,549	1,390	2,387	98,011
1800-01	7,250	18,434	13,500	13,500	1,000	1,615	8,505	5,090	1,775	8,100	10,750	12,099	1,477	2,387	105,482
1802-03	9,062	18,789	16,250	13,500	1,000	1,615	7,000	5,130	1,775	8,100	10,750	10,323	1,475	1,750	108,519
1804-05	8,200	18,789	14,500	13,250	1,000	1,615	7,575	5,130	1,775	8,100	11,250	14,550	1,400	2,075	109,209
1806-07	7,500	18,800	14,500	14,550	1,000	1,615	7,575	5,130	1,775	8,100	11,281	12,750	1,475	2,075	108,136
1808-09	6,500	20,600	14,500	13,250	1,000	1,615	7,575	5,130	1,775	8,100	11,656	11,250	1,700	2,162	106,813
1810-11	6,500	19,300	15,125	11,000	1,000	1,615	7,575	5,130	1,880	8,100	11,650	11,425	1,725	2,500	104,525
1812-13	7,025	16,000	14,000	14,750	1,250	1,615	7,575	7,000	1,875	11,150	10,800	12,650	1,650	2,000	109,340
1814-15	5,600	19,825	14,150	18,000	1,125	1,615	7,575	5,386	1,900	8,100	10,850	13,250	1,650	2,365	111,391
1816-17	7,012	16,500	19,500	12,000	1,100	1,615	7,980	6,463	1,900	8,100	10,850	12,000	1,650	2,250	108,920
1818-19	7,050	16,500	14,150	12,000	1,100	1,615	7,575	5,130	1,900	8,100	---	12,975	1,925	2,100	92,120
1820-21	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---
1822-23	---	---	---	8,500	850	1,350	5,000	4,325	1,350	6,700	4,800	5,750	1,500	1,400	41,525
1824-25	2,050	7,500	4,750	4,025	350	750	2,025	250	---	1,750	5,200	---	764	1,100	30,514
1826-27	5,500	11,000	7,075	7,100	400	1,300	4,750	1,525	1,300	5,050	5,600	6,675	900	1,650	59,825
1828-29	5,625	11,075	9,000	8,900	625	1,500	5,900	2,287	1,450	7,500	5,625	5,162	1,100	2,500	68,249

Source: A.A., legs. 34, 35, 37, 45; A.G.N., sección colonial, legs. 13, 14, 22; A.G.I., Lima, leg. 694, 707.

* Incomplet.

** Cañete et Callao.

b) La source

Deux sources permettent de dessiner, au moins approximativement, le cours de la production agricole de la côte: les Caisses Royales et les rentes décimales de l'Archevêché de Lima. La perception fiscale coloniale incluait une branche appelée Novenos (Neuvièmes), correspondant à deux demi-neuvièmes des dîmes donnés par l'Eglise à la Couronne: sur la base de ces chiffres nous avons pu construire une série qui va de 1760 à 1820, mais les livres de la Caisse Royale de Lima que nous avons consultés donnent une somme totale annuelle qui inclut les rentes décimales de la côte et de la sierra limitrophe. Il est donc préférable de recourir aux documents des Archives Archiépiscopeales qui, une source plus directe, permettent en outre de distinguer la sierra des llanos (plaines), et à l'intérieur de ceux-ci, tout ce qui a été produit chaque année dans les principales vallées. L'Archevêché de Lima divisa la côte centrale en quatorze provinces soit, du sud au nord: Nazca, Ica, Pisco, Cañete (qui incluait Chincha), Mala, Lurin (appelé aussi Pachacamac), Surco, Callao (qui comprenait Bocanegra), Lurigancho, Carabayllo, Chancay, Huaura et Santa. Une étroite bande entre la mer et la cordillère, où alternaient vallées et extensions désertiques. Les sources ecclésiastiques nous ont permis d'établir une série complète entre 1770 et 1829. Nous avons laissé de côté les chiffres des années précédentes qui nous ont semblé peu fiables; ceux que nous publions, ont été comparés préalablement à d'autres données fragmentaires provenant des Archives Générales de la Nation ou des Archives Générales des Indes: les novenos font que la Couronne a intérêt à confirmer les chiffres de l'Archevêché et à suivre le cours des perceptions¹.

A simple vue, la définition de la dîme est très simple: c'est la dixième partie de la récolte qui était donnée à l'Eglise. La réalité est bien plus complexe: la dîme pouvait être payée en nature ou en espèces, elle pouvait être perçue directement ou payée par un locataire, il faut donc, quand on étudie les dîmes, prendre en considération la combinaison de ces possibilités. Le cas idéal est sans doute celui des rentes décimales collectées directement par des fonctionnaires ecclésiastiques qui allaient d'hacienda en hacienda, de village en village

pour recevoir les dîmes en nature, ils en noteraient patiemment le montant sur leurs carnets de comptabilité: ce genre de dîme permet de mesurer assez précisément les fluctuations de la production agropécuaire. Sur la côte centrale péruvienne le cas fut, en quelque sorte, inverse. Comment fonctionnaient les dîmes?

Les dîmes de l'Archevêché de Lima étaient affermees pour deux ans (exceptionnellement cette période pouvait être réduite à un an), après une adjudication qui avait lieu en juin (Saint Jean) ou en décembre (Noël), au cours d'enchères où les personnes intéressées se présentaient accompagnés d'un garant: l'événement avait lieu sur le parvis de la cathédrale, le matin, et il était dirigé par les juges ordinaires des rentes décimales, les témoins étaient des représentants de la Real Audiencia (Audience Royale) et de la Caisse Royale². Les enchérisseurs étaient généralement des bureaucrates, de petits commerçants ou des hacendados, tandis que parmi les garants (qui faisaient souvent office de prêteurs) il n'est pas rare de trouver un riche propriétaire ou quelque marchand comme Domingo Ramirez de Arellano³.

Quelquefois, l'adjudication ne fonctionnait pas: les enchérisseurs manquaient, ou ils faisaient des offres insuffisantes et dans ces cas-là, l'Eglise percevait directement l'impôt. Un premier signe de la marche de l'agriculture sur la côte apparaît dans un fait très simple: sauf dans cinq ou six cas, sur 30 enchères biannuelles pour 14 provinces, c'est-à-dire sur 420 fois, on trouva toujours preneur. Quelquefois on retrouve les mêmes noms, plus souvent encore les noms variaient. Dans un cas comme dans l'autre, on devait s'informer au préalable sur la marche de l'agriculture dans la vallée et sur les bénéfices qu'on pouvait en obtenir. Evidemment, la quantité que reçoit l'Eglise doit être inférieure à la somme perçue afin que le locataire récupère sa mise et obtienne des bénéfices additionnels; il y a là matière à tension ou à conflit entre l'Eglise, qui veut augmenter ses rentes surtout depuis la décennie de 1780, et les enchérisseurs qui désirent au moins conserver leur taux de bénéfices. Quelle était celui-ci? Il est difficile de le savoir à cause de la complexité de la perception des dîmes.

La perception se faisait en nature ou en espèces. En nature surtout dans les vallées du sud, à Ica, où la production vitivinicole était

suffisamment attrayante (et en plus facile à conserver), pour que les percepteurs négocient avec les propriétaires le paiement de la dîme en jarres de vin ou d'eau-de-vie que les percepteurs, souvent de petits commerçants ou d'ex-propriétaires, vendaient ensuite généralement avec profits⁴. Mais dans les autres vallées, où la production était plus diversifiée et où la commercialisation des "grands produits" comme les pains de sucre, passait par les marchands du Tribunal du Consulat de Lima, on percevait la dîme en espèces; nouvelle raison de tension et de conflit, car dans un monde rural à la circulation monétaire plutôt réduite, les hacendados ne pouvaient qu'être réticents.

En nature ou en espèces, bien d'autres critères entraient en jeu dans l'assiette de la dîme. Dans certaines vallées, comme Lurigancho, la norme était une somme fixe établi depuis "des temps immémoriaux": il ne manqua pas de percepteur pour essayer (sans doute sous l'effet de pressions ecclésiastiques) de modifier cet accord, utile à cause de sa stabilité, mais qui gênait de possibles profits⁵. Ailleurs, la dîme dépendait d'un accord biannuel entre percepteurs et producteurs, ceux-ci cherchant à le maintenir aussi stable que l'alcabala des haciendas. Quelques uns voulaient limiter la dîme à l'agriculture commercialisable, et la décision d'imposer aussi la production consommée par les esclaves de l'hacienda ou par les administrateurs fut une source permanente de divergences et de conflits. L'Eglise et les enchérisseurs soutenaient qu'il fallait imposer les récoltes et non les volumes vendus. Quand ils payaient en espèces, les propriétaires soutenaient que l'impôt ne devait frapper que les entrées monétaires de l'hacienda, ce qui faciliterait d'autant leur comptabilité, très peu cependant tenaient des livres comptables. Les haciendas de la Compagnie de Jésus avaient des livres de salaires, des livres de comptabilité, ils suivaient ponctuellement la marche de leur production, donc on pouvait voir avec précision si celle-ci montait ou baissait. Ce ne fut pas le cas de la plupart des propriétés de la côte: la chacra Puente, déjà citée, n'avait évidemment pas de livres comptables, mais on pourrait argumenter que c'est un mauvais exemple, car il s'agit d'une petite propriété (presque un seul champ de luzerne); en réponse nous pourrions citer plusieurs cas comme celui de l'hacienda Lomolargo, de don Felipe Sancho Davila (aristocrate liménien, qui l'avait louée à don Fernando Piélagos), qui se passait de livre de

comptabilité et ne savait pas avec précision combien il produisait; comme il voulait continuer à payer le dîme "en argent et en effets", c'est-à-dire selon une modalité mixte, un administrateur méfiant lui entama un procès, dont le résultat dit qu'on "ne peut pas évaluer dans tous les détails la quantité fixe produite par les champs de luzerne"⁶. Jose Villegas, hacendado du Callao, dans un procès entamé en 1813 à propos du paiement d'une dîme, dit que "comme il n'y a que deux ans qu'il conduit son hacienda il n'a pas pu faire jusqu'à présent le calcul ou le compte de ce qu'il produit et voir combien cela représente sur un an, et encore moins sur l'année en cours, puisque la récolte des haricots n'est pas faite"⁷. L'administrateur d'une chacra voisine, située à Magdalena, refusait de payer la dîme en argumentant qu'on y avait recolté un "quantité très mince": le maïs et le haricot avaient servi à l'alimentation des "domestiques", donc "comme le déclarant ne peut rendre compte à personne de ce qui lui revient, c'est pour cela qu'il n'a fait aucun calcul et qu'il ne sait pas combien la chacra produit ni le montant annuel de la production"⁸.

Les Jésuites aussi opposaient des résistances au paiement des dîmes mettant en avant les exigences multiples de leurs oeuvres pastorales, mais le Chapitre Ecclesiastique ordonna plusieurs fois qu'ils fussent imposés comme tout autre ordre religieux ou comme tout laïc⁹. Un des procès provoqua une enquête à cause de laquelle les Pères de la Compagnie de Jésus durent présenter les volumes récoltés de 1756 à 1760 dans les haciendas de San Javier, San Pablo, San Jose (Nazca), San Raxis (Chincha), San Juan (Huaura), La Huaca (Chancay), San Juan (Surco) et San Juan Bautista (Pisco), depuis 1756 jusqu'à 1760. Bien qu'ils aient été les administrateurs les plus efficaces et les plus soigneux du secteur agraire colonial, il est intéressant d'observer que les chiffres correspondent à la production de vins, d'eau-de-vie, de pains de sucre, d'huile; rares sont les autres produits cités; dans le cas de San Javier et San Pablo il est noté que l'on y sème aussi du blé, du pallar (haricot du Pérou) et du haricot pour l'alimentation des travailleurs de l'hacienda; mais le père ne fit pas figurer cette production-là dans la comptabilité: c'étaient des cultures instables qui dépendaient du régime des eaux¹⁰. Ne figurent pas non plus les récoltes des terres louées. La production des "lopins d'esclaves" restait

également en marge des statistiques¹¹. Même dans les haciendas jésuites, la production pour le marché interne ou l'autoconsommation échappait aux chiffres!

La dîme fut, de cette manière, une cause constante de conflits dans la société coloniale parce que son fonctionnement n'était pas, au sens strict, réglementé et restait régi finalement par les relations particulières à chaque vallée ou par les accords entre percepteurs et producteurs. Mais le coeur du conflit est la tension entre l'économie monétaire et l'économie naturelle: à cause du recouvrement de la dîme en espèces qui devient un mécanisme permanent d'extraction d'excédents, la campagne se sent pressurée par la ville. Un hacendado qui résiste au paiement en argent argumente en disant que "la conversion en argent se fait avec beaucoup de difficultés, en désignant 3 ou 4 nègres tous les jours pour qu'ils aillent la vendre [la production de l'hacienda], perdant ainsi la journée que je dois néanmoins leur payer"¹². Pour l'Eglise le système de locations était profitable pour trois raisons: elle avait des rentrées financières assurées et constantes, ces rentrées se faisaient toujours en argent et elle laissait à un tiers la relation directe (et les conflits qu'elle entraînait) avec les producteurs. L'Eglise n'est pas la seule bénéficiaire du système; le garant, personnage occulte, qui n'apparaît que furtivement dans les documents, obtient aussi des bénéfices sûrs sans rien risquer. Les mécontents, ceux qui résistent à payer cette obligation prétendument sacrée, se plaignent en premier lieu de l'administrateur: "le percepteur de dîmes fait ses propres affaires et chacun sert ses intérêts: mais le laboureur qui arrose avec son sang le terrain que la Providence fertilise, ne peut pas ne pas se défendre, clamer et crier afin qu'on ne lui prenne pas la cape au lieu du sarrau"¹³.

Le défense de la cape ne s'exprimait pas toujours lors de procès publics (les plaignants les perdaient, en général, car le procès était entamé devant le tribunal ecclésiastique où l'Eglise était juge et partie); l'usage le plus courant consistait à échapper au paiement de la dîme en donnant du bétail de l'hacienda, comme cela se passait souvent dans la vallée de Santa, ou des excédents de production de sucre (raspaduras) comme le faisaient plusieurs hacendados de Chancay. Bien sûr le moyen plus simple était de faire de fausses déclarations, en donnant

des chiffres inférieurs à ceux des récoltes. Le manque de livres comptables -dans la plus grande partie des propriétés- et l'hésitation devant les embarras de la procédure faisaient que le percepteur n'avait recours au procès qu'en des cas extrêmes.

A tout cela s'ajoute un autre conflit. En droit, les Indiens ne devaient pas payer de dîme, mais dans la pratique cette disposition légale fut toujours tournée. Presque toujours. Certes le Protecteur des Naturels, en telle ou telle occasion, par exemple à Chancay à la fin du XVIII^e siècle, veilla à la faire respecter, mais les entorses se produisaient de plusieurs façons: dans quelques vallées les Indiens ne payaient que la vingtième partie de leur production¹⁴, dans d'autres on se limitait à exiger la dîme sur les cultures introduites par les Espagnols, il y eut des taux particuliers comme à Pacaraos, où on décida que les Indiens paieraient sur le "bétail de Castille" 3% que l'on réduisit finalement à 2%¹⁵. Avec les indigènes, le percepteur marchandait plus qu'avec les propriétaires. L'imprécision augmentait et les conflits étaient fréquents: "l'insolence des Indiens est telle que, obligatoirement, on en vient à mépriser les ordres", le percepteur des dîmes de Huarochiri demanda donc que ses receveurs fussent accompagnés de soldats¹⁶. Dans ces conditions les chiffres des dîmes de Lima ne représentent qu'un tableau approximatif de la marche de la production agricole, dans lequel les revenus déclarés sont vraisemblablement inférieurs à la production réelle. Dans quel pourcentage? Il est impossible de le déterminer avec précision, parce que les formes d'éviter le paiement furent multiples et parce que les enquêtes de l'époque n'arrivèrent à aucun résultat sûr.

Notes

¹ Une autre source possible seraient les impôts sur les propriétés rustiques, les cabezones ou alcabala d'hacienda; malheureusement pour l'historien ils correspondaient à une taxation invariable. Entre 1795 et 1819, par exemple, le cabezón des principaux haciendas de Huaura fut le suivant:

<u>Haciendas</u>	<u>Pesos</u>
Vilcahuaura	140
Ingenio	60
Andahuasi	30
Casablanca	70
Arguay	150
San Nicolás	40

Source: A.G.N., Aduanas, C-15, legs. 132-133.

33. ² A.A., Diezmos, leg. 34. Voir aussi le Reglamento dans le leg.
- ³ A.H.R.A., Documents du marchand Ramírez de Arellano.
- ⁴ Sur les dîmes à Ica voir A.A., Diezmos, leg. 36.
- ⁵ A.A., Diezmos, leg. 37.
- ⁶ Voir aussi le jugement rendu sur la réduction des dîmes dans champs maraichers Lasso, Miraflores (1762) dans A.A., leg. 34.
- ⁷ A.A., Diezmos, leg. 43.
- ⁸ A.A., Diezmos, leg. 44.
- ⁹ A.A., Diezmos, leg. 35.
- ¹⁰ A.A., Diezmos, leg. 35, "Testimonio... de los padres de la Compañía de Jesús".
- ¹¹ A.A., Diezmos, leg. 36.
- ¹² A.A., Diezmos, leg. 43.
- ¹³ A.A., Diezmos, leg. 42.
- ¹⁴ B.N., Lima, C 513, 1794.
- ¹⁵ A.A., Diezmos, leg. 35 (1770).
- ¹⁶ A.A., Diezmos, leg. 35. Sur les dîmes voir aussi B.N., Lima, D8, 1806, D6119, C4486 et D6121.

Annexe II

VALLEES DE LIMA: HACIENDAS ET PROPRIETAIRES

VALLEE D'ATE

Haciendas	Propriétaires			
	1780	1799	1820	1836
La Molina	--	--	Conde Castañeda	M. García
Mayorazgo	--	--	Francisco Mendoza	Mayorazgo de Ríos
Melgarejo	--	--	Marq. de Montealegre	Casa de las Boquitas
Trapiche Viejo	--	--	José Ayllón	José Palomino
Zegarra	Gaspar de la Puente	--	Domingo Rolando	María Valdivieso
Barbadillo	--	--	José Ignacio Concha	José Barbadillo
Montealveonia	--	--	José Ignacio Concha	Convento de San Francisco
Bravo	José Carrillo	Manuel de la Vega	José Manuel Brito	Manuel Llosa
Inquisidor	Francisco de Vega	Juan José Martínez	Juan Evangelista	Andrés María Alvarez
Puruchuco	--	--	Rafael Solís	Carbajales
Pacayar	--	--	José Alvo	Test. Sancho Dávila
Cárdenas	--	--	Francisco Saavedra	--
Zabala	Francisco Zavala	Marqués de Valle Umbroso	Marqués de Valle Umbroso	Grimanesa de la Puente
Monterrico	--	Fernando Piélagó	José Manuel	María Quintanilla
Matute	Pablo Matute	--	--	--
Asesor	Francisco de la Vega	Marcos Pullana	--	Test. Sancho Dávila
Lomolargo	Carlos Priego	Felipe Sancho Dávila	--	Test. Sancho Dávila
Quiroz	Miguel de la Cruz	Francisco del Pozo	--	Test. Sancho Dávila
Portocarrero	--	Francisco del Pozo	--	Test. Sancho Dávila
Rinconada	--	Felipe Sancho Dávila	--	José Antonio Alvarado
Pólvora	Alberto Alsave	Marq. de Torre Tagle	--	--
Monterrico	Luis de	Domingo Laspiur	José M. de Molina	--

Source: M. Maticorena, Op. cit. Córdoba y Urrutia, Op. cit. A.G.N., Aguas, cuad. 3.3 18.95, 1785.
A.M., Actas de Cabildo.

VALLEE DE CARABAYLLO

Haciendas	1780	Propriétaires 1799	1836
Puente de Palo	Pedro Ijar	--	--
Aliaga	Leonor Paniagua	Blas Godoy	--
Collique	José Ulloa	--	--
Caudivilla	Conde de Lurigancho	Fernando Quiroz	Juan Aliaga
Concón	José Martín de la Fuente	Antonio Barrera	Manuel Torres
Guacoy	Lucas Vergara	Andrés Montero	Juan Aliaga
Punchauca	Lucas Vergara	Pablo Guerra	Juan Jimeno
Caballero	José Ríos	--	Test. Francisco Mendoza
Chocas	Pedro Flores	Juan Balada	Test. Francisco Mendoza
El Trapiche	Antonio Bustinza	José Manilla	--
Sapán	María Castilla	Andrés Mancebo	--
Chillón	Ortiz de Foronda	Ortiz de Foronda	--
Malas	Francisco Moreno	Juan Mesinas-Francisco Oliva	--
Copacabana	--	Manuel Calvo	Test. Calvo
San Lorenzo	--	Alberto Godoy	Josefa Godoy
Chacarilla	--	Alberto Godoy	--
Chuquitanta	Esteban de la Fuente	Fróspero Solís	Grimanesa de la Fuente
Pampas Chillón	--	José Foronda	--
Infantas	Pedro Flores	Agustín Lobatón	--
Naranjal	Juan José de la Fuente	Felipe Sancho Dávila	Andrea Mendoza
Tambo Inga	Pablo Alvarado	Antonio Alvarado	Cayetano Espinoza
Aznapuquio	Pablo Alvarado	Pablo Alvarado	--
Oquendo	--	Francisco Figueroa	Test. de Landa
Pro	Margarita Quiroz	--	Josefa Larriva
Comas	Antonio Cosan	--	--

Source: "Relación de las 222 haciendas de los 5 valles de Lima..." en Miguel Maticorena, José Baquíjano y Carrillo, Colección Documental, Lima, 1976. A.G.N., Cabildo, Causa Pública, leg. 9. Córdova y Urrutia, Estadística..., Lima, 1839, pp. 98-100.

Annexe III

FREGATES DE LA MARINE MARCHANDE, CALLAO, 1803-1821

"Milagro"	D. Vicente Larriva
"Aguila"	Juan Miguel de Castañeda
"Piedad"	Conde del Villar y D.M. Arrieta
"Mercedes"	D. Domingo Ramírez de Arellano
"Guadalupe"	D. Martín y D. Isidro Izaza
"Jesús María"	Fernando del Mazo
"Carmen" (a) "Ostolaza"	Miguel Fernando Ruiz
"Sacramento"	Joaquín de Asín
"Dolores" (a) "Esmeralda"	Pablo Hurtado
"Peregrina"	
"San Antonio" (a) "Hunter"	
"Castor y Polux"	
"Joven María"	Manuel de Arámburu
"Dichosa" (a) "Tryal"	Tomás Lopategui
"Bárbara" (a) "Bostonesa"	
"Joaquina"	Javier María de Aguirre
"Teresa" (a) "Industria"	Juan Miguel de Castañeda
"Candelaria"	
"Miantinomo"	José Urrutia
"Bretaña"	Francisco Parga
"Trinidad" (a) "Providencia"	Cayetano Bacarreza
"Júpiter" (a) "Mariana"	
"Carmen" (a) "Víctor"	Francisco de Inda
"Palafox" (a) "Trujillana"	Manuel de los Heros
"Concepción" (a) "Minerva"	Izcue, y Sánchez Quiros
"San Juan Bautista" (a) "Diana"	Manuel de Arámburu
"Carmen" (a) "Veloz" o "Cayuca"	José Rodulfo
"Santo Domingo" (a) "Brillante" o "Tomasa"	Francisco A. Manzano
"Araucana"	José de San Martín
"Nueva Limeña"	Bernardo Soffia
"Astigarraga"	
"Fuente-hermosa"	El Marqués de Fuente-hermosa
"San Miguel"	D. Miguel Rodríguez
"Margarita" (a) "Dominicana"	Andrés Revoredo y D. Manuel Rivas
"Begoña"	D. José Ignacio Palacios
"San José" (a) "Tránsito"	Juan de Dios Tirapegui
"Asunción" (a) "Civeles"	
"Tama" (a) "Esperanza"	Antonio Varas
"Grampuz" (a) "Resolución"	Francisco A. de Izcue
"Carmen" (a) "Dos amigos"	
"Carmen" (a) "Nicolasa"	
"Eulalia" (a) "Bárbara"	José María Verdugo
"San Andrés" (a) "Magallanes"	
"San José" (a) "Pailón"	José de San Martín
"Na. Sra. de Iciar" (a) "Javiera Warren"	
"Aranzazu" (a) "1a. Cantábria Bultur"	José Arismendi y D. Miguel Almorza
"Salvador" (a) "Nuevo Triunfo"	José María Verdugo
"Hero" (a) "Nereida", "Catita"	Joaquín Campino
"Isabel"	

"San Miguel" (a) "Comercio de Lima"	D. Ignacio y D. Manuel de Santiago
"Na. Sra. de Iciar" (a) "Preciosa"	José Correa e Irizarri
"Na. Sra. de Regla" (a) "Teresa" o "Gaditana"	José Francisco Abasolo
"Escorpión" (a) "Especulación"	Joaquín María Ferrer
"Na. Sra. del Carmen" (a) "Neptuno"	
"Na. Sra. de la Aurora" (a) "Peruana"	Benito Cristi
"Na. Sra. de las Nieves" (a) "Florita"	
"Na. Sra. del Rosario" (a) "Perla"	José A. Chápartegui y D.N. Mata
"Santa Catalina" (a) "Tagle"	Antonio Varas
"Reina de los Angeles"	José Rodulfo
"Nueva Reina Olazagarra"	José Rodulfo
"Resolución" (a) "Constancia"	
"Carmen" (a) "Victoria"	Manuel Arrieta
"Hermosa Mejicana"	Ramón Vendrell
"Na. Sra. del Rosario" (a) "Cazadora"	José Rodulfo
"Santa Rosa" (a) "Centinela"	
"Santa Rosa de Lima" (a) "Ramoncita"	
"San Francisco de Paula" (a) "Gobernadora"	
"Rosario" (a) "Constitución"	
"Na. Sra. de los Dolores" (a) "Paula"	
"2a. Cantábría"	Miguel Almorza y Tomás Gallegos
"Na. Sra. del Tránsito" (a) "Moctezuma"	
"Castor" (a) "Limeña"	
"Peruana", corbeta	
"Carolina"	
"Santa Rosa de Lima" (a) "Presidenta"	
"Cristina"	
"Flora"	Nicolás Noé
"Primorosa Mariana"	
"Veloz Pasajera"	
"Cleopatra"	
"Santo Domingo" (a) "Tomás"	

Source: Manuel de Mendiburu, Diccionario histórico biográfico, Lima, Imp. Enrique Palacios, 1932, tomo 10, pp. 412-414.

Annexe IV

CONSULS DU TRIBUNAL DU CONSULAT, LIMA, 1760-1826

1760 y 1761	Prior Cónsul	D. Pedro del Cano y Balda D. Sebastián F.V. y Arbizu
	"	D. Domingo de Saldivar
1762 a 1764	Prior Cónsul	D. Pedro del Villar y Zubiaur D. Domingo de Saldivar
	"	D. Tomás de la Bodega y la Cuadra
1765 y 1766	Prior Cónsul	D. Ignacio de Elota D. Tomás de la Bodega y la Cuadra
	"	D. Manuel Pascual de Heraso
1767 y 1768	Prior Cónsul	D. Juan Antonio Bustamante y Quijano D. Manuel Pascual de Heraso
	"	D. Antonio Rodríguez de Fierro
1769 y 1770	Prior Cónsul	D. Tomás Martín Luengo D. Antonio Rodríguez del Fierro
	"	D. Manuel Díaz García
1771 y 1772	Prior Cónsul	D. Simón Cayro D. Manuel Díaz García
	"	D. Joaquín de Lavena
1773 y 1774	Prior Cónsul	D. José González Gutiérrez D. Joaquín de Lavena
	"	D. Joaquín José de Arrese
1775 a 1777	Prior Cónsul	D. Antonio Rodríguez del Fierro D. Joaquín José de Arrese
	"	D. Diego Saenz de Tejada
1778 a 1782	Prior Cónsul	D. Joaquín Manuel de Azcona D. Diego Saenz de Tejada
	"	D. Vicente Ferrer Martínez
1783 y 1784	Prior Cónsul	D. José González Gutiérrez D. Vicente Ferrer Martínez
	"	D. Antonio de Elizalde
1785 y 1786	Prior Cónsul	D. Isidro Abarca D. Antonio de Elizalde
	"	D. Juan Bautista de Sarava
1787	Prior Cónsul	El Conde de Premio Real D. Juan Bautista de Sarava
	"	D. Francisco A. Calderón
1788	Prior Cónsul	El Conde de Premio Real D. Juan Bautista de Sarava
	"	D. Joaquín de Lavena
1789 y 1790	Prior Cónsul	D. Isidro Abarca D. Joaquín de Lavena
	"	D. Cayetano F. Maldonado
1791 y 1792	Prior Cónsul	D. Antonio Elizalde D. Cayetano F. Maldonado
	"	D. Francisco Vasquez de Ucieda
1793 y 1794	Prior Cónsul	D. Domingo Ramírez de Arellano D. Francisco Vasquez de Ucieda
	"	D. Juan Bautista de Gárate
1795 y 1796	Prior Cónsul	D. Juan Bautista de Sarava D. Juan Bautista de Gárate
	"	D. Francisco de Calatayud
1797 y 1798	Prior Cónsul	D. José Matías de Elizalde D. Francisco de Calatayud
	"	D. Blas Ignacio de Tellería

1799 y 1800	Prior	D. Isidro Abarca
	Cónsul	D. Blas Ignacio Tellería
	"	D. Agustín Quijano Velarde
1801 y 1802	Prior	D. José Antonio de Errea
	Cónsul	D. Agustín Quijano Velarde
	"	D. Juan García de Ponte
1803 y 1804	Prior	D. Francisco Vasquez de Ucieda
	Cónsul	D. Juan García de Ponte
	"	D. Antonio Alvarez del Villar
1805 y 1806	Prior	D. Antonio Saenz de Tejada
	Cónsul	D. Antonio Alvarez del Villar
	"	D. Manuel de Santiago y Rotalde
1807 y 1808	Prior	D. Juan Bautista de Gárate
	Cónsul	D. Manuel de S. y Rotalde
	"	D. José Hermenejildo de Isasi
1809 y 1810	Prior	D. Luis Manuel Alvo y Cabada
	Cónsul	D. José Hermenejildo de Isasi
	"	D. Bartolomé Valdez
1811 y 1812	Prior	D. Antonio Alvarez del Villar
	Cónsul	D. Bartolomé Valdez
	"	D. Francisco Javier Izcue
1813 y 1816	Prior	D. José Gonzales de Lafuente
	Cónsul	D. Francisco Javier de Izcue
	"	D. Faustino del Campo
1817 y 1818	Prior	D. Miguel Fernando Ruiz
	Cónsul	D. Faustino del Campo
	"	D. Antonio José de Sarava
1819 y 1821	Prior	D. Manuel de Gorbea
	Cónsul	D. Antonio José de Sarava
	"	D. Manuel de Barreda
1822 y 1823	Prior	D. Conde del Villar de Fuente
	Cónsul	D. Manuel de Santiago y Rotalde
	"	D. Juan Salazar y Carrillo
1822 y 1823	Prior	D. José Ignacio Palacios
	Cónsul	D. Santiago Campos
	"	D. Juan Salazar y Carrillo
1823 y 1824	Prior	D. Manuel Ex-Elme
	Cónsul	D. Juan S. Carrillo
	"	D. Juan de Elizalde
1825	Prior	D. Tomás Ortiz de Zevallos
	Cónsul	D. Juan S. y Carrillo
	"	D. Francisco Alvarez Calderón
1826	Prior	D. Tomás Ortiz de Zevallos
	Cónsul	D. Francisco A. Calderón
	"	D. Francisco A. de Argote

Source: Manuel de Mendiburu, Diccionario histórico biográfico,
Lima, Imp. Enrique Palacios, 1932, tomo 11, pp. 425-
426.

Annexe V

ENTREES DE LA CAISSE ROYALE, LIMA, 1760-1799

<u>Année</u>		<u>Année</u>	
1760	681,859	1780	1'997,579
1761	764,293	1781	2'999,299
1762	601,400	1782	2'822,574
1763	652,896	1783	3'073,959
1764	1'052,342	1784	2'967,878
1765	1'862,339	1785	2'187,865
1766	1'256,666	1786	1'952,504
1767	1'139,187	1787	2'892,113
1768	1'098,819	1788	2'000,789
1769	1'050,394	1789	1'930,285
1770	1'423,763	1790	2'075,178
1771	1'010,991	1791	2'292,816
1772	1'102,702	1792	2'405,541
1773	1'084,452	1793	2'708,047
1774	2'731,337	1794	2'241,334
1775	2'326,012	1795	2'422,470
1776	3'384,590	1796	2'095,983
1777	3'250,273	1797	2'196,156
1778	2'223,083	1798	1'522,364
1779	2'192,752	1799	2'718,824

Source: Javier Tord y Carlos Lazo, "Economía y sociedad en el Perú colonial" en Historia del Perú, t. IV, pp. 549, 550, Lima, Mejía Baca, 1980.

Annexe VI

FRAPPES A L'HOTEL DE LA MONNAIE, LIMA, 1760-1821

Années	Argent		Or	
	Mars	Pesos	Mars	Pesos
1760	312,000	2'498,294.0.32	4,177	535,147.3.1
1761	351,313.4.3	2'813,091.4.17	12,432	1'123,353.6.20
1762	382,080.2.5	3'059,452.0.10	5,569.2.4	713,527.6.27
1763	270,000.0.0	2'161,985.2.12	6,995	896,182.7.18
1764	333,306.2	2'668,898.6.08	6,818	873,506.0.32
1765	330,000.0	2'642,426.3.26	7,063	904,894.7.18
1766	363,101	2'907,477.6.30	1,945	249,188.6.20
1767	348,677	2'791,979.6.14	7,851	1'005,867.5.10
1768	360,000	2'882,647.0.16	6,752	865,050.2.28
1769	344,750	2'760,534.7.14	6,379	817,262.3.26
1770	348,000	2'786,558.6.20	4,998	639,050.6.20
1771	351,334	2'813,255.2.24	6,540	837,889.3.10
1772	457,000	3'659,360.2.12	5,277	676,076.6.20
1773	504,000	4'035,705.7.2	5,197	665,827.3.10
1774	516,000	4'131,794.0.32	5,839	748,070.7.18
1775	528,000	4'227,882.2.28	3,800	486,847.0.16
1776	491,601	3'936,422.5.24	1,797	230,227.3.10
1777	498,000	3'987,661.6.4	3,357	430,090.7.18
1778	480,000	3'843,529.3.10	5,960	763,581.1.14
1779	426,441	3'414,663.4.26	7,661	981,509.2.12
1780	450,000	3'603,308.6.20	5,241	671,464.4.24
1781	490,221	3'925,372.4.18	3,852	493,509.1.14
1782	381,051.7.1 ² /8	3'051,216.7.32	4,186.1.2.0.1	536,320.4.04
1783	378,000	3'026,779.3.10	3,875	496,455.7.02
1784	412,622.0.6	3'304,010.5.30	2,879.7.7.5.11	368,978.0.10
1785	366,000	2'930,691.2.14	3,184	407,926.4.24
1786	423,458.4	3'390,781.5.11	3,214.5.3.0.8	411,856.3.15
1787	420,000	3'363,088.1.30	4,887.0.0.0.0	626,110.7.18
1788	442,180.5.7	3'540,697.1.21	4,578.2.3.5.7	586,562.3.14
1789	420,000	3'363,044.1.30	5,638	722,327.1.12
1790	537,483.5.4	4'303,821.4.22	4,582.5.1	587,117.1.2
1791	511,725.6	4'097,568.5.18	5,556.5.1.2.2	711,904.3.13
1792	576,000	4'612,235.2.12	5,109.0.0	654,553.0.16

Années	Argent		Or	
	Mars	Pesos	Mars	Pesos
1793	621,040.6.6	4'972,965.2.10	4,756,7.5.5.5	609,451.3.0.3
1794	622,618.7.6	4'985,529.6.22	5,763.5.3.1	738,428.3.8
1795	620,297.6.5	4'966,943.5.6	4,855.3.3.0.6	622,065.3.2
1796	618,000	4'948,544.0.32	4,626	592,672.1.30
1797	533,092.3	4'268,658.6.12	4,288.2.3.0.9 ^{1/4}	549,406.6.6 ^{1/2}
1798	558,000	4'468,102.7.18	3,935	504,142.7.18
1799	646,456.3.4	5'176,404.6.21	3,646.7.7.2.3 ^{1/4}	467,243.6.11
1800	516,000.0.0	4'131,794.0.32	2,781.0.0.0	356,295.1.1.4
1801	530,585.0.4	4'248,581.6.30	2,410.1.3.5.3 ^{1/4}	308,787.2.15
1802	486,000	3'891,573.4.8	2,480	317,731.6.4
1803	468,000	3'747,441.1.14	2,575	329,902.7.18
1804	508,991.5.0	4'075,675.4.23	2,591.0.4.2.5	331,961.5.5
1805	514,108.1.7	4'116,646.0.22	2,937.4.0.1.6	376,346.0.26 ^{1/2}
1806	510,000	4'083,750.0.0	1,602	205,244.3.26
1807	442,720.1.5	3'545,016.7.12	2,834.2.6.4	363,130.5.28
1808	486,000	3'891,573.4.08	2,697	345,533.2.12
1809	508,788.6.6	4'074,051.6.25 ^{1/2}	2,501.7.2.2.7	320,539.1.26
1810	526,976.1.4	4'219,684.2.20	2,524.7.5.4.11	323,492.5.18
1811	528,899.3.4	4'235,084.3.24	2,495.1.0.5.9	319,671.3.23
1812	456,000	3'651,352.7.18	4,228	541,681.3.10
1813	480,000	3'843,529.3.10	5,023	643,534.7.18
1814	426,000	3'411,132.2.28	5,594	716,690.0.32
1815	439,849.1.5	3'522,027.6.16	3,693	473,138.3.26
1816	453,902.6.7	3'634,560.3.0.5	5,678.1.5.1.11	727,478.5.12
1817	397,785.5.5	3'185,210.4.05	5,724.0.1.4.11	733,349.0.16
1818	--	--	--	--
1819	--	--	--	--
1820	469,808.6.4	3'761,924.7.27	3,690.1.1.0.9	472,772.3.02
1821	55,957.7.6	448,075.1.21*	1,957.4.0.0.2	250,789.3.00 ^{1/8} **

Source: A.G.N., Cuadernos CM-402 a CM-431.

* Jusqu'au début du mois de juillet.

** Jusqu'au mois de juin.

Annexe VII

HACIENDAS MIS SOUS SEQUESTRE, 1821-1824

Hacienda	Propriétaire/Locataire	Lieu (partido)
San Jacinto	J. Matías Antiga (a)	Santa
Motocachi	J. Matías Antiga (a)	Santa
Puente	Pedro Abadía	Santa
San José	Teresa de Salas	Nepeña
El Convento	Manuel García	Supé
San Nicolás	--	Supé
Andahuasi	Anselmo Salinas	Sayán
Congón	Eusebio del Villar	Huarmey
Casablanca	José Villa	Sayán
Chacaca	Luis Barona	Huaura
Humaya	Benito Carreño (a)	Huaura
Pasamayo	Antonio Solórozano	Chancay
Palpa	José Basurco	Chancay
La Huaca	Juan José Pasquel	Chancay
Boza	Marqués de Boza	Chancay
Huando	Conde de Lurigancho	Chancay
Jecuán	Antonio Pomar	Chancay
Las Salinas	José Laos	Chancay
Acaray	Cipriano Laos	Huaura
Chancaillo	Manuel Elguera	Chancay
Caqui	Francisco Aliaga	Chancay
Chuquitanta	Marqués de Valle Umbroso	Carabaillo
Chacra Bravo	Conde de la Encina	Ate
San Lorenzo	Manuel Moreyra	Carabaillo*
Villa	Juan Lavalle	Surco
San Tadeo	Juan Lavalle	Surco
Concha	Manuel Ugarte	Legua
Chacra Alta	Antonio Solórzano	Bellavista
Gala	Bruno Vitero	Lurigancho
Asia	Marqués de Valle Umbroso	Chilca
Buenavista	Josefa Jacot	Lurín
Santa Rosa de Caucato	Francisco Penagos	Pisco
Caucato	Fernando del Maso	Pisco
Bujama	Joaquín Asín	Mala**
Lanchas	Vicente Algorta	Pisco
Carrisal	Vicente Algorta	Pisco
Chunchanga	Román de Idiáquez	--
Santa Cruz	Pedro Abadía	--
Sapán	Conde de Montesclaros	Carabaillo
Luna	Juan Ipinze	Carabaillo
Pascal	Juan Ipinze	Carabaillo
San Javier	--	Nazca
San Pablo	--	Nazca

Source: A.G.N., Juzgado de Secuestros, Caja n. 3, O.L. 27, 1821, legs. 1, 6, 8, 10, 12.

Annexe VIII

MARCHANDS EMIGRES, 1821-1824

Manuel Gorbea, Prior del Tribunal del Consulado	Francisco Javier de Izcue
M. Barrera, Cónsul	Juan Elguera
Manuel Ortiz Villalta	José Lazarte
Faustino del Campo	José Barinaga
Fulgencio Zavala	José Salgado
Francisco María Zuloaga	Dionisio Farfán
Juan Bautista Aguirre	José Isasi
José La Rosa	Amador Gallo
Manuel Baruna	José San Martín
Fernando del Mazo	Francisco Iñara
José Agustín Lizarralde	Cayetano Diles
Miguel Gárate	Francisco Arellano
Domingo Urquijo	José García
Francisco Saldicaray	José Ramírez
Ramón Villa	Ignacio y Francisco Necochea
Francisco Lavarzena	José Valdez
Pedro Primo	Martín Aramburú
Francisco Quiroz	Manuel Melitón del Valle
Manuel Posadillo	Juan Gil
Pedro Moreno	Cayetano Rubio
Miguel Antonio Cerda	Nicolás de Carmineaga
Juan Matías Echavarri	D.M. Irribarren
Juan Ignacio Mendizábal	Manuel Ugarte

Source: A.G.I., Indiferente, 1571, "Relación de los sujetos que han salido de la ciudad de Lima para la península", 15 marzo de 1822. A.G.N., Juzgado de Secuestros, legs. 1, 2, 6, 8, 9.

SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE

SOURCES

Archivo Arzobispal (Lima)
Archivo del Fuero Agrario (Lima)
Archivo General de Indias (Sevilla)
Archivo General de la Nación (Lima)
Archivo Histórico Riva Agüero (Universidad Católica, Lima)
Archivo Municipal (Lima)
Archivo Vargas Ugarte
Biblioteca Nacional (Lima)
Biblioteca Nacional (Madrid)

BIBLIOGRAPHIE

- ADAN, Martín (pseudonyme de Rafael de la Fuente Benavides). De lo barroco en el Perú, Lima, Universidad Nacional Mayor de San Marcos, 1968.
- ANDERSON, Perry. El Estado absolutista, Madrid, Siglo XXI, 1979.
- Anonyme. Drama de los palanganas Veterano y Bisoño (édition de Luis Alberto Sánchez), Lima, 1977.
- ANNA, Timothy. The fall of the royal government in Peru, University of Nebraska, 1979.
- ARROYO, Eduardo. La hacienda costeña en el Perú. Mala-Cañete, 1532-1968, Lima, 1981.
- AYANQUE, Simón (psudonyme de Terralla y Landa). Lima por dentro y por fuera, Paris, Imprimerie Rueff et Cie., 1924.
- BASADRE, Jorge. La iniciación de la República (2 tomes), Lima, E. Rosay, 1929.
- . El azar en la historia y sus límites, Lima, P.L. Villanueva, 1973.
- BOLIVAR, Simón. Escritos políticos, Madrid, Alianza Editorial, 1969.
- BRAUDEL, Fernand. La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II, Paris, Armand Colin, 1966, 2ème. édition.

- BROMLEY, Juan et BARBAGELATA, José. Evolución urbana de la ciudad de Lima, Lima, Concejo Provincial de Lima, 1945.
- BRUNT, P.A. "La plebe romana" dans Finley, Moses, Estudios sobre historia antigua, Madrid, Akal, 1981, pp. 87-117.
- BONILLA, Heraclio et SPALDING, Karen. La Independencia en el Perú, Lima, Instituto de Estudios Peruanos, 1981, 2ème. édition.
- BOWSER, Frederick. El esclavo africano en el Perú colonial, México, Siglo XXI, 1977.
- BROWN, Fortunato. 200 vales criollos, Lima, Ediciones Comerciales, 1976, p. 2.
- BURCA, Manuel. "La hacienda en el Perú, 1850-1930: evidencias y método". Tierra y Sociedad, año I, n. I, Lima.
- BURKHOLDER, Marc. From impotence to authority, Columbia, 1977.
- CAMPRUBI ALCAZAR, Carlos. El banco de la emancipación, Lima, 1960.
- CARDENAS, Mario. "El pueblo de Santiago: un ghetto en la Lima virreinal" dans Boletín del Instituto Francés de Estudios Andinos, Lima, n. 3, 1980.
- CARMAGNANI, Marcello. Les mécanismes de la vie économique dans une société coloniale: le Chili (1680-1830), Paris, Scopen, 1973.
- CESPEDES DEL CASTILLO, Guillermo. Lima y Buenos Aires, Sevilla, Escuela de Estudios Hispano-Americanos, 1947.
- Colección Documental de la Independencia del Perú. La acción patriótica del pueblo en la emancipación. Guerrillas y montoneras, t. V, vol. 2o. (recherche, compilation et prologue d'Ella Dumbar Temple), Lima, 19 .
- . La Marina, t. VII, vol. 1o., Lima, Comisión del Sesquicentenario, 1971.
- CONCOLORCORVO (Carrión de la Vandra). El lazarillo de ciegos caminantes, Madrid, Biblioteca de Autores Españoles, 1959.
- CORDOVA Y URRUTIA, José María. Estadísticas histórica, geográfica, industrial y comercial de los pueblos que componen las provincias del departamento de Junín, Lima, Imp. de Instrucción Primaria, 1839.
- . Las 3 épocas del Perú o compendio de su historia, Lima, 1844.
- CUSHER, Nicholas. Lords of the land: sugar, wine and Jesuit estates of coastal Peru, 1600-1767, Baltimore, 1980.

- DELUMEAU, Jean. Rome au XVI^e siècle, Paris, Hachette, 1975.
- DESCOLA, Jean. La vida cotidiana en el Perú en tiempo de los españoles, 1710-1820, Buenos Aires, Hachette, 1962.
- DEUSTUA, Carlos. Las intendencias en el Perú (1790-1796), Sevilla, Consejo Superior de Investigaciones Científicas, 1965.
- FEBRES VILLARROEL, Oscar. "La crisis agrícola en el Perú el último tercio del siglo XVIII" dans Revista Histórica, Lima, 1964, t. XXVIII.
- FISHER, John. Minas y mineros en el Perú colonial, 1776-1824, Lima, Instituto de Estudios Peruanos, 1977.
- FLORES GALINDO, Alberto. "La revolución tupamarista y los pueblos andinos (una crítica y un proyecto)" dans Allpanchis, Cusco, 1981, n. 17-18, pp. 253-265.
- FLORESCANO, Enrique. Origen y desarrollo de los problemas agrarios de México (1500-1821), México, Ediciones Era, 1971.
- FOUCAULT, Michel. Vigilar y castigar, México, Siglo XXI, 1976.
- FREZIER, M. Relation du voyage en la Mer du Sud aux côtes du Chili et du Pérou, fait pendant les années 1712, 1713 et 1714, Paris, 1732.
- FUENTES, Manuel. Lima, apuntes históricos, descriptivos, estadísticos y de costumbres, Paris, F. Didot, 1867.
- GARCIA-BARQUERO, Antonio. Cádiz y el Atlántico (1717-1778), 2 vols., Sevilla, Escuela de Estudios Hispano-Americanos, 1976.
- GENOVESE, Eugene. Economía política de la esclavitud, Barcelona, Ediciones Península, 1970.
- GEREMEK, Bronislaw. Les marginaux parisiens aux XIV^e et XV^e siècles, Paris, Flammarion, 1976.
- . Truands et misérables, Paris, Gallimard/Julliard, 1980.
- GISBERT, Teresa. Iconografía y mitos indígenas en el arte, La Paz, 1980.
- COLTE, Jürgen. Repartos y rebeliones, Lima, Instituto de Estudios Peruanos, 1980.
- CONGORA, Mario. "Vagabundaje y sociedad fronteriza en Chile (siglos XVIII a XIX)" dans Estudios de historia de las ideas y de historia social, Valparaíso, Ediciones Universitaria, 1980.
- HAENCKE, Tadeo. Descripción del Perú, Lima, Imp. El Lucero, 1901.
- HARTH-TERRE, Emilio. Negros e indios, Lima, Juan Mejía Baca, 1973.

- HOBBSAWM, Eric. Bandidos, Barcelona, Ariel, 1976.
- IZARD, Miguel. "Alteraciones comerciales, conflictos de intereses y malestar popular" dans Boletín Americanista, n. 29, año XXI, Barcelona, Departamento de Historia de América, 1979, pp. 119-190.
- JARA, Alvaro. Tierras nuevas, México, Colegio de México, 1974.
- JUAN, Jorge et DE ULLOA, Antonio. Noticias secretas de América, Londres, Imp. Taylor, 1826.
- KAPSOLI, Wilfredo. Sublevaciones de esclavos en el Perú del s. XVIII, Lima, Universidad Ricardo Palma, 1975.
- LARSON, Brooke. "Ritmos rurales y conflictos de clase durante el siglo XVIII en Cochabamba" dans Desarrollo Económico, Buenos Aires, juillet-septembre 1980, n. 78, pp. 183-214.
- LASLETT, Peter. Un monde que nous avons perdu, Paris, Flammarion, 1969.
- LASTRES, Juan. Historia de la medicina peruana, vol. II, Lima, Universidad Nacional Mayor de San Marcos, 1951.
- LAZO, Carlos et TORD, Javier. "El movimiento social en el Perú virreinal" dans Histórica, vol. I, n. 1, juillet 1977, pp. 61-92.
- LEGUIA, Jorge Guillermo. "Unos cuantos conceptos en torno a la nobleza colonial peruana" dans Boletín del Museo Bolivariano, Lima, n. 14, pp. 137-138.
- LEPKOWSKI, Tadenvz. Haití, La Habana, Casa de las Américas, 1968.
- LOHMANN VILLENA, Guillermo. Los americanos en las órdenes nobiliarias (1529-1900), 2 tomes, Madrid, Instituto Gonzalo Fernández de Oviedo, 1947.
- . "Espíritu crítico y reformismo en el Perú del siglo XVIII" dans Mercurio Peruano, Lima, juillet-octobre 1968, n. 474-475.
- . Los ministros de la audiencia de Lima (1700-1821), Sevilla, Escuela de Estudios Hispano-Americanos, 1974.
- . "Banca y crédito en la América española. Notas sobre hipótesis de trabajo y vuentes de información" dans Historia, tirage, s.d.
- LUNA, Julio. "Viajes por motivo de salud" dans El Comercio, 24 août 1978, p. 2.
- LLANO Y ZAPATA, José Eusebio. Narración circunstanciada de la deplorable catástrofe sufrida en la ciudad de Lima e inundación del puerto del Callao, Lima, Imprenta La Liberta, s.d.

- MACERA, Pablo. Tres etapas en el desarrollo de la conciencia nacional, Lima, 1955.
- . "El molino de Acomayo" dans 7 Días, 21 février 1975, pp. 48-49.
- . Trabajos de historia, Lima, Instituto Nacional de Cultura, 1977, IV tomes.
- MARIATEGUI, José Carlos. 7 ensayos de interpretación de la realidad peruana, Lima, Amauta, 1978.
- MATICORENA, Miguel. Los ideólogos. José Baquijano y Carrillo (t. I), Lima, Colección Documental de la Independencia del Perú, 1976.
- . "El comercio libre de 1778" dans El Comercio, Lima, 12 novembre 1978, p. 2.
- . "Los vascos en el Perú" dans Suplemento Dominical de El Comercio, Lima, 30 décembre 1979, pp. 12-13.
- MEDINA, José Toribio. Historia del Tribunal de la Inquisición de Lima, Santiago de Chile, Fondo Histórico y Bibliográfico, 1956.
- MENDIBURU, Manuel de. Diccionario histórico biográfico, Lima, Imp. Enrique Palacios, 1932.
- MILLA BATRES, Carlos. Vida y obra literaria inédita del Ciego de La Merced (2 t.), thèse, doctorat, Lima, Universidad Nacional Mayor de San Marcos, 1976.
- MILLONES, Luis. Tugurio. La cultura de los marginados, Lima, Instituto Nacional de Cultura, 1978.
- MONTERO, Victorino. Estado político del Reyno del Perú (1742), Colección Zegarra, t. 13, Biblioteca Nacional (Lima).
- MOREYRA PAZ SOLDAN, Manuel. "La tesorería y la estadística de acuñación colonial en la Casa de Moneda de Lima" dans Instituto de Investigaciones Históricas, Lima, 1943, t. II, pp. 3-56.
- . El tráfico marítimo en la época colonial, Lima, Imp. Gil, 1944.
- . La moneda colonial en el Perú, Lima, Banco Central de Reserva del Perú, 1980.
- MORNER, Magnus. Estratificación social hispanoamericana durante el período colonial, Stockholm, 1980.
- NIETO, Armando. Contribución a la historia del fidelismo en el Perú (1808-1810), Lima, Instituto Riva Agüero, 1960.
- NUÑEZ, Estuardo et PETERSEN, Georg. El Perú en la obra de Alejandro de Humboldt, Lima, Studium, 1971.

- PACHECO VELEZ, César. "Las conspiraciones del Conde de la Vega del Rhen" dans Revista Histórica, Lima, t. XXI, 1954, pp. 355-425.
- . "La sociedad patriótica de Lima de 1822" dans Revista Histórica, Lima, 1978, t. XXI, pp. 9-48
- PALACIO ATARD, Vicente. Areche y Guirior. Observaciones sobre el fracaso de una visita al Perú, Sevilla, Escuela de Estudios Hispano-americanos, 1946.
- PALMA, Ricardo. Anales de la Inquisición en Lima, Madrid, Tip. de Ricardo Fe, 1897, 3ème édition.
- PRUVONENA (pseudonyme de Riva Agüero y Sánchez Boquete). Memorias y documentos para la historia de la Independencia del Perú (2 tomes), Paris, Lib. de Gornier hermanos, 1858.
- PANDO, José María. Análisis y amplificación del manifiesto presentado al congreso del Perú, Lima, Imp. J. Masías, 1831.
- . Reclamación de los vulnerados derechos de los hacendados de las provincias litorales del departamento de Lima, Lima, Imp. J.M. Concha, 1833.
- PAZ SOLDAN, Mariano Felipe. Historia del Perú independiente (1818-1822), Lima, 1868
- QUIJANO, Aníbal. Imperialismo y marginalidad en América Latina, Lima, Mosca Azul, 1977.
- RAMIREZ, Susan. The sugar estates of the Lambayeque Valley, 1670-1800, Wisconsin, Land Tenure Center, 1974.
- RAMOS, Demetrio. Trigo chileno, navieros del Callao y hacendados limeños entre la crisis agrícola del siglo XVII y la comercial de la primera mitad del XVIII, Madrid, Instituto Gonzalo Fernández de Oviedo, 1967.
- RAVAGO, Enrique. El gran mariscal Riva Agüero, Lima, 1959.
- REGALADO, Liliana et SALINAS, María. "Apuntes sobre la actitud del consulado limeño en la etapa emancipadora" dans Quinto Congreso Internacional de Historia de América (1971), Lima, Comisión del Sesquicentenario, 1973, t. III, pp. 271-291.
- REPARAZ, Gonzalo de. "Los portugueses en el Perú durante los siglos XVI y XVII" dans Mercurio Peruano, Lima, avril 1968, n. 472.
- RICO, Gaspar. Proyecto relativo al comercio, suerte y servidumbre de los esclavos inclinados a su transición oportuna a libres, Cádiz, Imp. Tormentoría, 1813.
- RIVA AGUERO, José de la. Paisajes peruanos, Lima, Pontificia Universidad Católica, 1969.

- ROCHE, Daniel. Le peuple de Paris, Paris, Aubier Montaigne, 1981.
- RODRIGUEZ VICENTE, María Encarnación. "La Real Hacienda en Perú a comienzos del siglo XIX" dans Quinto Congreso Internacional de Historia de América (1971), Lima, Comisión Nacional del Sesquicentenario, 1973, t. III, pp. 292-301.
- ROSEMBLAT, Angel. La población indígena y el mestizaje en América, Buenos Aires, editorial Nova, 1954, 2 ts.
- ROSTWOROWSKI, María. Etnia y sociedad, Lima, Instituto de Estudios Peruanos, 1977.
- . "La vida en un poblado de pescadores" dans La pesca en el Perú prehispánico, Lima, s.d.
- RUDE, George. Protesta popular y revolución en el siglo XVIII, Barcelona, Ariel, 1978.
- SANCHEZ, Luis Alberto. La Perricholi, Lima, ediciones Nuevo Mundo, 1964.
- SARTRE, Jean Paul. "Prefacio" a Los condenados de la tierra, México, Fondo de Cultura Económica, 1977.
- SAUVY, Alfred. Théorie générale de la population, t. I. Paris, 1956.
- SWAYNE Y MENDOZA, Guillermo. Mis antepasados, Lima, 1951.
- SZEMINSKI, Jan. "Del significado de algunos términos usados en los documentos de la revolución tupamarista" dans Allpanchis, Cusco, 1980, vol. XIV, n. 16, pp. 89-130.
- TAVARA, Santiago. Abolición de la esclavitud en el Perú, Lima, Imp. de José María Monterola, 1855.
- THOMPSON, Edward. "Modes de domination et révolutions en Angleterre" dans Actes de la Recherche en Sciences Sociales, n. 2-3, Paris, juin, 1976, pp. 133-151.
- . La formación histórica de la clase obrera, Barcelona, Laia, 1977.
- . Tradición, revuelta y consciencia de clase, Barcelona, editorial Crítica, 1979.
- TORD, Javier. "Sociedad colonial y fiscalidad" dans Apuntes, Lima, 1977, año IV, n. 7, pp. 3-28.
- TORD, Javier et LAZO, Carlos. "Economía y sociedad en el Perú colonial (dominio económico)" dans Historia del Perú, t. IV, Lima, editorial Juan Mejía Baca, 1980, pp. 339-572.
- . "Economía y sociedad en el Perú colonial. Movimiento social" dans Historia del Perú, t. V, Lima, editorial Juan Mejía Baca, 1980, pp. 9-328.

- TORRES SALDAMANDO, Enrique. "Nuevos datos sobre títulos de Castilla en el Perú" dans Revista Peruana, Lima, 1879, t. II, pp. 513-516.
- . "Títulos de Castilla y mayorazgos del Perú, después de 1821" dans Revista Peruana, Lima, 1879, t. II, pp. 561-566.
- UNANUE, Hipólito. Guía política, eclesiástica y militar del Virreinato del Perú, Lima, Sociedad Académica Amantes del País, 1794.
- . El clima de Lima, Madrid, Imprenta de Sacha, 1815.
- VALDIZAN, Emilio. Locos de la Colonia, Lima, Imp. Sanmartí, 1919.
- VARELA ORBEGOSO, Luis. Apuntes para la historia de la sociedad colonial, Lima, Librería e Imprenta E. Moreno, 1924, 2 tomes.
- VARGAS UGARTE, Rubén, S.J. Obras de Fray Francisco del Castillo Andraca y Tamayo, Lima, Studium, 1948.
- . Títulos nobiliarios en el Perú, Lima, 1958, 3ème édition.
- . Historia general del Perú, Lima, Carlos Milla Batres, 1966, ts. V et VI.
- . Documentos inéditos sobre la campaña de la Independencia del Perú (1810-1824), Lima, Carlos Milla Batres, 1971.
- VICENS VIVES, Jaime. Historia social y económica de España y América,
- VICUÑA MACKENNA, Benjamín. Historia de Valparaíso, 1536-1868, Valparaíso, Imp. Albiñón de Cox y Taylor, 1869, 2 vols.
- VILAR, Pierre. Crecimiento y desarrollo, Barcelona, Ariel, 1980, 4ème. édition.
- VILLALOBOS, Baltazar de. Método de curar tabardillos y descripción de la fiebre epidémica, que por los años de 1796 y 97 afligió varias poblaciones del partido de Chancay: escrito de orden de este Superior Gobierno y real acuerdo de justicia..., Lima, Imp. Real del Telégrafo Peruano, 1800.
- VOLLMER, Günther. Bevölkerungspolitik und Bevölkerungsstruktur im Vizekönigreich Peru zu ende der Kolonial zeit 1741-1821, Köln, 1965.
- WALLERSTEIN, Immanuel. El moderno sistema mundial, Madrid, Siglo XXI, 1979.
- ZAVALA OYAGUE, Carlos. "Historia del mayorazgo de Lumbreras (1624-1854)" dans Revista del Instituto Peruano de Investigaciones Genealógicas, Lima, 1949, n. 4, pp. 11-29.
- ZEVALLOS QUIÑONES, Jorge. "Lambayeque en el siglo XVIII" dans Revista del Instituto Peruano de Investigaciones Genealógicas, t. I, Lima, 1946, pp. 89-152.

REMERCIEMENTS

Cette recherche a une longue histoire. Elle remonte aux études que je fis à Paris, à partir de 1972, où je reçus les encouragements de Fernand Braudel, Pierre Vilar et Ruggiero Romano, mon Directeur de Thèse.

Trois institutions ont financé, dans les moments difficiles, mon travail dans les archives: d'abord, ce fut le Consejo Latinoamericano de Ciencias Sociales (CLACSO), pendant un an -après lequel nous avons commencé la rédaction de ce texte-, le Social Science Research Council, et, à la fin, la FOMCIENCIAS (Lima). Dans l'étape finale, nous avons trouvé l'accueil de l'Instituto de Apoyo Agrario, grâce à la compréhension de Humberto Rodríguez Pastor et Juan Mendoza.

Mais en plus des institutions, je tiens à remercier ceux qui, d'une façon ou d'une autre, ont été présents dans les moments d'enthousiasme ou de découragement, dans la lecture silencieuse des documents ou dans l'agitation de l'écriture: Pablo Macera, Manuel Burga et, à nouveau, Ruggiero Romano; Marina Cedronio et les amis italiens de la Cité Universitaire; Cecilia Rivera, ma femme, qui a fait le chemin avec moi; Françoise Deler qui a traduit les manuscrits en Français; Carmen Lopez; les archivistes et bibliothécaires des lieux cités dans le texte qui ont su m'offrir leur collaboration désintéressée. A tous, ma plus grande gratitude.

TABLE DE MATIERES

Introduction	3
Notes	6
Chapitre I	
Le fil de l'écheveau	7
1. Un vieux débat: la question du blé	7
2. L'agriculture d'exportation ou le triomphe de la canne à sucre	16
3. La production agricole de la côte	28
a. La région	28
b. Les vallées	31
Notes	34
Chapitre II	
Une aristocratie en suspens	39
1. Lima et la Mer du Sud	39
2. Le marché intérieur	45
3. Fugitive splendeur	56
Notes	65
Chapitre III	
Vies d'esclaves	69
1. Une crainte cachée	69
2. Question préalable: le nombre	73
3. La campagne	81
a. Les <u>haciendas</u>	81
b. Décomposition de l'esclavage	85
c. <u>Marron et palenques</u>	90
4. Dans les villes	94
a. Artisanat et service domestique	94
b. Un suicide	97
5. Sévices	99
6. Les chemins de la liberté	103
Notes	108

Chapitre IV	
Visages de la plèbe	113
1. Bandits de la côte	113
2. La violence quotidienne	121
3. La ville comme prison	131
4. Tension ethnique	136
5. Vivre séparés: la pêche et les pêcheurs	145
6. Une comédie humaine: les Traditions	151
Notes	157
Chapitre V	
Une société sans alternative	
1. Faillite de l'aristocratie marchande	165
2. Une émeute: 5 juillet 1821	171
3. La désolation des campagnes	178
Notes	183
Conclusions	
Colonialisme et violence	188
Notes	192
Annexes	194
Sources et bibliographie	214
Remerciements	222

